

**Rapport sur la Croissance**  
Stratégies à l'appui  
d'une Croissance Durable  
et d'un Développement Solidaire

**Rapport sur la Croissance**  
**Stratégies à l'appui d'une Croissance Durable**  
**et d'un Développement Solidaire**





# **Rapport sur la Croissance** **Stratégies à l'appui d'une Croissance Durable** **et d'un Développement Solidaire**

---

COMMISSION SUR LA CROISSANCE ET LE DÉVELOPPEMENT



## Membres de la Commission sur la Croissance et le Développement

---

**Montck Singh Ahluwalia**, président suppléant, Commission de planification, Gouvernement de l'Inde, New Delhi

**Edmar Bacha**, directeur de l'Institut Casa Das Garças pour les études de politique économique, conseiller principal auprès de la banque Itaü, Brésil ; ancien conseiller principal auprès du ministère des Finances pour la mise en œuvre du « Plano Real » et ancien président de la banque nationale de développement (BNDES)

**Dr Boediono**, gouverneur de la banque d'Indonésie, ancien ministre coordinateur des Affaires économiques, professeur d'économie, université Gajah Mada, Indonésie

**Lord John Browne**, président-directeur général, Riverstone Europe L.I.P. ; ancien président-directeur général British Petroleum, Royaume-Uni

**Kemal Dervis**, administrateur, PNUD, ancien ministre des Affaires économiques et du Trésor, Turquie

**Alejandro Foxley**, ministre des Affaires étrangères, ancien ministre des Finances, Chili

**Goh Chok Tong**, *ministre senior* dans le Cabinet et président de l'Autorité monétaire de Singapour, ancien Premier ministre de Singapour

**Han Duck Soo**, ancien Premier ministre, ancien vice-premier ministre et ancien ministre des Finances et de l'Économie, République de Corée

**Danuta Hübner**, Commissaire européen pour les politiques régionales, ancienne sous-secrétaire générale des Nations unies et secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Europe aux Nations unies, ministre chargée de l'intégration européenne et sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, rang de ministre à la chancellerie du président de la République de Pologne, sous-secrétaire d'État au ministère du Commerce et de l'Industrie

**Carin Jämtin**, ancienne ministre de la Coopération pour le développement international, Suède

**Pedro Pablo Kuczynski**, ancien Premier ministre et ancien ministre de l'Économie et des Finances, Pérou

**Danny Leipziger**, vice-président du réseau de lutte contre la pauvreté et de la gestion économique, groupe de la Banque mondiale, vice-président de la Commission

**Trevor Manuel**, ministre des Finances, Afrique du Sud

**Mahmoud Mohieldin**, ministre de l'Investissement, République arabe d'Égypte

**Ngozi N. Okonjo-Iweala**, directrice-générale, groupe de la Banque mondiale, ancienne ministre des Finances et des Affaires étrangères, Nigeria

**Robert Rubin**, président du comité exécutif, Citygroup ; ancien ministre des Finances, USA

**Robert Solow**, lauréat du prix Nobel d'économie ; professeur émérite au M.I.T., USA

**Michael Spence**, lauréat du prix Nobel d'économie, professeur émérite, université de Stanford, président de la Commission, USA

**Sir K. Dwight Venner**, gouverneur de la Banque centrale de l'Est des Caraïbes ; St. Kitts et Nevis

**Ernesto Zedillo**, ancien Président du Mexique, directeur du Centre de Yale pour les études sur la mondialisation, USA

**Zhou Xiaochuan**, gouverneur de la People's Bank de Chine

Montck Singh Ahluwalia  
MONTCK SINGH AHLUWALIA

Edmar Bacha  
EDMAR BACHA

Dr Boediono  
DR BOEDIONO

Lord John Browne  
LORD JOHN BROWNE

Kemal Dervis  
KEMAL DERVIS

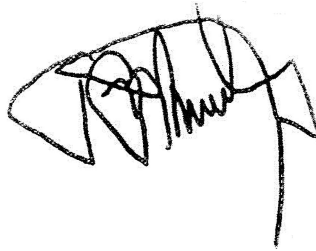
Alejandro Foxley  
ALEJANDRO FOXLEY

Goh Chok Tong  
GOH CHOK TONG

Han Duck Soo  
HAN DUCK SOO

Danuta Hübner  
DANUTA HÜBNER

Carin Jämtin  
CARIN JÄMTIN



PEDRO PABLO KUCZYNSKI



DANNY LEIPZIGER

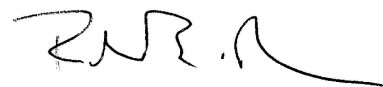


TREVOR MANUEL



MAHMOUD MOHIELDIN

Ngozi Okonjo-Iweala  
NGOZI N. OKONJO-IWEALA



ROBERT RUBIN

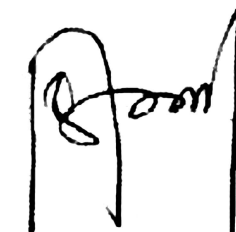
Robert M Solow  
ROBERT SOLOW

A. Michael Spence  
MICHAEL SPENCE

Sir K. Dwight Venner  
SIR K. DWIGHT VENNER



ERNESTO ZEDILLO



ZHOU XIAOCHUAN

© 2008 The International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank

Au nom de la Commission sur la Croissance et le Développement

1818 H Street NW

Washington, C 20433

Téléphone: 202-473-1000

Internet: [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)

[www.growthcommission.org](http://www.growthcommission.org)

Tous droits réservés

1 2 3 4 5 11 10 09 08

Ce rapport a été produit par la Commission sur la Croissance et le développement, qui avait le soutien des organisations suivantes :

Agence australienne pour le développement international (AusAid)

Ministère hollandais des Affaires étrangères

Agence de Coopération suédoise de Développement international (SIDA)

Ministère du développement international (Royaume Uni) (DEFID)

La Fondation William et Flora Hewlett

Groupe de la Banque mondiale

Les remarques, interprétations et conclusions exprimées ici ne reflètent pas forcément les opinions des organisations qui ont apporté leur soutien ni celles des pays qu'elles représentent.

Ces organisations ne garantissent pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations ou toute autre information qui figure sur une carte de cet ouvrage n'impliquent aucun jugement de la part des organisations qui ont soutenu ce projet concernant le statut juridique d'un territoire, quel qu'il soit, et cela ne signifie pas non plus qu'elles cautionnent ou acceptent ces frontières.

*Toutes les questions concernant les droits et les permis, y compris les droits dérivés, doivent être adressées à : Office of the Publisher, The World Bank, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; fax :202-522-2422 ; e-mail :pubrights@worldbank.org*

*Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés réservés pour tous pays.*

Le Code de la propriété intellectuelle du 1<sup>er</sup> juillet 1992 n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (article L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

© EDITIONS ESKA 2010

ISBN 978-2-7472-1632-6

**Editions ESKA, 12, rue du Quatre-Septembre — 75002 Paris**

Tél. 01 42 86 55 73 — Fax 01 42 60 45 35

<http://www.eska.fr>

# Table des matières

---

Membres de la Commission sur la croissance et le Développement	iv
Préface	ix
Abréviations	xii
Synthèse	1
Introduction	15

## **PARTIE 1** **Croissance forte durable** **dans la période d'après-guerre** **21**

Qu'est-ce que la croissance ?	21
Les 13 réussites	24
L'art de la prise de décisions	34
Le rôle des gouvernements	36

## **PARTIE 2** **Les ingrédients politiques des stratégies** **de croissance** **39**

Niveaux élevés de l'investissement	41
Les transferts de technologie	48
Concurrence et changements structurels	52
Les marchés du travail	53
Promotion des exportations et politique industrielle	57
Les taux de change	59
Flux de capitaux et ouverture de marchés financiers	61
Stabilité macroéconomique	63
L'épargne	65
Développement du secteur financier	67
Urbanisation et investissement rural	69
Équité et égalité des chances	72
Le développement régional	76



Environnement et utilisation de l'énergie	78
Efficacité des gouvernements	79
La qualité du débat	80
De mauvaises idées	81

**PARTIE 3**  
**Défis de la croissance**  
**dans des contextes nationaux particuliers** **83**

Afrique subsaharienne	83
Les petits États	90
Pays riches en ressources naturelles	93
Pays à revenu intermédiaire	96

**PARTIE 4**  
**Nouvelles tendances mondiales** **99**

Le réchauffement de la planète	99
Inégalité croissante des revenus et protectionnisme	106
Émergence de la Chine et de l'Inde et fléchissement des prix des produits manufacturés	108
Le problème de « l'addition »	110
L'augmentation des prix des denrées alimentaires et des carburants	112
Démographie, vieillissement et migrations	115
Déséquilibres mondiaux et gouvernance mondiale	118

**ANNEXE STATISTIQUE :**  
**L'économie mondiale et les pays en développement**  
**depuis la Seconde Guerre mondiale** **123**

1.Évolution du PIB mondial et du PIB par habitant	125
2. Population : tendances et prévisions	138
3. Pauvreté	145
4. Indicateurs socioéconomiques	154
5. Les infrastructures	161
6. Tendances mondiales	166
Glossaire	189
Remerciements	193



## PRÉFACE

---

Ce rapport présente les points de vue d'une Commission composée de 19 hauts responsables appartenant, pour la plupart, aux pays en développement, et de deux universitaires, Bob Solow et moi-même. Ces dirigeants ont à leur crédit l'expérience stimulante d'avoir été, pendant des décennies, les initiateurs de politiques qui ont marqué la vie de millions de gens, qu'il s'agisse des perspectives d'emplois, de la santé, de l'éducation, de l'accès aux équipements collectifs de base, tels que l'eau, les transports publics, l'éclairage dans les foyers, ou encore le quotidien de la vie et les opportunités offertes aux enfants.

Ils se sont mesurés à la complexité de tout ce qu'il y a à la base des stratégies de la croissance : les enveloppes budgétaires, la fiscalité, les taux de change, les politiques commerciales et industrielles, les réglementations, les privatisations et les politiques monétaires, pour ne citer que quelques-uns des obstacles. Ces choix qu'ils ont dû faire paraissent parfois bien éloignés du quotidien des gens. Mais leur impact est considérable.

Ce fut un honneur pour moi de travailler avec eux, et également un extraordinaire processus d'apprentissage ultra-rapide. J'espère que ce rapport, et notamment les communications, les ateliers et les études de cas qui l'accompagnent, nous permettront de faire connaître les idées de ces hauts responsables ainsi que celles d'une communauté d'universitaires et de pra-

ticiens fortement engagés dans tout ce qui touche au développement et aux choix politiques.

Le nombre de gens qui vivent dans des environnements à forte croissance ou dans des pays dont le niveau de revenu par habitant est conforme aux normes de l'OCDE, a quadruplé au cours des 30 dernières années, passant de un à quatre milliards. Il y a eu une accélération de la croissance au niveau mondial et notamment dans un nombre croissant de pays en développement. Pour la première fois dans l'histoire, il y a peut-être une chance raisonnable que la grande majorité des humains voient leur qualité de vie se transformer et les possibilités d'exercer leur créativité augmenter. L'objectif de ce rapport est d'accroître les chances que cet espoir devienne réalité.

Nous sommes face à de formidables défis, cela ne fait aucun doute : changement climatique, gouvernance mondiale, accroissement de l'interdépendance, volatilité, risque, et inclusion, ce concept qui veut que chacun puisse avoir accès à tous les avantages. Mais notre ingéniosité, notre créativité et notre capacité d'empathie devraient nous permettre de relever tous ces défis.

Dans notre démarche, nous avons essayé d'assimiler et d'intégrer tout ce que l'on sait en matière de croissance et de développement ainsi qu'une analyse minutieuse et approfondie des politiques dans un large éventail de domaines. Notre objectif est donc de partager ces connaissances avec les dirigeants et les décideurs des pays en développement, y compris ceux de la génération montante, de même qu'avec une communauté internationale de conseillers ; mais aussi avec les investisseurs, les dirigeants et les décideurs des pays avancés et des institutions internationales, qui poursuivent les mêmes objectifs.

Nous avons commencé notre travail il y a deux ans, en avril 2006. Nous nous sommes concentrés sur la croissance durable, non pas parce que c'est l'objectif ultime, mais parce la croissance durable est la voie qui permet de réaliser des choses essentielles dans les domaines qui comptent pour les gens : réduction de la pauvreté, emploi productif, éducation, santé et possibilité d'exercer sa créativité. Il nous a également semblé que notre travail devait s'enrichir de la connaissance de ce qui se fait à la périphérie dans tous les domaines qui, selon les Commissaires, présentaient un intérêt pour la croissance économique et le développement.

Cela nous a conduits à organiser 12 ateliers sur tout un ensemble de sujets d'ordre politique ayant tous trait à la croissance et au développement. Plus de 300 éminents universitaires ont présenté des communications à ces ateliers et ont participé aux débats. Je tiens à exprimer ici ma profonde gratitude à mes collègues universitaires qui se sont associés à ce projet et y ont apporté leur enthousiasme et leurs idées sans mesurer leur temps. Quant aux Commissaires, ils ont participé aux ateliers lorsque leur emploi du temps le leur permettait. Nous nous sommes concentrés sur le connu et également sur ce qui ne l'était pas. Toute cette entreprise n'aurait

pas été possible sans cette évaluation rigoureuse de l'état de l'art en matière de politiques axées sur la croissance.

Les discussions entre Commissaires au cours des six réunions à New York, à Singapour, à Suzhou, à Londres et à Washington, DC, et les 12 ateliers ont contribué à clarifier un grand nombre de questions théoriques et empiriques. Il n'a pas fallu longtemps pour que l'on se rende compte que, sur un certain nombre de points, les experts n'étaient pas d'accord entre eux et que les Commissaires n'étaient pas d'accord non plus dans tous les domaines. La Commission ne pense pas qu'elle doit régler les questions en suspens ou arbitrer les débats en cours. Cela se fera avec le temps au fur et à mesure que progressera la recherche universitaire et politique. En revanche la Commission croit que si l'on comprend bien que nos connaissances sont inachevées et si l'on est conscient des avantages et des risques que présentent certaines politiques, cela constitue un apport important et utile pour ceux qui ont à prendre des décisions dans des situations d'incertitude et sans disposer d'informations complètes.

Ce travail a été rendu possible grâce à la participation et l'engagement d'un grand nombre de personnes. Je suis particulièrement reconnaissant envers les Commissaires qui, sans la moindre hésitation, ont passé de longues heures en discussions dans les réunions de la Commission et dans les ateliers, et qui m'ont aidé à comprendre la nature des défis économiques, politiques et sociaux auxquels sont confrontés les pays en développement.

La Commission et moi-même, nous nous sommes appuyés sur un groupe de travail – je devrais dire un groupe de *travailleurs* : Pedro Carneiro, Homi Kharas, Danny Leipziger, Edwin Lim, Paul Romer, Bob Solow et Roberto Zaghera. Ensemble, nous avons essayé d'assimiler une énorme quantité de matière, nous avons organisé et préparé avec un esprit critique les travaux des ateliers et arrêté les thèmes principaux pour le rapport. Notre dette est immense envers Bob Solow pour la profondeur de ses analyses économiques, pour sa modestie et sa générosité. On ne saurait trop souligner l'impact qu'il a eu sur l'évolution de la pensée de la Commission, et sur moi en particulier.

Notre éditeur, Simon Cox, a joué un rôle particulièrement important. Il est rare de trouver un rédacteur qui comprenne avec autant de pénétration et aussi complètement la logique et la structure de l'argumentation et l'exprime avec simplicité, clarté et vigueur.

Ce sont des membres du personnel de la banque Mondiale, tous très dévoués, — Maya Brahmam, Muriel Darlington, Heiko Hesse, Teng Jiang, Diana Manevskaya et Dorota Nowak—qui ont organisé tous les aspects des travaux de la Commission, les ateliers, la stratégie de communication et de sensibilisation, la publication du rapport et de nombreux documents de travail et comptes rendus. Qu'ils soient remerciés pour leur dévouement, leur efficacité et pour leur élégance de comportement lorsque la pression

du travail était vive. Ce sont leurs efforts qui ont permis la tenue des ateliers, les publications, les activités de communication et de proximité, et ce n'est pas fini. De plus, l'équipe chargée de la publication a travaillé sous une pression considérable et dans des délais qui ont varié. Je les remercie pour leur patience, leur attention au détail, la créativité dont ils ont fait preuve dans la conception, et pour leur dynamisme. Ce sont Aziz Gökdemir, Stephen McGroarty, Denise Bergeron, Nancy Lammers et Santiago Pombo. Je tiens également à remercier Tim Cullen et ses collègues pour leur expertise et pour leur contribution à la diffusion des travaux de la Commission.

Toute cette entreprise a été rendue possible parce que des hommes et des femmes, et des institutions, ont jugé le projet important et ont décidé de le soutenir. Je remercie pour l'intérêt qu'ils ont manifesté et pour leur soutien les gouvernements d'Australie, de Suède, des Pays-Bas et du Royaume Uni, la Fondation William et Flora Hewlett et le Groupe de la Banque mondiale.

Il est évident qu'il n'est pas possible de citer dans une préface tous ceux qui ont participé à cet effort. J'ai fait figurer en appendice les noms de tous ceux qui, à des titres divers, ont, par leurs efforts, permis à ce projet d'aboutir.

Je tiens à remercier le vice-président de la Commission, Danny Leipziger. La connaissance des questions de croissance et de développement qu'il a acquise au fil des années, sa disponibilité sans limite et les énormes ressources de la Banque mondiale qu'il a mis à notre disposition, nous ont été précieuses. Je voudrais ajouter que Danny et son collègue Roberto Zaghera du réseau de la Banque sur la Réduction de la Pauvreté et la Gestion de l'Économie, sont à l'origine de ce projet et de la Commission. Ils pensaient – et je suis de cet avis — que la croissance étant l'élément essentiel qui permet d'atteindre les objectifs de développement, dont notamment la réduction de la pauvreté, ajouté au fait que l'on disposait d'un corpus de recherche et d'expériences de plus en plus important, ce projet arrivait à point nommé.

Enfin, pendant deux ans, j'ai travaillé avec quelqu'un pratiquement tous les jours. Ce fut Roberto Zaghera, le secrétaire de la Commission. Je peux dire, sans le moindre risque d'exagération, que rien de ceci n'aurait été possible sans lui. Les ateliers, élément essentiel du dispositif, étaient entièrement son œuvre. L'étendue de ses connaissances dans tout ce qui a trait au développement est stupéfiante. Le respect qu'il a pour le monde universitaire et les relations personnelles qu'il a su établir avec certains de ses membres éminents ont été le ciment de toute cette entreprise. C'est un homme généreux, modeste, d'une grande rigueur de pensée et dans son rapport aux autres, et qui a le plus grand souci de l'objectif final. Pour moi, ce fut une expérience très enrichissante de participer à cet effort en sa compagnie.

Michael Spence  
Juin 2008



# ABRÉVIATIONS

---

*Par souci de clarté, les sigles anglais ont été conservés ainsi que l'ordre dans lequel ils apparaissent dans la version d'origine. Lorsqu'un sigle français correspondant existe, il figure en regard du sigle anglais. Dans tous les cas, une traduction de ce que signifie le sigle est proposée. [NDT]*

AGOA	Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique
AusAID	Agence australienne du développement international
CAGR	Taux de croissance annuel composé
CO <sub>2</sub> = <b>CO2</b>	Dioxyde de carbone, gaz carbonique
Dev 11 = <b>11 dev</b>	11 pays en développement. Algérie, République arabe d'Égypte, Indonésie, République islamique d'Iran, Malaisie, Pakistan, Philippines, Roumanie, Thaïlande et Turquie
DFID	Royaume-Uni. Ministère du développement international
DPT	Diphtérie, coqueluche et tétanos (vaccins)
EITI	Initiative de transparence des industries extractives
EU = <b>UE</b>	Union européenne
FDI = <b>IDE</b>	Investissement direct étranger
GDP = <b>PIB</b>	Produit intérieur brut
GHGs = <b>GES</b>	Gaz à effet de serre
Growth 13	13 croissances. Botswana ; Chine ; Hong Kong, Chine ; Indonésie ; Japon ; République de Corée ; Malaisie ; Malte ; Oman ; Singapour ; Taïwan ; Chine ; Thaïlande
HIV/AIDS = <b>SIDA</b>	
IAER	Institut brésilien de recherche économique appliquée
ICT = <b>TIC</b>	Technologies de l'information et de la communication
IMF = <b>FMI</b>	Fonds monétaire international
IPCC = <b>PICC</b>	Panel intergouvernemental sur le changement climatique
MDG = <b>OMD</b>	Objectifs du Millénaire pour le développement
MUV	Valeur unitaire des produits manufacturés
NGO = <b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
OECD = <b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement

PPPs = <b>PPA</b>	économiques
RCA	Parités de pouvoir d'achat
SAR = <b>RAS</b>	Avantage comparatif révélé
SIDA	Région administrative spéciale
	Agence suédoise de coopération internationale au développement
SSA	Afrique subsaharienne
UN = <b>NU</b>	Nations Unies
UNDP = <b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
WTO = <b>OMC</b>	Organisation mondiale du commerce
WWH	Seconde Guerre mondiale



## SYNTHÈSE

---

Depuis 1950, 13 économies ont enregistré, sur une période de 25 ans au moins, un taux de croissance de 7% l'an. À ce rythme d'expansion la taille d'une économie double presque tous les dix ans. Le sujet de ce rapport est la croissance vigoureuse et durable, ses causes, ses conséquences et sa dynamique interne<sup>1</sup>. On pourrait dire que c'est un rapport sur « les miracles économiques », à ceci près que cette expression n'est pas exacte. À la différence des miracles, la croissance vigoureuse et durable est explicable et, nous l'espérons, reproductible.

La croissance n'est pas une fin en soi. Mais elle permet aux individus et aux sociétés d'atteindre d'autres objectifs importants. Elle permet à *la masse* des gens d'échapper à la pauvreté et au collier de misère. Il n'y a jamais eu rien d'autre de semblable. Elle crée également les ressources pour financer les soins de santé, l'éducation et les autres Objectifs de Développement pour le Millénaire que le monde s'est engagé à atteindre. Bref, nous estimons que la croissance est une condition nécessaire, mais non suffisante, pour amplifier le développement, offrant aux hommes et aux femmes la possibilité d'être productifs et créatifs.

---

1. Il exprime les points de vue d'une Commission composée de 19 hauts responsables forts de leur expérience du monde politique et des affaires, appartenant, pour la plupart, aux pays en développement, et de deux économistes de renom. Sa rédaction prit deux années au cours desquelles la Commission dialogua, consulta et s'informa auprès d'universitaires, de dirigeants du monde des affaires, de décideurs politiques et d'OMG. Ce rapport est la traduction des connaissances acquises pendant cette période et porte la marque de la propre expérience des membres de la Commission.

## La dynamique de la croissance et l'économie mondiale

Le rapport met en lumière quelques-uns des traits distinctifs des économies à forte croissance et pose la question de savoir comment d'autres pays en développement peuvent atteindre eux aussi cette croissance. Il ne propose pas une formule que les décideurs n'auraient qu'à appliquer – il n'existe pas de formule générique. Chaque pays a des caractéristiques et une histoire spécifiques que sa stratégie de croissance doit prendre en compte. Mais en revanche le rapport offre un cadre qui devrait aider les décideurs à élaborer leur propre stratégie de croissance. Il ne leur donnera pas un jeu complet de réponses, mais il devrait au moins les aider à poser les bonnes questions. La croissance soutenue, rapide n'est pas une génération spontanée. Elle demande de la part des dirigeants politiques d'un pays un engagement sur le long terme, un engagement auquel il faut se tenir avec patience, persévérance et pragmatisme.

On n'avait jamais connu une croissance annuelle de 7% durable sur une période de 25 ans avant la seconde moitié du 20<sup>ème</sup> siècle. Ce phénomène n'est possible que parce que l'économie mondiale est maintenant plus ouverte et mieux intégrée. Cela permet aux économies à croissance rapide d'importer du reste du monde des idées, des technologies et du savoir-faire. L'un des canaux par lesquels circule ce savoir est l'investissement direct étranger très recherché par plusieurs économies à forte croissance. Un autre vecteur est l'éducation à l'étranger, qui crée souvent des réseaux internationaux durables. Comme il est plus facile d'apprendre que d'inventer quelque chose, ceux qui apprennent vite peuvent rapidement faire leur place dans le peloton de tête des économies. La croissance forte durable est une croissance de rattrapage, une croissance qui permet de combler l'écart avec les pays industrialisés. Et l'économie mondiale en est la ressource essentielle.

L'économie mondiale ouverte offre également aux pays en développement un vaste marché d'une grande souplesse pour leurs exportations. Étant donné que la division du travail est limitée par l'ampleur du marché, l'abondante demande mondiale permet aux pays de se spécialiser en matière de nouvelles exportations et d'améliorer leur productivité de multiples manières.

L'ouverture vers l'extérieur est-elle la seule voie vers la croissance ? Certains pays préfèrent se tourner vers l'intérieur en devenant, sur leur propre marché compétitifs par rapport aux produits importés, plutôt que de participer à la concurrence sur le marché mondial pour obtenir la clientèle étrangère. Ces stratégies ont parfois réussi à stimuler l'investissement, accroissant l'importance et l'efficacité des producteurs du pays. Elles permettent également d'éviter les risques et les bouleversements d'une ouverture trop brusque à la concurrence étrangère. Cependant, des stratégies de croissance reposant exclusivement sur la demande intérieure finissent par

atteindre leurs limites. Le marché intérieur est généralement trop petit pour soutenir longtemps la croissance et il n'offre pas à une économie la même liberté pour se spécialiser dans les domaines où elle est le plus productive.

Le rattrapage du retard de croissance est également rendu possible par la disponibilité d'une main-d'œuvre abondante. Comme l'économie se développe et se diversifie, de nouvelles entreprises attirent des ouvriers sans emploi qui quittent l'agriculture traditionnelle pour un travail plus productif dans les villes. Il faut que les ressources, notamment la main-d'œuvre, soient mobiles. Aucun pays ne s'est industrialisé sans s'urbaniser, quels que soient les soubresauts.

Les économies en mode de croissance forte se transforment structurellement. Selon le rapport : « La croissance du PIB s'évalue peut-être du haut de la forêt macroéconomique, mais toute l'activité se déroule dans les broussailles de la microéconomie, là où poussent de nouvelles branches et où le bois mort est déblayé. » La plupart des politiques axées sur la croissance et les réformes sont conçues pour favoriser cette microéconomie de la création et de la destruction et, ce qui est capital, pour protéger les gens qui sont victimes de cette dynamique.

Du fait d'une main-d'œuvre abondante et d'une forte demande mondiale, le rythme de la croissance dans les premières phases du développement est bridé principalement par le niveau des investissements (publics et privés réunis). Ces investissements sont eux-mêmes affectés par l'épargne. Les économies à croissance forte mettent en général de côté une partie considérable de leurs revenus : un taux d'épargne de 20 à 25%, ou plus, n'est pas rare. En principe, les pays pourraient davantage prendre appui sur les capitaux étrangers pour financer leurs besoins d'investissement. Mais le bilan des afflux de capitaux, au cours de plusieurs des décennies passées, est plutôt mitigé. Selon nous, l'épargne étrangère n'est pas un bon produit de remplacement de l'épargne du pays, y compris de l'épargne publique, pour financer les investissements dont a besoin une économie en pleine expansion.

## **Leadership et efficacité de l'administration publique**

Les exemples de réussite présentent une autre caractéristique : une administration dont la compétence, la crédibilité et l'engagement vont s'affirmer. Une croissance aussi rapide sur une aussi longue période demande une orientation politique ferme. Il faut que les responsables publics arrêtent une stratégie de croissance, communiquent au public leurs objectifs et convainquent les gens que les compensations à venir valent les efforts, les économies demandées et le bouleversement économique. Ils n'y parviendront que si leurs promesses sont crédibles et s'adressent à l'ensemble de la population, et si elles donnent aux gens l'assurance qu'eux-mêmes et leurs enfants auront pleinement leur part des fruits de la croissance.

*«Notre objectif n'était pas de résumer l'état des connaissances, mais de présenter un rapport assez bref pour que les premiers ministres et les présidents le lisent, un rapport qui puisse les aider à se faire une idée précise de la nature des stratégies pour parvenir à la croissance et à poser les bonnes questions à leurs ministres et à leurs conseillers.»*

*-Montek Singh Ahluwalia*



Un leadership de cet ordre demande de la patience, des perspectives sur le long terme et une concentration constante sur l'objectif de croissance solidaire. Dans plusieurs cas, les pays à croissance rapide ont été dirigés par un gouvernement à parti unique qui pouvait espérer rester longtemps au pouvoir. Dans d'autres cas, les démocraties multipartites ont fait preuve de patience et ont réussi sur le long terme à ne pas dévier de l'objectif qu'elles s'étaient fixé. Les partis politiques rivaux peuvent, par exemple, s'entendre sur une stratégie de croissance bipartisane qu'ils mettent chacun en œuvre le temps qu'ils sont au pouvoir. Même en l'absence de pacte officiellement conclu, une stratégie de croissance couronnée de succès et qui jouit de la confiance du public, peut survivre au gouvernement qui l'a initiée. L'expérience montre que des équipes technocratiques fortes focalisées sur la croissance à long terme peuvent également constituer une forme de mémoire institutionnelle et assurer une continuité d'ordre politique. Cette stabilité et cette expérience peuvent être particulièrement précieuses dans les périodes de bouleversement politique parce que les nouveaux systèmes de décision collective peuvent mettre du temps à trouver leurs marques et à fonctionner efficacement ;

Si la croissance n'est pas l'objectif ultime, les réformes ne le sont pas non plus. Dans les deux cas, ce sont des moyens pour parvenir à une fin. Les réformes peuvent être admirables et aboutir à des réussites de premier ordre, mais si la croissance ne s'accélère pas et si un grand nombre de gens ne perçoivent pas d'améliorations dans leur vie, alors il y a encore du pain sur la planche. Prendre appui sur les marchés pour affecter les ressources à bon escient est de toute évidence nécessaire (on ne connaît pas d'autre solution efficace), mais ce n'est pas la même chose que laisser les résultats à la merci d'une quelconque combinaison des marchés et d'un éventail de réformes.

Polarisés sur la croissance forte, les pouvoirs publics doivent faire preuve de pragmatisme dans la poursuite de cet objectif. Les orthodoxies ont leurs limites. Ce rapport est le résultat de deux années d'enquêtes et de débats menés par des décideurs chevronnés, des hommes d'affaires et deux universitaires Prix Nobel, qui, sur tous les sujets, des politiques macroéconomiques à l'urbanisation, auditionnèrent des personnalités faisant autorité. S'il existait une théorie unique sur la croissance, nous sommes sûrs que nous l'aurions trouvée.

Les économistes savent comment fonctionnent les marchés et ils peuvent dire, sans risque de se tromper, comment une économie de marché parvenue à maturité réagira à leurs recommandations. Mais les marchés parvenus à maturité reposent sur des bases institutionnelles profondes, sur des institutions qui définissent les droits de la propriété, veillent à l'exécution des contrats, communiquent les prix, comblent les écarts d'information entre acheteurs et vendeurs.

Ces organismes de régulation des marchés font souvent défaut aux pays en développement. En fait, une partie importante du développement est précisément la création de cet arsenal institutionnel. Même sans cela, il peut y avoir croissance, et ces institutions peuvent se développer en même temps que l'économie. Cependant, nous ne savons pas avec précision comment ces institutions peuvent se former et les décideurs ne sont pas toujours en mesure de savoir comment fonctionnera un marché sans elles. L'impact des changements d'orientations politiques et des réformes est, de ce fait, difficile à prédire dans une économie en développement. À ce stade, nos modèles ou instruments de prévision sont, au regard d'aspects importants, lacunaires.

C'est pourquoi les autorités ont intérêt à adopter une approche expérimentale pour la mise en œuvre de leur politique économique. Ce principe est bien formulé dans cette maxime de Deng Xiaoping souvent citée : « C'est en tâtant les pierres qu'on traverse le gué. » Les gouvernements devraient parfois avancer pas à pas en évitant les brusques changements de politique là où les risques potentiels l'important sur les avantages. Cela limitera les dommages éventuels de tout faux pas politique et permettra au gouvernement et à l'économie d'effectuer une correction plus facilement. De même, chaque pas devrait représenter un petit essai, une petite expérimentation, un « tâtonnement » pour avancer le mieux possible.

L'élaboration d'une politique ne constitue qu'une partie de la bataille. Les politiques, il faut les mettre en œuvre scrupuleusement et les gérer correctement. La machine administrative ne se met pas en place du jour au lendemain ; elle demande une attention continuelle. Il faut encourager l'émergence d'une culture de probité dans le service public et la faire vivre. Le gouvernement doit aussi attirer les talents et les retenir en offrant aux fonctionnaires, qui peuvent sensiblement améliorer les performances du secteur public, de meilleurs salaires, des promotions et la possibilité d'être reconnus.

L'administration n'est pas à l'origine immédiate de la croissance. Ce rôle échoit au secteur privé, aux investisseurs et aux entrepreneurs qui réagissent aux signaux des prix et aux forces du marché. Mais un gouvernement stable et intègre joue un rôle crucial sur le long terme. Le maintien de la stabilité des prix et les questions fiscales, par exemple, sont de son ressort, et cette double responsabilité a des incidences sur les risques auxquels les investisseurs privés sont confrontés et sur le retour sur les capitaux qu'ils investissent.

Au cours des précédentes décennies, les pouvoirs publics ont reçu consigne de « stabiliser, privatiser et libéraliser. » Ce qu'implique cette injonction n'est pas sans intérêt. Les gouvernements devraient essayer de ne pas trop en faire, en remplaçant les marchés ou en coupant l'économie du reste du monde. Mais nous croyons que cette recommandation donne du

rôle du gouvernement une définition trop étroite. Ce n'est pas parce qu'il arrive aux autorités d'être coupables de maladresse et parfois de se tromper qu'il faudrait les retirer du scénario. Bien au contraire ; plus l'économie se développe et est florissante, plus les gouvernements entreprenants et pragmatiques ont des rôles cruciaux à jouer.

Il n'est pas facile de parvenir à une croissance forte durable. Si cela était facile, la liste des expériences réussies serait plus longue. Certains pays font tout ce qu'ils peuvent pour déclencher la croissance ; d'autres ne réussissent pas à la soutenir. Certains connaissent une croissance rapide mais se stabilisent dès qu'ils parviennent à un niveau de revenu intermédiaire. Une économie à croissance rapide est une cible mobile. Une politique mauvaise est souvent une bonne politique appliquée trop longtemps. Tout comme l'évolution de la stratégie de croissance d'un pays, l'évolution de sa politique doit aller de pair avec l'économie, La prospérité crée une classe moyenne dont il faut reconnaître la voix dans le processus politique, tant à l'échelon local que central.

Ayant décrit l'art de la prise de décision politique, nous allons maintenant examiner les ingrédients mêmes de la décision. Le nombre de réformes et de dépenses souhaitables qu'un gouvernement pourrait envisager à un moment donné dépasse toujours largement ses possibilités et son budget. C'est pourquoi une stratégie de croissance cohérente fixera des priorités, déterminant à quoi l'État doit consacrer ses énergies et ses ressources. Ces choix sont extrêmement importants. Ils doivent être également appropriés au pays et au contexte et répondre à des situations initiales très variables. Ce rapport ne peut donc pas fixer des priorités pour les responsables publics. Il ne peut que mettre en lumière les domaines qui appellent attention.

Les choix politiques qui sont à la base d'une croissance forte durable créent un environnement favorable aux investissements élevés, à la création d'emplois, à la concurrence, à la mobilité des ressources, à la protection sociale, à l'équité et à la solidarité. Dire que tous ces éléments sont des conditions nécessaires serait un peu excessif. Nous pensons qu'une compréhension de la dynamique et une concentration sur les fondements de cette politique accroîtra sensiblement les chances d'accélérer la croissance. Inversement, ne jamais y prêter attention finira par nuire à la croissance. Il y a plusieurs façons d'accommoder les pâtes. Les ingrédients et le temps de cuisson diffèrent selon chaque recette. Mais, si vous oubliez le sel ou laissez bouillir trop longtemps, les résultats laisseront forcément à désirer.

## **Le choix d'instruments stratégiques**

Aucun pays n'est parvenu à une croissance rapide durable sans également maintenir des taux d'investissements publics très élevés en matière d'in-

frastructures, d'éducation et de santé. Non seulement ces dépenses n'évincent pas les investissements privés, mais elles les attirent en foule. Elles permettent l'émergence de nouvelles industries et augmentent les rapports pour les entreprises privées qui bénéficient ainsi d'une main d'œuvre en bonne santé, ayant un bon niveau d'instruction, et également d'un ensemble routier praticable et d'un réseau électrique fiable.

Malheureusement, nous avons découvert que les dépenses en matière d'infrastructure ne font absolument pas partie des priorités. Il arrive même souvent qu'elles ne soient pas évaluées. Nous nous sommes également aperçus qu'en matière d'éducation les paramètres quantitatifs (années de scolarité, taux de scolarisation) dans de nombreux pays étaient plus impressionnants que les résultats, qu'il s'agisse du degré d'alphabétisation, des capacités en calcul et d'autres aptitudes cognitives. Il va sans dire que, ce qui est important pour la croissance, ce sont les résultats.

La santé compte beaucoup pour les gens, indépendamment de son impact sur la croissance. Néanmoins, il ne faudrait pas oublier que la faim, la malnutrition et les maladies ont des conséquences sur l'économie. Qu'il nous soit permis d'insister sur un exemple en particulier : si des enfants sont sous-alimentés dans le ventre de leur mère ou pendant la petite enfance, leur développement cognitif peut être compromis définitivement. Leur capacité productive s'en trouve réduite de même que leur aptitude à tirer profit de l'enseignement scolaire. Cela est également profondément injuste. L'augmentation rapide des prix des produits alimentaires mondiaux, qui a accentué les difficultés des familles pauvres à se nourrir convenablement, représente, de ce fait, une menace pour la croissance sur le long terme. Alors que l'augmentation des prix des produits alimentaires peut offrir des opportunités durables aux pays en développement, la soudaineté de cette hausse et l'inévitable décalage avec l'offre qui ne suit pas ont créé une situation d'urgence sur le court terme à laquelle il faut remédier.

La croissance induit une transformation structurelle de l'économie, qui passe de l'agriculture déclinant au profit de l'industrie manufacturière, la main-d'œuvre rurale devenant urbaine. Cette transformation résulte de la pression de la concurrence. Les gouvernements engagés dans la croissance doivent de ce fait libéraliser les marchés de produits et faire en sorte qu'arrivent sur le marché de nouvelles entreprises plus productives et que disparaissent celles qui sont obsolètes. Il leur faut également une marge de manœuvre sur le marché du travail pour que les nouvelles industries puissent rapidement créer des emplois et que les ouvriers puissent se déplacer librement pour les occuper. Ces réformes sont plus faciles à recommander qu'à mettre en œuvre. Si une révision d'ensemble de la législation du travail est politiquement impossible, les responsables politiques devraient alors rechercher un compromis pragmatique qui satisfasse les aspirations des demandeurs d'emploi et ne se heurte pas au veto des salariés politiquement influents.

Si la destruction créatrice est naturelle d'un point de vue économique, elle n'est pas ressentie comme naturelle par ceux qui, du même coup, sont déplacés. Les responsables publics devraient résister aux appels à protéger les industries, les entreprises ou les emplois, mais ils devraient s'efforcer de protéger *les gens*. Ce qu'un gouvernement peut peut-être protéger le mieux, c'est l'éducation, qui permet d'acquérir plus facilement de nouvelles compétences, et un taux élevé de créations d'emplois, qui permet de trouver facilement un travail. En dehors de cela, les pouvoirs publics devraient également établir des filets de protection sociale, qui garantissent une source de revenus aux personnes qui se retrouvent entre deux emplois, et qui assurent en permanence l'accès aux prestations de base. Ces dispositions sont à la fois éthiques et pratiques. S'il n'y a pas cela, l'adhésion populaire à une stratégie de croissance s'effritera rapidement.

Les pays en développement ne sont pas les seuls à connaître l'insécurité économique. Dans un certain nombre de pays à haut revenu, l'inégalité s'accroît en raison de la stagnation des salaires moyens. Les avis divergent sur la cause de ce phénomène. Mais quel que soit le véritable coupable, le public a tendance à rendre responsable la mondialisation. Le résultat est que les gens doutent de plus en plus du bien-fondé d'une économie ouverte, malgré tout ce qu'elle apporte de positif. La Commission estime que les gouvernements devraient s'efforcer davantage de répartir plus équitablement les avantages de la mondialisation et de protéger les gens des dérèglements économiques, quelle qu'en soit la cause. L'adhésion à une économie mondiale ouverte en dépend.

La Commission est persuadée que les stratégies de croissance ne peuvent pas réussir sans un engagement à promouvoir l'égalité des chances, donnant à chacun, équitablement, la possibilité de bénéficier des fruits de la croissance. Mais l'égalité des chances ne garantit pas l'égalité des résultats. En fait, dans les premières phases de la croissance, l'écart des revenus a naturellement tendance à se creuser. Les gouvernements devraient, selon la Commission, s'efforcer de contenir cette inégalité aux deux extrémités de l'échelle des revenus. Autrement, les progrès de l'économie risquent d'être compromis par les divisions politiques, les protestations, et même la violence. Redisons-le, si on ne le fait pas au nom de la morale, on devrait le faire au nom du pragmatisme.

L'éducation des jeunes filles fournit un excellent test de l'engagement du gouvernement à promouvoir l'égalité des chances. De nombreux obstacles considérables empêchent les jeunes filles d'aller au terme de leur scolarité : difficultés financières familiales, insécurité, et même des choses aussi élémentaires que des toilettes convenables. Si ces obstacles peuvent être surmontés, alors le bénéfice est très élevé. Les femmes qui ont un certain niveau d'instruction ont moins d'enfants, ceux-ci sont en meilleure santé et elles les ont à un âge plus normal. Ces enfants réussissent mieux à l'école, essentiellement



parce qu'ils tirent avantage de l'instruction que leur mère a reçue. Assurer l'instruction des jeunes filles et les faire entrer sur le marché du travail est donc une façon de briser le cycle intergénérationnel de la pauvreté.

Les autorités des pays à croissance forte n'étaient pas des inconditionnels du libre-marché. Pour diversifier leurs exportations et demeurer compétitifs, ils ont essayé tout un ensemble de solutions, parmi lesquelles des politiques industrielles qui favorisaient les investissements dans de nouveaux secteurs et des taux de change soumis à une réglementation sélective des capitaux et à l'accroissement des réserves. Ces politiques sont sérieusement controversées. Au sein de la Commission et, plus largement, de les sphères des décideurs, les avis sont très partagés quant aux avantages et aux risques de ces mesures. Nous avons essayé d'expliquer la logique de ces politiques et d'identifier les problèmes qu'elles pouvaient poser. Il apparaît qu'il est important et utile d'être conscient de ce que cela implique. S'ils ont recours à ces solutions, il faut que les pouvoirs publics soient bien au clair sur les objectifs qu'ils poursuivent et qu'ils ne tardent pas à faire machine arrière si les résultats attendus ne se concrétisent pas. Ces orientations politiques devraient également être transitoires, sauf s'il y a des facteurs externes impératifs ou des défaillances du marché qui commandent leur maintien. Toute activité à but lucratif qui a besoin de subventions permanentes ou de distorsion des prix pour survivre ne mérite pas d'être maintenue.

L'environnement a souvent été négligé dans les premières phases de la croissance, le résultat étant que l'air était chargé de particules et l'eau contaminée par les effluents. Nous pensons que c'est une erreur, et une erreur qui coûte très cher à réparer dans l'avenir. Le rapport souligne que les stratégies de croissance devraient prendre en compte, dès le début, le coût de la pollution même si elles n'adoptent pas immédiatement les normes environnementales les plus sévères en vigueur dans les pays riches. Le rapport demande également aux pays en développement d'apprendre à se passer de subventions sur les carburants. Ces subventions imposent une hausse de la pression fiscale du fait de la montée des prix de l'énergie, détournant ainsi des sommes qui seraient mieux employées si elles étaient affectées aux infrastructures publiques négligées. Elles faussent également la configuration des investissements privés dans l'économie en les orientant vers l'industrie lourde et les techniques consommatrices d'énergie, empêchant en fin de compte les pays en développement de participer aux efforts mondiaux de réduction des gaz à effet de serre.

## **Pays confrontés à des défis particuliers**

Les pays auxquels ce rapport est destiné ont tous un besoin de croissance plus rapide. C'est leur seul point commun. Certains sont grands, d'autres

petits ; certains sont riches en ressources naturelles, d'autres n'ont que leur main d'œuvre à vendre. Certains sont très désireux d'apprendre à faire démarrer la croissance ; d'autres se préoccupent de la retrouver. Ce rapport définit quatre groupes de pays qui semblent confrontés aux défis particuliers d'amorcer la croissance forte et de la soutenir. Ces groupes sont les suivants :

1. *Pays africains*. Des frontières peu sûres, le legs du colonialisme, une extraordinaire richesse en ressources naturelles, qui ne présente pas que des avantages, telles sont les difficultés avec lesquelles l'Afrique subsaharienne est aux prises. Une proportion impressionnante de ces populations vit dans des pays privés d'accès à la mer qui, en d'autres circonstances historiques, auraient fait partie d'une unité politique plus large. Mais le passé immédiat de l'Afrique est davantage porteur d'espoir. Ces dernières années, l'Afrique a connu une croissance annuelle de six pour cent et ses produits à l'exportation atteignent des prix élevés. Nous passons en revue les mesures qu'il faudrait prendre pour que cet élan se maintienne et nous insistons en particulier sur ce qu'il faudrait faire pour accroître les investissements et diversifier les exportations.
2. *Les petits États*. Le monde est parsemé d'un grand nombre de tout petits états où le coût de l'administration et des services publics par habitant est forcément élevé. Du fait de leur petite étendue, ils n'ont guère la possibilité de diversifier leur économie, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux chocs économiques. Les solutions se trouvent dans l'intégration à l'économie mondiale en constituant des clubs régionaux et en sous-traitant certaines fonctions de l'administration.
3. *Les pays riches en ressources naturelles*. Les pays qui ont la chance de posséder en abondance du pétrole, des mines et autres ressources naturelles devraient être capables d'investir dans leur pays ce que cela leur rapporte, augmentant ainsi leur potentiel de croissance. Mais l'histoire nous apprend que ce fut souvent le contraire. Les pièges sont bien connus. Il arrive que le gouvernement brade les droits d'extraction ou impose insuffisamment les revenus de ces ressources. Il arrive également que l'argent que cela rapporte soit volé ou gaspillé par les élites en quête d'avantages personnels ou par ceux qui sont détenteurs de droits acquis. Lorsque cet argent est investi, il ne l'est pas toujours à bon escient et dans la transparence. Et en fournissant une source de devises toute trouvée, les ressources naturelles réduisent les incitations à diversifier les exportations, situation difficile qui porte le nom de « syndrome hollandais ». Les États ne pourront apporter des correctifs à cette situation navrante que s'ils s'approprient une part adéquate des revenus des ressources naturelles, s'ils en placent un montant raisonnable à l'étranger et, pour absorber le reste, s'ils se fixent des priorités claires axées sur la croissance dans le pays.

4. *Pays à revenu intermédiaire.* Les pays ont souvent du mal à maintenir leur dynamique de croissance lorsqu'ils comblent l'écart qui les sépare des pays à haut revenu. Au fur et à mesure que les salaires augmentent, ces pays perdent régulièrement leur avantage relatif dans les industries à fort coefficient de main-d'œuvre, qui finissent par dépérir. De plus en plus, la croissance doit se fonder sur le savoir, l'innovation et sur un stock plus large de capital humain et d'équipement. Les services jouent également un rôle plus important dans toutes les composantes de l'économie. Les stratégies de croissance qui étaient opérantes à des niveaux de revenu plus faibles ne sont plus appropriées. Au lieu d'apporter un soutien ciblé aux secteurs à forte main-d'œuvre, il faut que les gouvernements développent l'enseignement supérieur pour soutenir le secteur des services en expansion de l'économie. Il faut optimiser les compétences sur tout l'éventail des emplois. Autrement, la disparition des emplois non spécialisés dans l'industrie manufacturière laissera sur le bord de la route la frange de population moins qualifiée et moins instruite sans possibilité de trouver un bon travail.

## **Nouveaux défis mondiaux**

Les pays qui se lancent aujourd'hui dans une stratégie de croissance forte sont aux prises avec des évolutions que leurs prédécesseurs n'avaient pas à affronter, notamment le réchauffement de la planète, la chute du prix relatif des produits manufacturés et la hausse du prix relatif des produits de bases, dont l'électricité, le mécontentement grandissant contre la mondialisation dans les pays développés et dans certains pays en développement, le vieillissement de la population mondiale alors même que les pays les plus pauvres ont à faire face à « une explosion de la jeunesse » et une disparité croissante entre les problèmes mondiaux – en économie, dans la santé, en matière de changement climatique et dans d'autres domaines – et les réponses mal coordonnées à l'échelon international.

## **Réchauffement de la planète et changement climatique**

Le changement climatique est le défi mondial par excellence : le mal que font les gaz à effet de serre ne se limite pas au pays qui les émet. En fait, les pays pauvres, qui en sont les moins responsables risquent de souffrir le plus. Ils peuvent avoir besoin de prendre des mesures défensives contre les conséquences du changement climatique le plus tôt possible. Nous ne savons pas quand. Mais des plans d'urgence internationaux – pour apporter de l'aide à un pays en cas de besoin – sont en cours d'élaboration et il faudrait les accélérer.

Il vaut mieux prévenir le changement climatique (ce que les experts appellent « mitigation ») que de pallier ses effets. Mais comment réduire avant la fin de la moitié du siècle les émissions de carbone à des niveaux qui ne soient pas dangereux tout en prenant en compte les exigences de la croissance dans les pays en développement ? À l'heure actuelle, ce débat est dans une impasse conceptuelle.

La technologie offre une réponse. Les pays développés devraient promouvoir la mise au point de nouvelles techniques pour le carbone et économiser l'énergie. Il faut que le monde réduise de façon drastique l'intensité énergie-carbone de la croissance mondiale. C'est de cette façon seulement que les pays en développement pourront rapidement assurer leur croissance sans que le monde soit soumis à un réchauffement climatique qui pourrait avoir des conséquences catastrophiques.

En second lieu, il faut que les efforts de mitigation à l'échelon national satisfassent au double critère d'efficacité (c'est-à-dire de la réduction maximum d'émissions au moindre coût) et d'équité. Par souci d'équité, les pays avancés, qui sont les plus responsables du problème, devraient montrer l'exemple en se fixant, pour le moyen terme, des objectifs de réduction de leurs propres émissions.

Nombreux sont ceux qui soutiennent que les pays en développement devraient s'engager à réduire leurs émissions à plus long terme, sur 50 ans. Après tout, ces pays sont responsables d'une part croissante de l'émission de gaz dans l'atmosphère. Mais ceci, à notre sens, n'est pas la bonne méthode. Les pays en développement pauvres peuvent participer à cette opération plus rapidement, et de façon plus importante, en coopérant à des projets de mitigation transfrontaliers. Ces projets remplissent le double critère d'efficacité et d'équité. Les réductions sont effectuées dans les pays pauvres, ce qui est efficace, mais les coûts sont supportés par les pays plus riches, ce qui est équitable. Outre cette participation, il faut que les pays en développement améliorent leur efficacité énergétique, importent rapidement de nouvelles technologies et éliminent les subventions au titre de l'énergie.

Il est souhaitable d'arriver sur le long terme à une convergence d'émissions par habitant, et cela est réalisable. Lorsque les pays s'approchent des niveaux de revenus élevés, ils devraient avoir les mêmes droits d'émissions par habitant que les autres pays avancés. Il ne faudrait pas qu'à cause de ces droits les niveaux d'émission redeviennent dangereux. On estime actuellement que cette limite est de 14,8 gigatonnes par année, soit 2,3 tonnes par habitant. Les émissions de CO<sub>2</sub> au niveau mondial sont actuellement de 4,8 tonnes, soit environ le double du niveau acceptable.

## Variations des prix relatifs

Ces dernières années les prix relatifs des produits manufacturés ont chuté et les prix des produits de base ont monté. La hausse du prix des de l'alimentation a créé des situations de crise alimentaire dans certains pays, qui demandent une réponse immédiate. Pour éviter cela, il faut que les pays et les organisations internationales soient mieux préparés à faire face aux brusques sautes de prix des denrées essentielles. Ce sera un phénomène courant dans l'économie mondiale. Il y a des indices qui prouvent que les pays émergents, principalement la Chine, ont fait baisser les prix des produits manufacturés. Cela conduit à se demander si les stratégies de croissance, dont les grandes lignes sont exposées dans ce rapport, — stratégies qui reposent sur la création rapide d'emplois dans les industries d'exportation à forte main-d'œuvre — seront applicables à l'avenir. Nous pensons que oui. Avec l'aide des experts, nous avons examiné le prétendu problème de l'excédent: si un certain nombre de pays émergents développaient l'exportation des produits manufacturés qui nécessitent une main-d'œuvre abondante, est-ce que le marché mondial pourrait en absorber la totalité ? Nous sommes parvenus à une conclusion positive : la croissance des pays en développement, au moins dans ses premières phases, ne sera pas bloquée par les baisses supplémentaires des prix relatifs des produits manufacturés, en partie parce que la croissance des marchés émergents contribuera à alimenter la future demande.

## Démographie

Il est évident que la population mondiale vieillit rapidement, en raison de l'allongement spectaculaire de la longévité associé à des taux de fertilité relativement faibles. Il est également évident que cette tendance exigera de nombreux pays, aussi bien développés qu'en développement, qu'ils modifient leurs systèmes de pension et de sécurité sociale et qu'ils révisent leurs perspectives de retraite. Ce qu'on ne sait pas, c'est si ce vieillissement provoquera un ralentissement de la croissance mondiale et réduira les opportunités pour les pays en développement. La réponse dépend de la rapidité avec laquelle les régimes de retraite changeront et de la rapidité avec laquelle les gens adapteront leur comportement, par exemple, en prenant leur retraite plus tard. Si ces adaptations se produisent à temps, elles minimiseront l'impact sur la croissance mondiale.

Dans un nombre non négligeable de pays pauvres, la démographie va nettement à l'encontre de la tendance mondiale : taux de fertilité élevé, espérance de vie réduite dans certains cas, du fait de maladies comme le sida, et une population de plus en plus jeune. Cela accroît le danger d'un taux

de chômage très élevé parmi la jeunesse. Pour prévenir ce danger, il faut que les pays accélèrent la croissance. L'émigration, bien que cela ne soit pas suffisant pour résoudre le problème du chômage des jeunes, le réduirait. Cela serait également avantageux pour les pays d'accueil dont la population est vieillissante. Une migration de longue durée bien gérée et des programmes bien encadrés de migration pour emplois temporaires devraient faire partie du 21<sup>ème</sup> siècle.

## **Gouvernance mondiale**

Un certain nombre d'évolutions dont il est question dans ce rapport demandent une réponse multilatérale coordonnée de la part des économies mondiales. Ces évolutions, ce sont notamment le poids croissant des pays en développement, les retombées financières à l'échelon international, le déséquilibre et probablement la fragilité de l'épargne et des dépenses dans l'économie mondiale.

Les pays en développement ne peuvent pas connaître la croissance sans l'aide des pays développés. Ils ont en particulier besoin d'avoir accès au système commercial mondial ouvert. Il leur faut peut-être aussi une certaine marge de manœuvre pour promouvoir leurs exportations jusqu'à ce que leur économie parvienne à maturité et qu'ils aient amélioré leur compétitivité. La réussite du cycle de Doha est quelque chose d'important comme événement et comme symbole.

Il faudra du temps pour que se mette en place une nouvelle « architecture » des institutions et des règles de gouvernance de l'économie mondiale. Entre-temps, il restera une disparité entre notre profonde interdépendance et notre capacité limitée à coordonner nos réponses d'ordre règlementaire. Cette disparité créera des risques contre lesquels les pays devront se prémunir.

Les réussites récentes que de nombreux grands pays en développement ont connues font resurgir avec acuité une question ancienne : y a-t-il des limites naturelles à la croissance ? La montée du prix des produits de base donne à penser que les ressources naturelles dont le monde est pourvu seront peut-être insuffisantes pour répondre aux aspirations des pays pauvres. De la même manière, la menace de réchauffement de la planète va s'accroître à mesure que se développera l'industrie des pays émergents.

Nous ne savons pas s'il existe des limites à la croissance, ni quelle en est l'ampleur. La réponse dépendra de notre ingéniosité et de notre technologie, de notre capacité à trouver de nouveaux modes de création de biens et de services appréciés du public, à partir de ressources naturelles limitées. Ce sera probablement l'ultime défi du prochain siècle. La croissance et la réduction de la pauvreté dans l'avenir dépendront de notre aptitude à relever ce défi.



## Introduction

---

### La commission et son mandat

Que savons-nous de la croissance économique ? Et quelles implications pratiques les décideurs peuvent-ils tirer de cette connaissance ? Ce sont là deux questions majeures auxquelles il n'est pas facile de répondre. Il n'est pas facile non plus de les ignorer. Depuis avril 2006, elles ont guidé les travaux de la Commission sur la Croissance et le Développement, groupe de décideurs indépendants, de dirigeants du monde des affaires et de savants auxquels ont apporté leur soutien la Banque mondiale, la Fondation Hewlett, et les gouvernements d'Australie, des Pays-Bas, de Suède et du Royaume-Uni. Prenant appui sur la recherche universitaire, sur des faits historiques et sur ce que l'on sait des conditions dans lesquelles il est possible de générer et de soutenir une croissance rapide dans les pays en développement.

Cette évaluation est destinée aux hauts dirigeants politiques dont la mission est de concevoir les réformes économiques des pays en développement. Nous espérons que ce rapport fournira un cadre à l'intérieur duquel les responsables politiques pourront élaborer des stratégies de croissance adaptées aux besoins spécifiques de chaque pays. Nous n'apportons pas toutes les réponses aux décideurs, mais nous espérons les aider à poser les bonnes questions. À cette fin, la majorité des membres de la Commission sont des dirigeants des pays en développement. Notre intention est de faire connaître à leurs pairs et à la future génération de dirigeants leurs expériences, leurs priorités, leurs réussites et leurs échecs.



La Commission croit que la croissance n'est pas une fin en soi, mais plutôt un moyen permettant d'atteindre plusieurs fins d'une importance capitale pour les hommes et les femmes et pour les sociétés. La croissance est surtout le moyen le plus sûr d'arracher une société à la pauvreté. Sans elle, le manque absolu de ressources matérielles aura tendance à imposer sa loi sur tout, limitant l'horizon des gens, les épuisant dans une lutte quotidienne pour survivre et les privant de la possibilité de se réaliser. En revanche, la prospérité libère les gens qui peuvent ainsi faire des choix et permet une répartition plus équitable des chances. Entendu dans son acception la plus large, le développement humain est à la fois une « production » de la croissance et l'un des plus importants inputs. Nous nous sommes concentrés sur la croissance parce qu'elle offre aux gens et aux sociétés des possibilités qu'il leur serait difficile, voire impossible, de trouver autrement.

Dans les pays développés, les grandes questions de la croissance et de la pauvreté sont inséparables des débats sur l'aide. Nombreux sont ceux qui pensent que l'aide étrangère peut contribuer à développer la croissance et à combattre la pauvreté. Ils ont probablement raison. Cependant, l'aide n'est pas le point central de ce rapport. Les donateurs peuvent aider les gouvernements de certains pays pauvres en desserrant la pression financière. Dans de nombreux pays, l'absence d'aide en dollars n'est pas la contrainte majeure, et dans d'autres ce n'est qu'une contrainte parmi beaucoup d'autres. L'aide ne saurait remplacer une ferme direction, une bonne stratégie et l'efficacité dans la mise en œuvre.

Une bonne partie de l'aide n'est pas destinée à développer la croissance *en tant que telle*. Elle contribue à lutter contre la maladie et autres fléaux sociaux – objectifs louables en soi, quel que soit leur effet sur l'économie. D'autres formes d'aide ont assurément pour objectif de stimuler la croissance en fournissant finances ou expertise, voire les deux. Si l'argumentation de ce rapport est jugée convaincante, elle sera utile aux donateurs en quête de possibilités d'investissements rémunérateurs.

La Commission a demandé à des universitaires et à des praticiens éminents d'évaluer l'état des connaissances dans tout un ensemble de questions d'ordre politique depuis l'intervention sur les taux de change jusqu'aux programmes d'alimentation scolaire. Le résultat est une abondance d'articles, d'études de cas pris dans les pays, de comptes rendus de travaux d'ateliers disponibles sur le site de la Commission<sup>1</sup>. Dans certains cas, il y a un large consensus. Dans d'autres, nos connaissances sont fragmentaires. Dans d'autres encore, les avantages et les risques d'une politique donnent lieu à controverse et à désaccord continu.

---

1. <http://www.growthcommission.org>.

### Encadré 1 : Croissance et pauvreté

Au cours des trente dernières années, la pauvreté absolue a considérablement diminué. Cela est dû presque exclusivement à la croissance durable. Il est vraisemblable que cette tendance se maintiendra car la croissance en Inde va probablement connaître un développement rapide encore pendant 15 ans, et elle aura alors atteint le niveau de la Chine aujourd'hui. Quant à la Chine, il lui reste 600 millions d'agriculteurs qui vont chercher un emploi plus productif dans les zones urbaines.

Lorsqu'un pays est très pauvre, il est mathématiquement impossible de réduire la pauvreté sans croissance. Il n'y a personne à qui prendre pour redistribuer. Réciproquement, si tout le monde est pauvre, la croissance réduira la pauvreté, quelle que soit la façon dont elle est répartie.

Mais il y a certaines formes de croissance qui sont plus efficaces que d'autres pour réduire la pauvreté. La répartition des revenus peut changer lorsque les revenus moyens s'élèvent et deviennent plus ou moins égaux. Le développement de la petite exploitation agricole, par exemple, réduit rapidement la pauvreté en augmentant les revenus des cultivateurs et en faisant baisser la note des produits alimentaires des pauvres. La croissance dans l'industrie manufacturière à forte main-d'œuvre augmente également les revenus des pauvres. En revanche, la croissance que génère l'expansion des industries minières à forte intensité capitaliste peut ne pas être créatrice d'emplois et n'avoir guère d'incidence sur la pauvreté.

Une étude montre que lorsque le revenu moyen des ménages s'élève de 2%, les taux de pauvreté chutent d'environ deux fois plus en moyenne, mais les écarts sont grands. Ils vont d'un minimum de 1,2% à un maximum de 7%<sup>a</sup> (intervalle de confiance 95%).

Des études de cet ordre analysent des périodes de croissance, certaines de courte durée. Ce rapport porte sur la croissance durable pendant plus de deux décennies. Au cours de cette période de temps, la croissance porte un coup sévère à la pauvreté. Dans certains cas, elle élimine entièrement l'extrême pauvreté. Quelle

que soit la façon dont démarre la croissance, pour la soutenir, il faudra généralement une création massive d'emplois, ce qui augmentera la valeur de rareté de la main-d'œuvre. Le résultat est que les salaires augmentent, répandant largement les produits de la croissance. Bref, c'est la croissance durable qui est la plus favorable aux pauvres. Cette vertu de la croissance durable n'est pas toujours perçue parce que les gens confondent la montée de l'inégalité avec l'absence de progrès dans la lutte contre la pauvreté. Dans les pays où il n'y a pas de croissance, l'écart qui se creuse entre riches et pauvres entraîne un accroissement de la pauvreté. Mais dans les pays à croissance rapide, il est possible, et même tout à fait normal, que la pauvreté baisse alors même que l'inégalité s'accroît.

Plus le niveau moyen des revenus d'un pays est élevé, plus le rapport entre croissance et réduction de la pauvreté est complexe. En Amérique latine, par exemple, il y a des pays dont le niveau des revenus atteint 4 000 dollars par habitant et qui pourtant comptent un grand nombre de pauvres. Ces populations pauvres sont des laissées pour compte de l'économie. Elles n'ont accès ni aux circuits officiels de l'emploi ni aux marchés des capitaux ni aux services publics. Dans de telles situations, il est évident que la croissance ne suffit pas à réduire la pauvreté. Il se peut qu'elle ne soit pas nécessaire non plus parce que certains progrès peuvent être accomplis par la redistribution des revenus, des actifs, ou par l'accès aux services. Mais il est beaucoup plus facile d'effectuer un programme de redistribution si le pays est également en croissance. Il est alors possible de redistribuer les produits de la croissance sans provoquer une baisse du niveau de vie pour qui que ce soit. Cela facilite considérablement la politique de redistribution. Après tout, les couches riches de la société acceptent plus facilement de gagner moins que de perdre une part de leurs revenus.

<sup>a</sup> Ravallion, Martin, 2001. « Growth, Inequality, and Poverty. Looking Beyond Averages. » Policy Research Working Paper 2558. World Bank, Washington, DC.

*«L'objectif de la croissance est d'arracher à la pauvreté les plus vulnérables de la société. Il y a abondance de témoignages qui nous indiquent, à nous les décideurs, dans quelles parties du monde cela a été particulièrement réussi. Et voilà, ce que pour moi, ce rapport met en lumière».*

*-Trevor Manuel*

Ce rapport n'est pas un résumé de toutes ces évaluations, mais il est la quintessence que les Commissaires, guidés par leurs expériences personnelles, en ont dégagé. Notre objectif a été de mettre en lumière les idées-force et les leviers politiques qui aident les pays à accélérer et à soutenir le rythme de la croissance et la réduction de la pauvreté.

## **L'économie de ce rapport**

Ce rapport comporte quatre parties principales. Dans la première, nous examinons les économies des 13 pays qui ont enregistré une forte croissance durable dans l'après-guerre. Leurs modèles de croissance présentent des points communs : stratégie d'intégration dans l'économie mondiale ; mobilité des ressources, notamment de la main-d'œuvre ; taux élevés de l'épargne et de l'investissement ; gouvernement compétent soucieux de développer la croissance. Ce rapport décrit ensuite la tournure d'esprit et le mode de travail des auteurs, dont les dirigeants auront intérêt à s'inspirer s'ils veulent parvenir à créer un modèle de croissance de cet ordre. Il leur faudra, conclut le rapport, procéder avec patience, pragmatisme et empirisme.

Dans la seconde partie, nous détaillons les ingrédients qui pourraient constituer une stratégie de croissance. Cela va des politiques d'investissement public et de taux de change aux ventes et redistribution des terres. Une liste d'ingrédients ne suffit pas pour faire un plat, comme le fait remarquer Bob Solow, économiste, lauréat du prix Nobel et membre de la Commission. Cependant nous nous abstenons de proposer aux décideurs politiques une recette ou une stratégie de croissance qu'ils devraient suivre. La raison en est qu'il n'existe pas une recette unique. Ce sont le moment et les circonstances qui déterminent comment il faut combiner les ingrédients, selon quelle quantité et en quel ordre. En Inde, par exemple, les décideurs doivent se concentrer sur les investissements dans les infrastructures et s'attacher à améliorer la qualité de l'éducation. En Chine, en revanche, ils doivent essayer de diminuer le poids des exportations et des investissements dans l'économie et libérer davantage la consommation.

Ce n'est pas à cette Commission de formuler une stratégie de croissance dans toutes ses composantes, mais à une équipe de décideurs et d'économistes déterminés se consacrant à l'économie d'un seul pays dans la durée. Au lieu d'une recette conçue spécialement pour un pays, nous proposons des éléments de réflexion plus généraux sur les possibilités qui s'offrent à l'Afrique subsaharienne et sur les contraintes qui s'imposent à ces pays – pays riches en ressources, petits états comptant moins de deux millions d'habitants, pays à revenu intermédiaire qui ont perdu leur dynamisme économique.

Dans la dernière partie du rapport, nous analysons les tendances mondiales indépendantes de la volonté des décideurs d'un seul pays en déve-

loppement. Le réchauffement de la planète en est un exemple ; la poussée du protectionnisme en est un autre ; la hausse du prix des produits de base en est un troisième. De plus, nous abordons le problème du vieillissement de la population mondiale et des dangers dont le déficit extérieur américain est porteur. Ces tendances sont nouvelles au point que les 13 pays à croissance rapide de l'après-guerre n'ont pas eu à s'en préoccuper. La question est de savoir si elles empêchent les autres pays de connaître les réussites de cette période.

Les pays en développement ont aujourd'hui une importance collective dans l'économie mondiale qu'il n'est pas possible d'ignorer. Ils ont une influence non négligeable sur les prix des produits de base, l'inflation, les flux de capitaux, les émissions de gaz à effet de serre, pour ne citer que quelques-unes des retombées. Cette importance collective n'est pas encore pleinement prise en compte au niveau des quelques institutions internationales qui orientent l'économie mondiale. Il faudrait que cela change. Les pays en développement ont tiré un énorme profit de l'économie mondiale à laquelle ils ont également beaucoup apporté. Il faut maintenant que leurs dirigeants assument un rôle plus important dans les orientations de cette économie.





## 1<sup>ère</sup> PARTIE

# Croissance forte durable dans la période d'après-guerre

---

### Qu'est-ce que la croissance ?

Le produit intérieur brut (PIB) est une donnée statistique connue mais de très grande importance. C'est un concentré statistique qui réussit la prouesse de résumer en un seul chiffre qui peut augmenter avec le temps les efforts incessants et la variété déconcertante d'une économie nationale. Le PIB de la Chine a augmenté de 11,9 pourcent en 2007, celui de l'Amérique n'augmentera peut-être pas du tout en 2008. Dans leur concision, ces deux données statistiques résument des événements qui changent la face du monde et qui susciteront une abondance considérable de commentaires et d'explications. Rares sont, dans les sciences humaines, les autres statistiques qui signifient autant de choses.

Un PIB qui augmente est la preuve de la cohésion de la collectivité d'une société. À mesure que son économie se développe, une société se structure plus étroitement et sa texture se resserre. Une économie en expansion est une économie dans laquelle les énergies sont mieux canalisées, les ressources mieux déployées, les techniques maîtrisées, puis poussées plus avant. Il ne s'agit pas uniquement de faire de l'argent.

La croissance économique est un phénomène récent dans l'histoire humaine. Elle est apparue avec la révolution industrielle en Grande Bretagne

à la fin du 18<sup>ème</sup> siècle. « Quand on constate les progrès de l'industrie manufacturière en Grande Bretagne au cours des trente dernières années, on ne peut qu'être émerveillé, » écrivait en 1814 Patrick Colquhoun, un négociant écossais. Ce progrès s'étendit à l'Europe et en Amérique du nord au 19<sup>ème</sup> siècle et s'accrut en se propageant. Au 20<sup>ème</sup> siècle, notamment dans la seconde moitié, il s'étendit et s'accrut encore.

M. Colquhoun attribuait les progrès qu'il voyait aux « machines vivifiées par les capitaux et la compétence. » Les économistes d'aujourd'hui utilisent à peu près la même formule pour expliquer la croissance : technologie, capitaux et capital humain. Mais ce ne sont là que les causes immédiates de la croissance. Mais ce sont les progrès de la science, la finance, le commerce, l'éducation, la médecine, la santé publique et les pouvoirs publics, qui en constituent les racines profondes, pour ne citer que quelques-uns des facteurs qui entrent en jeu.

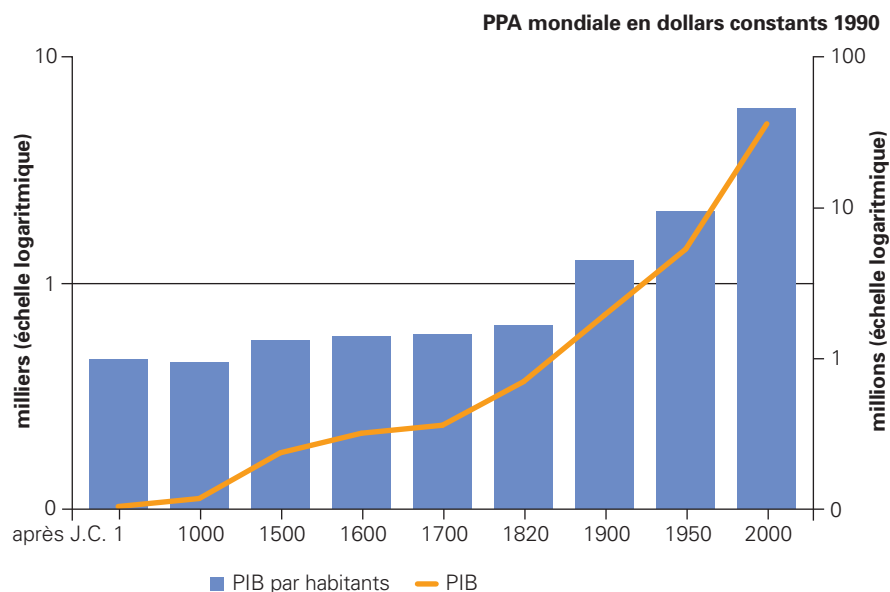
A cours des deux derniers siècles, ce que nous appelons maintenant l'économie mondiale s'est développé par à-coups. Après avoir subi un coup d'arrêt du fait de la crise des années 30, elle reprit dans les années 40 lorsque furent instaurées les institutions qui fondent l'économie mondiale d'aujourd'hui (le GATT : Accord Général sur les tarifs douaniers et le commerce, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, les Nations Unies et leurs diverses agences). La mondialisation, depuis lors, a avancé à grands pas, soutenue par un dispositif législatif (baisse des tarifs douaniers et des quotas, et assouplissement du contrôle des capitaux) et par l'innovation (baisse du coût des transports et des communications).

La renaissance de l'économie mondiale permet de comprendre la légère augmentation de la croissance depuis la seconde moitié du 20<sup>ème</sup> siècle (cf. figure 1). Comme l'économie mondiale s'est ouverte et intégrée, la technologie et le savoir-faire ont pénétré plus facilement les pays en développement. Les pays qui rejoignent le peloton plus tard assimilent les nouvelles techniques plus rapidement que les pionniers ne les ont inventées. C'est la raison pour laquelle les pays pauvres peuvent « rattraper » les pays riches.

Les leçons que les pays en tirent ne sont pas seulement technologiques. La Chine, puis l'Inde, ont, en partie sous la pression de l'exemple international, réformé leur économie fermée soumise à une lourde réglementation. Ces volte-face spectaculaires permettent de comprendre pourquoi la croissance mondiale a augmenté au cours des dernières décennies. Ce n'était probablement pas plus difficile d'opérer ce revirement en Inde et en Chine que de réformer les orientations politiques de l'île Maurice et du Vietnam. Mais lorsque des avancées politiques se produisent dans des pays très étendus, cela profite à une bien plus grande partie du monde



Figure 1 Évolution du PIB mondial et par habitant au cours des 2000 dernières années



Source : Madison, Angus. 2007. *Contours of the World Economy, 1-2030 A.D.* Oxford. U.K. Oxford University Press. Note : PPA = parités de pouvoir d'achat

Cette accélération de la croissance a créé de nouveaux défis : en premier lieu, une nette disparité des revenus au sein même des pays et entre eux. Sur approximativement les 6 milliards d'habitants de la planète, environ 65 pour cent vivent dans des pays à haut revenu ou à forte croissance, contre moins d'un cinquième il y a trente ans. Les deux milliards qui restent vivent dans des pays où les revenus stagnent, ou même déclinent. On prévoit qu'en 2050, la population mondiale aura augmenté de 3 milliards. Malheureusement, 2 milliards de ce surcroît de population vivra dans des pays dont la croissance est actuellement faible ou nulle. Donc, si ces tendances se confirment, la proportion de gens vivant dans un environnement à faible croissance risque d'augmenter.

L'autre défi est environnemental. L'accélération de la croissance du PIB mondial a mis à l'épreuve l'écologie et le climat de la planète. Cette pression risque de finir par mettre en danger l'environnement créé par la croissance des deux cents dernières années<sup>2</sup> S'il n'y a pas de croissance dans un pays, les efforts des hommes pour améliorer leur situation tournent à la lutte pour obtenir une plus grosse part de la masse fixe des ressources. Cette pression écologique ne tarde pas à devenir sociale et politique. Certaines de ces pressions et leurs implications sont analysées dans la partie 4 de ce rapport.

2. Cf. Martin Wolf sur la possibilité d'un retour à une économie à somme nulle qui caractérisait la période pré-croissance et qui s'accompagnait de conflits. Wolf, Martin, 2007. « Les dangers de vivre dans une économie mondiale à somme nulle », *The Financial Times*, 19 décembre

## Les 13 réussites

Comme point de départ, nous analysons les cas de croissance forte durable dans la période d'après-guerre. Treize pays remplissent les conditions requises : le Botswana, le Brésil, la Chine, l'Indonésie, le Japon, la république de Corée, la Malaisie, Malte, le Sultanat d'Oman, Singapour, Taïwan Chine et la Thaïlande. Deux autres pays, l'Inde et le Vietnam pourraient bien rejoindre le groupe. Il faut espérer que d'autres pays suivront bientôt cette voie.

Ces exemples démontrent qu'une croissance durable rapide est possible – après tout, 13 pays y sont parvenus. Cela montre également que ce n'est pas facile – somme toute, il *n'y a que* 13 pays à avoir réussi. D'ailleurs, certains considèrent qu'il s'agit de « miracles économiques », d'événements impossibles à expliquer et qui ont peu de chances de se reproduire. Ce n'est absolument pas le point de vue de ce rapport. Les cas d'exception ont beaucoup à nous apprendre. Paul Romer, théoricien reconnu de la croissance et membre du groupe de travail de la Commission, nous rappelle que, lorsque le Japon a enregistré une croissance de cette ampleur, les commentateurs disaient qu'il s'agissait d'un cas particulier de décollage dû à la reprise d'après-guerre. Lorsque les Quatre Tigres asiatiques ( Hong Kong Chine, Taïwan Chine, Singapour et Corée) firent de même, les sceptiques dirent que cela n'avait été possible que parce qu'il s'agissait de petits pays. Lorsque la Chine prit la tête du peloton, les gens disaient que cela n'avait été possible qu'en raison de l'immensité du pays.

En fait, l'échantillon est d'une très grande diversité (cf. tableau 1). Les exemples asiatiques sont peut-être l'élément dominant de la liste, mais toutes les parties du monde en développement ( Afrique, Amérique latine, Moyen-Orient, et pays européens émergents) sont également représentées. Certains de ces pays sont riches en ressources naturelles (Botswana, Brésil, Indonésie, Malaisie, sultanat d'Oman, Thaïlande) ; les autres ne le sont pas. Cet échantillon comprend un pays de nettement plus d'un milliard d'habitants (Chine) et un autre de nettement moins de 500 000 (Malte).

Ce qui est peut-être plus curieux, ce sont les fins, très différentes, de ces parcours de réussite. Dans six cas, (Hong Kong Chine, Japon, Corée, Malte, Singapour, et Taïwan Chine) la croissance économique a continué à se développer pour finalement atteindre un haut niveau de revenu. Mais plusieurs des autres pays ont vu la dynamique de leur croissance tomber partiellement ou totalement longtemps avant de rattraper le peloton de tête. L'exemple le plus frappant est le Brésil dont la croissance économique s'est évanouie à peu près au moment du second choc pétrolier en 1979 et n'a pas encore repris (cf. encadré 2).

Chacune des économies de ces 13 pays a ses particularités. Mais il ne faudrait pas pour autant en conclure qu'aucune généralisation n'est possible, ni qu'il n'y a aucun enseignement à tirer du parcours de leur croissance parce que les leçons ne seraient pas applicables ailleurs.

**Tableau 1 13 réussites de croissance forte durable**

Pays	Période de croissance forte**	Revenu par habitant	
		au début	en 2005***
Botswana	1960-2005	210	3 800
Brésil	1950-1980	960	4 000
Chine	1961-2005	105	1 400
Corée, Rép de	1960-2001	1 100	13 200
Hong Kong, Chine*	1960-1997	3 100	29 900
Indonésie	1966-1997	200	900
Japon*	1950-1983	3 500	39 600
Malaisie	1967-1997	790	4 400
Malte*	1963-1994	1 100	9 600
Oman	1960-1999	950	9 000
Singapour*	1967-2002	2 200	25 400
Taiwan, Chine*	1965-2002	1 500	16 400
Thaïlande	1960-1997	330	2 400

Source : Banque mondiale, *Indicateurs du Développement dans le monde*

\*Pays qui ont atteint les niveaux de revenu par habitant des pays industrialisés

\*\*Période au cours de laquelle la croissance du PIB était de 7pourcent par an ou plus.

\*\*\* en dollars US constants de 2000

Ce n'est pas l'attitude que les pays eux-mêmes ont adoptée. Les décideurs ont su tirer les leçons de l'exemple ; l'influence des études de cas a été incontestable ; leur valeur démonstrative a eu une importance surprenante. On raconte que Deng Xiaoping fut fortement marqué par son premier contact avec Singapour, puis avec New York, à l'occasion d'une visite aux Nations Unies.

Si l'on regarde attentivement le cas des 13 pays, on note cinq points de similitude frappants (cf. figure 2) :

1. Ils ont exploité au maximum de l'économie mondiale
2. Ils ont maintenu la stabilité macroéconomique
3. Ils ont associé des taux d'épargne et des taux d'investissement élevés
4. Ils ont laissé les marchés affecter les ressources
5. Leurs gouvernants étaient très impliqués, crédibles et compétents

## Encadré 2 : Ralentissement de la croissance au Brésil

Le Brésil fut l'un des premiers pays à parvenir à une croissance forte durable (tendance qui débuta en 1950) et le premier à perdre cette dynamique (en 1980). A première vue, le Brésil n'est pas tout à fait comme les 12 autres pays de notre liste. À la différence de ces pays, le Brésil est célèbre pour sa stratégie de « substitution de productions nationales aux produits importés », protégeant ainsi ses propres industries pour qu'elles puissent lutter contre la concurrence étrangère sur leur marché.

Au cours de la première phase de cette politique de substitution, le Brésil réussit cependant à diversifier ses exportations en passant du café aux produits manufacturés de l'industrie légère grâce aux investissements directs étrangers. Les exportations, en pourcentage du PIB, plus que doublèrent en passant de 5 pour cent au début des années 50 à près de 12 pour cent au début des années 80 alors même que chutait de façon spectaculaire la part du café dans les exportations. Le Brésil avait également le double avantage de posséder un marché intérieur assez important et des ressources agricoles abon-

dantes. Ces deux atouts lui permirent de réaliser une très forte croissance malgré une implication modeste dans l'économie mondiale.

Pourquoi ce ralentissement ? Il est difficile d'en démêler les causes, tout comme il a été difficile d'opérer un renversement de tendance. Les problèmes du Brésil commencèrent après le premier choc pétrolier en 1973, qui laissa le pays aux prises avec l'inflation et un surendettement. Face à cette situation, le gouvernement adopta la solution du repli. Ce fut la seconde phase de la politique de substitution, qui ne se limita plus aux produits manufacturés de l'industrie légère, mais fit porter l'effort sur les industries lourdes et la production de bien d'équipement, stratégie fortement tributaire du recyclage des pétrodollars. Les variations brutales des taux d'intérêt du dollar en 1979 plongèrent le Brésil dans une crise d'endettement et de forte inflation dont il mit plus d'une décennie à sortir. Le résultat fut que les exportations tombèrent de 12 pour cent du PIB au début des années 80 à 6 pour cent au milieu des années 90, perdant presque tout le terrain qu'elles avaient conquis dans la période de forte croissance.

### 1. L'économie mondiale

Durant les périodes de croissance rapide, ces 12 pays ont tous tiré le maximum de profit de l'économie mondiale. C'est la caractéristique la plus importante qu'ils avaient en commun et la leçon fondamentale de ce rapport. La croissance durable à ce rythme n'était pas possible avant 1950. Cela ne le devint qu'en raison de l'ouverture et d'une intégration plus étroite de l'économie mondiale<sup>3</sup>. L'économie mondiale est, bien sûr, encore en évolution, mais elle a déjà des effets spectaculaires. Bien mise au service de la communauté, c'est l'arme la plus puissante pour lutter contre la pauvreté.

Les pays à forte croissance en ont été les bénéficiaires à un double égard. En premier lieu, ils ont importé du reste du monde les idées, la technologie et le savoir-faire. En second lieu, ils ont tiré profit de la demande mondiale, qui a fourni à leurs produits un vaste marché extensible. L'apport de connaissances a prodigieusement accru les possibilités de production de l'économie ; et le marché mondial a alimenté la demande correspondant à

3. Comme l'a fait remarquer Barry Bosworth, cette ouverture ne signifie pas seulement une réduction des tarifs douaniers. C'est également un élargissement de la gamme des produits qui peuvent faire partie des échanges commerciaux et entrer dans les négociations commerciales multilatérales

ce potentiel. Pour dire les choses très simplement, ces pays importaient les connaissances du reste du monde et exportaient ce dont il avait besoin.

**Figure 2 Caractéristiques communes de la croissance forte durable**



### *Les connaissances*

Il est plus facile d'apprendre que d'inventer. C'est pourquoi la croissance des pays développés ne progresse pas (et ne peut pas progresser) à un rythme de 7 pour cent ou plus, et pourquoi les économies retardataires peuvent rattraper. Prenons un des premiers exemples : l'industrie textile d'Osaka éclipsa les filatures du Lancashire en empruntant, assimilant et améliorant la conception et les techniques britanniques. La façade de la Société des Filatures d'Osaka (Osaka Spinning Company), qui date de 1883, fut même conçue en imitation de la façade en brique rouge du Lancashire<sup>4</sup>.

Les circuits par lesquels le savoir peut parvenir aux pays en développement sont nombreux. L'investissement direct étranger ('IDE) en est un. La Malaisie, par exemple, a attiré les multinationales à ses trois pôles de l'électronique – Penang, vallée du Klang et Johore – où elles bénéficient d'exo-

4. Saxonhouse, Gary, 1974. « A Tale of Japanese Technological Diffusion in the Meiji Period. » *The Journal of Economic History* 34 (1):149-165

«Dans les années 50, la Corée poursuivait une politique de substitution de productions nationales aux produits importés. La croissance n'était que de 2 à 3 pour cent. Mais au début des années 60, la Corée changea complètement d'orientation et adopta une stratégie tournée vers l'extérieur, le commerce étant l'objectif central, ce qui relança notre croissance, qui passa à plus de 7 pour cent et s'y maintint sur une longue période».

- Goh Chok Tong

nération fiscale temporaire et d'autres privilèges<sup>5</sup>. Les multinationales apportent les technologies de la production, une connaissance du marché mondial et une aptitude pour gérer la chaîne logistique. Historiquement, le Japon et la Corée étaient beaucoup moins ouverts à l'investissement direct étranger mais ils importaient des technologies de l'extérieur et les amélioraient. Le japonais Sony, par exemple, fort de la technologie dont la compagnie même lui avait accordé la licence, éclipsa l'américain RCA sur le marché des petites radios.

#### *La demande*

L'économie mondiale fournit également un grand marché, relativement stable, pour les produits des pays en développement. Dans les années 50, certains économistes succombèrent au « pessimisme de l'exportation. » Ils présumaient que plus les pays en développement vendraient de produits sur les marchés mondiaux moins les prix seraient élevés. En ce qui concerne les matières premières et les produits de base, il se peut que cette thèse soit juste ou qu'elle ne le soit pas. Mais elle n'est pas valable en ce qui concerne les produits manufacturés pour lesquels certains des 13 pays de notre liste de réussites avaient un avantage comparatif. Dans la plupart des cas, leur potentiel de production était faible par rapport à la taille du marché mondial<sup>6</sup>. Cela leur donnait la possibilité de se spécialiser, d'accroître considérablement leur productivité et de démultiplier leur production. Les quatre tigres, par exemple, ont augmenté leurs exportations de produits manufacturés qui sont passés de 4,6 milliards de dollars (des dollars 2000) en 1962 à 715 milliards de dollars en 2004. Si les prix avaient tant soit peu baissé, cela était largement compensé par une montée considérable des ventes.

Cela explique pourquoi les stratégies de croissance des économies repliées sur elles-mêmes ne tardent pas à montrer leurs limites. La demande intérieure ne saurait remplacer le marché mondial en expansion. Dans un pays pauvre, le marché intérieur est petit et, de ce fait, assez peu « extensible. » Pour que les ventes augmentent, il faut que les prix baissent. La taille n'est pas le seul problème. Il peut y avoir un décalage entre la configuration des dépenses intérieures et les forces de l'offre intérieure. Ce que les consommateurs d'un pays veulent acheter peut ne pas correspondre à ce que les producteurs du même pays produisent de mieux. Étant donné que la spécialisation est limitée par l'étendue du marché, les marchés intérieurs restreignent la marge de spécialisation de l'économie là où elle est en relative position de force.

5. Yusof, Zainal Aznam, et Bhattasali, Deepak, 2007. "La croissance économique et le développement en Malaisie : politiques, élaboration des politiques et leadership." Étude de cas, Commission sur la Croissance et le développement.

6. Peut-être deux exceptions : l'industrie manufacturière en Chine et les services en Inde

## 2. Stabilité macroéconomique

La volatilité de la macroéconomie et son imprévisibilité nuisent aux investissements du secteur privé, et donc à la croissance. À l'époque où ils enregistraient leurs plus belles réussites, les 13 pays à croissance forte ont évité le pire de ces turbulences.

Leur rapide développement s'accompagna parfois d'une légère poussée inflationniste. La Corée, par exemple, connut des taux d'inflation à deux chiffres pendant la plus grande partie des années 70 ; en Chine l'inflation atteignit un pic de 24% en 1994. Mais les prix demeuraient assez stables pour ne pas perturber les signaux du marché, obscurcir les perspectives des investisseurs sur le long terme ni dissuader les épargnants de confier leur argent aux banques.

Les gouvernements étaient également responsables en matière de fiscalité. Ils étaient nombreux à avoir des déficits budgétaires sur de longues périodes ; certains s'endettaient lourdement par rapport au PIB. Mais cette dette publique fut toujours maîtrisée, notamment parce que la croissance de l'économie lui était supérieure.

## 3. Orientation future

Leur troisième caractéristique est de l'ordre de la macroéconomie : ils ont tous maintenu à la fois des taux élevés d'épargne et d'investissement, notamment d'investissements publics dans les infrastructures. Ils étaient tous « tournés vers l'avenir », renonçant à la consommation dans le présent pour pouvoir élever le niveau des revenus dans l'avenir.

Au milieu des années 70, l'Asie du Sud-Est et l'Amérique latine avaient des taux d'épargne similaires. Vingt ans plus tard, le taux asiatique était supérieur d'environ vingt points. Au cours des vingt-cinq dernières années, la Chine a épargné plus d'un tiers de son revenu national chaque année. Cette épargne est allée de pair avec des taux prodigieux d'investissement intérieur.

Dans un document rédigé pour la Commission, Peter Montiel du Williams College et Luis Servén de la Banque mondiale ont recensé certaines des raisons qui peuvent expliquer cette épargne en Asie du Sud-Est<sup>7</sup>. Cette région bénéficiait d'une démographie favorable. Ayant moins de personnes à charge, les actifs avaient davantage la possibilité de mettre de l'argent de côté. La stabilité macroéconomique était également un élément favorable. Le taux d'épargne en Thaïlande, par exemple, s'éleva rapidement dans les années 80 grâce à une gestion rigoureuse des finances publiques. Comme nous l'avons déjà indiqué, ces pays ont la plupart du temps échappé aux poussées d'inflation rapides et imprévisibles qui aboutissent à une redistribution arbitraire de la richesse, qui passe des épargnants aux débiteurs, et qui n'encourage pas les gens à détenir des actifs financiers.

*«Les trois choses qui me paraissent les plus intéressantes dans ce rapport sont l'ouverture économique, l'inclusion sociale et des gouvernants efficaces. Ce message peut également se formuler sous la forme de « trois choses à ne pas faire » : le repli sur soi, l'exclusion, et des gouvernants à l'ego surdimensionné – ce qui est le plus sûr chemin qui conduit à la stagnation de la croissance».*

*- Edmar Bacha*

7. Montiel, Peter, et Servén, Luis, 2008. « Taux de Change réels, Épargne et Croissance : Y a-t-il un lien ? » Document de référence, Commission sur la Croissance et le Développement.



Certains pays ont eu recours à des mesures plus directes pour imposer l'épargne. En 1995, Singapour a instauré un plan d'épargne obligatoire, le Central Provident Fund (le Fonds Central de Prévoyance), qui recueille les cotisations prélevées sur les salaires et destinées principalement aux caisses de retraite, bien que des retraits pour soins de santé ou pour le logement aient été autorisés. La Malaisie a un système similaire. Ces deux pays, de même que le Japon et la Corée, avaient également des systèmes de plan d'épargne postale, qui répondent aux besoins des petits épargnants. En revanche, ces dispositifs financiers accordaient moins facilement le crédit à la consommation. En rendant plus difficiles les modalités de l'emprunt, ils ont peut-être facilité l'épargne.

#### 4. Répartition des marchés

Le vingtième siècle a plusieurs fois fait l'expérience de solutions autres que le marché. Ce fut chaque fois un échec patent. Aussi peut-on affirmer, semble-t-il sans risque, que les marchés sont un élément essentiel des structures économiques pour parvenir à une croissance durable.

Tous les pays à forte croissance se sont appuyés sur le bon fonctionnement du marché, lequel apportait les indications données par les prix, une aide à la prise de décision décentralisée et des incitations à répondre à toutes les formes de demande. La légitimité et la précision des droits de propriété variaient selon les pays. Mais dans tous les cas, les entreprises et les entrepreneurs estimaient avoir suffisamment de droits sur le patrimoine pour y faire de gros investissements.

À Hong Kong, Chine, le gouvernement était notoirement partisan de la politique de laisser-faire. D'autres gouvernements de notre liste, qui avaient une conception plus pratique, intervenaient directement dans les allègements fiscaux, les crédits bonifiés, la répartition géographique des prêts et autres mesures de cet ordre. Ces interventions ont pu les aider à découvrir leurs avantages comparatifs, et à utiliser au mieux leurs dotations en main d'œuvre et en capital. Mais, selon la formule de Justin Yifu Lin, principal responsable du groupe des économistes de la Banque mondiale, ils n'ont pas mis à l'épreuve ces avantages comparatifs.

Cette distinction est une subtilité conceptuelle, mais elle a des répercussions économiques.

C'est sa dotation en main-d'œuvre, en ressources naturelles et en capital qui dicte à un pays où se situent ses avantages comparatifs. Mais c'est un domaine très large. Par exemple, les pays côtiers d'Asie orientale, qui sont surpeuplés, avaient un avantage comparatif dans les activités de main-d'œuvre. Mais dans quelle branche des activités de main-d'œuvre précisément ? Selon quelles techniques ? Ces réponses, il fallait qu'ils les découvrent d'eux-mêmes de façon empirique. L'intervention du gouverne-

ment<sup>8</sup> a pu contribuer à faire avancer ce processus de « découverte de soi ». Les efforts des gouvernements pour promouvoir l'industrie lourde avant d'avoir accumulé les capitaux nécessaires pour qu'elle soit viable, eux n'étaient pas utiles.

### *Mobilité des ressources et transformation structurelle*

Les avantages comparatifs d'un pays évoluent avec le temps. Dans toute période de croissance rapide, le capital, et en particulier la main-d'œuvre, se déplacent rapidement d'un secteur à l'autre, d'une industrie à l'autre. Cette mobilité des ressources était l'une des caractéristiques de tous les 13 pays à croissance rapide. Les gouvernements n'ont pas résisté (bien qu'ils aient pu être tentés de le faire) aux forces du marché qui attiraient les gens vers les zones urbaines ou détruisaient certains emplois tout en en créant d'autres. En Malaisie, par exemple, la part de l'agriculture dans l'emploi tomba de 40 pour cent en 1975 à environ 15 pour cent en 2000. Il n'y avait qu'un quart de la population malaisienne à vivre dans les villes en 1957, année de l'indépendance. En 2005, il y en avait 63 pour cent. Même en Chine, où le système d'enregistrement des ménages imposait des restrictions à la mobilité, on a enregistré de vastes mouvements de population.

L'économie d'un pays ne se développe pas régulièrement et de façon égale en conservant sa structure à mesure qu'elle prend de l'ampleur. Au lieu de cela, les économies à croissance rapide passent par un processus chaotique de destruction créatrice, pénétrant comme par effraction de nouveaux secteurs industriels alors même qu'elles abandonnent leurs bastions traditionnels. Le défi auquel étaient confrontés les 13 gouvernements était de trouver les moyens de protéger les gens des effets les plus terribles de cette tourmente sans, du même coup, retarder l'évolution de l'économie.

### **5. Leadership et gouvernance**

La croissance, ce n'est pas uniquement affaire d'économie. Cela demande des gouvernements engagés, crédibles et compétents. « [À] long terme, il n'y a rien à gagner à construire des châteaux économiques sur des fondations politiques de sable », écrivait Benjamin Mkapa, ancien président de Tanzanie, dans un document rédigé pour la Commission<sup>9</sup>. Les économies des pays à forte croissance ont généralement construit leur prospérité sur des fondations politiques solides.

Les décideurs politiques de ces pays ont compris que la croissance n'est pas un phénomène qui se produit comme par hasard. C'est un objectif fondamental décidé en connaissance de cause par les dirigeants d'un pays. À Singapour, par exemple, selon un récent discours de Goh Chok Tong, ministre

*«C'est le gouvernement qui fournit l'environnement à la croissance, mais c'est le secteur privé qui investit et crée de la richesse pour les gens».*

*- Goh Chok Tong*

8. Hausman, Ricardo, et Rodrick, Dani, 2003. "Economic Development as Self-Discovery." *Journal of development Economics* 72:603-633.

d'État et membre de la Commission, la poursuite de la croissance a servi de principe d'organisation de la politique du pays au cours des 40 dernières années. Le gouvernement et les autres institutions ont constamment cherché à anticiper les actions requises pour soutenir le dynamisme de l'économie.

Est-ce que cela fait de Singapour un cas particulier ? Après tout, la plupart des dirigeants politiques clament leur engagement à promouvoir le développement économique. Mais dans leurs choix, sinon dans leurs discours, de nombreux gouvernements préfèrent la tranquillité politique aux bouleversements que la croissance peut entraîner. D'autres mettent en œuvre des réformes économiques valables pour leur propre gloire. Si le résultat n'est pas la croissance, ils ne tentent pas quelque chose d'autre ; ils crient tout simplement victoire et rentrent chez eux.

Dans les pays à économie à forte croissance, en revanche, les dirigeants ont compris que la réussite du développement suppose un engagement de plusieurs décennies et une négociation cruciale entre le présent et le futur. Même lorsque les taux élevés de croissance se situent entre 7 et 10 pour cent, il faut des décennies pour que les bas revenus d'un pays fassent un bond et atteignent un niveau relativement élevé (cf. figure 3).

Pendant cette longue période de transition, il faut que les gens du pays renoncent à consommer aujourd'hui pour voir leur niveau de vie s'élever demain. Ce marché ne sera accepté que si les dirigeants savent communiquer une vision crédible de l'avenir et une stratégie pour y parvenir. Il faut qu'ils inspirent confiance comme intendants de l'économie et que leurs promesses de récompenses futures soient crues.

Il faut que leurs promesses soient inclusives, que les gens du pays soient assurés que leurs enfants en bénéficieront. Au Botswana, par exemple, Seretse Khama a transmis au gouvernement les droits de sa tribu sur l'exploitation d'une mine de diamants, ce qui a permis à toutes les tribus du Botswana de bénéficier d'une plus grande part de la réussite de l'État<sup>10</sup>. Pour soutenir la croissance, d'autres gouvernements ont établi un contrat social implicite ou explicite ayant trait à la santé, à l'éducation, et quelquefois à la redistribution. Ces contrats étaient respectés, sinon dans le détail, au moins alors dans l'esprit. Sans ce socle politique, il est difficile, sinon impossible, de soutenir les mesures propres à promouvoir la croissance.

Un leadership de cette nature exige de la patience et une planification sur le long terme. Dans plusieurs cas, les économies à croissance rapide étaient sous la houlette d'un gouvernement à parti unique qui pouvait espérer rester au pouvoir encore pendant des décennies. Dans les démocraties mul-

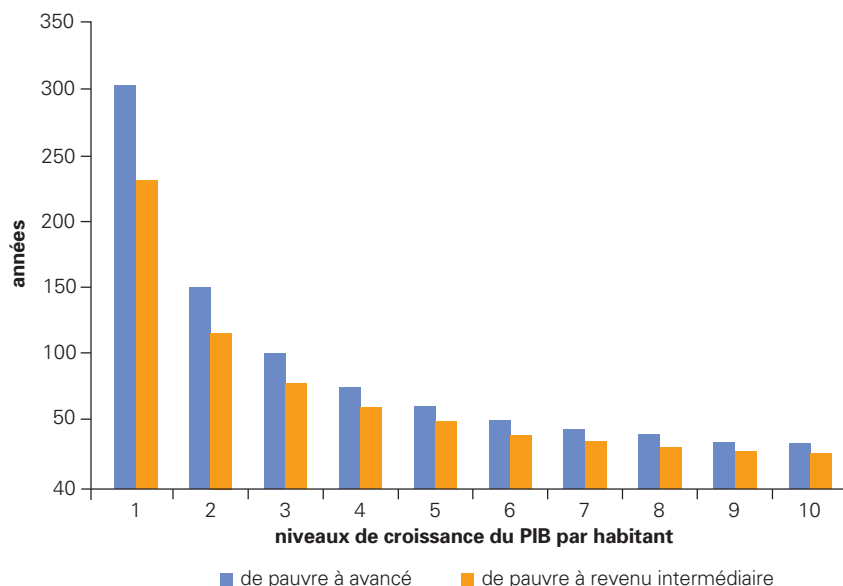
*«Je crois que le leadership est important, mais par leadership je ne veux pas simplement dire le plus haut dirigeant. Je crois qu'il faut également une équipe qui sache quels sont les choix politiques qui s'imposent et qui ait la compétence requise, ou qui soit capable de l'acquiescer pour contribuer à la mise en œuvre de ces politiques».*

*- Ngozi N. Okonjo-Iweala*

9. Mikapa, Benjamin , 2007. « Leadership for Growth, Development and Poverty Reduction : An African Viewpoint and Expérience. » Étude de cas, Commission sur la Croissance et le Développement.

10. Acemoglu, Daron, et Robinson, James, 2007. The role of Institutions in Growth and development » (Le Rôle des Institutions dans la Croissance et le Développement). Document de Référence, Commission sur la Croissance et le Développement.

Figure 3 Transitions vers des revenus plus élevés



tipartites, en revanche, les gouvernements ne voient généralement pas plus loin que la prochaine élection. Mais les démocraties peuvent avoir à leur crédit de remarquables phases de croissance. L'Inde d'aujourd'hui en est l'exemple le plus frappant. Mais l'Irlande et l'Australie offrent quelques leçons fort instructives.

La Commission sur la Productivité en Australie fut créée par une loi du parlement en 1998, bien que ses origines remontent trente ans en arrière. Agence d'État indépendante, elle évalue régulièrement la réglementation gouvernementale et les choix politiques microéconomiques, analyse les perspectives de croissance à long terme de l'Australie et contribue à mettre les gens en contact pour qu'ils formulent des propositions de réformes. Le Partenariat Social irlandais qui a vu le jour au moment de la stagnation économique du pays dans les années 80 réunit le patronat, les syndicats et le gouvernement tous les trois ans pour que soit repensée et renégociée la stratégie économique de la nation. Une fois ratifiées, ces conclusions constituent le cadre des décisions politiques pour les trois années suivantes.

Ces derniers exemples montrent que les démocraties peuvent avoir une surprenante vision à long terme. Les partis politiques opposés, par exemple, s'accordent sur une stratégie de croissance partisane qu'ils s'engagent les uns et les autres à respecter quand ils reviennent au pouvoir. Même si un pacte n'est pas officiellement signé, une stratégie de croissance qui réussit, et qui jouit de la confiance du public, a des chances de survivre au gouvernement qui l'a initiée.

*«Les réformes peuvent être coûteuses – elles peuvent porter atteinte au capital politique des gouvernements. Aussi après quelques réussites, il arrive que les gouvernements éprouvent le besoin de souffler et se satisfassent du statu quo. Mais ce qui importe, ce sont les efforts soutenus et non les réformes en dents de scie».*

*- Mahmoud Mohieldin*

Lorsqu'ils sont axés sur l'objectif d'une croissance forte, il faut que les gouvernements fassent preuve de pragmatisme dans cette entreprise. Les dirigeants qui ont réussi à maintenir une croissance forte s'étaient préparés à réussir, à échouer et à apprendre. Singapour, par exemple, ne se tourna vers l'extérieur qu'après avoir d'abord essayé le repli sur soi et encouragé les entreprises nationales à concurrencer les importations industrielles. En Chine, pour décrire sa méthode, Deng Xiaoping disait, paraît-il, que c'est en tâtant les pierres qu'on traverse le gué, formule souvent reprise en Chine.

### L'art de la prise de décisions

Il est relativement facile d'identifier les caractéristiques communes aux pays à croissance forte et assez facile d'en apprécier l'importance collective, mais il est difficile de les reproduire. Certaines sont le résultat d'innombrables décisions prises par les entreprises, les ménages et les fonctionnaires et d'échanges entre eux tous. Certaines sont le résultat de l'évolution des choses et ne correspondent pas à un dessein précis. Aucune ne résulte d'un choix politique explicite.

#### Encadré 3 : Les équipes réformatrices

Dans les pays à croissance rapide, ce sont souvent des technocrates hautement qualifiés, au sein de petites équipes réformatrices<sup>a</sup> très impliquées, qui ont été chargés de « tâter les pierres ». Singapour avait son Bureau de Développement Économique, la Corée son Bureau de Planification Économique et le Japon son Ministère du Commerce et de l'Industrie.

Les équipes réformatrices n'étaient pas accablées de tâches administratives, mais elles avaient accès direct aux échelons les plus élevés du gouvernement. En Malaisie, l'Unité de Planification Économique rendait directement compte au premier ministre. À Taïwan, le China's Council for U.S.Aid, qui fut instauré en 1948 et se transforma en Conseil Économique de Planification et du Développement rendait directement compte au président. Il est vrai que plusieurs futurs chefs de gouvernement étaient issus des rangs de ces organismes : le second président du Conseil Économique devint plus tard président du pays. Bien intro-

duites dans les sphères du pouvoir, mais n'ayant pas à se soucier de la routine administrative ni des demandes politiques immédiates, les équipes réformatrices, grâce à cette situation unique, aidaient à coordonner les efforts du gouvernement et à vaincre l'opposition et l'inertie de l'administration.

Si les technocrates, livrés à eux-mêmes, peuvent ne pas savoir trouver un équilibre entre les problèmes économiques et ceux d'ordre politique et social, les forces politiques, livrées à elles-mêmes, peuvent provoquer des perturbations.

<sup>a</sup> Criscuolo, Alberto, et Palmade Vincent, 2008. « Reform Teams : How the Most Successful Reformers Organized Themselves. (Équipes Réformatrices: Comment se sont organisés les réformateurs qui ont le mieux réussi). Public Policy for the Private Sector (Politiques publiques pour le secteur privé). Note 318, Banque Mondiale, Washington, DC)

<sup>b</sup> Evans, Peter, 1995. *Embedded Autonomy : States and Industrial transformation (Autonomie encadrée : les États et la transformation industrielle)*. Princeton, NJ : Princeton University Press.

Par exemple, les réussites montrent que la croissance forte durable demande un taux d'épargne impressionnant. Mais qu'est-ce que les gouvernements devraient faire pour encourager l'esprit d'économie ? Faudrait-il restreindre le crédit, rendre l'épargne obligatoire ou augmenter les impôts ? L'histoire montre que la croissance demande des prix globalement stables, une monnaie qui ne soit pas attaquée par l'hyperinflation. Mais est-ce que cela signifie qu'il faudrait que la banque centrale soit officiellement indépendante ? Il est également évident que les pays dont les économies réussissent ont su s'inspirer des leçons du reste du monde et assimiler les nouvelles techniques. Mais comment est-ce que les dirigeants peuvent aider les pays retenir ces leçons ?

Dans le contexte d'un pays développé, les économistes prescrivent avec assez d'assurance. Certains conseillers font des recommandations aux pays pauvres avec la même force de conviction. Leur argument est que les pays en développement sont exactement identiques aux pays avancés, à ceci près qu'ils sont plus pauvres.

Mais au cours des dernières décennies, les économistes ont appris à mieux évaluer le rôle des institutions sous-jacentes dans le fonctionnement des marchés parvenus à maturité. Ce sont ces institutions qui définissent les droits de propriété, font respecter les contrats, véhiculent l'information et comblent les écarts informationnels entre acheteurs et vendeurs. Dans les pays en développement, ces institutions et ces capacités ne sont peut-être pas encore parvenues à leurs formes définitives. En fait, cette immaturité des institutions est synonyme de sous-développement. Le résultat est qu'il est difficile de prédire comment une économie réagira à, disons, la suppression d'un droit de douane ou la vente d'un bien public.

Nous ne savons pas exactement quel modèle convient aux économies en développement, et nous avons aussi idée que ce modèle change avec le temps. Une économie à croissance rapide est une cible mobile. Les marchés et les institutions évoluent souvent de conserve, réagissant aux contraintes et aux demandes qu'ils imposent les uns aux autres. Par exemple, les cadastres n'apparaissent que lorsque la terre se fait rare. La comptabilité évolue en fonction de la demande des marchés financiers.

Tout cela est loin de faciliter la vie des décideurs politiques. Il est difficile de savoir comment une économie réagira à une politique et une réponse adéquate dans le moment présent peut ne pas être valable dans l'avenir. Les mauvaises politiques d'aujourd'hui sont souvent les bons choix politiques d'hier mais appliqués trop longtemps. Gouverner une économie en expansion est un défi évolutif. Cela tient d'une longue traversée entreprise avec des cartes marines incomplètes et parfois inexactes<sup>11</sup>

*«Les marchés et les gouvernements fonctionnent différemment selon les étapes du développement – leur structure, leurs fonctions, leurs objectifs, tout cela change. À certaines étapes, les gouvernements se substituent aux marchés, à d'autres étapes les institutions des marchés se développent».*

*- Zhou Xiaochuan*

11. Il y a quatre décennies, Singapour, devenu indépendant, entrepris un voyage plein d'incertitudes. Le chômage était élevé, l'industrie inexistante et les perspectives sombres. Le premier ministre, Lee Kuan Yew, décrivait ainsi la situation : « C'est avec une vive appréhension que je me lançais dans un voyage sur une route non balisée vers une destination inconnue. »

## Le rôle du gouvernement

Qu'est-ce que les gouvernements devraient alors faire ? Quelle est la taille optimale de l'État et quelles sont ses propres responsabilités ? Cet aspect du développement a fait couler plus d'encre que n'importe quel autre. C'est un thème récurrent de ce rapport et des débats qui ont précédé sa rédaction.

Une réponse est que les gouvernements devraient en faire le moins possible. « Moins l'État est présent et mieux nous nous portons », comme le veut la devise. Il y a quinze ans, dans les discussions sur le gouvernement, la thèse de moins d'État et de plus de liberté des marchés était majoritaire. Les conclusions de ces débats se résumaient dans cette formule : « Stabiliser, privatiser, libéraliser. »

Bien que ce que recouvre cette prescription ne soit pas sans valeur, ce n'est qu'une vision extrêmement partielle du problème. Il est vrai qu'il ne faut pas qu'un gouvernement hypertrophié étouffe le secteur privé ni que la réglementation soit excessive, mais il faut que l'économie soit ouverte au commerce et à la concurrence et que l'investissement privé puisse être de bon rapport. L'exhortation à diminuer le pouvoir de l'État s'expliquait également en partie par les préoccupations relatives à la motivation et à la compétence des gouvernants. Si un gouvernement a un champ d'action trop large, il risque d'être dans l'incapacité de remplir un ensemble de fonctions aussi étendu. Ou bien il risque d'abuser de cet excès de pouvoir et de poursuivre des objectifs autres que la croissance et la prospérité, par exemple les intérêts personnels des gens en place.

Nous avons de l'efficacité d'un gouvernement une conception un peu différente. On ne peut pas évacuer les questions de motivation et de compétence. Mais on ne peut pas les régler en supprimant le gouvernement d'un trait de plume. Notre modèle des économies en développement est à ce stade encore trop à l'état embryonnaire pour qu'il soit pertinent de définir dès maintenant ce que devraient faire les gouvernements. De nombreuses études de cas donnent à penser que le rôle du gouvernement évolue avec le temps à mesure que se développent ses propres capacités et celles du secteur privé. Notre devise pourrait alors être celle du grand économiste, spécialiste du développement, Sir Arthur Lewis, qui déclarait que « Les gouvernements peuvent échouer soit parce qu'ils en font trop peu ou trop. »<sup>12</sup>

Certains pays, par exemple, pâtissent d'une insuffisance d'investissements publics, d'autres d'un excès de réglementation gouvernementale. D'autres encore souffrent de ces deux handicaps simultanément. En Inde, par exemple, la première des priorités, dans les années 90, était la réduction de l'intervention de l'État et le démantèlement du système d'autorisation administrative.

---

12. Lewis, Arthur, 1955. *La Théorie de la Croissance Économique*. London : George Allen & Unwin.



Aujourd'hui, le gouvernement essaie d'être plus présent, compensant ainsi des années de sous-investissement dans les infrastructures publiques.<sup>13</sup>

À se préoccuper de la taille du gouvernement, on peut ne pas prêter assez attention à son efficacité. L'histoire est pleine d'exemples édifiants. Après la grande dépression, les économistes comprirent que la banque centrale américaine naissante aggravait la crise économique. Ils auraient pu soutenir qu'il fallait sérieusement limiter les pouvoirs et les activités de la banque centrale, et certains le firent. Mais d'autres réfléchirent essentiellement aux moyens d'aider les banques centrales à remplir leurs missions plus efficacement, se demandant comment les libérer des contraintes politiques préjudiciables, comment établir leur crédibilité et améliorer leurs outils et leurs techniques. À notre sens, cette seconde approche est plus porteuse pour les pays en développement. Il s'agit d'améliorer l'efficacité des institutions gouvernementales plutôt que de les dépouiller de leurs fonctions.

Il nous semble que, face aux incertitudes, la bonne réponse n'est pas la paralysie, mais l'expérimentation. Les gouvernements ne doivent jamais, par peur de l'échec, s'abstenir d'agir. Ils doivent expérimenter des politiques et être capables de tirer rapidement les leçons de l'échec. S'ils commettent un faux-pas, ils doivent essayer autre chose et non s'entêter ou se retirer.

Il faudrait toutefois procéder à ces expériences avec prudence. Chaque mesure devrait être pesée de façon à produire le maximum d'information sur la crise, et au moindre coût pour le cas où ce choix se révélerait un faux-pas. Quand ils décident une politique, les gouvernements devraient envisager le pire et se demander ce qui se passerait alors. Les expériences de portée limitée font généralement moins de dégâts si elles se soldent par un échec que les expériences de grande ampleur. La gestion du risque est un aspect important de la prise de décisions dans les pays en développement.

La Chine offre des exemples de prudence dans la prise de décision. Ses premières réformes en 1978 accordèrent aux paysans la liberté de vendre sur le marché libre leurs surplus de productions, tout ce qui était en plus des quotas fixés par le gouvernement. Les résultats furent tout à fait conformes aux prévisions de la théorie microéconomique. Les prix montèrent, la production agricole fit un bond et la vie des paysans s'améliora. En revanche, les réformateurs chinois ont pris soin de ne pas copier les orientations macroéconomiques des pays avancés. Ils avaient conscience que, au début de la période des réformes, l'économie ne réagirait pas aux variables de la macroéconomie, telles que les taux d'intérêt, de la manière que les modèles des pays avancés le prédisaient.

*«Si je voulais jouer les provocateurs, je dirais que l'approche de l'optimum de premier rang, qui implique un excès d'orthodoxie, aboutit à une performance de croissance suboptimale. C'est forcer un peu la note».*

*- Alejandro Foxley*

13. cf Montyek Singh Ahluwalia ( vice-président de la Commission de Planification de l'Inde et membre de la Commission) et son interview au *McKinsey Quarterly*, octobre 2007.

*«Gradualisme et pragmatisme sont deux choses différentes. En Indonésie, les réformes ont été pragmatiques, l'objectif étant de concilier les impératifs de la réalité politique et de la réalité sociale. Mais elles n'ont pas été graduelles. Lorsque la croissance économique était bonne, on s'installait dans l'autosatisfaction. C'est seulement lorsqu'il y avait un revers de fortune que les réformateurs se bougeaient et il fallait qu'ils se bougent vite».*

*- Dr. Boediono*

Certains émettent des doutes sur ce gradualisme, ce réformisme par paliers. Dans certains cas, « les temps difficiles font de la bonne politique. » Les crises, qui peuvent bouleverser la stabilité des forces politiques, dégagent parfois une ouverture qui permet la mise en œuvre d'un ensemble de réformes majeures qui, autrement, seraient bloquées. Cependant, il peut y avoir autant d'exemples de crises qui aboutissent à de mauvais choix qu'il y en a qui aboutissent à de bons choix. En bref, les crises peuvent lever les obstacles à une stratégie de croissance judicieuse, mais elles ne peuvent pas assurer que c'est une stratégie judicieuse qui sera en réalité choisie. Dans ce contexte, le leadership et des technocrates influents et éclairés jouent un rôle extrêmement important.



## 2<sup>ème</sup> PARTIE

# Les Ingrédients Politiques des Stratégies de Croissance

---

Nous ne savons pas quelles sont les conditions suffisantes pour qu'il y ait croissance. Nous savons reconnaître les économies de la période d'après-guerre qui sont des réussites, mais nous ne sommes pas capables de préciser avec certitude quels ont été les facteurs déterminants de leur réussite ni ceux qui n'étaient pas indispensables. Il serait préférable qu'il en soit autrement.

Les commissaires savent néanmoins discerner quels choix sont probablement décisifs – quelles politiques font qu'un pays peut parvenir à une croissance forte durable, même si elles ne la garantissent pas à cent pour cent.

De même que nous ne pouvons pas dire que cette liste est suffisante, nous ne pouvons pas non plus assurer que tous ces éléments sont nécessaires. Des pays ont connu la croissance, pendant un certains temps, avec beaucoup moins de facteurs. Mais nous avons le sentiment que, sur une durée de 10 ou 20 ans de croissance rapide, tous ces ingrédients ont leur importance. Une inflation faible, par exemple, ne compensera pas un système éducatif de médiocre qualité ou des infrastructures boiteuses. Pour soutenir la croissance sur une longue période, il faut la conjonction d'un ensemble de paramètres. Lorsqu'il n'y en a qu'une partie, on peut obtenir de bons résultats, mais les éléments que les décideurs négligent finiront par obérer les progrès de l'économie.

*«Nous devons veiller à ne pas commettre l'erreur de penser que quelque chose qui est utile, comme par exemple le développement du secteur financier, ou autre chose d'ailleurs, équivaut à une condition suffisante pour qu'il y ait croissance».*

*- Michael Spence*

Une liste d'ingrédients, ce n'est pas une recette, et notre liste ne constitue pas une stratégie de croissance. Nous identifions des contraintes possibles qui pèsent sur les performances de l'économie. Une véritable stratégie de croissance décèlerait les contraintes qui appellent action immédiate et celles qui peuvent attendre. Cette stratégie préciserait ce qu'il faut faire, à quel moment, quel argent, quelles compétences et quel investissement politique sont nécessaires et dans quels secteurs. Étant donné les ressources limitées, les gouvernements devraient concentrer leur effort dans les domaines qui peuvent le plus stimuler la croissance. Mais pour fixer ces priorités, il faut faire preuve de subtilité de jugement en ne disposant que d'informations limitées. Ce n'est pas le rôle de la Commission, mais d'une « équipe réformatrice » d'économistes et de décideurs doués de sens pratique et ayant une profonde connaissance de la situation d'un pays particulier. Cela étant, dans un exercice de cet ordre, il y a sûrement tout intérêt à prêter une grande attention aux mesures préconisées ici. Le cadre que nous proposons n'apportera peut-être pas toutes les réponses aux décideurs, mais nous espérons qu'il les aidera au moins à se poser les bonnes questions.

Les lignes d'action que nous examinons se répartissent en plusieurs grandes catégories : accumulation, innovation, affectation, stabilisation et inclusion.

Le premier groupe de mesures de la liste tombe dans la catégorie « accumulation ». Il comprend de solides investissements publics qui permettent de constituer les infrastructures et de rassembler les compétences nécessaires pour une croissance rapide. Le second groupe de mesures favorise « l'innovation » et « l'imitation. » Elles aident une économie à apprendre à faire de nouvelles choses – par exemple à se lancer dans des activités exportatrices dont elle n'a pas l'habitude – et à expérimenter des pratiques innovantes.

Dans toute période de croissance assurée, les prix relatifs jouent un rôle important, attirant les investissements dans certains secteurs ou les détournant d'autres. Par conséquent, le troisième groupe concerne « l'affectation » du capital, et notamment de la main-d'œuvre. Ces mesures permettent aux prix d'orienter les ressources et aux ressources de réagir aux prix. Les activités microéconomiques ne peuvent pas se développer si elles sont brutalement interrompues par des problèmes d'endettement ou si le niveau général des prix subit des fluctuations erratiques. C'est pourquoi le quatrième groupe assure la « stabilisation » de la macroéconomie, la protégeant des crises, des faillites et de l'inflation galopante.

Nous recommandons également un paquet de mesures de nature à favoriser « l'inclusion ». Les commissaires attachent une grande valeur à l'équité et à l'égalité des chances en tant que telles. Mais ils reconnaissent également que si une stratégie de croissance bénéficie à toutes les classes et à toutes les régions d'une société, aucun groupe ne cherchera à la faire échouer.

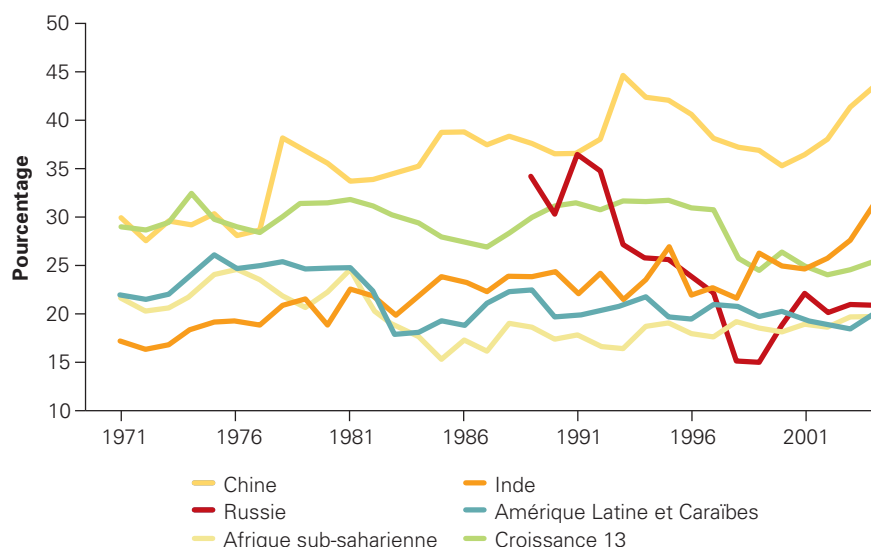
*«Une check-list de réformes ne sert à rien. Le message implicite à l'adresse des décideurs politiques est celui-ci : si le contrôle des prix est difficile, pourquoi ne pas essayer l'éducation ? Dans cette approche, il n'y a pas de stratégie, pas de sentiment de retard à rattraper ni d'horizon à atteindre».*

*- Ngozi N. Okonjo-Iweala*

## Niveaux élevés d'investissement

La croissance forte durable demande des taux d'investissements élevés. En investissant les ressources plutôt qu'en les consommant, les pays font un compromis entre les niveaux de vie du présent et ceux de l'avenir. Le prix de ce compromis est assez élevé. Si on en juge d'après les cas de croissance forte durable, il semble qu'il faille des taux d'investissement globaux de 25 pour cent du PIB ou plus, en comptant les dépenses publiques et privées (cf. figure 4). Ces pays investissaient au moins 7 à 8 pour cent du PIB dans l'éducation, la formation et la santé (en comptant là encore les dépenses publiques et privées), bien que cela ne figure pas comme investissements dans les comptes de la nation.

Figure 4 Pourcentage du PIB, taux d'investissement par croissance 13, 1971-2004



Source : Banque Mondiale

### Infrastructures

En Asie, où la croissance est rapide, les investissements publics dans les infrastructures représentent 5 à 7 pour cent du PIB, ou plus. En Chine, en Thaïlande et au Vietnam, la totalité des investissements dans les infrastructures dépasse 7 pour cent du PIB. L'histoire nous enseigne que c'est cet ordre de grandeur qu'il faut pour que la croissance soit forte et durable, bien qu'il soit difficile d'être précis.

Curieusement, les données statistiques sur les investissements dans les infrastructures sont fragmentaires. Les chiffres dont on dispose donnent à penser que ce budget est en moyenne d'une faiblesse inquiétante. Dans de nombreux pays développés, les investissements sont de l'ordre de 2 pour cent du PIB, ou moins — et cela se traduit dans leur taux de croissance.

On peut relier ces deux points faibles – le manque de données statistiques et l’insuffisance des dépenses. Ce qui retient l’attention se mesure et ce qui se mesure retient l’attention. Les données macroéconomiques sont recueillies principalement aux fins de stabilisation de l’économie à court terme. Ce qui compte, pour cet objectif, c’est le niveau global des dépenses publiques – la distinction entre dépenses courantes et dépenses d’équipement est de peu d’importance. Mais, pour la croissance, cette distinction est essentielle.

Trop souvent, la teneur et l’ampleur des dépenses publiques sont le reflet d’une victoire du court terme sur le long terme. Les exigences immédiates en matière de dépenses courantes – paiement des salaires, ce qui profite aux groupes politiquement puissants ou protège les populations contre les baisses de la consommation – sont autant de ressources retirées à ce qui est important à plus long terme. Si les dépenses budgétaires du gouvernement sont trop importantes, cela peut également avoir un effet d’éviction sur les investissements privés à l’avenir. Après tout, le financement des dépenses doit être assuré par les impôts et les taxes, ou par l’inflation, c’est-à-dire par des ressources qui font défaut au secteur privé et qu’autrement il aurait pu investir dans la croissance.

En revanche, les dépenses en infrastructures – routes, ports, aéroports et électricité – attirent les investissements privés en quantité. Elles élargissent le champ des investissements possibles et accroissent la rentabilité des investissements privés. En permettant à de nouvelles industries de voir le jour, elles contribuent de façon décisive aux transformations structurelles et à la diversification des exportations.

Les infrastructures dans le domaine des télécommunications (et la fixation des prix des services) sont de première importance. Elles jouent tout un ensemble de rôles essentiels dans le secteur public et dans le secteur privé. Elles peuvent contribuer au développement de l’éducation, favoriser les initiatives qui accroissent la transparence et améliorer l’acheminement des services rendus par les administrations publiques. Elles peuvent aussi augmenter la productivité en diffusant l’information sur les prix aux paysans, aux pêcheurs et autres producteurs. Les télécommunications favorisent un large accès aux services financiers. Elles permettent également les échanges dans le secteur des services (domaine du commerce qui connaît une expansion rapide) et l’établissement de liens avec les chaînes logistiques mondiales.

Étant donné la grande importance des infrastructures et les contraintes rigoureuses qui pèsent sur les ressources qui leur sont affectées, les gouvernements ont de plus en plus cherché à faire appel aux sources de financement privées. Bien que la majeure partie des investissements en matière d’infrastructures soit encore publique, le secteur privé a gagné du terrain dans la mesure où les gouvernements ont appris à régler cet apport.

Ces partenariats entre public et privé peuvent aider un gouvernement à tirer meilleur parti de ses ressources budgétaires. Ils peuvent également

*«Les institutions internationales, notamment le FMI, ont eu tendance à considérer les investissements publics comme une question de stabilisation à court terme et n’ont pas mesuré leurs conséquences à long terme. Si on impose des contraintes aux dépenses d’infrastructure des pays à faible revenu bloqués dans un équilibre de faible revenu, alors il y a de fortes chances que ces pays ne décolleront jamais».*

*- Montek Singh Ahluwalia*

épargner au secteur public la charge de projets. Mais pour que ces partenariats fonctionnent, il faut que les gouvernements soient prêts à assumer d'autres responsabilités à la place. Il faut qu'ils mettent sur pied des organismes autonomes de régulation pour contrôler la participation du privé. Il faut que les termes du partenariat soient soigneusement consignés par écrit et que leur exécution soit attentivement suivie afin que ses placements soient d'un juste rendement pour l'investisseur privé mais qu'il ne monopolise pas les profits. Il est également important que les risques commerciaux soient supportés par le secteur privé. Dans de trop nombreux cas, la division du travail faisait que c'était le secteur privé qui percevait les bénéfices tandis que les risques étaient pour le secteur public. Au niveau international, on a maintenant acquis une grande expérience de ces partenariats. Certains ont été de très grandes réussites dans toute une gamme de domaines, dont les télécommunications, les routes, la production d'électricité et la gestion portuaire. Mais il y a également eu de nombreux échecs. Il y a des enseignements à tirer dans les deux cas.

Les gouvernements doivent également résister à la tentation de considérer les infrastructures

comme une source de revenu. Dans les télécommunications, par exemple, les gouvernements permettent souvent aux monopoles ou aux quasi-monopoles privés de faire des bénéfices excessifs, qu'ils imposent ensuite pour remplir les caisses de l'État. Le résultat de ce transfert du consommateur au gouvernement, via le géant des télécommunications, est le tarif excessif des services, qui sont hors de portée d'une grande partie de la population. Cette solution est peut-être un pis-aller pour un gouvernement à court d'argent. Mais il y a des chances que le préjudice porté à la croissance l'emporte sur les avantages fiscaux, quels qu'ils soient.

Bref, il faut que les gouvernements reconnaissent que leurs propres investissements dans les infrastructures sont un complément indispensable aux efforts que consent le secteur privé. Si la fonction d'investissement public disparaît, elle ne sera pas remplacée par l'apport des pourvoyeurs privés. Le résultat sera que la croissance et les prestations de services au public en pâtiront.

### Le capital humain<sup>14</sup>

Les investissements dans les domaines de la santé, du savoir et des compétences des gens – le capital humain – sont aussi importants que les investissements qu'un pays consacre au capital physique, qui est plus observable. Rares sont les économistes qui le contesteraient. Mais ils ont curieusement du mal à en apporter la preuve statistique.

14. La Commission a souhaité recevoir des communications sur la santé, l'éducation et la croissance et organisé des ateliers sur ces sujets. Cette partie du rapport prend appui sur ces articles et sur ces discussions. Il y a, bien sûr, actuellement toute une série de travaux de recherche dans ces domaines. Étant donné que les gouvernements et les donateurs concentrent leur attention et les ressources sur la santé et l'éducation, le corpus des expériences vécues s'accroît rapidement.



C'est en partie une question d'instrument de mesure. La méthode empirique cherche habituellement à établir un lien entre, disons, les dépenses d'éducation et la croissance. Mais il ne faut pas confondre les dépenses en matière d'éducation avec l'objectif ultime de l'éducation, qui est la transmission du savoir, le développement de l'aptitude à apprendre ainsi que de qualités non cognitives telles que la curiosité, l'empathie et la sociabilité. La somme des acquis d'un même investissement financier peut être très variée.

Mais même si les chercheurs avaient de meilleurs instruments de mesure, ils n'ont peut-être pas le bon modèle de croissance. L'éducation peut, de façon subtile, avoir sur l'économie une influence conjuguée avec d'autres facteurs. L'Inde, par exemple, a produit des ingénieurs et des savants de classe mondiale pendant des décennies avant que son économie ne décolle. Cet investissement dans l'acquisition des compétences a produit des résultats économiques limités jusqu'au jour où l'Inde a découvert qu'il y avait une demande mondiale de logiciels (demande qui s'est développée depuis et qui comprend l'externalisation de la recherche et du développement et tout un éventail de prestations assurées sur Internet. Bref, l'Inde avait à résoudre un problème d'offre et de demande, et pas seulement d'offre.

Les investissements dans le capital humain génèrent des possibilités de croissance, et même des possibilités imprévues au moment de l'investissement. Mais, comme le montre l'expérience de l'Inde, ces investissements ne se traduisent pas automatiquement en croissance. D'autres facteurs peuvent entrer en jeu.

### L'éducation

Tous les pays qui ont maintenu une croissance forte pendant de longues périodes ont fait des efforts considérables pour scolariser les habitants et développer leur capital humain. En revanche, il y a une foule d'exemples d'autres pays émergents qui ne font pas assez dans ce domaine.

Pour deux raisons au moins, l'éducation a légitimement droit à l'argent public. En premier lieu, la Commission estime que la rentabilité sociale est probablement supérieure à la rentabilité personnelle. (Les publications des chercheurs sont pleines de controverses et de désaccords sur cette question, et c'est un débat qui s'est exprimé au cours des ateliers de la Commission.) Autrement dit, une personne qui a un certain niveau d'instruction apporte plus à la société qu'elle ne reçoit en retour en termes d'augmentation de salaire, bien qu'il soit de toute évidence difficile de mesurer la rentabilité sociale.

En second lieu, certaines familles, limitées par le crédit, ne peuvent pas emprunter autant qu'elles voudraient pour faire face aux dépenses d'éducation, même si l'augmentation de salaire que rapporterait un diplôme ou un examen pourrait largement permettre de rembourser le prêt. Les dépenses publiques en matière d'éducation se justifient donc au nom de l'ef-



ficacité et de l'égalité des chances. Elles corrigent le fait que le marché n'affecte pas assez de ressources à l'éducation et, en plus, elles ouvrent l'accès à l'instruction à d'autres qu'à ceux qui ont les moyens de payer d'avance.

Le moment de l'investissement dans l'éducation est aussi important que le volume de cet investissement. Si l'on investit au début de l'enfance, il y aura un retour sur investissement plus tard dans la vie : il faut que les enfants apprennent à apprendre. S'ils ne le font pas, il est probable qu'ils ne rattraperont jamais ce retard, que la société sera privée de potentialités et marquée des stigmates de l'inégalité.

Comment, dans ces conditions, est-ce que les gouvernements devraient répartir leurs ressources budgétaires entre l'enseignement primaire, secondaire et supérieur (c'est-à-dire les universités et autres établissements de cet ordre) ? Les pays en développement, y compris ceux qui ont une croissance forte, ont apporté à cette question des réponses variées. Cela donne à penser que les décideurs n'ont pas à se préoccuper outre mesure de régler ce dosage avec précision, à condition toutefois qu'ils évitent de faire trop pencher la balance d'un côté ou de l'autre.

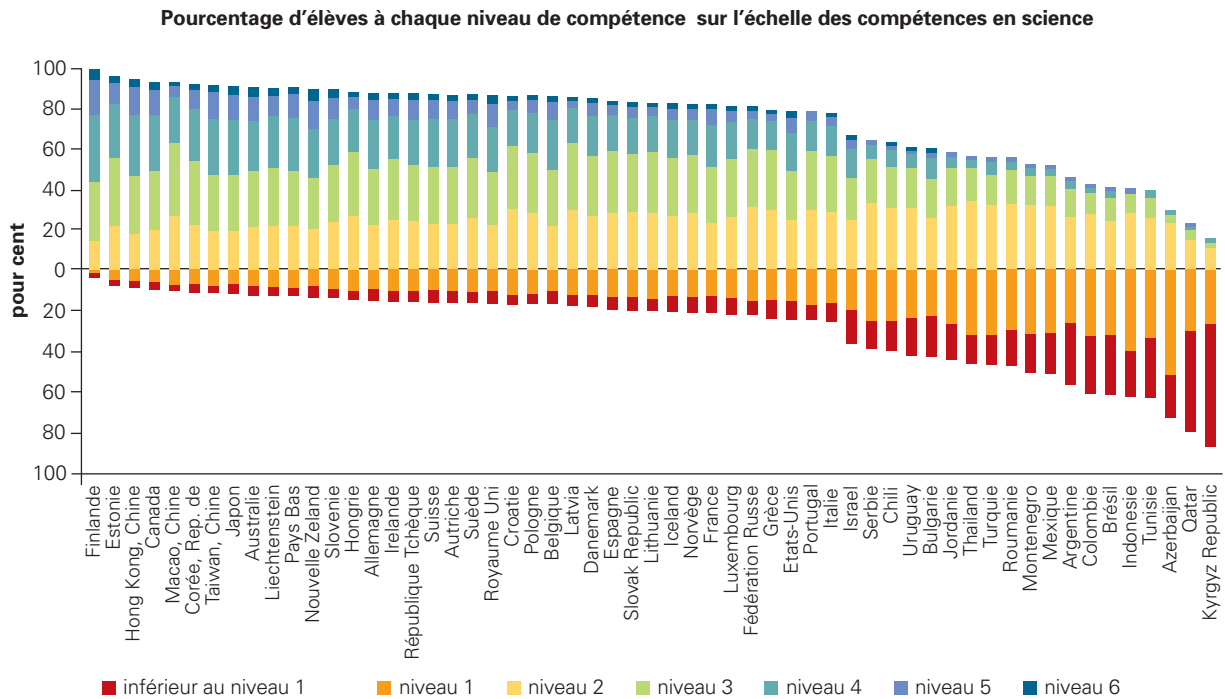
Il nous semble raisonnable de faire porter l'accent d'abord sur l'enseignement préscolaire et sur celui de la petite enfance, puis sur l'enseignement élémentaire et l'apprentissage de la lecture et de l'écriture, puis d'augmenter les effectifs dans les établissements secondaires. Les gouvernements ne devraient pas non plus oublier l'importance du petit secteur de l'enseignement supérieur, qui devrait se développer au fur et à mesure que montent les revenus et que la demande en capital humain se précise. Après tout, c'est dans ce secteur que le gouvernement et le privé recrutent leurs cadres supérieurs.

Les chercheurs ont retenu « les années de scolarité » comme indicateur sommaire pratique en matière d'éducation. C'est la mesure qu'ils citent le plus souvent dans les débats et que leur envient leurs homologues spécialistes des politiques de santé à qui fait défaut cet instrument de mesure unique « grossier » (pour reprendre leur terme).

Mais, en matière d'éducation, les années de scolarité ne sont que les données d'entrée. Il est rare que soient saisies les données de sortie, c'est-à-dire le savoir, les aptitudes cognitives et probablement aussi la sociabilité et autres aptitudes non cognitives. Lorsqu'elles sont mesurées, les résultats sont souvent fort préoccupants. Les tests internationaux dans les pays de l'OCDE, et également dans quelques pays en développement, révèlent que les acquis véritables des élèves du secondaire varient énormément (cf. figure 5).

Pourquoi est-ce que les résultats varient à ce point ? Il est beaucoup trop tôt pour que l'on puisse risquer une opinion tranchée. Nous savons que le contexte familial compte beaucoup, tout particulièrement le niveau d'instruction des parents et l'intérêt qu'ils portent aux études. Outre la demande

Figure 5 Résultats de PISA



Source : PISA 2006, base de données de l'OCDE. Tableau 2.1a.

LienStat <http://dc.dod.org/10.1787/141844475532>

Note: Les pays sont classés par ordre décroissant du pourcentage d'adolescents de 15 ans au niveaux 2,3,4,5 et 6. Au-dessus de la ligne zéro, on trouve la proportion d'étudiants au niveau 1 et au-dessus.

des parents, la demande du marché compte. Lorsque la croissance s'accélère et que la demande de compétences se développe, le fait que l'instruction est rentable est une incitation à l'étude.

Du côté de l'offre, c'est, selon certains experts, lorsqu'il y a association examens nationaux et autonomie des établissements, que la situation est la meilleure. Le ministère de l'éducation devrait instituer un système d'exams centralisés mais laisser les établissements relativement libres de décider du mode de préparation de ces examens. En particulier, ce sont les établissements qui devraient fixer le salaire des enseignants et décider de leur formation.

C'est cette association qui peut expliquer les excellents résultats de la Finlande, comparés à ceux des autres pays de l'OCDE. Mais dans les pays pauvres, les raisons des réussites et des échecs sont peut-être plus faciles à cerner. Certains pays, par exemple, sont tout simplement confrontés à une pénurie d'enseignants qualifiés. Le budget de l'éducation n'est peut-être

pas assez important pour attirer des personnels ayant un niveau d'instruction élevé qui se voient offrir des possibilités plus lucratives dans le privé.

De plus, une fois engagés, les enseignants ne sont pas toujours encouragés à bien faire leur travail, ou même à venir assurer leurs cours. Dans certains pays, l'attribution des postes d'enseignants relève du clientélisme politique. Si les gens obtiennent leur emploi par faveur politique, il y a peu de chances qu'ils fassent bien leur métier.

C'est un problème qui n'est pas facile à résoudre, et certaines familles estiment qu'elles ne peuvent pas attendre. Même celles qui sont pauvres envoient leurs enfants dans les établissements privés élémentaires et secondaires, malgré les sacrifices financiers que cela implique. Nous avons été surpris de constater à quel point l'enseignement privé s'est développé, même parmi les populations les plus pauvres. Les systèmes les plus iniques sont ceux où les universités élitistes, financées sur fonds publics, ont de telles exigences à l'entrée que ne peuvent y être admis que les enfants des familles qui ont les moyens de payer de bonnes études dans l'enseignement privé.

Notre connaissance des systèmes éducatifs est encore nettement insuffisante ; il faut que l'on sache mieux comment tirer le meilleur profit des ressources budgétaires publiques et comment obtenir le meilleur des enseignants et de leurs élèves. Voilà ce qui, à notre sens, est la principale priorité pour les décideurs politiques. C'est par l'évaluation qu'il faut commencer. Les compétences des élèves, en lecture, écriture et calcul, devraient faire l'objet d'une évaluation plus large dans le monde. Dans d'autres domaines, dans l'administration et les affaires, on sait que l'évaluation et la diffusion de ses résultats changent la donne, même sans autre intervention.

Des recherches plus approfondies seraient précieuses. Mais si l'on se fonde sur ce que nous avons déjà observé, il est difficile de ne pas conclure que, dans nombre de pays, les dépenses en matière d'éducation ne donnent pas les résultats escomptés en raison du gaspillage et de l'inefficacité, au moment même où augmente dans le monde entier la rentabilité du capital humain. L'inefficacité limite la croissance et menace l'égalité des chances.

## La santé

La santé est à juste raison considérée par beaucoup comme un droit. C'est une fin en soi à laquelle on attache une grande valeur, qu'elle fasse ou non partie des objectifs économiques. Il n'en reste pas moins, cependant, qu'elle affecte bel et bien les résultats économiques à de multiples égards.

Par exemple, la menace de la maladie peut dissuader les investisseurs d'investir dans le capital humain. Si des familles craignent que leurs enfants ne survivent pas à la petite enfance, ils en auront vraisemblablement d'autres. Mais ayant à élever beaucoup d'enfants, il est probable qu'ils ne pourront pas investir dans l'éducation de chacun.

Les chercheurs affinent leurs analyses de ces effets. Prenez, par exemple, le paludisme. Là où la maladie est endémique, les ouvriers peuvent s'attendre à avoir deux accès de fièvre tous les ans, perdant ainsi chaque fois de 5 à 10 jours de travail. C'est une perte de main-d'œuvre non négligeable. Beaucoup plus graves sont les ravages que le paludisme des enfants peut causer au développement cognitif des petits<sup>15</sup>

Mais il y a quelque chose de particulièrement préoccupant. En effet, il apparaît que la maladie et la malnutrition dans la petite enfance ont un impact de premier ordre à la fois sur la croissance et sur l'égalité en lésant durablement les possibilités qu'a l'enfant de développer ses capacités cognitives et non cognitives pendant son parcours scolaire, processus qu'il est impossible ou très difficile d'inverser. Dans un monde où les capacités cognitives prennent de plus en plus de valeur, ce dommage compromettra l'égalité des chances et, s'il se généralise, affaiblira pour longtemps le potentiel économique d'un pays.

Il n'est cependant pas facile de faire de cette question un problème politique de première urgence. Les résultats des actions entreprises pendant la petite enfance n'apparaissent que sur le très long terme. De plus, les enfants, n'ayant pas voix au chapitre, ne peuvent pas faire savoir que les orientations politiques ne leur conviennent pas.

La récente hausse des prix alimentaires a mis en évidence que les groupes à faible revenu étaient vulnérables à la malnutrition, ce qui peut avoir de graves conséquences pour les enfants. Il est urgent de prendre rapidement des mesures pour protéger les groupes les plus pauvres. Autrement, la malnutrition causera des ravages et sapera les perspectives de croissance à long terme d'une manière particulièrement inique. Le monde a les ressources pour s'attaquer à ce problème, et ce rapport le montrera ultérieurement.

## **Les transferts de technologie**

Chaque fois que les pays sont parvenus à une croissance forte durable, c'est parce qu'ils ont rapidement absorbé le savoir-faire, les technologies et, plus généralement, les connaissances du reste du monde. Ces pays n'avaient pas besoin d'être les concepteurs de ce savoir, mais il leur fallait l'assimiler à un rythme d'une extraordinaire rapidité. Cela, nous le savons. Ce que nous ne savons pas – du moins ce que nous ne savons pas aussi nettement que nous aimerions — c'est précisément comment ils ont fait et comment les décideurs politiques peuvent accélérer le processus. C'est, de toute évidence, une priorité pour les chercheurs. Comme cela a été souligné au début de ce rapport, les systèmes économiques peuvent apprendre plus vite qu'ils ne peuvent inventer. Les connaissances puisées aux sources

de l'économie mondiale constituent donc les fondements du rattrapage économique et de la croissance durable.

Par « savoir », les économistes entendent tout procédé, toute technique ou toute idée qui permettent d'accroître le rendement des ressources naturelles de la terre, le rendement des ressources en main-d'œuvre et en capitaux. Ce savoir comprend les connaissances codifiées que l'on trouve dans les livres, dans les manuels et dans le détail des plans, mais également le savoir-faire tacite, fruit de l'expérience. C'est donc un concept très large, comme l'a souligné Paul Romer, membre du groupe de travail de la Commission. Il couvre tout un ensemble allant des idées abstraites, comme par exemple les formules scientifiques, aux réalisations on ne peut plus pratiques, telles que les ronds-points ou les sens giratoires.

Le savoir, ce n'est pas uniquement produire plus et à meilleur marché, ou innover, c'est également la somme de sagesse accumulée au plan humain et social, telle que les historiens et les spécialistes des sciences humaines l'ont interprétée au fil du temps. Par exemple, « l'invention » de la séparation des pouvoirs gouvernementaux en trois composantes, et le système des contrepoids qui la garantit, est peut-être l'une des innovations les plus originales et les plus importantes de ces derniers siècles. Bien d'autres innovations, dans le domaine des institutions, ont été essayées et perfectionnées par la méthode des tâtonnements successifs, et ont permis d'atteindre, avec plus d'efficacité et de justice, les objectifs économiques et sociaux.

Pour les économistes, ces idées ont toutes en commun une caractéristique : elles sont « non rivales ». Si vous « consommez » une idée, cela ne m'empêche pas de l'utiliser. Thomas Jefferson a fait une analogie célèbre avec la flamme d'une chandelle. Si vous allumez votre chandelle avec la flamme de la mienne, cela ne la diminue pas.

Dans l'économie mondialisée, le savoir a une haute valeur qui va croissant. En fait, dans les pays industrialisés, le progrès dépend essentiellement de l'innovation. En outre, les technologies se propagent maintenant plus rapidement des pays où elles ont été inventées vers les autres parties de monde. Par exemple, il a fallu 90 ans pour que la télégraphie se répande dans 80% des pays en développement. Il n'a fallu que 16 ans pour que le téléphone mobile fasse de même.<sup>16</sup>

Qu'est-ce que les pays en développement font pour assurer cette acquisition, c'est-à-dire pour assurer que ces connaissances parviennent au secteur public et au secteur privé ?

L'investissement direct étranger (IDE) est une voie que l'on connaît. Au même titre que l'argent, les IDE peuvent permettre de se familiariser avec les techniques de production étrangères, les marchés extérieurs et les

*« Dans notre univers mondialisé, l'existant et les technologies sont toujours disponibles. Mais le capital humain n'est pas encore mobile. C'est pourquoi il faut des systèmes éducatifs et des programmes de formation professionnelle de qualité pour que les gens puissent se familiariser avec les technologies nécessaires. Alors le transfert de ce capital et de ces technologies pourra s'effectuer facilement vers les pays en développement et stimuler la croissance ».*

*- Han Duck-soo*

16. Banque Mondiale, 2008. *Perspectives économiques mondiales A2008 : Diffusion de la technologie dans les pays en développement*. Washington, DC : Banque Mondiale.

chaînes logistiques internationales. L'expertise a peut-être plus de valeur que les capitaux eux-mêmes. (La Chine, qui a récemment connu un excès d'épargne par rapport aux investissements, préférerait probablement des IDE sans le « I », mais il faut reconnaître que la Chine est un cas unique.) Dans les pays en développement, les IDE ne représentent qu'une petite fraction de la totalité des investissements. Mais en raison du transfert des connaissances qu'ils impliquent, leur importance dépasse de beaucoup leur part d'apport à la totalité des investissements.

Les investisseurs étrangers ont du mal à garder entièrement pour eux leur savoir et leur expertise. Il arrive qu'une multinationale forme une recrue locale qui, par la suite, ira rejoindre une autre firme. Elle peut également partager son savoir technologique avec un fournisseur chez qui se fournissent des concurrents. Parce que le savoir-faire ne reste pas isolé au sein de l'entreprise mais pénètre la sphère économique, les bénéfices des IDE pour la collectivité ont naturellement tendance à être supérieurs aux bénéfices particuliers, ce qui, somme toute, justifie les politiques d'encouragement des gouvernements à l'égard des investissements étrangers.

Ces politiques se divisent en deux catégories. Il y a les mesures conçues pour attirer davantage d'IDE et celles qui ont pour objectif de tirer davantage de connaissances d'un ensemble donné d'investissements. Un exemple classique des premières est la simple campagne d'information destinée à présenter aux éventuels investisseurs étrangers les possibilités d'investissement qu'offre le pays. Cette politique peut avoir des avantages si les investisseurs étrangers n'ont pas une perception très claire des possibilités qu'offre une implantation éventuelle, et aussi des risques. Elle peut également avoir un autre avantage si les investisseurs potentiels attendent que ce soit l'autre qui engage les frais pour se renseigner sur un pays.

Dans le second cas de figure – glaner davantage d'informations des IDE – les investisseurs ont obligation d'embaucher du personnel local et de former des cadres, et même de leur permettre d'accéder à des postes hors de leur pays. La coentreprise est une forme courante d'organisation de ce type. Cependant, si un tel dispositif est trop lourd (on appelle cela généralement « le transfert de technologie involontaire »), les investisseurs s'en détourneront, en particulier ceux qui auraient à perdre le droit exclusif qu'ils ont sur certains savoir-faire. Les IDE se rencontrent dans un environnement international où la concurrence est vive, et il faut que les pays demandeurs d'investissements étrangers mettent dans la balance ce qu'ont à offrir les autres pays éventuellement en concurrence pour obtenir le même savoir et les mêmes investissements.

Alors que dans la plupart des pays, les IDE représentent une fraction relativement faible de la totalité des investissements, dans certains cas un seul investisseur étranger pèse lourd. Cela a plus de chance de se produire

dans de petits États où l'activité économique est concentrée dans quelques secteurs, comme l'industrie minière ou l'agriculture de plantation. Il faut alors veiller à ce que l'investisseur étranger n'exerce pas une influence politique abusive. Une emprise extérieure excessive peut saper l'autorité du gouvernement, tuer la confiance et parfois ouvrir la porte à la corruption à grande échelle.

L'enseignement étranger, en particulier l'enseignement supérieur, s'est avéré un important canal de transfert des connaissances. L'une des premières mesures que prit le Japon à l'ère de la Restauration Meiji fut de faire venir des experts des États-Unis et d'Europe, et d'envoyer des étudiants japonais dans les universités occidentales. Il y a un exemple plus récent et bien connu, c'est celui de la Chine lorsqu'elle a lancé des réformes. À l'invitation des dirigeants et des hiérarques chinois, une cohorte d'experts étrangers entreprit de visiter le pays pour aider les responsables à comprendre les mécanismes d'une économie de marché, les institutions qui la sous-tendent et comment elle répond au changement. Dans le même temps, une foule d'étudiants chinois partait se former dans les universités américaines et européennes.

En règle générale, l'enseignement supérieur des pays industrialisés a joué un rôle éminent dans la formation des hauts dirigeants, des décideurs et des responsables politiques de toute une gamme de pays. Les résultats en termes de croissance varient considérablement. En dépit de résultats contrastés, l'enseignement étranger, dans l'idéal subventionné par les pays industrialisés, est, dans nombre de pays, une voie de transfert des connaissances sous-exploitée. Lorsqu'ils étudient à l'étranger, les étudiants nouent des contacts internationaux qui les aideront à suivre l'évolution de la pensée longtemps après qu'ils auront quitté la classe.

Il faudrait que les gouvernements développent ces stages et que les donateurs internationaux les subventionnent. En outre, ces possibilités ne devraient pas être limitées aux scientifiques et aux ingénieurs, mais elles devraient également être accessibles aux jeunes gens qui se destinent à l'administration et à la fonction publique. Nous recommandons que les donateurs, y compris les institutions financières internationales, soutiennent les programmes d'échanges pour fonctionnaires afin que le personnel gouvernemental d'un pays en développement puisse se rendre dans un autre et enrichir ses connaissances au contact de ses homologues. Il existe des programmes de cet ordre dans certains pays, notamment en Afrique. Les pays en développement y gagneraient si ces programmes étaient développés, avaient un caractère plus systématique, et dépassaient le cadre de l'Afrique.



## La concurrence et les changements structurels

En se développant, une économie change de forme et de structure tout comme elle change de taille. De nouvelles industries voient le jour tandis que des anciennes finissent par disparaître. La croissance du PIB se mesure sans doute au sommet de l'arbre macroéconomique, mais c'est dans les broussailles de la microéconomie que l'évolution se produit. C'est là que poussent de nouvelles branches et que le bois mort est dégagé. D'un point de vue économique, ce processus est naturel. Étant donné que le niveau d'instruction des ouvriers s'élève, qu'ils sont mieux formés et mieux payés, certaines industries renaissent tandis que d'autres disparaissent.

*«La pression de la concurrence fait que les institutions s'améliorent au maximum. Un célèbre économiste a déclaré un jour que le meilleur des profits pour un monopole était une vie tranquille. Ce n'est pas d'une vie tranquille qu'une entreprise à besoin, mais d'efforts permanents pour améliorer sa productivité».*

*- Robert Solow*

Joseph Schumpeter a appelé ce processus « la destruction créatrice. » Les gouvernements ont la possibilité de hâter ce processus en encourageant la venue de nouvelles entreprises et l'émergence de nouvelles industries. Mais ce qui importe peut-être plus est qu'ils ne s'y opposent pas.

Il est probable que des pressions s'exerceront en ce sens. Il y a des firmes qui feront valoir qu'il faut les protéger pour qu'elles puissent se développer suffisamment pour être efficaces. Plus le pays est petit plus cet argument est avancé, mais c'est un argument de statu quo. Il se fonde sur le coût unitaire des grandes firmes comparées aux petites dans un monde qui serait immuable. Alors que les entreprises locales font le siège du gouvernement, de nouvelles sociétés ou de nouvelles technologies, qui bouleverseront la structure des coûts des industries ou les supplanteront complètement, attendent peut-être en coulisse. Cette analyse statique, si souvent déployée, est tout simplement spécieuse et c'est une piètre conception des gains de productivité et de la croissance.

En fait, certaines études empiriques tendent à démontrer que, lorsque les économies progressent, c'est essentiellement du fait de l'entrée de nouvelles firmes plus productives et de la disparition d'entreprises en mauvaise santé. Les améliorations des firmes locales ont une moindre influence. Les gains de productivité dynamique que procurent ces entrées et ces disparitions peuvent écraser les gains d'efficacité statique à une échelle difficile à imaginer. Cela signifie que l'entrée et la menace d'entrées sont importantes pour garantir la compétitivité.

De même que ces disparitions et ces entrées vivifient les industries, leur essor et leur dépérissement insufflent de la vie à des économies entières. Les changements structurels imposés par la pression de la concurrence font progresser la productivité. Il est contre-productif de s'accrocher à des industries en stagnation, même si ce sont ces industries qui ont été autrefois à l'origine de la croissance du pays. Toute une série de cas nous a enseigné qu'une des erreurs les plus courantes est de concevoir un ensemble de politiques et

d'industries qui réussissent et de s'y tenir trop longtemps. Quand il s'agit de croissance, il y a peu de choses permanentes, à supposer même qu'il y en ait.

Si la destruction créatrice est un phénomène économique naturel, ceux dont elle bouleverse la vie ne la trouvent pas naturelle. Si on ne prête pas attention à ces victimes de la croissance, elles chercheront à ralentir les progrès de l'économie. Lorsqu'ils interviennent en leur faveur, les gouvernements devraient se laisser guider par deux principes. En premier lieu, ils devraient essayer de protéger, dans la mesure du possible, les personnes, non les emplois. L'assurance chômage, le recyclage et la continuation de l'accès aux soins de santé sont tous des moyens d'amortir les coups du marché sans le bloquer.

En second lieu, si les gouvernements ne peuvent pas assurer une protection sociale suffisante, il faut peut-être qu'ils procèdent aux réformes économiques avec prudence. Il ne faudrait pas que le rythme des destructions d'emplois dépasse le rythme de la création.

## **Les marchés du travail**

Dans les pays pauvres et peuplés, il y a un excédent de main-d'œuvre. Il est difficile de trouver un emploi, les salaires sont bas et beaucoup de gens travaillent à leur compte par nécessité. Une croissance durable de 7 pour cent pendant des décennies est censée mettre un terme à cette triste situation.

Il faut commencer par créer des emplois rémunérateurs, notamment dans les industries d'exportation, pour des gens qui, autrement, sont sous-employés dans les secteurs traditionnels ou dans ceux de l'économie informelle. Il faut, dans un second temps, que l'économie crée de meilleurs emplois, dignes de travailleurs au niveau d'instruction plus élevé et plus compétents. Pour que ces processus se développent, il faut que la main-d'œuvre soit mobile. Il faut qu'elle quitte les champs pour l'usine et qu'elle passe d'un secteur industriel à un autre.

Le plus grand spécialiste de l'économie d'excédent de main-d'œuvre fut peut-être Sir Arthur Lewis. Dans les modèles qu'il décrit, il y avait à ce point pléthore d'ouvriers agricoles que le « produit marginal » de la main-d'œuvre agricole était proche de zéro. En d'autres termes, si un ouvrier agricole quittait la ferme pour venir travailler dans une usine d'exportation, la ferme n'y perdrait rien. Du même coup, si cet ouvrier, par son emploi dans l'usine, ne devait ajouter ne fût-ce qu'un cent à l'économie, la société y gagnerait.

Le problème, c'est qu'une usine d'exportation ne peut pas inciter les ouvriers agricoles à quitter les champs pour un seul cent. Il faut qu'ils rapportent plus. C'est pourquoi le coût d'embauche d'ouvriers agricoles est supérieur au coût d'opportunité de leur main-d'œuvre. Le résultat est que, pendant une période de temps, l'emploi à l'usine peut être d'un rendement

supérieur pour la société au rendement pour l'entreprise privée. Cette période se prolonge jusqu'à ce que l'excédent de main-d'œuvre soit absorbé et que les salaires dans le secteur de l'exportation se rapprochent du coût d'opportunité dans le secteur traditionnel. C'est l'une des justifications des politiques industrielles, y compris des politiques des taux de change, dont il sera question dans les parties suivantes de ce rapport. Elles accroissent la rentabilité des investissements du secteur de l'exportation, rapprochant les rendements pour l'entreprise privée des rendements pour la société.

Les gouvernements peuvent faire beaucoup pour augmenter la mobilité de la main-d'œuvre. Par exemple, les ouvriers auront moins de mal à acquérir de nouvelles compétences et à entrer dans de nouveaux métiers s'ils ont un certain niveau d'instruction. En outre, ils quitteront plus facilement la campagne si les villes peuvent leur procurer des logements. Nous examinerons ultérieurement ce que les gouvernements peuvent faire pour réduire la tension de la vie urbaine.

Outre ces dépenses, les gouvernements peuvent également essayer de revoir les institutions et la réglementation des marchés du travail. Ces institutions sont compliquées et diverses. C'est sans surprise que l'on constate qu'il n'y a pas accord entre les chercheurs sur les réformes à effectuer.

Il existe certaines règles et certaines institutions pour sauvegarder les droits des travailleurs, pour les défendre contre l'exploitation, les abus, le travail des mineurs et la dangerosité des conditions de travail. Dans certains pays, ces droits sont protégés par les syndicats ou la réglementation gouvernementale. Mais dans d'autres, il n'existe pas de protections de cet ordre. La Commission pense résolument qu'il ne faut pas sacrifier ces droits pour atteindre d'autres objectifs économiques, y compris la croissance. En outre, les violations des droits des travailleurs peuvent avoir un coût commercial du fait que les conditions de travail sont l'objet d'une surveillance internationale croissante, et aussi parce qu'il y a risque de boycott de la part des consommateurs.

Dans de nombreux pays, le marché officiel du travail coexiste avec un marché informel. Dans l'économie officielle, les salaires et les conditions de travail sont généralement meilleurs que dans le secteur informel, même si l'ouvrier n'est pas plus qualifié. Cela est possible parce qu'il y a la protection de la réglementation ou des accords syndicaux, ou les deux, qui empêche l'immense réserve de travailleurs extérieurs au système de faire baisser les salaires de ceux qui sont dans la place. Il est compréhensible que les ouvriers du secteur officiel se battent pour défendre leurs privilèges et résistent à la concurrence de l'extérieur. Dans une économie d'excédent de main-d'œuvre, le rôle qu'ils jouent est proche du jeu à somme nulle. Il n'y a qu'un nombre limité d'emplois bien payés et bien réglementés. Si vous gagnez, je perds.

*«Il est évident que pour être durable, la croissance a besoin de marchés du travail qui fonctionnent bien. Nous savons aujourd'hui que la bonne méthode n'est pas de protéger les emplois dans les industries existantes, mais de protéger l'emploi en offrant aux gens la possibilité de se former et de se recycler. Cette forme de mobilité est absolument essentielle».*

*- Danuta Hübner*

Si la demande de main-d'œuvre est assez forte, les coûts élevés et la réglementation lourde ne posent guère de problèmes au secteur officiel. Les entreprises qui embauchent avec enthousiasme n'ont probablement pas à s'inquiéter de la législation restrictive sur les licenciements. De la même manière, si le marché du travail est assez serré, les taux salariaux pratiqués seront supérieurs au salaire minimum imposé par la loi. Nombre d'obstacles réglementaires dont on dit qu'ils freinent la croissance perdent de leur signification ou disparaissent complètement lorsque la demande de main-d'œuvre est très forte.

Il n'est pas rare non plus d'entendre dire dans les débats politiques des pays en développement que c'est l'offre qui pose problème : les points faibles se situeraient du côté de l'offre de main-d'œuvre et non du côté de la demande, l'argument étant que la population sous-employée n'est pas assez qualifiée et qu'il faut donc la former. L'objectif est d'améliorer l'offre de main-d'œuvre et non d'en stimuler la demande.

Du point de vue théorique, cet argument n'est pas sans valeur. En principe, si les ouvriers avaient un niveau d'instruction suffisant et étaient sérieusement formés, le coût de l'embauche serait justifié, même avec tout l'arsenal des avantages sociaux et des salaires du secteur formel. Mais il est difficile, pour ne pas dire extrêmement onéreux, d'améliorer la compétence des ouvriers avant de leur avoir trouvé un emploi, notamment parce qu'ils apprennent tellement sur le tas. On voit donc que, si, de nombreux pays s'accordent à reconnaître qu'il est nécessaire de donner de l'instruction et d'investir dans le capital humain, cette stratégie de l'offre ne suffit pas.

Dans la plupart des cas, le coût élevé de la main-d'œuvre dans le secteur formel décourage les investisseurs, en particulier dans les industries d'exportation qui ont à affronter la concurrence sur le marché mondial. Mais toute tentative pour réduire la fracture entre le secteur économique officiel et l'économie informelle se heurte à des obstacles insurmontables. Comment, dans ces conditions, est-ce qu'un pays peut résoudre ce casse-tête ? Quelles sont les mesures qui, dans le même temps, créeront des emplois pour les pauvres sans travail, seront durablement bénéfiques pour les entreprises et seront finalement acceptées par la minorité de ceux qui ont déjà un emploi dans le secteur économique officiel et avec qui il faut compter.

Un compromis pragmatique est une possibilité. Plutôt que d'imposer aux employeurs tous les coûts du secteur formel, ou de soumettre les travailleurs à une concurrence effrénée en matière de salaire, les gouvernements pourraient créer une autre structure d'accès à l'emploi. Ils devraient autoriser les industries à vocation exportatrice à embaucher selon des conditions moins contraignantes que celles du secteur formel. Ils pourraient, par exemple, créer des zones économiques spéciales où la législation de l'emploi serait moins lourde. Cette solution aurait comme avantage que des emplois seraient créés sans que soit menacée la situation des acteurs du

secteur formel. L'objectif est de transformer un jeu à somme zéro en jeu à somme positive.

Il faut souligner que cette autre structure d'accès à l'emploi serait également soumise à une réglementation. Les règles concernant la santé, la sécurité, les heures de travail, l'environnement et le travail des enfants s'appliqueraient également dans ce dispositif. Ce sont des droits non négociables.

Toutefois, cette approche du marché du travail ne sera pas du goût de certains, qui trouveront qu'elle exacerbe au lieu de résoudre le problème existant du « dualisme », à savoir le fractionnement du marché du travail et les différences de réglementation et de prix que cela implique. Ces critiques sont, d'une certaine manière, fondées. Mais l'autre solution est pire. Elle interdit à des franges entières de la population l'accès aux emplois productifs et les condamne à casser des briques ou à ouvrir des portes plutôt que de leur permettre de fabriquer des jouets ou de coudre des vêtements.

Le compromis que nous suggérons devrait être provisoire. Si cette formule réussit, les salaires et les avantages qu'offriront ces nouvelles industries finiront par rattraper ceux du secteur formel. Au fur et à mesure que diminuera l'excédent de main-d'œuvre, les dispositions spéciales en vigueur dans les zones d'exportations pourront être supprimées. C'est souvent exactement ce qui s'est produit dans les pays qui ont essayé ce dispositif. Les études de cas effectuées pour la Commission montrent que les dispositions spéciales relatives à la main-d'œuvre et les zones d'exportations ont, avec le temps, été progressivement abandonnées au fur et à mesure que diminuait l'excédent de main-d'œuvre et que les distorsions qu'elles créaient en matière d'emploi, d'investissement et de salaires devenaient plus préoccupantes.

Même s'ils soutiennent ce compromis provisoire, les gouvernements devraient poursuivre leurs efforts pour réformer le marché officiel du travail. Une remise en question d'ensemble serait assurément souhaitable. En Inde, par exemple, les contrats de travail qui permettent de trouver des emplois saisonniers dans les secteurs d'activité cyclique sont problématiques même s'ils sont sans doute dans l'intérêt de toutes les parties. Notre conclusion, fruit de l'expérience, est que ces réformes sont politiquement difficiles. Bien qu'elles soient utiles, elles ne résolvent pas le problème sous-jacent des disparités entre secteur formel et secteur informel. C'est pourquoi les gouvernements ne devraient pas attendre d'avoir gagné ces batailles pour explorer d'autres voies susceptibles de dynamiser la création d'emplois et la diversification des exportations.<sup>17</sup>

Il est à noter que la Chine n'a pas été confrontée exactement au même problème. À l'époque de ses réformes, en 1978, il n'y avait pas de secteur formel de l'économie, mais simplement le secteur d'État, qui englobait la

---

17. Cet autre dispositif d'accès à l'emploi dans le secteur informel peut également se révéler utile dans des domaines comme le travail à temps partiel, ce qui ouvrirait davantage le marché du travail à la main d'œuvre féminine.

majeure partie de l'activité industrielle. Les nouvelles entreprises et les nouvelles co-entreprises dans les zones franches pour l'industrie d'exportation ne constituaient pas une menace immédiate pour les ouvriers des entreprises d'État et le gouvernement n'exigeait pas du jeune secteur de l'exportation qu'il offre les mêmes salaires et les mêmes conditions d'emploi que les entreprises d'État. Les exportateurs avaient ainsi la possibilité de puiser directement dans l'excédent de main-d'œuvre du secteur agricole.

Maîtriser le marché du travail est essentiel pour les aspects économiques et politiques de la croissance. Dans un trop grand nombre de pays en développement, une fraction de la population ne bénéficie pas du progrès économique et ne peut pas espérer en bénéficier un jour. Si ces gens sont à jamais exclus du marché de l'emploi, l'économie sera privée de leur main-d'œuvre et ils feront défaut à toute stratégie de croissance.

## **Promotion des exportations et politique industrielle**

Tous les pays qui ont une croissance forte et durable y sont parvenus en jouant le jeu du marché mondial. Le rôle crucial des exportations dans cette réussite n'est guère contesté. Mais le rôle des mesures destinées à développer les exportations l'est. Nombre de ces pays ont essayé, dans les premières phases de leur développement, diverses politiques pour encourager l'investissement dans les secteurs de l'exportation, et on peut considérer que plusieurs de ces mesures forment une politique industrielle. Par le biais d'allègements fiscaux, de subventions directes, de crédit bon marché, d'exemptions sur les tarifs douaniers sur les importations, d'infrastructures spéciales, ou en regroupant toutes ces mesures dans les zones franches d'exportation, ces pays ont essayé de promouvoir des industries ou des secteurs spécifiques.

Cependant, l'importance de ces mesures est difficile à prouver. Les pays qui ont réussi à atteindre une croissance économique forte ont certes essayé ces politiques industrielles, mais ceux qui ont échoué également. Et nous ne savons pas ce qu'aurait donné le contre-exemple. Nous ne savons pas si les pays à forte croissance auraient réussi sans ces mesures incitatives spécifiques.

Tous les aspects de ce débat ont été abordés au cours des travaux de l'atelier sur les politiques industrielles et se retrouvent dans les délibérations de la Commission. Les idées maîtresses de l'argumentation ont utilement clarifié certains des avantages et des risques des incitations à l'exportation.

Certains, dans le débat plus général, soutiennent qu'il n'est pas nécessaire que les pouvoirs publics mettent en place une politique industrielle. Le secteur privé, en quête de profit, découvrira où se situent les avantages comparatifs et investira en conséquence. D'autres soutiennent que, dans

certaines domaines, les marchés ne fonctionnent pas comme il faudrait. Par exemple, il peut arriver que les investisseurs industriels étrangers (qui entrent sur le marché via les IDE) ne sachent pas faire des affaires dans un endroit nouveau pour eux. Les primo-entrants sur un marché, qu'ils réussissent ou non, sont utiles aux éventuels autres entrants. Leurs concurrents ou leurs successeurs profiteront de leurs expériences sans avoir à en supporter les coûts ou les risques. Le résultat est que les expérimentations se déroulent à des niveaux qui ne sont pas forcément les meilleurs, à moins que le gouvernement n'intervienne et encourage.

Pour prendre un autre exemple, dans les pays où un grand nombre d'ouvriers sont sous-employés dans l'agriculture, la rentabilité sociale pour l'emploi dans les usines est peut-être supérieure à la rentabilité privée. Il peut être nécessaire de subventionner l'emploi ou l'investissement en dehors de l'agriculture pour compenser cette distorsion. (Ce point est examiné plus en détail dans la partie consacrée aux marchés du travail.)

Certains sceptiques concèdent que les marchés ne fonctionnent pas toujours, mais ils soutiennent que les politiques industrielles des pouvoirs publics non plus. C'est soit parce que les gouvernements ne savent pas ce qu'ils font – ils ne possèdent pas l'expertise nécessaire pour identifier les secteurs où leurs investissements seraient couronnés de succès, et gaspillent les ressources pour des actions dont les échecs sont prévisibles – soit parce qu'ils détournent le mécanisme à des fins personnelles ou pour favoriser leurs alliés dans l'industrie. Il y a, bien sûr, d'énormes différences d'un pays à l'autre en ce qui concerne la compétence des gouvernements et le poids excessif d'intérêts particuliers. Mais ceux qui se préoccupent de la compétence des gouvernements ou de leur mainmise préféreraient exclure complètement les actions conçues pour encourager et développer les exportations. Le risque d'échec ou de détournement est trop grand, disent-ils. Mieux vaut ne pas essayer.

Mais il y a également le risque de ne rien faire. Un secteur d'exportations florissant est un élément essentiel pour une croissance, en particulier dans les premières phases. Si une économie ne réussit pas à diversifier ses exportations ou à créer des emplois productifs, les gouvernements cherchent par tous les moyens à relancer le processus, et c'est ce qu'il faut qu'ils fassent.

Il faut toutefois que leurs efforts se plient à certaines contraintes. En premier lieu, ces efforts devraient être provisoires, parce que les problèmes qu'ils ont pour objectif de surmonter ne sont pas permanents. En second lieu, il faudrait les soumettre à une évaluation critique et les abandonner s'ils ne produisent pas les résultats attendus. Les subventions peuvent se justifier si une activité exportatrice ne peut pas démarrer sans cela. Mais si elle ne peut pas *se maintenir* sans cela, c'est que c'était une erreur au départ et il faudrait renoncer aux subventions. En troisième lieu, bien que ces actions favorisent les exportations, elles devraient intervenir le moins



possible sur le choix des exportations. Elles ne devraient pas chercher à trop intervenir dans certains secteurs particuliers mais laisser le dernier mot aux investisseurs privés.<sup>18</sup> Finalement, et c'est un point très important, les mesures d'encouragement aux exportations ne sauraient se substituer à d'autres éléments clés de soutien : l'éducation, les infrastructures, une réglementation adaptée, etc.

## Les taux de change

Dans les pays en développement, la plupart des gouvernements et des banques centrales estiment qu'ils ne peuvent pas se permettre de perdre de vue la valeur étrangère de leur monnaie. Mais les efforts pour surveiller les taux de change sont autant l'objet de controverse que les politiques industrielles. À vrai dire, on peut les considérer comme une forme de politique industrielle. Si un gouvernement s'oppose à une hausse de la valeur de la monnaie, ou s'il dévalue, cela revient, en fait, à imposer une taxe générale sur les importations et à subventionner les importations.

Les économistes se sont groupés les uns pour défendre, les autres pour combattre avec une égale passion ces interventions des pouvoirs publics. Max Corden y voit une sorte de protectionnisme. D'autres, comme Bela Balassa, estiment qu'ils détiennent la clé du développement. Voici comment John Williamson, membre de l'Institut Peterson, a décrit la position de Balassa : « donnez [à un pays] un taux de change suffisamment compétitif pour que ses entrepreneurs soient motivés pour aller vendre sur le marché mondial et la croissance sera au rendez-vous. Donnez-lui trop d'argent facile provenant des exportations de pétrole, de l'aide, ou de l'afflux de capitaux, et laissez son taux de change monter en conséquence, alors au lieu d'exporter, trop de gens compétents se disputeront à propos des rentes et la croissance sera condamnée. »<sup>19</sup>

Nombre de pays qui ont connu une croissance forte durable ont, à divers moments, partagé les convictions de Balassa sur le taux de change. Pour maintenir la compétitivité de leur monnaie, ils ont réglementé le montant et le type des mouvements de capitaux transfrontaliers. Ils ont également accumulé les réserves étrangères dans les banques centrales. L'association des deux politiques était normale.

L'utilisation des taux de change pour « la politique industrielle », c'est-à-dire pour maintenir la compétitivité des exportations, a l'avantage de

---

18. Ce dernier point n'est pas une règle impérative. Par exemple, la formation dans certains secteurs d'activité particuliers peut se justifier si les sociétés privées sous-investissent dans les transferts de compétences parce qu'ils craignent que les ouvriers fassent profiter une société concurrente de ces nouvelles compétences. Mais ces types de soutien à des secteurs spécifiques fonctionnent le mieux lorsqu'ils suivent les investissements privés plutôt qu'ils ne les précèdent.

19 Williamson, John. 2003. Analyse critique de Too Sensational » de max Corden. *Journal of Economic Literature* 41 (4) :1289-90.

n'affecter aucun secteur industriel. Le pouvoir de décision et l'expertise des gouvernements ne sont guère sollicités. Cependant, cette solution a des coûts et comporte des risques.

D'une part, cette politique peut limiter le montant des capitaux qu'un pays importe de l'étranger. Cela fait monter le coût du capital et tend à réduire les investissements. Cette politique aboutit à un compromis intéressant. Elle rend plus attrayants les investissements dans le secteur de l'exportation. Mais, dans le même temps, elle a pour conséquence que les capitaux sont moins facilement disponibles.<sup>20</sup>

En second lieu, l'encadrement du taux de change est quelquefois utilisé comme investissement de productivité dans l'éducation et le capital humain ou pour d'autres éléments essentiels de la stratégie, tels que l'entrée du transfert des connaissances. Lorsqu'il en est ainsi, il en résulte une croissance achetée au prix de salaires très bas avec parallèlement des niveaux de productivité également bas.

En troisième lieu, là où il n'y a plus d'excédent de main-d'œuvre ou là où les syndicats sont forts, un taux de change sous-évalué peut provoquer des demandes d'augmentation de salaires et une spirale des prix et des salaires qui sape les perspectives de croissance durable.

Au mieux, l'encadrement du taux de change peut servir à deux choses. Cela peut, d'une part, faire pencher la balance légèrement en faveur des exportations dans les premières phases de la croissance et corriger ainsi les distorsions en matière d'information et surmonter des différends passagers. Cela peut, d'autre part, empêcher une vague d'afflux de capitaux (peut-être provisoire) de venir perturber la rentabilité et l'expansion des secteurs exportateurs.

Poussé à l'extrême, le maintien d'un taux de change faible se soldera par un fort excédent commercial, ce qui n'est pas dans le propre intérêt du pays, car cela a comme conséquence que l'on renonce à la consommation courante afin de prêter aux étrangers. Et cet excédent ne sera pas apprécié des voisins. Si un pays maintient son argent bon marché, la conséquence est que l'argent de ses partenaires commerciaux est plus cher. Quand un grand pays comme la Chine fait cela, cela ne passe pas inaperçu. Les partenaires commerciaux, qui estiment que les exportateurs chinois bénéficient d'un avantage injuste, peuvent riposter par des mesures sur les tarifs douaniers, ce qui n'est dans l'intérêt de personne.

Est-ce que l'expression « promotion des exportations » ne désigne pas en langage politiquement correct, le mercantilisme pur et dur. Au 18<sup>ème</sup> siècle, certaines puissances européennes estimaient que l'art de la politique économique avait purement et simplement pour but de vendre plus aux étran-

20. Williamson, John. 2003. « Exchange Rate Policy and development » (Politique des Taux de Change et Développement) Initiative for Policy Dialogue

*«Des taux de change fixes peuvent provoquer toutes sortes de déséquilibres, des problèmes refoulés, et finalement la contrainte et même la crise, comme ce fut le cas dans les années 90. C'est pourquoi je pense que chaque pays en développement a le plus grand intérêt à s'orienter vers un taux de change flexible. Il est évident que si, au départ, vous avez un taux de change relativement fixe, il faut que vous trouviez un rythme qui permette au reste de votre système financier et économique de s'adapter à ce changement».*

*- Robert Rubin*

gers que vous ne leur achetez, ce qui se soldait par un excédent commercial et un afflux de lingots d'or.

Le cas des économies à croissance forte est différent. Pour rattraper les économies industrialisées, les pays auront besoin de développer leur secteur exportateur afin que le pourcentage que représentent les exportations par rapport au PIB augmente. Mais ce n'est qu'un côté du grand livre. L'autre côté concerne les importations, qui peuvent et doivent elles aussi augmenter. L'objectif d'une stratégie ayant les exportations pour principal moteur n'est pas d'accroître les réserves ou de gérer un excédent commercial, mais il est d'accroître les exportations pour permettre un accroissement de l'emploi productif, des importations plus importantes, et au bout du compte une croissance plus rapide. (Voir également notre analyse du problème de « l'effet addition » en partie IV.)

Plus ses exportations rapportent à un pays, plus il peut tirer profit des importations, en particulier de ce qui incarne les nouvelles technologies, les machines et l'outillage. Si, en revanche, les exportations fléchissent, le manque de devises limitera ce qu'un pays peut acheter à l'étranger, ce qui entravera son développement.

Comme pour d'autres formes de promotion des exportations, il y a un moment où la politique de taux de change peut ne plus avoir sa raison d'être. Si la pression exercée sur une monnaie est trop forte et se prolonge trop, ou trop longtemps, elle faussera l'évolution de l'économie en éliminant la pression que le marché exerce naturellement en faveur du changement. Une monnaie bon marché tendra à enfermer l'activité dans des secteurs exportateurs qui demandent une main-d'œuvre considérable ; elle réduira l'avantage qu'il y a à améliorer sa compétence et, au bout du compte, finira par entraver la productivité. Comme les autres mesures des pouvoirs publics dans le domaine industriel, une monnaie compétitive est censée résoudre un problème spécifique provisoire. Au bout du compte, au fur et à mesure que la prospérité d'une économie se développe, la demande devrait jouer un rôle de plus en plus important, et c'est ce qui se produit généralement, dans la création et le maintien de la croissance. Il ne faudrait pas que la politique du taux de change entrave cette évolution naturelle.

## **Flux de capitaux et ouverture des marchés financiers**

Les économistes seraient facilement d'accord pour dire que l'ouverture financière est profitable à long terme. Personne ne préconise maintenant la régulation des capitaux pour l'Amérique et l'Union européenne. Mais les analystes avouent également n'avoir aucune certitude, et avoir même quelques désaccords en ce qui concerne le moment de l'ouverture et le processus.

*«Ce qui s'est passé en Asie orientale depuis les années 60 –les tigres, les dragons, et maintenant la Chine, le Vietnam, et d'autres – démontre l'importance d'un taux de change compétitif dans la croissance rapide. Dans tous les cas, cet objectif a été atteint lorsqu'il y a eu à la fois restriction sur les capitaux et monétisation des afflux».*

*- Zhou Xiaochuan*

Aucun des pays à croissance forte durable à notre connaissance n'a été prompt à ouvrir sa balance des mouvements de capitaux. Et pourtant, les pays en développement ont subi une pression considérable des institutions financières internationales et des journalistes de la presse économique pour qu'ils ouvrent les portes de leur système financier. Selon nous, cela est un bon conseil, mais à la condition expresse que l'économie soit diversifiée, que les marchés financiers soient parvenus à maturité et que les institutions financières soient fortes.

Même si l'on pense que l'encadrement des entrées et des sorties de capitaux est souhaitable à un certain stade de la croissance, cette mesure est-elle réalisable ? Peut-elle être efficace ? Il y a assurément plusieurs moyens de contourner la régulation des capitaux, et les marchés financiers ont fait preuve d'une exceptionnelle créativité pour les exploiter. Mais les mesures prises par les pouvoirs publics pour décourager l'afflux de capitaux spéculatifs à court terme ont prouvé leur utilité en périodes de turbulences. Que cette régulation présente des failles et soit imparfaite ne nous semble pas la condamner. Il y a bien d'autres mesures – les taxes par exemple – qui présentent des failles et sont imparfaites. Ce n'est pas une raison pour y renoncer complètement, mais c'est une raison pour en améliorer la mise en œuvre.

*«Maintenir les taux de change compétitifs devrait être un objectif primordial des pouvoirs publics dans les pays émergents. Les banques centrales devraient se tenir prêtes à racheter jusqu'au dernier dollar. Il est possible d'atténuer la pression exercée sur les banques centrales en encadrant les afflux de capitaux. Bien sûr, l'encadrement des capitaux n'est pas sans faille, mais c'est également le cas des taxes et cela n'empêche pas les gouvernements d'imposer les citoyens de leurs pays».*

*- Pedro-Pablo Kuczynski*

Les pays en développement tiennent à exercer un certain contrôle sur les taux de change, à la fois pour maintenir la compétitivité de leurs exportations et pour compenser les poussées dommageables de volatilité des taux de change. Cela, l'encadrement des capitaux permet à un pays en développement de le faire tout en maîtrisant l'inflation. S'il y a absence de contrôle et afflux massif de capitaux, les banquiers n'ont pas d'autre choix que de laisser la monnaie se consolider ou d'accumuler des réserves, politique qui entraîne une perte de la régulation monétaire. Pour dire les choses un peu autrement : tous les pays veulent et doivent maîtriser l'inflation. S'ils veulent également exercer un certain contrôle indépendant sur le taux de change (pour des raisons de compétitivité ou simplement pour maîtriser la volatilité) il leur faut alors contrôler les capitaux.<sup>21</sup>

C'est pourquoi de nombreux pays maintiennent la régulation des capitaux tant que la transformation structurelle de l'économie n'est pas bien avancée. Il est difficile de savoir exactement à quel moment ce stade est atteint. Et le moment exact auquel il faut lever les contrôles soulève des controverses. Certains pensent que les pays à revenu intermédiaire, dont l'économie est diversifiée, les marchés financiers locaux bien établis et qui ont des liens solides avec l'économie mondiale sont dans une meilleure position si le

21. Ce que nous voulons dire plus précisément, c'est que si un pays a une balance des mouvements de capitaux ouverte et encadre son taux de change, il ne sera pas maître de la masse monétaire. C'est pourquoi, pour juguler les pressions inflationnistes, il faut avoir recours à d'autres instruments au premier rang desquels la politique fiscale. La politique fiscale est une solution de remplacement très imparfaite pour maîtriser l'inflation.

régime cible l'inflation et permet des flux de capitaux relativement libres et des taux de change flexibles (« taux de change concertés »). Mais pour éviter les surévaluations dommageables de la monnaie, ces pays feraient bien de maintenir une situation fiscale solide qui leur permettrait d'accumuler des réserves internationales sans perdre le contrôle monétaire.

## Stabilité macroéconomique

Aucune économie ne peut prospérer dans l'instabilité macroéconomique. Des fluctuations erratiques du niveau des prix, du taux de change, du taux d'intérêt ou de la charge fiscale ont un puissant effet dissuasif sur l'investissement privé, facteur prépondérant de la croissance. Cependant, les économistes et les décideurs politiques ne sont pas d'accord sur la définition précise de la stabilité et sur le meilleur moyen de la préserver.

Par exemple, il est évident qu'une inflation très forte est préjudiciable aux investissements et à la croissance. Faire baisser l'inflation est également très coûteux en termes de perte de production et d'emplois. Mais à quel niveau l'inflation devient-elle une inflation très élevée ? Certains pays ont connu une croissance en augmentation pendant de longues périodes alors que persistait une inflation de 15 à 30 pour cent.<sup>22</sup> Avec les banques centrales en Europe, les Etats-Unis et les pays en développement qui visent maintenant des taux beaucoup plus bas, ce seuil semble excessif. Il y a maintenant consensus pour déclarer qu'il faut stabiliser l'inflation à un chiffre. Cependant, les avantages de ramener l'inflation à des niveaux très bas ne sont pas évidents.

On s'accorde généralement à dire que, pour que les banques centrales combattent l'inflation le plus efficacement possible, il leur faut un certain degré d'autonomie par rapport aux impératifs politiques. En particulier, il faudrait qu'une banque centrale soit à l'abri du comportement parfois irresponsable des hommes politiques, qui peuvent vouloir qu'elle desserre son étau sur l'inflation avant une élection ou pour financer leurs plans de dépenses. Étant devenues plus autonomes, les banques centrales peuvent mieux maîtriser l'inflation dans l'ensemble du monde, sans porter atteinte à la croissance.

En même temps, on a parfois reproché aux banques centrales de donner l'impression qu'elles étaient indifférentes aux besoins de la véritable économie et sourdes aux demandes politiques. Dans une économie de marché en pleine maturité, les inconvénients de l'indépendance des banques centrales sont plutôt modestes. L'engagement des banques centrales en faveur de la stabilité des prix ne met sérieusement en danger aucun des autres objectifs de l'économie. Et si cet engagement se solde par des taux d'intérêt

---

22. Fischer, Stanley. 1993 « Rôle des facteurs macroéconomiques dans la croissance. » *Journal of Monetary Economics* 32(3) :485-512.

plus élevés et un taux de change plus volatil, le secteur privé dispose d'instruments financiers pour faire face.

Dans une économie en développement, la question est plus compliquée. Les effets souhaitables de l'indépendance ne disparaissent pas. Mais l'économie doit également maintenir une stratégie économique cohérente. Une croissance rapide repose sur la croissance des exportations et une rapide intégration dans l'économie mondiale. Les taux de change, les taux d'intérêt et l'inflation ont une incidence sur ce processus. Aussi, les choix des banques centrales dans ces trois domaines sont-ils d'un poids considérable dans la mise en œuvre d'une stratégie de croissance. Il faut faire preuve de discernement pour trouver un équilibre entre les avantages de l'autonomie et le besoin de cohérence. Certains pays parviennent à cet équilibre en confiant au ministre des finances le soin de fixer les objectifs et les grands paramètres de la ligne d'action en macroéconomie et en laissant aux banques centrales la liberté d'opérer dans le cadre de ces paramètres.

La politique fiscale pose des dilemmes du même ordre. Une réglementation fiscale stricte qui plafonne les déficits, la dette, les dépenses courantes, et autres chapitres, aide les décideurs politiques à éviter de commettre des erreurs coûteuses. Il y a certaines des moments et des domaines où la première des priorités est d'éviter les erreurs, et il peut être essentiel d'avoir alors une réglementation stricte. Cependant, ces règles peuvent être contre-productives si elles sont appliquées avec trop de rigueur et trop longtemps. Selon le mot d'un membre de l'atelier, il faut que la régulation monétaire conserve un élément d'« ambiguïté créatrice. »

Ce qui est préoccupant, c'est que ces règles peuvent être trop rigides. Par exemple, elles peuvent plafonner les déficits fiscaux. Mais les déficits sont plus ou moins risqués selon le rythme de croissance d'une économie. Si le PIB augmente assez rapidement, le gouvernement peut alors accepter un déficit tout à fait important sans qu'augmente le ratio d'endettement par rapport à ce PIB. Ce ne sont pas les seules ambiguïtés. La croissance elle-même peut dépendre de l'investissement public, qui peut, par exemple, débloquer la situation lorsqu'il y a un goulet d'étranglement dans les infrastructures. Si le gouvernement réduit l'investissement pour faire face à un déficit fiscal, il peut y avoir fléchissement de la croissance, ce qui laisse le ratio dette/PNB moyen dans une situation pas meilleure qu'avant.

C'est pourquoi, le pragmatisme recommande que toute évaluation des finances publiques prenne en compte le taux de croissance de l'économie et les effets des dépenses publiques sur la croissance.

## L'épargne

De même que la croissance dépend de l'investissement, l'investissement dépend de la capacité d'un pays à le financer — avec sa propre épargne ou par des sources étrangères. Ces dernières comportent cependant des limites, parce que les emprunts extérieurs sont risqués. Ces limites ne sont pas très précises. Mais lorsqu'elles sont franchies, les conséquences peuvent être très onéreuses, comme nous le rappellent nombre de crises provoquées par l'endettement. Ce qu'il importe de ne pas oublier, c'est qu'il ne semble pas possible de parvenir à un niveau d'investissement élevé durable qui ne soit assis sur un niveau d'épargne intérieure élevé. Cela pose la question du moteur de l'épargne. Il y a une controverse ancienne qui n'est toujours pas tranchée. Est-ce que l'épargne est le moteur de l'investissement ? Ou bien est-ce que l'investissement génère sa propre épargne. Il est probable que c'est une causalité à double sens. Cela dépend si l'économie a sous-utilisé, ou non, les ressources qui peuvent être transformées en investissements, mais la vérité est que les experts en la matière ne se sont pas encore prononcés définitivement.<sup>23</sup>

Il y a trois composantes dans l'épargne : les ménages, les entreprises et l'épargne publique.

L'épargne publique est le pourcentage de l'investissement de l'État financé par les recettes fiscales (ce pourcentage peut être supérieur à 100 lorsque le gouvernement couvre ses investissements et rembourse également la dette). Ce chiffre peut être inférieur à zéro si le gouvernement finance ses dépenses courantes, qui peuvent comporter des programmes de redistribution, avec la dette. Pour soutenir des niveaux d'investissement public suffisants, il faut que les recettes fiscales soient assez importantes pour couvrir les dépenses courantes nécessaires pour assurer les services publics et une partie du programme d'investissement.

Mais les gouvernements sont souvent à court de recettes fiscales et se méfient des emprunts risqués. Le résultat est que l'investissement public est généralement étouffé par les demandes relatives aux dépenses courantes et à la redistribution. On retrouve là un processus politique qui accorde plus de valeur à la consommation immédiate qu'à la consommation future, laquelle est à la fois plus éloignée dans le temps et moins certaine de se concrétiser.<sup>24</sup> Pour que l'investissement du secteur public survive, il faut que les recettes fiscales soient à la hauteur de l'enjeu.

---

23. Deaton, Angus. 1999. « Savings and Growth = L'épargne et la croissance, » dans Luis Servén et Klaus Schmitt-Hebbel, *The Economics of Savings and Growth*, Cambridge, RU: Cambridge University Press

24. L'épargne publique est affaire de choix collectif et non individuel et, de ce fait, est déterminée par des facteurs quelque peu différents de ceux qui ont une incidence sur les choix de l'épargne des ménages. Il y a quelques cas où l'épargne individuelle, ou l'épargne des ménages est obligatoire (de par la loi). Singapour en est un exemple. Il ne nous semble pas que ce modèle ait des chances d'être beaucoup appliqué.



Les entreprises constituent la deuxième composante de l'épargne. Elles retiennent les profits au lieu de les distribuer aux actionnaires, et les réinvestissent dans l'affaire dans tous les secteurs où elles pensent que le retour est susceptible d'être supérieur au coût de l'investissement. C'est donc ce que rapportent les investissements privés qui déterminent dans une large mesure cette composante de l'épargne.

Les entreprises se tournent également vers le financement extérieur pour payer les projets d'investissement. Il est rare, par exemple, que les start-up disposent de beaucoup de bénéfices redistribués pour financer de nouveaux projets. Une partie de ce supplément de financement peut venir de l'étranger, comme c'est le cas avec les IDE. Mais l'expérience montre qu'il faut que la majeure partie provienne de l'épargne intérieure.

Les facteurs qui sont à l'origine de l'épargne des ménages sont complexes et encore mal connus. Il y a le niveau des revenus, les données démographiques, la présence ou l'absence de système d'assurance sociale. Les différences culturelles peuvent également être un élément de la tendance à économiser.

Il arrive que l'épargne des ménages soit trop faible pour financer des niveaux élevés d'investissement privé. L'une des raisons est peut-être que la possibilité d'épargner en toute sécurité ne leur est pas facilitée. Beaucoup de ménages n'ont pas de compte en banque. Ils placent leur fortune en bijoux ou ils investissent dans leur toute petite entreprise à eux. Dans l'un et l'autre cas, l'épargne des ménages n'est pas disponible pour que d'autres entreprises, plus productives, puissent investir. Le fait que les moyens de l'épargne fassent défaut pourrait avoir un impact de premier ordre sur la croissance.

En revanche, le niveau élevé de l'épargne peut également s'expliquer par le fait qu'il n'y a ni sécurité sociale, ni pensions de retraite ni financement public des services sociaux. Dans nombre de pays, les ménages, même ceux qui sont pauvres, épargnent pour leur retraite, l'éducation de leurs enfants, et pour être assurés en cas de maladie. Ces choix représentent des incitations à beaucoup épargner qui sont, socialement, très coûteuses. Il ne faudrait pas considérer qu'ils ont valeur prescriptive.

Il y a fort peu de pays en développement où l'épargne est nettement supérieure à l'investissement, une exception notable étant les pays exportateurs de pétrole et ceux qui sont riches en ressources naturelles. L'excédent d'épargne de la Chine, mesuré par l'excédent de sa balance des opérations courantes, est passé récemment d'un niveau modeste (environ 3 pour cent du PIB) à un niveau tout à fait élevé (12 pour cent du PIB) en 2007. C'est un cas de figure inhabituel, même pour la Chine, qui a connu un taux d'épargne et d'investissement élevé depuis les réformes de 1978. En règle générale, laisser l'épargne dépasser de beaucoup les niveaux d'investissement est une mauvaise idée, sauf pour les pays riches en ressources naturelles, notamment dans les périodes où le prix des ressources naturelles flambe. La consommation immédiate serait de beaucoup préférable à la

consommation différée. Et les grands pays qui maintiennent de gros excédents s'exposent à être accusés de mercantilisme

Les pays qui ont de grandes réserves de pétrole investissent souvent à l'étranger une bonne partie du revenu de leurs exportations. Si ces ressources sont d'un gros rapport, cela n'a normalement pas de sens de les consommer ou de les investir dans le pays. Mais l'ampleur de leurs investissements à l'extérieur a soulevé quelques inquiétudes en certains lieux. On ne voit guère quelles autres options ont les pays exportateurs de pétrole. S'ils n'avaient pas la possibilité d'investir les revenus du pétrole à l'étranger, la meilleure stratégie qui leur resterait serait de laisser le pétrole dans le sol. Il est probable que ce ne serait dans l'intérêt de personne.

## **Développement du secteur financier**

Un système financier bien développé peut favoriser la croissance d'une économie en mobilisant l'épargne, en affectant des fonds à l'investissement et en répartissant les risques. Mais les modalités de maturation du secteur financier varient considérablement d'un pays à l'autre. Arrêtons-nous sur quelques points clés.

Si de larges fractions de la population sont exclues du système financier, l'épargne des ménages sera très maigre. Les gens ont besoin d'un dispositif sécurisé à leur portée pour placer leur argent. Si les banques n'y pourvoient pas, les gens épargneront moins, ou placeront leur argent sous des formes moins liquides qui ne sont pas d'une grande utilité pour l'économie au sens large.

L'absence de dispositifs pour accueillir l'épargne est tout aussi inéquitable qu'inefficace. On peut dire la même chose des prestations variables d'autres types de services financiers, dont le crédit et les transactions protégées moyennant un coût raisonnable. Le système du microcrédit, qui est en plein essor, s'attaque à ces questions et les effets en sont bénéfiques dans de nombreux pays.

Privés de compte d'épargne et de prêt bancaire, il arrive souvent que les pauvres ne possèdent pas de titres de propriété garantis pour leurs immobilisations corporelles. N'ayant ni droits de propriété ni les moyens de les faire valoir, il leur reste la possibilité de se battre pour obtenir un prêt d'une institution financière officielle. Cela réduit leur accès au crédit et fait qu'il leur est difficile de créer une affaire ou de la développer.

Comme l'a montré le resserrement du crédit de 2007-2008, les secteurs financiers bien développés ne sont à l'abri ni des chocs ni des crises. Dans les économies émergentes, les crises financières peuvent avoir des effets dévastateurs sur la croissance. De multiples banques peuvent faire faillite, de même que des pans entiers de l'industrie. Les dettes privées ne tardent pas à devenir publiques.

Les crises financières peuvent prendre naissance dans le pays ou à l'extérieur et aller jusqu'à leur terme à l'intérieur ou de part et d'autre des frontières du pays.

L'une des causes fréquentes des crises intérieures est l'impossibilité de faire face aux dépenses publiques. Incapable de trouver les ressources pour payer ce qu'il doit, un gouvernement imprudent peut ordonner à la banque centrale de faire fonctionner la planche à billets, ce qui se soldera par une hyperinflation, sauf si la banque centrale a suffisamment d'autonomie pour refuser d'obtempérer.

Les crises intérieures peuvent également avoir pour cause l'imprudence des banques. Dans les premières phases du développement, c'est le système bancaire qui fournit à l'économie la majeure partie du crédit. (Les marchés obligataires n'apparaissent que plus tard, au fur et à mesure que se met en place la capacité d'émettre ces titres, de les négocier et d'en fixer la valeur.) Une régulation et une surveillance serrées s'imposent pour empêcher les banques de développer le crédit de façon excessive.

Les crises financières les plus graves sont souvent celles qui ont une dimension extérieure impliquant des capitaux étrangers aussi bien que des capitaux du pays. Il est évident que la menace de telles conflagrations est l'une des raisons pour lesquelles les pays imposent une régulation des capitaux. Il n'y a pas de règles précises qui permettent de minimiser les risques de crise financière lorsqu'un pays s'ouvre aux capitaux étrangers. Mais on s'accorde maintenant à penser que les pays ne doivent s'ouvrir et supprimer les contrôles sur les capitaux que s'ils sont en phase avec la maturité de leur marché financier. La précipitation introduit des risques inutiles et une lenteur excessive augmente le coût du capital.

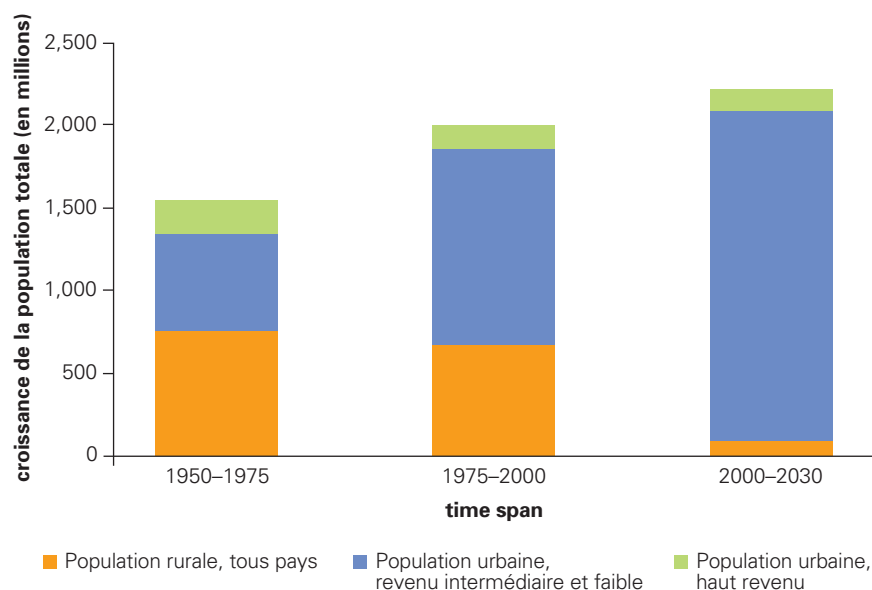
Cependant, ouverture et maturité sont liées. Un moyen d'accélérer le développement du secteur financier est d'inviter les établissements financiers étrangers à investir dans le secteur. Tout comme les IDE apportent de l'expertise à l'industrie d'un pays, l'entrée de banques étrangères pourrait stimuler et consolider les banques du pays. Les gouvernements voudront naturellement que les banques étrangères se soumettent aux mêmes réglementations que les institutions financières du pays. Les banques étrangères peuvent cependant hésiter à s'établir dans un pays en développement si elles ne peuvent pas conduire assez librement les transactions financières transfrontalières. Ce sont, là encore, des compromis et des dilemmes intéressants. Plus un système financier s'ouvre, plus il gagne en maturité. Mais plus un système financier s'ouvre, plus il a besoin de maturité. Les modalités de la régulation ont un impact direct sur les garanties de l'ouverture du marché financier.

## Urbanisation et investissement rural

Cette année, le monde franchira un seuil *important* : la moitié de la population mondiale vivra dans les villes. Au cours des deux prochaines décennies, la majeure partie de l'augmentation de la population se produira dans les villes des pays en développement (cf. figure 6).

En Grande Bretagne, la migration des campagnes vers les villes s'est produite au cours de la révolution industrielle, et c'est ce qui s'est produit depuis lors à chaque révolution industrielle. Il est extrêmement rare que le revenu par habitant dépasse 10 000 dollars (en parité de pouvoir d'achat) avant que la moitié de la population ne vive dans les villes. L'urbanisation est le corollaire géographique de l'industrialisation : lorsque les travailleurs quittent les fermes pour les usines, ils quittent les champs pour les villes.

**Figure 6 Croissance de la population jusqu'en 2030 : comparaison entre pays à revenu faible et intermédiaire et pays à haut revenu**



Source : *Perspectives d'urbanisation, Nations Unies*

Bien qu'aucun pays ne se soit industrialisé sans également s'urbaniser, ce processus ne s'est jamais totalement déroulé sans difficulté. De nombreuses villes, en pleine expansion, sont défigurées par la misère noire et privées de services publics. On pourrait aisément en conclure que l'urbanisation est le mauvais côté de la croissance, et qu'il vaut mieux l'éviter. Mais ce serait une erreur. La bonne réponse n'est pas de résister à l'urbanisation, mais de mieux l'organiser.

« Il y a une dizaine d'années, ou plus, le gouvernement chinois s'est opposé à l'urbanisation, jugée trop rapide. Cela mérite de figurer sur la liste des « mauvaises idées » parce que c'est refuser de voir la capacité d'efficacité de l'agglomération. Le gouvernement chinois a depuis fait volte-face. Il comprend maintenant quel rôle clé l'urbanisation joue dans les transformations structurelles. Mais l'urbanisation pose un certain nombre de défis, dont l'un est l'établissement d'une base d'imposition et d'un système fiscal. Les droits fonciers sont également d'une extrême importance : le terrain est le bien le plus précieux en milieu urbain. Son mode d'attribution détermine la configuration de l'urbanisation. Un autre problème concerne l'attribution à bon escient des subventions au logement. Il faut résister à la pression qui s'exerce en faveur de l'encadrement des loyers ».

- Zhou Xiaochuan

Les villes se développent en raison de ce que les économistes appellent « les économies d'agglomération ». Lorsque les activités sont étroitement regroupées, elles peuvent tirer profit des économies d'échelle et de gamme. Les informations circulent également plus efficacement. C'est comme si les ficelles des métiers se propageaient dans l'air, comme le disait le grand économiste victorien, Alfred Marshall.

Mais si les villes se développent en taille et en densité, elles étouffent également du fait des encombrements et de la pollution. Selon un rapport du Centre National pour la Recherche en Egypte, au Caire le bruit moyen dans la journée est de 85 décibels.<sup>25</sup> Selon *le New York Times*, c'est un bruit supérieur à celui d'un train de marchandises passant à cinq mètres.

Pour un économiste, aussi bien les avantages que les inconvénients des villes représentent des « externalités » qu'il est difficile d'évaluer et dont il est difficile de mesurer le coût. (Votre bruit me rend sourd mais vous ne me donnez aucun dédommagement. De la même manière, je tire profit de vos techniques, que je copie, ou de vos ouvriers, que je débauche, mais je ne vous donne aucun dédommagement.) C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles il est si difficile de gérer ces « externalités ».

La réponse classique à ce problème des externalités est planification et régulation. Les lois sur le classement en zones, par exemple, tiennent les usines à distance convenable des habitations, là où le bruit, l'agitation et la pollution sont moins gênants. Mais il y a un équilibre délicat à trouver. Des règles qui ne tiennent pas compte de la réalité peuvent être inopérantes ou produire l'effet inverse à l'effet recherché. Certaines sont inapplicables. D'autres ont bien un effet, mais elles aggravent les choses. Si, par exemple, la législation sur la construction est trop stricte, les logements à loyer modéré seront illégaux. Et il ne faudrait pas que les gouvernements aient recours à la planification pour masquer ce que est en réalité une insuffisance d'infrastructures. Si, dans une zone urbaine à forte population, il n'y a pas l'eau courante dans chaque maison, la solution est de poser davantage de conduites d'eau, non d'expulser des gens.

Les villes en plein essor ont besoin de développer rapidement leurs infrastructures. Mais les autorités municipales ne sont pas en mesure de trouver les fonds nécessaires pour les réaliser au rythme requis. L'augmentation de l'activité économique à l'intérieur d'une ville dépasse souvent de beaucoup l'augmentation de la base d'imposition. C'est pourquoi il faudra que ce soit le gouvernement central qui fournisse l'argent. L'autre solution est de vendre du terrain ou de le louer à bail. Cela comporte des risques. Le terrain public peut se vendre à trop bon marché dans des transactions qui ne sont pas de pleine concurrence ni au prix du marché, mais la possibilité

25. Slackman, Michael. 2008. « A City Where You Can't Hear Yourself Scream = Une ville où on ne s'entend pas crier ». *The New York Times*.

de recueillir de grosses somme pèse plus lourd que les dangers. Faute de mécanismes de financement municipal et d'une assiette fiscale établie, le terrain est l'un des principaux biens qui peut se vendre et permettre la réalisation des infrastructures nécessaires. Il serait utile que les chercheurs définissent des principes directeurs et des paramètres appropriés.

Comme d'autres l'ont noté, le système financier peut être aussi important pour le développement des villes que les grues ou les bulldozers. Les institutions financières permettent aux municipalités ou au acheteurs privés d'emprunter de l'argent pour acheter des biens. La finance immobilière s'est développée tout comme s'est développée la libéralisation financière. C'est une bonne chose : les prêts hypothécaires permettent à ceux qui veulent accéder à la propriété d'étaler le coût d'un logement sur une plus longue période, ce qui rend l'opération plus abordable. Mais ceux qui consentent les prêts immobiliers peuvent être imprudents, comme l'ont montré les récents événements d'Amérique et de Grande Bretagne. Les prêts hypothécaires sont également la mauvaise solution si des contraintes pèsent sur la construction de logements, auquel cas le financement hypothécaire ne fera qu'accroître la demande alors que l'offre sera limitée, le résultat étant des logements plus chers, et non pas plus nombreux.

Le prix de l'immobilier grimpe dans les villes en plein essor, tout comme s'accroissent les demandes de subventions au logement réclamées par les politiques. Singapour a eu recours à cette forme d'aide au logement pour réduire les inégalités et développer l'esprit citoyen. Mais d'autres gouvernements auraient du mal à imiter l'expérience de cette cité, qui est petite et exceptionnellement bien administrée. Les allocations de logement faussent les décisions personnelles. De plus, elles ne tardent pas à devenir très coûteuses. Même en Amérique, il n'est pas possible de faire bénéficier de ces subventions plus d'une fraction des ayants droit.

Certains pensent que le problème des villes peut se résoudre à la campagne. L'investissement dans les zones rurales pourrait peut-être ralentir le flot de migration vers les villes, ce qui permettrait de mieux organiser l'urbanisation.

Il y a beaucoup de bonnes raisons d'investir dans l'agriculture. Cela peut être d'un très gros rapport. Selon le *Rapport sur le développement dans le Monde*, la rentabilité de la recherche en agriculture et de ses prolongements est de l'ordre de 35 pour cent en Afrique subsaharienne et de 50 pour cent en Asie. En outre, dans beaucoup de pays en développement, ce sont dans les zones rurales que le gros des pauvres vit encore et travaille. Trouver des emplois pour cette population dans l'économie urbaine prendra plusieurs décennies, même là où les économies sont les plus dynamiques. L'Inde, par exemple, est encore rurale à 70 pour cent. En Chine, dont la croissance est de 9 à 10 pour cent par an depuis trente ans, 55 pour cent de la population vit encore à la campagne. Les populations rurales

sont souvent mal desservies en services publics, ce qui incite les gens à chercher dans les villes de meilleures conditions d'éducation et d'accès aux soins de santé. Les faits montrent également que la croissance de l'agriculture réduit la pauvreté plus rapidement que la croissance dans l'industrie de transformation ou dans les services.

Les gouvernements devraient alors investir dans l'agriculture dans la mesure où de tels investissements se justifient par les avantages qu'ils procurent. Mais il est probable que c'est une illusion de croire que les investissements en zones rurales puissent ralentir la croissance des villes. Dans de nombreux pays, notamment en Afrique, la croissance des villes est, le plus souvent, due à l'augmentation naturelle de la population, et non aux phénomènes migratoires. En outre, si l'investissement en zones rurales accroît la productivité de l'agriculture, il se peut que cela réduise tout simplement la demande de main-d'œuvre agricole, augmentant par là même la pression pour quitter la terre.

L'histoire nous apprend que les migrations de grande ampleur vers les villes font partie intégrante des transformations que doivent subir les économies pour pouvoir se développer rapidement. Aucun pays n'a jamais rattrapé les économies des pays développés par la seule agriculture. Dans les pays qui, au cours des 50 dernières années, ont maintenu des phases de croissance de 7 pour cent, ou plus, sur des périodes de 25 ans, ou plus, ce sont l'industrie de transformation et les services qui étaient à la pointe (cf. figure 7). Dans quelques cas, il y a eu un véritable ralentissement de l'agriculture. De précédents gains de productivité ont pu, évidemment, dégager de la main-d'œuvre pour les usines. Mais, du même coup, la migration de l'excédent d'ouvriers agricoles permettra, à un certain moment, le remembrement de parcelles agricoles, ce qui devait faciliter l'émergence d'une culture plus capitaliste et plus productive.

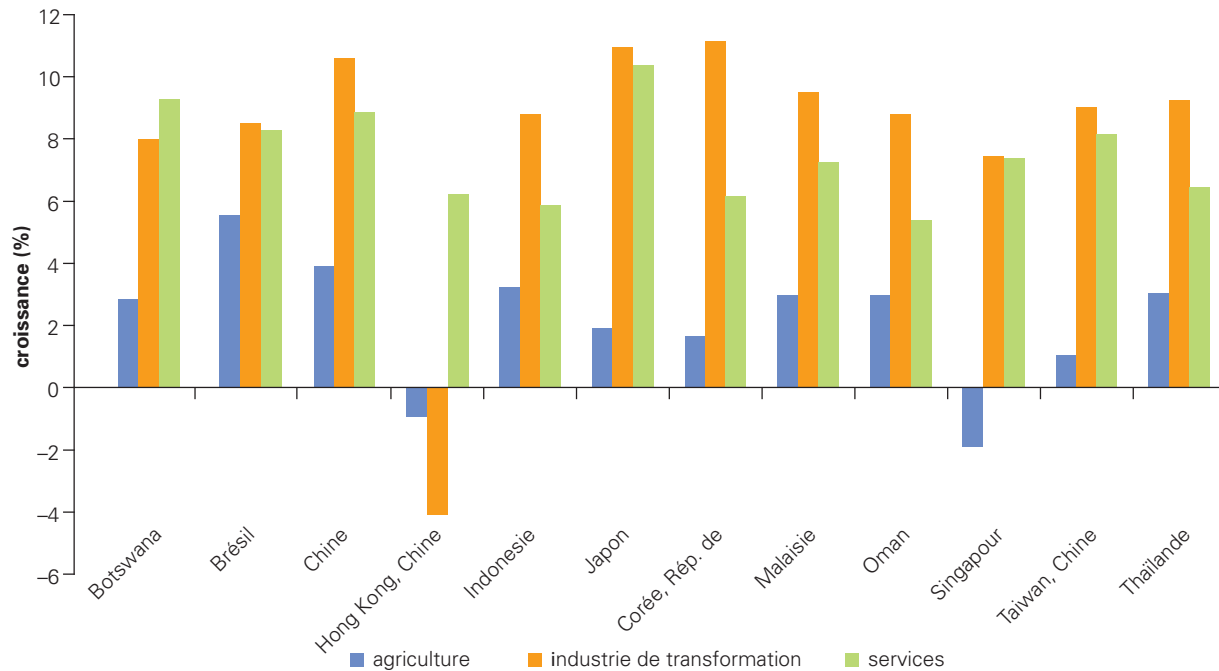
En fin de compte, une ville prospère aura besoin d'un plan d'urbanisme, de codes de construction et de droits de propriété bien établis. Elle aura besoin d'un système d'évacuation des eaux, d'un réseau d'égouts, de transports rapides et d'un système financier sophistiqué capable de mobiliser les fonds nécessaires à ces installations. Mais pour que soient rassemblées infrastructure, expertise et sophistication, il faut du temps. Les gouvernements devraient prendre tous les raccourcis qu'ils peuvent trouver, y compris l'expérience et l'expertise des autres villes qui ont connu pareil bouleversement avant eux.

## Équité et égalité des chances

Nous avons la conviction que l'équité et l'égalité des chances sont des ingrédients essentiels des stratégies de croissance durable. Aussi bien les cas



Figure 7 Taux de croissance par secteur



Source : Voir appendice, p. 134

de croissance forte que de croissance faible viennent confirmer cette opinion. Les avantages d'une croissance rapide sont largement, mais inégalement, répandus. Les pauvres des campagnes y gagnent assurément. Mais ce qu'on sait de la croissance durable à l'ère moderne donne clairement à penser que les citadins y gagnent davantage — et, dans une certaine mesure, cela est inévitable. Dans les premières phases du développement, les chiffres officiels de la productivité dans les villes sont souvent de 3 à 6 fois ce qu'ils sont dans les zones rurales. Au fur et à mesure que les gens franchissent la ligne de partage, la mesure officielle de l'écart augmente. Cette augmentation n'est pas permanente, mais le processus peut prendre des décennies. L'amplitude de l'inégalité appelle des décisions.

Albert Hirschman, le grand économiste spécialiste du développement, comparait ce processus à un embouteillage sur une route à deux voies. Si une voie commence à avancer, les automobilistes de l'autre voie prennent leur mal en patience, se disant que leur voie ne va pas non plus tarder à avancer. Mais plus ils resteront bloqués, plus ils se sentiront frustrés. L'autre voie devient une provocation, non une consolation.<sup>26</sup>

26. Hirschman, Albert. 1981. « The Changing Tolerance for Income Inequality in the Course of Economic Development, » *Essays in Trespassing*. Cambridge, RU: Cambridge University Press.

*«À bien des égards, plus équitable est la croissance, plus elle a de chance d'être durable parce qu'il y aura moins de contestation, moins de désaccord, moins de résistance, et parce qu'il y a également une énorme réserve de talents parmi les populations dans lesquelles il faut puiser. Exclure des bénéficiaires de la croissance certaines franges de la population, que ce soit en raison du sexe, de l'âge et de l'ethnicité, c'est se priver de leurs talents. Aussi, de mon point de vue, il est non seulement souhaitable que les deux choses aillent de pair, mais il est utile qu'elles aillent de pair».*

*- Robert Solow*

L'atelier qui a travaillé sur ce sujet a établi une importante distinction entre équité et égalité des chances. Le premier concept renvoie aux aboutissements, aux résultats : il existe de grandes différences entre les revenus des gens, entre leur état de santé, entre les conditions de sécurité. Le second concept, l'égalité des chances, renvoie aux points de départ : ses fondements sont l'accès à la nourriture, à l'éducation et à l'emploi.

Les gens se soucient de ces deux formes d'égalité. Mais ils comprennent que les résultats que produisent les marchés ne sont pas égaux. Ils tolèrent cette inégalité pourvu que les gouvernements prennent des mesures pour la contenir. Cela signifie généralement deux choses. La première, c'est qu'il soit sûr que la fraction pauvre de la population ait un revenu et ait accès aux services essentiels. La seconde, plus controversée, vise la tranche supérieure de la répartition des revenus, cette partie de la population qui, dans bien des cas, étale des richesses qui ne cessent de s'accumuler et donne l'impression de vivre dans un pays différent, beaucoup plus riche. Le partage de cette richesse par le truchement de la fiscalité et de programmes de dépenses appropriés, y compris le financement des prestations de services et des investissements du secteur public, est un élément important de la cohésion sociale et politique, et par là même de la durabilité du processus de croissance. Il faut faire preuve de discernement sur ce sujet. Poussée à l'excès, la redistribution peut démobiliser et décourager l'investissement et la prise de risque.

D'un autre côté, lorsqu'il y a inégalité des chances, il n'y a pas d'équilibrage et cette inégalité peut être délétère. C'est particulièrement le cas si les chances sont refusées à un groupe en raison de son origine ethnique, de sa religion, de sa classe sociale ou de son sexe. Des injustices de cet ordre sapent la paix sociale et déclenchent des troubles politiques. Elles finiront par compromettre les reprises d'entreprises et feront dérailler la stratégie de croissance de l'économie.

Dans les économies en plein essor à croissance forte, la distribution des revenus variait beaucoup : le Botswana avait un coefficient de Gini de 0,61 en 1993, l'Indonésie de 0,34. mais il y avait partout une volonté de parvenir à l'égalité des chances. L'échec dans ce domaine porte directement atteinte à l'économie en laissant des talents inexploités. Cela fausse également la configuration de l'investissement. Selon un article de Abhijit Banerjee de l'Institut de Technologie du Massachusetts rédigé pour la Commission, les classes moyennes et les pauvres sous-investissent dans leurs entreprises parce que l'égalité d'accès aux capitaux leur est refusée. En revanche, les riches investissent trop.<sup>27</sup>

27. Banerjee, Abhijit. 2007. "Investment Efficiency and the Distribution of Wealth" (Efficacité de l'Investissement et Distribution de la Richesse). Document de Référence, Commission sur la Croissance et le Développement.

L'inégalité des chances est également porteuse de dangers à plus long terme. Si un groupe se voit continûment et manifestement refuser les fruits de la croissance, il finira par trouver le moyen de la faire dérailler. Pour filer la métaphore de Hirschman, ce groupe va essayer de passer de force sur l'autre voie, perturbant ainsi la circulation sur les deux voies. En revanche, les faits montrent que les gens sont prêts à faire de grands sacrifices pour le progrès économique s'ils ont la conviction que *leurs propres* enfants et *leurs propres* petits-enfants auront une juste part du gâteau.

Comment est-ce qu'un gouvernement peut sauvegarder l'égalité des chances et contenir l'inégalité des revenus ? Ce dernier objectif peut être atteint par la redistribution en sus des arrangements officiels qui existent dans les familles élargies et dans les communautés très soudées. Quant à l'égalité des chances, c'est par l'accès universel aux services publics, tels que l'éducation et la santé, et par le système méritocratique dans l'administration et le secteur privé, qu'elle est le mieux servie.

Elle est également favorisée parce ce qu'on pourrait appeler les infrastructures du capitalisme populaire. Les programmes de droits de propriété, inspirés par les travaux de l'économiste péruvien Hernando de Soto, garantissent aux pauvres leurs droits de propriété. La microfinance et la « mésofinance » permettent aux entrepreneurs de petites et moyennes entreprises d'investir plus qu'ils ne peuvent économiser, desserrant ainsi l'étau dont parle Banerjee. Au cours des 15 dernières années, les donateurs, les entreprises, et les entrepreneurs sociaux ont épousé ces idées et ont considérablement progressé sur le terrain.

L'une des fractures les plus marquées se situe à l'intérieur même des ménages, les femmes ne bénéficiant pas des mêmes chances que les hommes. Certains pays se battent encore pour que les filles achèvent leur scolarité : près d'une fille sur cinq inscrites à l'école primaire ne termine pas cette scolarité. Elles sont accaparées par les tâches domestiques ou empêchées par le manque d'installations élémentaires, de salles de bains, par exemple. Cette privation se transmet à la génération suivante : les femmes qui n'ont pas eu de scolarité primaire ont moins tendance à envoyer leurs enfants à l'école. En fait, leurs enfants ont à peu près moitié moins de chances de survivre à la petite enfance.<sup>28</sup> Il nous semble que, pour briser ce cycle, il serait logique de porter l'accent sur les obstacles qui empêchent les filles d'achever le parcours de l'entrée à l'école à l'entrée dans le monde productif (obstacles financiers, sécurité, accès à l'emploi, installations sanitaires, etc.). Les jeunes femmes jouent un rôle central dans les domaines de l'éducation, de la santé et du taux de fertilité ; elles pourraient également contribuer à la réussite économique. C'est pourquoi permettre aux femmes de réussir à passer du monde de l'école au monde de la production sera d'un tel profit pour la croissance et la réduction de la pauvreté sur le long terme.

*«Il n'y a aucune contradiction entre la redistribution de l'égalité et la croissance. Bien au contraire. Le partage de la prospérité est non seulement moralement juste, mais cela donne également aux gens une chance de s'arracher à la pauvreté, légitime une politique économique responsable et peut contribuer à améliorer la croissance et la prospérité sur le long terme».*

*- Carin Jämtin*

28. UNICEF. *The State of the World's Children 2007: The Double Dividend of Gender Equality*.

## Le développement régional

De même qu'il est ressenti de façon inégale sur l'ensemble de la population, l'impact de la croissance touche inégalement les régions. Certains états, certaines provinces, certaines villes se développent rapidement tandis que d'autres sont à la traîne. Cette configuration spatiale peut avoir des sous-bassements géographiques – un port ou un gisement de minerai – ou encore d'histoires qui expliquent cette concentration : des entreprises se délocalisent dans un endroit parce qu'autres s'y sont installées.

Les gouvernements peuvent influencer sur ces forces en décidant d'investir ou de réaliser des infrastructures dans tel endroit, rendant ainsi plus égale la répartition géographique des chances. Mais il faut qu'ils résistent à la tentation de neutraliser ces forces, quelle que soit parfois la force de la demande politique. Il ne faut pas que les politiques régionales essaient d'uniformiser géographiquement la configuration de la croissance et du développement.

« L'unité, non l'uniformité » est un principe directeur des programmes de développement régional de l'Union européenne, qui s'élèvera à 347,4 milliards d'euros sur les sept années qui nous séparent de 2013. Ces programmes essaient de réduire au fil du temps les écarts de revenus et de richesses entre pays et entre régions. À la suite de certains élargissements, le membre le plus prospère de l'Union, le Luxembourg, est maintenant sept fois plus riche que le plus pauvre, la Roumanie. La politique des membres de cet ensemble est de renforcer la « cohésion », notamment par le sentiment d'appartenance à l'Union et par les obligations que cela implique. L'Union est prête à collaborer avec les pays en développement et à échanger les expériences. La Chine, le Brésil et l'Inde ont déjà saisi cette offre.

Les entreprises décident de leurs implantations en fonction des infrastructures, des services fournis par les administrations publiques et d'autres dispositions gouvernementales. Une bonne politique régionale est celle qui investit dans les zones moins développées pour les rendre plus compétitives et ainsi attirer les investisseurs privés.

Si, en plus, les ouvriers sont mobiles, ils peuvent quitter les régions déprimées où il y a excédent de main-d'œuvre. Ainsi, la mobilité de la main-d'œuvre tient partiellement lieu de politique dans une région donnée, partiellement seulement. Parce qu'il y a des gens, les personnes âgées par exemple, qui ne seront jamais très mobiles. Et dans certains pays, la langue est une limite à la mobilité. C'est le cas dans l'Union européenne. Avec le temps, les systèmes éducatifs devraient réduire ces obstacles à la mobilité. Néanmoins, la priorité attachée aux investissements régionaux devrait reposer sur la mobilité des gens à qui cette aide est destinée.

Ces actions auront également un impact plus marqué si elles visent à améliorer la mobilité de la main-d'œuvre. Dans l'UE, la mobilité est un

objectif à long terme. Certains obstacles, comme la barrière de la langue, sont plus difficiles à surmonter que d'autres. L'UE essaie, par exemple, d'obtenir que les documents officiels et les permis délivrés dans un pays soient reconnus dans un autre.

Il faudrait que les gouvernements s'assurent que les travailleurs vont s'établir ailleurs pour de bonnes raisons, par exemple la recherche d'un meilleur emploi, et non pour de mauvaises, par exemple pour échapper à la mauvaise qualité du système éducatif ou du système de santé. Il faudra que le gouvernement central investisse dans les infrastructures urbaines, parce que les villes en développement ne peuvent pas trouver les fonds nécessaires, soit par l'imposition ou l'emprunt. Les investissements dans le réseau routier et ferré, ainsi que dans les télécommunications, facilitent la mobilité de la main-d'œuvre bien que, à certains égards, ils la rendent moins nécessaire. En effet, de nombreux services peuvent maintenant être assurés à distance grâce aux progrès des technologies de la communication.

Un aspect important de la politique régionale est l'aspect fiscal. Les pays en développement augmentent la masse de leurs prélèvements au niveau national, ce qui fait que les pouvoirs du gouvernement central en matière fiscale l'emportent sur ceux des administrations locales. Et cependant, un gouvernement à l'écoute a besoin d'une administration décentralisée où les décisions sont prises près des usagers.

Comment, alors, est-ce qu'un gouvernement devrait partager ses recettes fiscales avec les régions, les provinces et les municipalités ? Il y a d'énormes différences entre les pays sur la façon dont ils répartissent les recettes et les responsabilités. En Chine, par exemple, le gouvernement central nomme des gouverneurs et des maires qui passent par roulement d'une province à l'autre. Leurs réalisations sont évaluées à l'aune des objectifs fixés par le gouvernement central. En comparaison des systèmes plus officiellement démocratiques, l'apport local dans la définition des objectifs et des actions politiques est moindre. Cela peut créer des problèmes si les informations de la base sont nécessaires pour orienter une politique.

En règle générale, les démocraties donnent davantage la parole à l'échelon local. Mais même dans les démocraties, certaines administrations locales réussissent mieux que d'autres. Cette très grande variété devrait offrir aux spécialistes des sciences humaines l'occasion de préciser ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Ce n'est malheureusement pas le cas. Jusqu'à présent cette variété de situations déconcerte plus qu'elle n'éclaire.

La diversité régionale a cependant ses avantages. Si les parties différentes d'un pays essaient des choses différentes, les réussites et les erreurs de chacune peuvent profiter à l'ensemble. Les effets de la démonstration peuvent être un puissant stimulant pour les réformes, de même que la concurrence entre régions. C'est pourquoi, le fait qu'un grand nombre de gens utilisent maintenant le téléphone mobile et aient accès aux technologies de l'infor-

mation peut avoir une énorme influence sur la conduite des gouvernements. Toutes ces technologies permettent aux gens de mieux savoir ce qui se passe chez le voisin ou dans le pays d'à côté et suscitent la comparaison.

## **Environnement et utilisation de l'énergie**

C'est à peine une exagération de dire que la plupart des pays en développement décident d'abord de développer leur croissance et se préoccupent plus tard de l'environnement. C'est une erreur qui coûte cher. Les économies en développement se diversifient rapidement et investissent beaucoup. Ce faisant, elles réagissent aux indications fournies par les prix. Mais ces prix reflètent rarement les coûts pour l'environnement. Le résultat est que leurs investissements sont mal orientés. Les industries ne se dotent pas des équipements qu'il faut et ne s'implantent pas aux bons endroits. La conception des bâtiments ne tient pas compte de l'énergie qu'ils consomment. Cela coûte cher de faire machine arrière ou de corriger ces erreurs. Cela coûterait moins cher de commencer par ne pas les commettre.

Il est important de souligner que les pays en développement n'ont pas à adopter immédiatement les normes environnementales des pays avancés. Il se peut que ces normes soient inabordables. Mais ils devraient planifier l'évolution de l'économie en ayant à l'esprit les coûts pour l'environnement.

Dans de nombreux pays en développement l'énergie est subventionnée. Cela est également une erreur. Selon les travaux des économistes du FMI, l'Indonésie et le Yémen ont dépensé plus en subventions pour les carburants en 2005 que pour la santé et l'éducation réunies.<sup>29</sup> Bien qu'il soit politiquement difficile de supprimer ces subventions, ne pas le faire coûte cher, et coûte de plus en plus cher au fur et à mesure que montent les prix de l'énergie. Ce coût n'est pas seulement fiscal. Ces subventions faussent également l'évolution de l'économie, créant un attrait artificiel pour les industries grosses consommatrices d'énergie. De plus, alors que le monde se mobilise pour lutter contre le changement climatique, ces subventions sont un des éléments du problème. Elles peuvent également gêner les pays dans leurs négociations commerciales avec les pays développés où certains soutiennent qu'il faut élever les droits de douane pour compenser ces subventions au carbone.

Il ne faudrait pas considérer les mesures de protection de l'environnement comme une simple concession des pays en développement aux pays développés. Ce sont les pauvres qui souffrent le plus de nombreuses sortes de pollution. Les effluents contaminent l'eau des rivières dans lesquelles les

---

29. Coady, David et autres. 2006. « The Magnitude and Distribution of Fuel Subsidies. » (L'Ampleur et la Répartition des Subventions pour les Combustibles ). Document de travail FMI 06/247. Fond monétaire international, Washington, DC.

pauvres se baignent et qui leur fournissent de l'eau potable ; Les particules épaississent l'air des quartiers où vivent les pauvres. Ne pas attendre pour se préoccuper des normes environnementales, c'est servir l'intérêt de l'équité comme de la croissance.

Une fois que les gouvernements ont décidé de s'attaquer à ce problème, il leur faut choisir la méthode. Ils peuvent imposer des limites quantitatives aux effluents, taxer davantage la pollution ou délivrer un nombre fixe de permis négociables qui donnent au détenteur le droit d'émettre une quantité négociable de pollution, de dioxyde de soufre, par exemple. Les prix des permis négociables sont efficaces : ils encouragent les pollueurs à trouver le moyen le moins cher de réduire les effluents. L'inconvénient, c'est que plusieurs essais peuvent être nécessaires avant que ne soient atteintes des cibles acceptables. Des plafonnements quantitatifs directs ont des avantages et des inconvénients contraires : ils limitent les effluents avec plus de certitude, mais le coût est plus élevé.

## **Efficacité des gouvernements**

Dans la première partie de ce rapport, nous avons longuement insisté sur l'art de la prise de décision. Mais un gouvernement, ce n'est pas seulement un preneur de décisions. C'est également un prestataire de services, un investisseur, un arbitre, un employeur, et souvent un gros employeur. Et si le choix des orientations politiques que fait un gouvernement est très important, il est également important qu'il les mette bien œuvre. C'est cette question que nous abordons maintenant.

L'efficacité d'un gouvernement dépend des talents qu'il peut attirer, de son pouvoir de motivation, de la vigueur des débats qu'il organise et de structures organisationnelles qu'il impose. Certains des pays à croissance rapide se sont enorgueillis d'avoir des cadres de fonctionnaires bien formés, bien payés, souvent recrutés par concours. Une élite de fonctionnaires peut revenir cher. Mais des fonctionnaires peu motivés et mal préparés, cela est d'un coût énorme.

La première chose est de recruter les personnes qu'il faut. Il faut ensuite les motiver. Sinon, ils se passionneront pour les conflits de territoires, la cuisine politique interne et leurs propres intérêts.

Le dernier vice, la corruption, doit être combattu avec vigueur et au grand jour. Quand ils décident de réagir devant des comportements répréhensibles, les dirigeants envoient des signaux forts à propos des valeurs et des limites de l'acceptable. Le signal qu'envoient clairement des réactions modérées est que si ce n'est pas bien de mal se conduire, ce n'est pas vraiment grave. Dans d'autres cas, les dirigeants font tout ce qu'ils peuvent pour désigner les coupables et leur faire honte, envoyant ainsi aux autres un message sans ambiguïté.



Un des moyens de stimuler la motivation est d'accorder des promotions et des augmentations de salaire au mérite. Mais comment évaluer le mérite d'un fonctionnaire ? Si une trop grande latitude est laissée à ses supérieurs, il seront libres de pratiquer le népotisme et de dispenser les promotions à leurs favoris. C'est un sujet de préoccupation légitime, qui explique pourquoi de nombreuses bureaucraties rejettent le principe de méritocratie et préfèrent le système rigide de l'ancienneté qui octroie les promotions en fonction des années de service. Dans un tel système, il n'y a pas place pour le favoritisme, le risque étant qu'il n'y a guère de place non plus pour l'initiative.

Une meilleure solution est de concevoir un système d'évaluation objective des performances d'un fonctionnaire, qui peut servir à confirmer, ou à contester, le jugement de ses supérieurs. Une telle grille est en cours d'élaboration. L'Inde, par exemple, a imaginé un système standard de normes de qualité pour le travail dans les bureaux identique aux normes de qualité du travail en entreprise, système mis au point par l'Organisation Internationale de Normalisation. C'est un des domaines où les fonctions publiques dans le monde pourraient probablement tirer profit des expériences tentées dans d'autres pays. Bien qu'ils aient du mal à le croire, les contribuables auraient sans doute intérêt à permettre à leurs fonctionnaires d'aller à l'occasion faire un voyage à l'étranger pour échanger des idées dans les instituts internationaux de formation et autres organismes.

La fonction publique dans son ensemble devrait également être astreinte à rendre régulièrement des comptes. À la différence d'autres professions, les bureaux ne sont pas, chaque jour, confrontés au test de la concurrence du marché. Le résultat est que l'incapacité à soutenir la concurrence n'est pas sanctionnée par la disparition d'une fonction ou d'une activité, lesquelles peuvent survivre longtemps alors qu'elles sont obsolètes.

Dans les domaines où le gouvernement est prestataire de services, il devrait être contraint d'être en concurrence avec des prestataires du secteur privé ou du secteur non marchand. De plus, il faudrait qu'il recueille les réactions des gens à qui ces services sont destinés. Si cela n'est pas possible, ou pas suffisant, les bureaux devraient être soumis à un contrôle périodique approfondi par un organisme d'évaluation indépendant.

Il faudrait que ces évaluateurs cherchent à déceler les structures qui font double emploi et que les bureaucraties accumulent avec les années, et qu'ils les suppriment.

## **La qualité du débat**

Le sort d'un pays dépend de sa capacité à mettre fin aux politiques qui sont mauvaises et à en mettre en œuvre de bonnes. Il faut identifier les fausses bonnes idées et les folies, en faire une analyse critique et les rejeter.

À en juger par ce que les membres de la Commission et d'autres dirigeants ont constaté, c'est un élément qu'il ne faudrait pas sous-estimer. Les pays qui connaissent la réussite doivent beaucoup à un environnement dans lequel toutes les idées, bonnes et mauvaises, sont soumises à évaluation et donnent lieu à des débats vigoureux.

Le processus décisionnel ne doit pas être circonscrit aux cercles gouvernementaux. Dans nombre de pays, l'éventail des participants est beaucoup plus large. Il comprend des groupes de réflexion, des universitaires, des journalistes, des commissions d'évaluation indépendantes. Dans les régimes plus autocratiques, on ne trouve pas certains de ces éléments, par exemple la presse farouchement indépendante. Cela expose ces pays aux erreurs politiques qui auraient pu être décelées et évitées.

Il y a cependant de nombreux exemples de régimes autocratiques tout à fait florissants qui ont encouragé néanmoins le débat vigoureux. Parmi les cas de croissance rapide, on trouve un certain nombre de pays qui ont été sous la domination d'un parti unique pendant une partie au moins du processus de croissance. Dans tous ces pays, les débats étaient de grande qualité même si le public et le monde extérieur n'en savaient rien. Pour conclure, il nous semble qu'il est juste de dire que la différence entre les pays qui ont réussi est plus dans la visibilité de leurs débats politiques que dans la vigueur.

## **De mauvaises idées**

Les débats contribuent à la clarification des bonnes idées en les soumettant à un examen approfondi et à une critique constructive. Mais les débats peuvent également être pollués par de mauvaises idées. Cela pose une double difficulté aux décideurs. Il leur faut d'abord identifier les mauvaises idées parce que les propositions spécieuses peuvent souvent paraître prometteuses. Il faut donc que les décideurs empêchent leur mise en œuvre. On trouvera ci-dessous, à titre d'exemples, une liste d'« idées mauvaises » qui surgissent souvent dans les débats et auxquelles il faut résister. Nous nous empressons d'ajouter que la nécessité d'éviter les formules universelles et d'adapter les solutions aux spécificités des pays impose que nos recommandations de mesures à prendre soient nuancées et que notre liste de mauvaises décisions soit elle aussi nuancée. Il y a des situations et des circonstances qui peuvent justifier le recours limité ou temporaire à certaines des politiques qui figurent dans la liste ci-dessous. Mais les faits permettent d'affirmer d'une façon irréfutable que ces solutions ont un coût élevé et que leurs objectifs déclarés, au demeurant souvent admirables, peuvent généralement être mieux atteints par d'autres moyens.

- Subventionner l'énergie sauf si c'est pour accorder des subventions très limitées destinées à des fractions très vulnérables de la population.
- Traitement du chômage en prenant appui sur la fonction publique comme « employeur de dernier recours » à ne pas confondre avec les programmes de grands travaux, tels que les programmes d'emplois ruraux qui fournissent un précieux filet de sécurité au plan social.
- Réduire les déficits budgétaires en raison de contraintes macroéconomiques de courte durée en coupant les dépenses d'investissement dans les infrastructures (ou autres dépenses publiques dont le retour social est important à long terme).
- Protéger indéfiniment de la concurrence des secteurs, des industries, des entreprises et des emplois particuliers. Lorsque le soutien est nécessaire, ce devrait être pour une période limitée, étant clairement entendu que c'est dans une perspective d'autonomie financière.
- Imposer le contrôle des prix pour juguler l'inflation, question qui serait mieux traitée par des mesures macroéconomiques.
- Interdire les exportations pendant de longues périodes pour maintenir les prix intérieurs à un bas niveau dans l'intérêt des consommateurs, mais au détriment des producteurs.
- Résister à l'urbanisation avec, comme conséquence, le sous-investissement dans les infrastructures urbaines.
- Ne pas se préoccuper des questions environnementales dans les premières phases de la croissance au motif que c'est « un luxe inabordable ».
- Mesurer les améliorations du système éducatif à l'aune des constructions d'infrastructures scolaire ou de l'augmentation des inscriptions au lieu de mettre l'accent sur les contenus et la qualité de l'enseignement.
- Sous-payer les fonctionnaires (y compris les enseignants) en comparaison de ce que le marché offre à compétences égales et en plus promotion à l'ancienneté au lieu de concevoir des méthodes fiables d'évaluation de la performance des fonctionnaires et de la récompenser.
- Mauvaise régulation du système bancaire combinée avec un excès de contrôle et d'interventions directs. Ceci est généralement un obstacle à la mise au point d'un système d'intermédiation financière efficace, dont le coût est plus élevé en termes de productivité
- Laisser le taux de change augmenter de façon excessive avant que l'économie ne soit en mesure d'opérer sa transition vers une activité industrielle de plus forte productivité

Cette liste est donnée à titre d'exemples et n'est pas exhaustive. Chaque pays aura sa propre liste de pratiques qui paraissent souhaitables, mais sont inefficaces. Un examen incessant de l'action politique devrait être un élément essentiel dans la prise de décision. Il faut redoubler de vigilance, de cette vigilance justifiée, quand il s'agit d'actions politiques comme celles énumérées ci-dessus.



## 3<sup>ème</sup> PARTIE

# Défis de la Croissance dans des Contextes Nationaux Particuliers

---

### Afrique subsaharienne<sup>30</sup>

L'Afrique subsaharienne connaît la croissance la plus rapide depuis des décennies. Le rythme des économies de la région a connu une accélération au milieu des années 90 et cette croissance a été de 6 pour cent par an ces dernières années (cf. figure 8). Les pays africains doivent cette croissance à

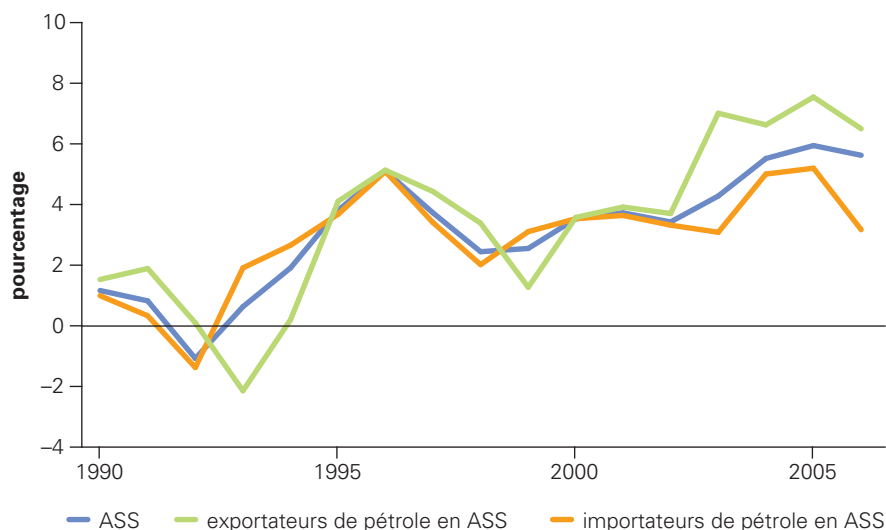
---

30. Commission pour l'Afrique, 2005. « *Our common interest* » (*Notre intérêt commun*). Rapport de la Commission pour l'Afrique. London. <http://www.commissionforafrica.org> ; Collier, P. 2007. "The Bottom Billion. Why the Poorest Countries Are Falling, and What Can be Done About It?" (Le milliard d'en bas. Pourquoi est-ce que les pays les plus pauvres échouent et que peut-on faire pour y remédier ?) New York: Oxford University Press; et actes de la Commission sur la Croissance : atelier sur les études de cas, comprenant Collier, P. 2008 « Growth Strategies for Africa » (Stratégies de croissance pour l'Afrique). Document de travail N° 9. Commission sur la croissance et le développement, Washington, DC ; Maipose, G. 2008. « Policy and Institutional Dynamics of Sustained Development in Botswana »

(Action politique et dynamique institutionnelle du développement durable au Botswana). Document de travail n° 35. Commission sur la croissance et le développement, Washington, DC ; Kikabo, T.R. 2008. Leadership, Policy Making, Quality of Economic Policies and their Inclusiveness (Leadership, élaboration des politiques, qualité des politiques économiques et de leur inclusivité) : « Le cas du Rwanda ». Document de travail N° 20. Commission sur la croissance et le développement, Washington, DC ; Iyoha, M. 2008. Leadership, Policy-making and Economic Growth in African Countries (Leadership, élaboration des politiques et croissance économique dans les pays africains): Le cas du Nigéria. Document de travail n° 17. Commission sur la Croissance et le Développement, Washington, DC ; Ndiaye, M. 2008. « Growth in Senegal: The 1995-2005 Experience » (Croissance au Sénégal : période 1995 à 2005). Document de travail N° 23. Commission sur la croissance et le développement, Washington, DC.

une meilleure politique microéconomique, à une gestion macroéconomique plus prudente et à un volume d'aides plus généreux – et à des prix plus élevés à l'exportation. Dans nombre de pays, sinon dans la plupart, une nouvelle génération de dirigeants est aux affaires. Outre qu'ils sont très attachés à la croissance, ils sont engagés dans une politique plus ouverte et plus responsable. Il y a eu également amélioration des institutions dans un certain nombre de cas. Le Botswana a une tradition de planification à long terme guidée par une vision de l'orientation future de l'économie. Plus récemment, le Rwanda a fait preuve de la même perspicacité. Le Nigeria, la Tanzanie et le Botswana ont renforcé leur système de « freins et contrepoids » et ont pris de très importantes mesures pour réduire la corruption. Le Botswana a depuis longtemps porté ses efforts sur les procédures de surveillance et d'évaluation, et le Rwanda fait maintenant de même.

**Figure 8 Taux de croissance réel en Afrique subsaharienne**



Source : Banque Mondiale

Le défi est de convertir ces circonstances favorables en un progrès durable fondé sur une croissance rapide des emplois et une économie plus diversifiée. Il s'agit d'utiliser l'envolée du prix des matières premières pour réduire la dépendance du pays à l'égard de ces matières premières.

Les taux d'investissements dans des pays comme l'Ouganda, la Tanzanie, le Mozambique et le Ghana approchent les 20 pour cent du PIB ou plus. Au cours des dix dernières années, ces pays ont élevé leur taux d'épargne et diversifié leurs exportations. Mais ailleurs, dans de nombreux autres pays en développement, l'Afrique épargne et investit encore une part trop faible de son PIB. Et dans certains cas les incitations à diversifier ont dimi-

nué alors que les prix élevés des matières premières, l'aide accrue, et un accroissement des apports de capitaux ont consolidé leurs taux de change.

Dans leur marche en avant, les dirigeants africains s'efforcent de profiter de l'occasion que leur offre la montée des prix des matières premières pour s'engager dans la voie d'une croissance durable plus forte, ce qui, comme l'ont indiqué les analyses précédentes de ce rapport, demande des stratégies facilitant l'intégration dans l'économie mondiale, la densification des gens et des activités et des mesures politiques qui encouragent les Africains à découvrir par eux-mêmes des produits qui leur permettent de se forger un avantage comparatif, y compris dans le domaine des exportations diversifiées à forte intensité de main-d'œuvre. Cela implique ensuite une intensification des efforts en matière d'infrastructures, une politique industrielle judicieuse volontariste et des orientations macroéconomiques en phase avec la nécessité de maintenir des taux de change compétitifs. Dans une perspective d'objectifs à long terme, il serait également important de mettre au point des stratégies axées sur la croissance pour une période de dix ans ou plus.

Ci-dessous plusieurs composantes de cet effort qui méritent attention.

- Avec l'aide des ressources et de la technologie extérieures, accroître la productivité et le rendement de l'agriculture.
- Investir dans les infrastructures pour soutenir la croissance de la productivité agricole et la diversification du potentiel d'exportations, comme cela a été précisé précédemment dans ce rapport.
- Avec l'aide des agences internationales pour le développement, accroître la productivité des entreprises du secteur privé. Réduire le coût de la pratique des affaires en apportant des améliorations dans la fonction publique, en rationalisant et en simplifiant les procédures administratives.
- Poursuivre les progrès significatifs en matière de scolarisation au niveau de l'enseignement primaire, améliorer la qualité et les résultats en termes de compétences et consacrer davantage de ressources à l'enseignement secondaire et postsecondaire.
- Encourager la coopération entre régions pour aménager des infrastructures qui répondent aux besoins de tous les pays, en particulier de ceux qui n'ont pas accès à la mer.
- Étant donné que de nombreux pays sont faiblement peuplés, ils sont confrontés aux problèmes des petits états décrits ultérieurement dans ce rapport. Le regroupement régional aux fins de partager les services gouvernementaux clés et une externalisation choisie peut contribuer à réduire, pour les petits états, les coûts par habitant d'une administration efficace.
- Promouvoir le développement de secteurs financiers particuliers afin que tous les gens dans toutes les sphères aient accès aux circuits de

l'épargne dans des conditions de sécurité et que les voies du crédit leur soient ouvertes. Comme dans les autres parties du monde, une meilleure codification des droits de propriété prenant appui sur des institutions juridiques facilitera l'investissement et l'activité des entreprises au niveau local, y compris notamment les opérations de vente et d'achat d'entreprises prospères en phase de hausse.

- Adopter les méthodes les plus efficaces d'exploitation des richesses naturelles est essentiel si l'on veut en recueillir les recettes et les affecter aux investissements porteurs de croissance dans les domaines de l'éducation, de la technologie et des infrastructures. Le programme de l'EITI\*\* (Initiative renforcée pour la transparence des industries extractives) récemment annoncé de la Banque mondiale, qui fait suite au cadre pour la transparence des industries extractives, a été conçu pour aider les pays à gérer les richesses qu'ils tirent de leurs ressources naturelles (cf. l'encadré 6 dans la partie consacrée aux pays riches en ressources naturelles.)
- La récente stabilité macroéconomique de l'Afrique doit beaucoup à la détermination des décideurs politiques et aux réformes des institutions. Nombre de pays africains ont maintenant des banques indépendantes. Mais à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Afrique, la cause de la mauvaise gestion a souvent été budgétaire, et non monétaire. Un exemple de ce qui se fait est le vote en 2007 au Nigeria de la Loi de Responsabilité budgétaire, qui limite le pouvoir d'action du ministre des finances pendant les cycles conjoncturels économiques.
- Au fur et à mesure que s'accroît l'investissement dans l'enseignement supérieur, il y a la possibilité d'une augmentation régulière « des échanges » dans les services, au plan intérieur et régional, et peut-être au plan international. Ceci est d'une importance particulière pour les pays qui n'ont pas accès à la mer.<sup>31</sup>
- L'enseignement supérieur et l'élévation du niveau de formation professionnelle soulèvent la question de la fuite des cerveaux. C'est un point important. Il n'y a pas de réponse simple à ce défi. Il est, à l'évidence, essentiel qu'un pays ait des emplois à offrir. Une solution possible est de conditionner l'aide financière des pouvoirs publics à la création d'emplois et de services dans le pays. Cela a déjà été fait. Aux Etats-Unis, dans les années 60 et 70, les prêts universitaires étaient bonifiés ou il en était fait grâce au bout d'un certain temps si les étudiants prenaient un service d'enseignement.

Il est clair que, à l'intérieur du continent, il y a un vaste programme d'actions politiques à entreprendre, certaines dans le cadre national, d'autres

---

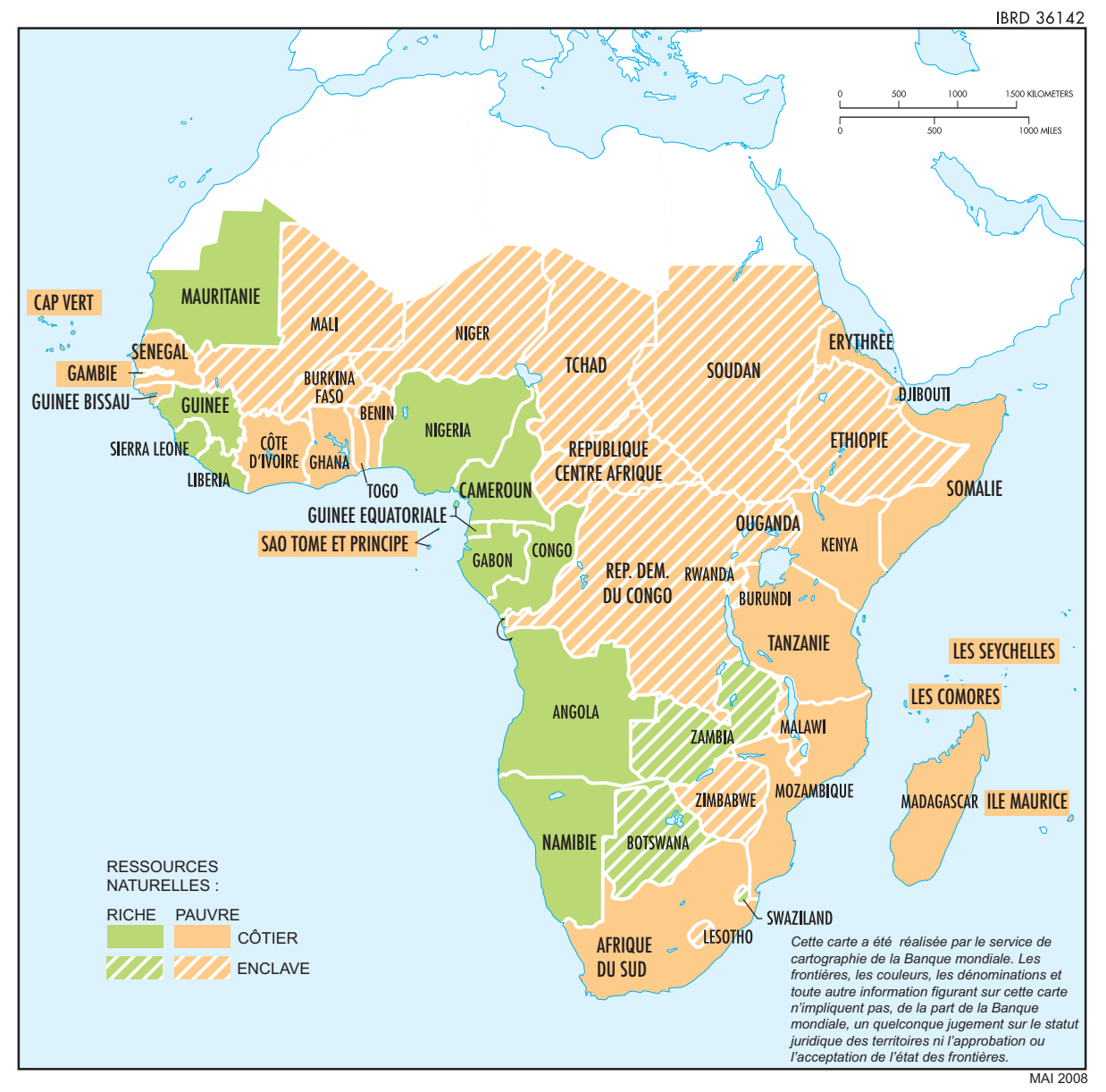
31. Bangallore, Hyderabad et Gurgaon en Inde sont bien loin d'une côte. Ils sont tributaires des infrastructures et des services des TIC, et des services urbains normaux, qui attirent une main-d'œuvre hautement qualifiée.



#### Encadré 4 Géographie de l'Afrique subsaharienne

L'histoire coloniale a laissé à l'Afrique une géographie politique peu commune. Bien qu'il y ait de grandes différences parmi les 48 pays de la région, on peut les regrouper en trois grandes catégories plus ou moins bien définies: les pays côtiers, les pays sans accès à la mer et les pays richement dotés en ressources naturelles. Les pays côtiers de l'Afrique peuvent expédier les marchandises directement sur les marchés mondiaux. En

revanche, les pays enclavés ne peuvent pas s'intégrer facilement dans l'économie mondiale sans l'aide de leurs voisins. Quant aux pays de la troisième catégorie, qu'ils soient situés ou non le long des côtes, ce qu'ils produisent a assez de valeur pour justifier le coût du transport même sur de longues distances et vers de multiples frontières.

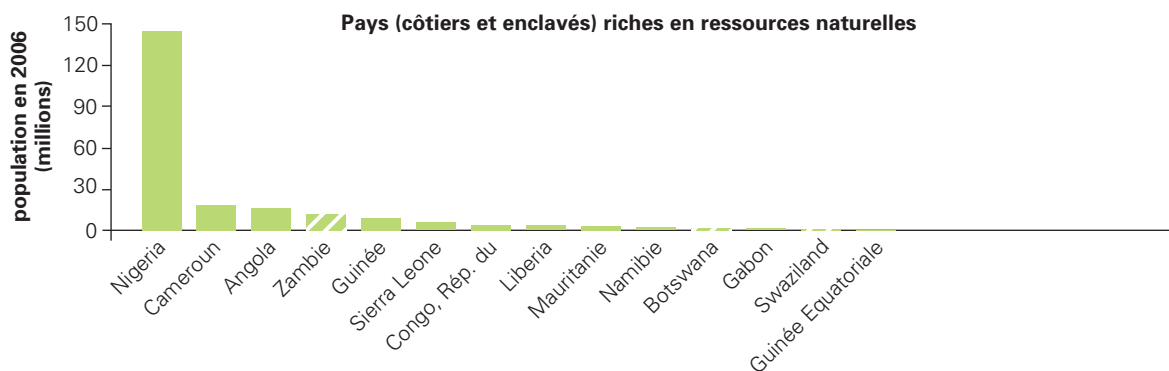
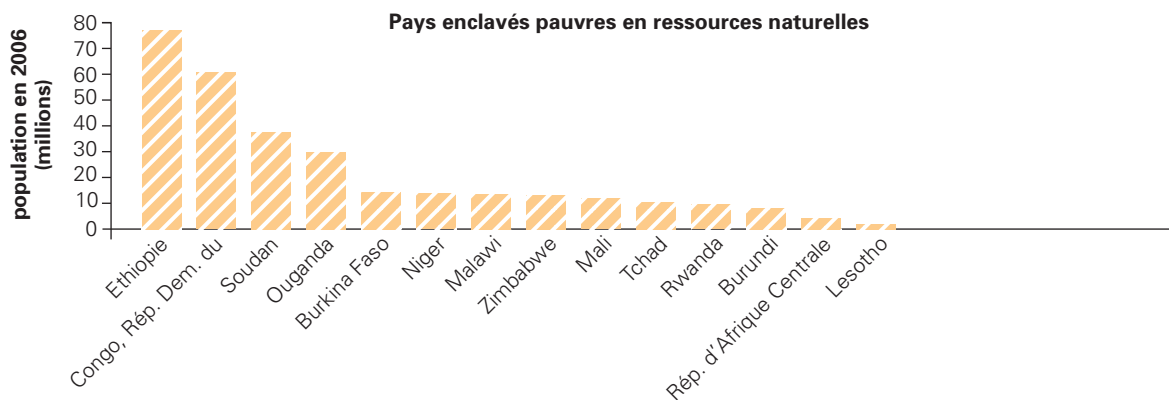
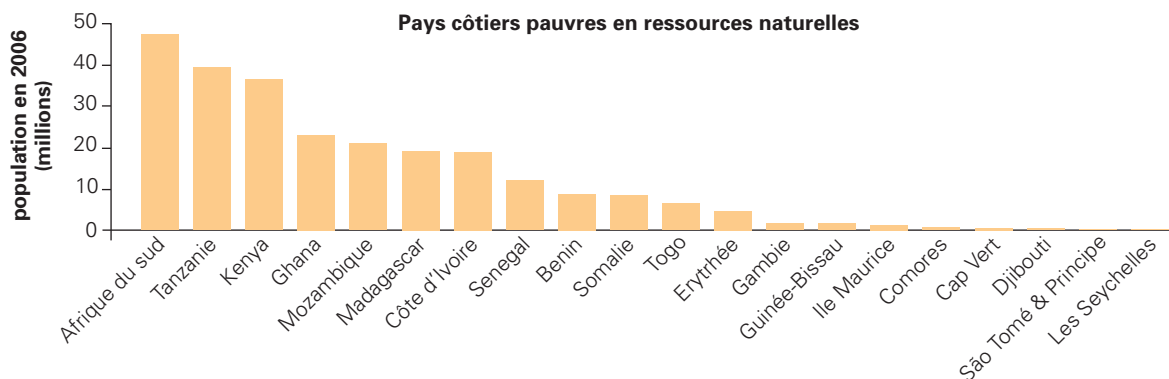


La population de l'Afrique est répartie à peu près également entre ces trois groupes : un tiers, un tiers, un tiers. C'est l'une des caractéristiques les plus marquantes de l'Afrique. En dehors de cette région, 88% des pays en développement ont accès à la mer (mais ils n'ont pas d'autres ressources naturelles). En Afrique, il n'y a qu'un tiers à avoir cet accès. Hors Afrique, il n'y a que 1 pour cent des pays enclavés à ne pas avoir de ressources naturelles. En Afrique, il y en a un bon tiers. Cette configuration résulte du découpage des frontières de l'époque coloniale. Dans les autres parties du monde, les endroits qui sont sans accès à la mer et qui

sont pauvres en ressources naturelles ne sont pas devenus des pays, contrairement à ce qui s'est produit en Afrique. Cette région ne peut pas revenir sur ce legs de l'histoire, elle ne peut qu'essayer de s'en accommoder.

Source : Paul Collier et Stephen A. O'Connell, « Opportunities and Choices » (Opportunités et choix). Préparé pour le projet Explaining African Economic Growth (Comment expliquer la croissance économique de l'Afrique) dans l'ouvrage de synthèse de l'AERC (African Economic Research Consortium).

Note : Dans leur article, Collier et O'Connell classent le Soudan et la République démocratique du Congo dans la catégorie des pays enclavés en se fondant sur le fait que la très grande majorité des populations de ces deux pays ont un accès limité à la mer.



sur une base multinationale au sein même du continent. Cela prendra du temps. La persévérance, l'engagement et la détermination des dirigeants feront la différence. Cela n'arrivera pas forcément du jour au lendemain. Les progrès sur ces fronts permettront d'accélérer l'émergence d'une croissance de type solidaire dans les prochaines décennies.

Les décideurs politiques africains ont passé plusieurs années à se préoccuper de la dette, des déficits et de l'inflation. Ayant gagné le combat pour la stabilité macroéconomique, ils peuvent maintenant se permettre de penser à la croissance sur le long terme. Au cours des deux dernières années, par exemple, l'Afrique du Sud a invité des économistes à visiter le pays pour aider les autorités à repenser leur stratégie de croissance. Des efforts identiques sont en cours dans d'autres pays, dont le Rwanda, le Ghana, l'Ouganda et Madagascar. Cela est important.

Il faudra du temps pour que se mettent en place les soubassements de la croissance durable. Mais la région a maintenant la chance d'avoir un groupe de dirigeants qui reconnaissent l'importance d'un climat de stabilité pour l'investissement privé et d'une administration intègre et soucieuse de n'exclure personne. Chacun d'entre eux a maintenant le sentiment d'avoir le destin de son pays entre les mains et il en éprouve un sens accru de ses responsabilités.

Les pays africains ont beaucoup à faire par eux-mêmes. Quelle sorte de soutien peuvent leur apporter les pays développés, les autres pays en développement, les donateurs et les institutions internationales pour le développement ?

- Accorder des préférences commerciales limitées dans le temps aux exportations de produits manufacturés des pays africains pour les aider à surmonter le handicap d'arriver tard sur le marché. S'ils réussissent, ces préférences ne coûteront pas cher aux pays industrialisés. Si ce n'est pas le cas, les coûts seront minimes (cf. encadré 5).
- Accentuer l'aide aux pays qui sortent d'un conflit. Dans le cadre de stratégies actuelles, les forces du maintien de la paix restent jusqu'à la tenue d'élections, puis quittent rapidement le pays après, vraisemblablement parce les élections légitiment le nouveau gouvernement. Dans le cas de la République démocratique du Congo, les élections ont eu lieu le 29 octobre, 2006 et le retrait de forces internationales du maintien de la paix était prévu pour le 30 octobre. Cependant, les faits montrent que le risque de conflit augmente après les élections au lieu de diminuer. Dans les pays fragiles, les forces de maintien de l'ordre devraient se fonder sur des analyses prévisionnelles plus réalistes.
- Il faut que les pays industrialisés qui bénéficient de la fuite des cerveaux d'Afrique paient au moins une partie des investissements que réalisent les gouvernements africains. Cela pourrait prendre la forme d'un financement du développement de l'enseignement postsecondaire.

### Encadré 5 : Préférences commerciales pour l'Afrique

Est-ce que les préférences commerciales font une différence tangible pour l'Afrique ? Cela a déjà été le cas. En octobre 2000, l'Amérique a ouvert ses marchés à 37 pays de l'Afrique subsaharienne en vertu de l'Africa Growth Opportunity Act (AGA). L'accès hors taxe que cette loi permet a, selon certaines estimations, augmenté de 7 à 10 fois les exportations de textiles vers l'Amérique. Au Lesotho, par exemple, l'industrie du vêtement représente près de 90% des recettes des exportations du pays.

Cette loi a, cependant, moins avantage d'autres pro-

duits manufacturés qui ne bénéficient pas des mêmes règles d'origine libérales qui s'appliquent aux textiles. Ces règles déterminent si un produit fabriqué dans un pays avec des éléments venant d'un autre pays peut ou non être dispensé de taxe.

Ce qu'il faut à l'Afrique, c'est une politique qui assure à tous les pays africains (et pas seulement aux plus pauvres) un accès préférentiel aux pays de l'OCDE, sans les contraintes des règles d'origine, pendant une période de 10 à 15 ans

- Repenser les modes d'attribution de l'aide à l'Afrique. Au cours des dernières décennies, l'Afrique a reçu sous diverses formes un volume d'aide important. Une bonne partie de ce soutien a eu des effets bénéfiques et a aidé l'Afrique à améliorer le secteur de la santé et de l'éducation. Mais cette aide ne reflète pas toujours les bonnes priorités des pays qui sont censés en être les bénéficiaires. Les infrastructures et l'enseignement supérieur sont parmi les domaines négligés. Certains craignent également que des volumes importants d'aide ne sapent la compétitivité des exportations africaines soit en faisant monter le taux de change soit en provoquant localement une surenchère sur les salaires et les prix. Il est difficile de dire si ces craintes sont fondées, tout comme il est difficile de les écarter. Certains soutiennent que si l'aide augmente la productivité de l'économie, cela compensera les éventuels effets préjudiciables au taux de change. Mais il faudrait que cet accroissement compensateur de la productivité soit important et rapide. Les avis divergent quant à la meilleure façon de régler ce problème. Mais cela n'est pas une excuse pour que les donateurs réduisent leur volume d'aide. Le gouvernement d'un pays pauvre peut tout à fait prendre en considération la compétitivité de son secteur d'exportations quand il décide de l'ampleur de l'aide à accepter. Mais cela ne devrait pas déterminer l'ampleur de l'aide offerte.

### Les petits États

Il y a, dans le monde, plus de 50 petits États : chacun compte une population de moins de 2 millions et leur population totale n'atteint pas 20 millions. Chaque cas est en soi intéressant. Mais cela met également en lumière le rôle de la taille dans une stratégie de croissance et le potentiel de l'intégration économique pour constituer un bloc économique plus large à partir d'unités politiques discontinues.

Les petits États sont exposés au moins à trois inconvénients caractéristiques. L'un est l'absence d'économies d'échelle à la fois dans la production des biens et dans la prestation des services publics. Le second a trait aux risques : de nombreux petits États sont situés dans des régions vulnérables aux ouragans, aux cyclones, aux sécheresses et aux éruptions volcaniques. Leurs économies sont également moins diversifiées que celles des États plus grands. Certains, mais pas tous, sont géographiquement éloignés, troisième désavantage qui rend pour eux l'intégration dans l'économie mondiale plus difficile.

Mais les petits États n'ont pas des revenus moyens inférieurs à ceux des autres pays, ni une croissance plus lente. En fait, ils bénéficient de certains avantages compensateurs. Il est plus facile d'y assurer les contrôles et d'y apprécier les situations, ce qui permet aux décideurs politiques de faire davantage confiance au bon sens et au jugement. Ils n'ont guère d'autre choix que de se tourner vers l'extérieur. Dans les petits États, le ratio du commerce au PIB est plus élevé que dans les autres groupes. Singapour, par exemple, n'a connu une croissance tirée par l'exportation qu'après la rupture, en 1965, de sa brève union avec la Malaisie.

Singapour (qui compte maintenant plus de 2 millions d'habitants) est la preuve que la petitesse n'est pas un handicap déterminant en économie, en particulier si le pays bénéficie de la proximité des marchés mondiaux et d'une situation géographique privilégiée. L'expansion du commerce mondial a comme conséquence qu'un grand marché intérieur est moins vital pour le développement. Cela peut expliquer pourquoi le nombre de pays indépendants a augmenté rapidement au cours des six dernières décennies.

Dans les années récentes, l'environnement extérieur est devenu à la fois plus et moins hospitalier pour les petits pays. Une nouvelle gamme de services est devenue négociable grâce aux progrès des technologies de l'information et de la communication (TIC), comme le montre l'augmentation des délocalisations et de l'externalisation. Cela crée de nouvelles opportunités que devraient saisir les petits pays qui comptent énormément sur le commerce. D'un autre côté, de nombreux petits États souffrent de « l'érosion des préférences ». Ils jouissent de l'accès préférentiel aux marchés des pays développés, mais ces privilèges perdent de leur valeur au fur et à mesure que les tarifs douaniers baissent de façon systématique. Une régulation plus stricte des centres financiers en régime d'extraterritorialité a également réduit la liberté d'action de certains petits États.

Il est à noter que la plupart des petits États sont de très « jeunes » États. Plus de la moitié d'entre eux ont été créés après 1975. L'indépendance a signifié que les services publics, comme la sécurité, la justice et la régulation de l'activité économique n'étaient plus issus des puissances coloniales, mais devaient être localement l'œuvre des institutions nationales. Mais fournir

ces biens coûte cher aux petits États chaque fois qu'il est impossible de fragmenter la production.

Le système financier en fournit un exemple. Lorsque les empires se sont fragmentés, les transactions financières qui étaient jusqu'alors du ressort d'un seul système bancaire durent s'effectuer en différentes monnaies, sous des régimes de contrôle différents, etc. Malheureusement, le coût du contrôle bancaire est probablement le même pour un pays de 400 000 habitants que pour un pays de 4 millions. (C'est certainement plus d'un dixième du montant).

*«Le pays d'où je suis, Ste Lucie, compte 160 000 habitants. Le coût par habitant de la gestion des affaires du pays est élevé, les marchés sont très petits, et le coût de la production est très élevé. Et puis, tous les ans, nous avons la saison des ouragans, qui peut détruire le PIB du pays. Dans certaines régions, cela peut également provoquer une forte hausse de l'endettement. Leurs infrastructures sont détruites avant qu'elles n'aient pu rembourser, et donc elles empruntent à nouveau. Les infrastructures sont détruites une seconde, et quelquefois une troisième fois».*

*- Sir K. Dwight Venner*

En réaction, les petits États ont fait preuve de beaucoup d'ingéniosité. Ils ont uni leurs efforts et externalisé les services publics. La région de l'Afrique centrale et de l'Afrique occidentale s'appuie sur un système bancaire central multinational, comme le fait la Caraïbe orientale, qui a également une seule autorité dans le domaine des télécommunications. Sa Cour suprême est un exemple particulièrement intéressant. C'est une cour supérieure d'archives de neuf membres qui appartiennent à six États indépendants, à savoir : Antigua-et-Barbuda, Dominique, la Grenade, St-Kitt's-et-Nevis, Sainte Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, trois territoires britanniques d'outre-mer : Anguilla, les Îles Vierges britanniques et Montserrat. Elle met en commun ses services, et elle externalise les appels au Conseil privé du souverain (the Privy Council) à Londres.

Dans chacun de ces trois cas, les petits États ont sacrifié une partie de leur souveraineté politique en échange de services d'une meilleure qualité. Les règles qui régissent ces arrangements n'ont pas été faciles à établir. Il fallait maintenir la stabilité politique et conserver un haut niveau technique. Il y a unanimité pour reconnaître que c'est une réussite.

En revanche, Australia Aid (le programme d'aide australien) concerne une douzaine de micro-États du Pacifique, que se sont dotés d'institutions propres à un grand pays : représentation à l'ONU, ambassades à l'étranger, banques centrales, etc. En l'occurrence, cette souveraineté non partagée est une solution qui coûte cher. Mieux vaudrait une structure d'autonomie en association avec l'Australie ou la Nouvelle Zélande. Un exemple possible est Porto Rico, un commonwealth autonome en association avec les États-Unis.<sup>32</sup>

En somme, les petits États devraient chercher à mutualiser leurs marchés par le biais de l'intégration économique régionale et à répartir la charge des services publics par le biais d'une union politique partielle. Une bonne gestion des affaires publiques est le soubassement sur lequel reposent la coopération régionale et l'intégration multinationale.

32. Pour un descriptif de la répartition des fonctions, voir <http://welcome.topuertorico.org/government>.

Il est plus difficile de régler la question du risque. En principe, le système financier international a été créé pour résoudre ce problème. Un État pourrait détenir un portefeuille diversifié d'actifs financiers même si son économie n'est pas diversifiée. Mais en pratique, les petits États sont plus souvent grevés par un passif extérieur que protégés par un coussin d'avoirs à l'étranger. Le secteur financier mondial et les institutions financières internationales devraient pouvoir créer des instruments présentant un intérêt pour eux. Par exemple, les États des Caraïbes, avec l'aide de donateurs, ont créé une caisse d'assurance pour les membres frappés par des ouragans ou de tremblements de terre. Leur masse de réserve est réinvestie sur les marchés financiers internationaux.

Dernier point, être d'une petite taille se traduit par une voix relativement faible dans les négociations commerciales internationales. Il faut que l'OMC, d'autres organisations internationales et les pays développés fassent l'effort particulier de prendre en compte les besoins et les intérêts spécifiques des petits États. Même si leur économie n'est pas d'un poids extraordinaire, ces États sont moralement et stratégiquement importants.

## **Pays riches en ressources naturelles**

Grâce à la demande en plein essor des produits de base, du minerai de fer aux graines de soja, les pays qui ont le bonheur de posséder des ressources naturelles se développent rapidement. Mais la brusque hausse du prix des matières premières peut rendre plus difficile la diversification d'une économie, plus difficile la création d'un espace pour les activités exportatrices qui ne s'appuient pas sur le patrimoine de la nature. Les devises que ces exportateurs font rentrer comptent moins dans une économie qui regorge de pétrodollars ou de recettes des gisements miniers. Comme le produit de la vente des matières premières et des denrées pénètre dans l'économie du pays, les salaires et les rentes augmentent, ce qui accroît les difficultés que les autres secteurs exportateurs rencontrent pour être compétitifs sur les marchés étrangers.

Ce problème du « syndrome hollandais », selon la formule des économistes, n'est pas insurmontable. Posséder des ressources naturelles n'a pas empêché plusieurs pays—le Botswana, le Brésil, Oman, l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande – de figurer sur notre liste des 13 réussites. Au Botswana la croissance a débuté avant la découverte des diamants et a continué après. De nombreux pays à revenu intermédiaire et de nombreux pays développés ont accueilli tout à fait normalement la prospérité due aux ressources naturelles. Le problème, ce ne sont pas les ressources elles-mêmes, mais ce qu'on fait de ce qu'elles rapportent (des « rentes »).



C'est une affaire que les gouvernements ne gèrent pas toujours bien. En premier lieu, ils négligent parfois de réclamer la part qui leur revient de droit en vendant les droits d'extraction à trop bon marché ou en imposant trop peu les recettes. Comme l'a fait remarquer Paul Collier de l'université d'Oxford, la République démocratique du Congo n'a perçu que 86 000 dollars de royalties sur les ressources minières en 2006. Ce sont des faits de cet ordre que l'EITI (l'Initiative pour la transparence dans les industries d'extraction) (cf. encadré 6) cherche à combattre.

En second lieu, l'argent qui se concrétise effectivement est parfois volé ou gaspillé. Il est souvent encaissé et dépensé en secret, ce qui ne permet guère de savoir comment il est utilisé. Les rentes des ressources minières peuvent desserrer les contraintes qui pèsent sur la croissance et le développement dans la mesure où elles constituent une source toute trouvée de devises étrangères pour un pays qui, autrement, pourrait en manquer. Mais elles peuvent également dénaturer la politique d'un pays. Il arrive que les dirigeants politiques se battent pour le pouvoir, non pas pour servir le pays, mais pour mettre la main sur les recettes des ressources naturelles, qu'ils peuvent ensuite utiliser pour acheter des voix et rester au pouvoir. Dans des cas extrêmes, le fait de pouvoir disposer des rentes peut provoquer un violent affrontement sur la façon de les dépenser.

Même si un gouvernement est vraiment animé des meilleures intentions, il n'est pas facile de savoir comment utiliser cet argent pour élever la croissance. Par exemple, il n'est pas simple de décider comment répartir les recettes dans la durée, quelle part dépenser et quelle part investir pour l'avenir. Si les gouvernements placent cet argent en investissements publics, il faut qu'ils choisissent les bons projets générateurs de la meilleure rentabilité sociale. Ils ne sont pas toujours capables de le faire, surtout dans les premières phases du développement.

Comment, dans ces conditions, est-ce que les gouvernements devraient procéder ? Nous décrivons brièvement ci-dessous les éléments clés d'une bonne stratégie, qui, tous, réclament que les gouvernements et les firmes restent ouverts et transparents, que les sommes versées et dépensées soient révélées afin que la nation sache où va son argent.

En premier lieu, il faut que les gouvernements décident comment attribuer les droits d'exploration et d'exploitation de leurs champs pétrolifères, de leurs gisements miniers, etc. Il leur faut également décider comment imposer les gains des concessionnaires. Ces deux décisions conjointes déterminent le flux des rentes destinées au gouvernement et comment elles s'adaptent aux variations des prix mondiaux. Il y a maintenant toute une accumulation de connaissances en matière de conception des enchères et de méthodes d'imposition dans laquelle il est possible de puiser. Cette expertise devrait aider les gouvernements à conclure des marchés plus avan-

### Encadré 6 : L'initiative pour la Transparence des Industries d'extraction

Il faut une technologie de prospection des plus sophistiquées pour découvrir de nouveaux gisements enfouis sous la surface de la terre. Trop souvent, suivre la trace des revenus du pétrole est également difficile. L'Initiative pour la Transparence des Industries d'extraction (EITI), lancée en 2002, a pour objectif de mettre au grand jour l'argent que les gouvernements perçoivent du pétrole, du gaz et des ressources minières ([www.ei-transparency.org](http://www.ei-transparency.org)).

Pour se conformer aux normes de l'Initiative, les sociétés doivent déclarer les sommes qu'elles versent aux gouvernements en royalties pour les droits d'extractions du pétrole, du gaz et des ressources minières. Du même coup, les gouvernements qui ont adhéré à l'Initiative doivent révéler les revenus qu'ils perçoivent de leurs ressources naturelles. Un gros écart entre les deux chiffres serait un indice de malversation. En outre, en faisant apparaître cet argent au grand jour, l'Initiative permet aux observateurs de suivre plus facilement l'usage qui en sera fait par la suite.

L'Initiative présente un caractère original en ce sens qu'elle est dirigée par une large coalition qui comprend des gouvernements, des sociétés, des associations professionnelles, des investisseurs, la Banque mondiale et des Organisations Non Gouvernementales comme Transparency International et Global Witness.

L'Initiative repose sur la base du volontariat, mais il est néanmoins difficile de ne pas en tenir compte. Le format du rapport qu'elle publie sert utilement de repère et de point de ralliement pour les campagnes publiques et la pression internationale. Les gouvernements et les sociétés qui se conforment à ses normes recueillent l'adhésion du public, ceux qui refusent risquent l'opprobre. Le résultat est que 22 pays appliquent maintenant les principes de l'Initiative.

La Banque mondiale a récemment annoncé une extension du cadre : EITI++. Ce sont les mêmes objectifs de transparence qui sont poursuivis, mais d'un bout à l'autre de la chaîne logistique, depuis l'attribution initiale des droits d'extraction jusqu'à l'utilisation finale des recettes. Ce dispositif pourrait, par exemple, aider les gouvernements à organiser les enchères, surveiller la perception des revenus et se protéger contre la volatilité des prix. Il pourrait également donner aux gouvernements de grandes lignes directrices sur la part de leurs revenus qu'ils peuvent dépenser et sur la part qu'il faut économiser.

Ce nouveau dispositif est beaucoup plus ambitieux que l'EITI originelle et sa réussite sera assurée à condition également qu'il réunisse une large coalition de partenaires et de soutiens. Mais étant donné l'extraordinaire flambée des revenus provenant des matières premières, les enjeux sont considérables.

tageux à l'avenir. Et le passé, alors ? Dans les cas où l'attribution des droits d'exploitation comporterait des failles, les gouvernements devraient renégocier la concession afin de rétablir un juste équilibre entre les profits privés et les revenus publics.

La question suivante a trait à la destination des rentes. Il y a abondance de solutions. L'argent peut être dépensé ou investi dans le pays, par le secteur privé ou public. Ou bien, il peut être déposé à l'étranger sur des comptes, en obligations ou sous d'autres formes d'instruments financiers. Ces choix détermineront comment cet argent sera distribué de génération en génération. Les calculs peuvent devenir assez compliqués et il faut un cadre simplifié pour guider les bons choix. Étant donné l'importance des investissements pour la croissance et le fait qu'ils subissent souvent la pression d'autres contraintes budgétaires, notre proposition est qu'ils soient prioritaires pour l'utilisation de ces ressources. Bien que la situation finan-

cière et les choix d'investissement qu'ils font varient d'un pays à l'autre, ceux-ci devraient se fixer comme objectif une fourchette d'investissements de 5 à 7 pour cent du PIB—ou plus si leurs besoins en éducation et en infrastructures sont grands.

Les sommes en jeu sont importantes. Pour tirer le meilleur parti de cet argent, il faut que les gouvernements choisissent les bons projets d'investissements pour de bonnes raisons. Ils peuvent avoir besoin de l'aide internationale pour passer des marchés publics, qui sont souvent source de gaspillage et de corruption. Certains soutiennent également qu'il faudrait que ces projets soient planifiés, mis en œuvre et suivis par plusieurs administrations différentes. Lorsque ces fonctions sont concentrées dans le même ministère, le bien-fondé de ses projets favoris n'est pas mis en cause et on glisse sur les erreurs.

Si les investissements n'épuisent pas les rentes provenant des ressources naturelles, le reste devrait alimenter une caisse d'épargne. Cette caisse devrait être gérée par des professionnels de l'épargne expérimentés opérant dans le cadre de paramètres bien définis relatifs au risque, à la rentabilité et à la diversification. Ils devraient répartir l'argent entre avoirs extérieurs et avoirs intérieurs selon ce qui sert le mieux les objectifs de leurs investissements. Toutefois la capacité de l'économie intérieure à absorber ces investissements sera limitée. Dans ces cas-là, une fraction non négligeable du supplément de rentes devrait être investie à l'extérieur.

Il faut que cette caisse soit à l'abri des forces politiques. Il y a deux raisons à cela. En premier lieu, c'est la seule façon de s'assurer que les décisions seront prises avec en perspective le rendement corrigé des risques. Sinon, de puissants groupes d'intérêt détourneront les investissements à des fins personnelles. En second lieu, les fonds souverains provoquent un malaise grandissant. Si une caisse a des objectifs politiques qui renchérissent sur ses objectifs commerciaux, sa possibilité d'accéder dans l'avenir aux marchés financiers mondiaux risque d'être limitée.

La caisse ne devrait pas thésauriser la totalité de ses richesses. Chaque année, elle devrait en dépenser un pourcentage au profit des gens, à l'instar des dotations à but non lucratif. Elle peut verser l'argent aux gens directement, ou indirectement par le biais de réductions d'impôts. Ces versements varieront d'un pays à l'autre mais, dans tous les pays, cela servira les objectifs d'équité et d'inclusion sociale.

## **Pays à revenu intermédiaire**

Des 13 pays à croissance forte, six sont finalement parvenus aux niveaux de revenu des pays avancés. Mais cela n'est pas fréquent. Dans tout un groupe de pays, dont nombre en Amérique latine, la croissance a nettement

ralenti une fois parvenue au niveau des revenus intermédiaires Les raisons en sont complexes. Cette seconde étape de la croissance, de revenu intermédiaire à revenu à haut revenu, est plutôt moins bien comprise, et certainement moins étudiée que la première étape.

Que l'accent soit mis sur les pays plus pauvres est tout à fait compréhensible. Mais dans le cas des revenus intermédiaires, les transitions méritent plus d'attention que cela n'a été le cas jusqu'à présent. Ces pays sont très peuplés et la pauvreté y est parfois grande. Dans nombre d'entre eux, l'inégalité demeure élevée. Dans un pays qui a perdu son rythme de croissance il y a des tensions politiques. Lorsqu'il n'y a plus de croissance, les sociétés inégalitaires se font prendre au piège des jeux à somme nulle.

Personne n'est capable de déceler les raisons pour lesquelles certains pays perdent leur rythme de croissance, et d'autres pas. Mais il y a des configurations communes entre pays qui sont significatives. Lorsqu'un pays passe du revenu intermédiaire au revenu élevé, il s'engage dans des activités à plus forte intensité capitalistique et plus exigeantes en matière de qualifications. Le secteur des services prend de l'ampleur. Avec son développement et l'accroissement de ses richesses, l'économie du pays devient un moteur plus important de la croissance.

L'offre de main-d'œuvre dans les pays à revenu intermédiaire, qui semblait jusqu'alors extensible à l'infini, ne l'est plus. Comme l'excédent de main-d'œuvre disparaît, le coût d'opportunité d'employer un ouvrier dans un secteur plutôt que dans un autre s'élève. Les entreprises se disputent la main-d'œuvre et les salaires augmentent. Ces augmentations de salaires ralentissent la croissance dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre. En fait, ces activités exportatrices qui, autrefois, stimulaient la croissance, sont en perte de vitesse et finalement disparaissent.

Les pénuries de main-d'œuvre hautement qualifiée se font sentir. Le résultat est que l'action politique s'oriente vers la promotion du capital humain et de la technologie. Le rôle des décideurs politiques doit également changer. Quand un pays est loin derrière les économies de tête, dit Philippe Aghion, éminent théoricien de la croissance à l'université de Harvard, « ce que vous avez à faire est très clair si vous voulez que les choses marchent comme une armée. » Mais quand une économie rattrape les économies de tête, il devient moins évident de savoir ce qu'elle devrait faire et où se situe sa prospérité. Il faut faire davantage confiance aux paris des investisseurs privés et au jugement collectif du marché.

Les différents stades ne sont pas d'une durée nettement définie. Dans un pays comme la Chine, les secteurs très demandeurs de main-d'œuvre qualifiée, qui commencent à s'imposer, coexistent, en un sens, avec les secteurs gros consommateurs de main-d'œuvre, qui continuent activement à absorber les millions d'ouvriers agricoles du pays. Pour répondre à la demande croissante de capital humain, les responsables politiques

de la Chine sont fortement déterminés à développer l'enseignement supérieur et la recherche.

La première des priorités pour les décideurs est d'anticiper cette transition et ce que cela leur impose. De nombreux gouvernements ont créé une structure chargée du Plan, dont la mission est de suivre l'évolution de l'économie et d'anticiper les mesures à prendre et les dépenses à prévoir pour la soutenir. La Corée, par exemple, a changé ses orientations et ses investissements publics dans les années 80 et 90 pour aider l'économie à passer de l'industrie de transformation, grosse consommatrice de main-d'œuvre, à une économie davantage fondée sur le savoir et à plus forte intensité capitalistique. Elle a ouvert la porte à l'investissement direct étranger, privatisé l'industrie sidérurgique nationale, rejoint l'OCDE et a suivi de près les délocalisations de l'industrie de transformation, grosse consommatrice de main-d'œuvre.<sup>33</sup>

La seconde priorité – et ce n'est pas une affaire facile – est de renoncer à certaines des politiques précédentes, même à celles qui ont réussi. Pour être précis, il arrive que soient conservées trop longtemps des zones d'exportations particulières, une politique de change conduite sans souplesse et d'autres activités. Les problèmes pour lesquels ces politiques avaient été mises en oeuvre disparaissant avec le temps, elles ne sont donc plus nécessaires. S'opposer à ces évolutions retardera les changements structurels de l'économie. Cela empêchera d'investir dans les nouvelles activités d'exportation et dans celles qui servent le marché intérieur.

Pour répondre à l'évolution de la conjoncture économique à l'intérieur et à l'étranger, Singapour, par exemple, a permis à l'industrie de transformation, grosse consommatrice de main-d'œuvre, d'émigrer ailleurs dans la région, où la main-d'œuvre est meilleur marché. Cet État a même mis sur pied des zones économiques spéciales en Chine et en Inde, qui ont accueilli certaines des industries qui s'apprêtaient à quitter le pays. Cela a permis à Singapour de concentrer ses ressources sur des activités compatibles avec une économie de rareté de main-d'œuvre.<sup>34</sup>

S'il arrive qu'on s'en tienne trop longtemps à une stratégie qui dépend d'une main-d'œuvre considérable, il peut également arriver qu'elle soit abandonnée trop vite comme moteur de la croissance. Les pays devraient attendre que soit absorbé l'excédent de main-d'œuvre et que la réserve de capital humain ait atteint un niveau qui permette l'émergence de secteurs de plus forte valeur ajoutée. Un changement d'orientation prématuré peut avoir pour effet de bloquer la main-d'œuvre non qualifiée dans les secteurs traditionnels ou dans ceux de l'économie informelle.

---

33. Les usines Nike, par exemple, se sont délocalisées dans des endroits moins chers tout en ayant toujours à leur tête les mêmes propriétaires et les mêmes dirigeants coréens.

34. Pour une analyse éclairante de la période de transition, se reporter à Ying, Tan Yin, et autres. 2007. « Perspectives on Growth : A Political Economy Framework (The case of Singapour). » (Perspectives sur la croissance: un cadre d'économie politique (le cas de Singapour). Étude de cas, Commission sur la Croissance et le Développement.



## 4<sup>eme</sup> PARTIE

# Nouvelles tendances Mondiales

---

Cette quatrième et dernière partie du rapport traite des nouvelles tendances mondiales, ces aspects du paysage économique que les hommes politiques des pays en voie de développement ne peuvent espérer maîtriser seuls parce qu'ils résultent, au niveau mondial, du comportement de nombreux pays. Ces tendances sont aussi des évolutions assez récentes auxquelles les 13 pays qui ont réussi n'ont pas été confrontés, la première étant la menace que la croissance économique fait peser sur le climat mondial... et la menace que ce climat fait peser sur la croissance.

### **Le réchauffement de la planète**

Imaginons que le monde en voie de développement suive l'exemple de la Chine, de l'Indonésie et des 11 autres pays qui ont réussi et qu'il s'industrialise rapidement dans les 20 années à venir avec un taux de croissance annuel d'environ 7%. Ce serait un succès triomphal, mais relatif, qui aurait des implications inquiétantes : une expansion industrielle aussi rapide rejeterait de dangereuses quantités d'oxyde de carbone dans une atmosphère déjà polluée par des concentrations malsaines de gaz à effet de serre.

### Le défi quantitatif

D'après les calculs du Panel intergouvernemental sur le changement climatique (PICC), il serait dangereux de dépasser un niveau mondial d'émissions de CO<sub>2</sub> de 14,5 gigatonnes par an, c'est-à-dire 2,25 tonnes par personne et par an. On trouvera les chiffres de ces émissions pour les principaux pays industrialisés dans le tableau 2, établi dans le Rapport des Nations Unies sur le Développement Humain (2007).

**Tableau 2 Si les empreintes carbone mondiales étaient toutes aux niveaux de l'OCDE il nous faudrait plus d'une planète<sup>a</sup>**

	émissions de CO <sub>2</sub> par habitant (t CO <sub>2</sub> ) 2004	équivalent émissions mondiales de CO (GT CO <sub>2</sub> )2004 <sup>b</sup>	équivalent nombre budgets carbonés durables <sup>c</sup>
Monde <sup>d</sup>	4,5	29	2
Australie	16,2	104	7
Canada	20,0	129	9
France	6,0	39	3
Allemagne	9,8	63	4
Italie	7,8	50	3
Japon	9,9	63	4
Pays-Bas	8,7	56	4
Royaume Uni	9,8	63	4
Etats-Unis	20,6	132	9

Source : Rapport sur le développement humain 2007, PDNU, calculs basés sur le tableau d'indicateurs 24

*a mesuré en budgets carbone durable*

*b fait référence aux émissions de l'ensemble de la planète si dans chaque pays les émissions par habitant étaient au même niveau que celles du pays en question*

*c basé sur une configuration d'émissions durable de 14,5 Gt de CO<sub>2</sub> par an*

*d empreinte carbone mondiale actuelle*

Il est clair que les pays industrialisés ont atteint de tels niveaux d'émission de CO<sub>2</sub> que, si les pays en développement faisaient de même, on dépasserait largement les limites acceptables. Les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> atteignent, à l'heure actuelle, un taux deux fois plus élevé que le taux acceptable, ce qui signifie que, si l'on continue à produire du CO<sub>2</sub> au même taux, le stock dans l'atmosphère dépassera la limite dangereuse dans les 40 prochaines années. Le diagramme 9 donne les chiffres pour un certain nombre de pays, y compris des pays émergents.

Si les pays en développement restaient en croissance zéro, alors on pourrait atteindre des niveaux d'émissions de CO<sub>2</sub> acceptables en divisant

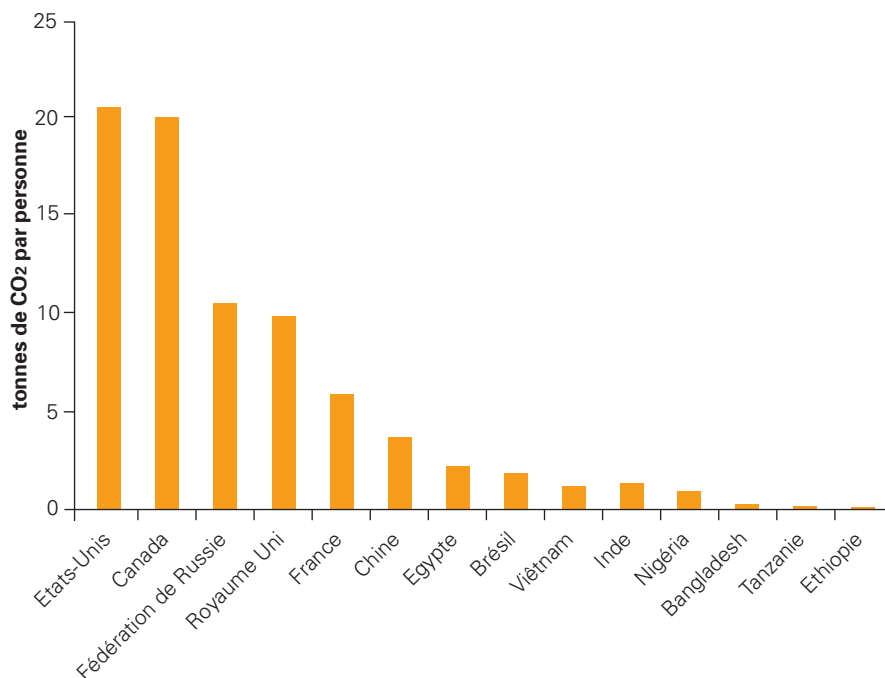


les émissions des pays industrialisés par deux ou un peu plus. Mais avec la croissance des pays en développement, il y aura de grandes quantités d'émissions supplémentaires en raison de l'importance de la population. Prenons des chiffres extrêmes : si le monde entier connaissait une croissance comparable à celle des pays industrialisés et se rapprochait du niveau allemand d'émissions de CO<sub>2</sub> par habitant, il faudrait alors, pour éviter un réchauffement critique, diviser par quatre les émissions de CO<sub>2</sub> par habitant. Les technologies existantes étant ce qu'elles ont, des réductions de cette importance sont impossibles ou bien si coûteuses qu'elles ralentiraient à coup sûr la croissance mondiale et, en particulier, celle des pays en voie de développement.

Ces calculs montrent clairement que c'est la technologie qui permettra aux pays en développement de s'ajuster à la croissance mondiale. Il faut réduire les coûts de la mitigation. Autrement dit, nous devons fonder plus de croissance économique sur la base d'une énergie plus limitée. Et pour cela nous avons besoin de nouvelles connaissances.

On considère souvent que l'augmentation de la population est la cause du problème. Ce sera peut-être le cas à l'avenir mais, à l'heure actuelle, ce n'est pas des pays à forte augmentation de population que vient la majeure partie de l'augmentation des émissions prévues. Le vrai défi, c'est de rendre compatibles croissance économique rapide et densité de population.

**Figure 9 Émissions de CO<sub>2</sub> par habitant**



### L'intensité carbone

Le graphique ci-dessous montre la densité carbone en gigatonnes par milliards de dollars de PIB dans les pays industrialisés, en Chine et en Inde. On voit qu'elle est nettement **inférieure** dans les pays industrialisés, même aux Etats-Unis, qui consomment pourtant beaucoup d'énergie par habitant et par dollar de PIB (tableau 3).<sup>35</sup>

**Tableau 3 Émissions de gigatonnes de CO<sub>2</sub> par mille milliard de dollars de PIB**

Pays	Production
Etats-Unis	0,46
Union européenne	0,29
Japon	0,19
Chine	1,67
Inde	1,30

Source : Voir appendice page 185

Cette diminution de la quantité de CO<sub>2</sub> proportionnellement au revenu par habitant est due en partie à une évolution, en période de croissance, vers des valeurs fondées sur les connaissances et le capital humain. Elle provient aussi en partie de la délocalisation des industries consommatrices d'énergie et productrices de CO<sub>2</sub> vers des pays à faible revenu.

Souvent ces industries réexportent leurs produits vers les pays développés. La production de CO<sub>2</sub> par les pays en développement est donc due non pas à leurs propres schémas de consommation mais à ceux des pays développés. Réduire l'intensité carbone sera une bonne chose, mais cela ne résoudra pas le problème.

Le débat sur le réchauffement de la planète a généré sa propre terminologie. Le terme « mitigation » renvoie aux efforts nécessaires pour réduire l'effet de serre, et le terme « adaptation » à ceux qui permettront de faire face aux changements climatiques. Plus simplement dit, nous avons recours à la stratégie de mitigation pour ne pas avoir à adapter et nous adaptons dans la mesure où la stratégie de mitigation ne réussit pas.

La mitigation comprend la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> par l'amélioration de l'efficacité énergétique. Elle pourrait aussi comprendre des mesures prises pour réduire le CO<sub>2</sub> présent dans l'atmosphère en plantant des arbres par exemple. La déforestation et les changements dans l'utilisation de la terre sont responsables de 20 à 30% de l'augmentation des émissions de CO<sub>2</sub>, proportion qui pourrait être considérablement réduite si l'on évitait la déforestation et si l'on augmentait la reforestation. La réduction pourrait aussi s'appliquer aux efforts pour contrebalancer les effets des gaz à effet de serre : par exemple, si l'on pouvait augmenter la capacité de réflexion de l'atmosphère externe, celle-ci repousserait les radiations génératrices de chaleur avant qu'elles n'atteignent la surface de la terre et ne soient capturées par les gaz à effet de serre.

Par adaptation, on entend l'irrigation des champs là où il ne pleut pas, la construction de digues contre la montée du niveau de la mer ou bien le fait de se déplacer vers l'intérieur des terres. On pourrait aussi utiliser ce terme pour parler des solutions médicales apportées aux maladies qui peuvent se développer dans un climat plus chaud et plus humide.

35. Cela découle naturellement de la croissance économique, qui s'accompagne d'une évolution structurelle vers des activités de service à forte intensité de savoir et à valeur ajoutée, qui sont, par nature, moins consommatrice d'énergie et à plus faible intensité carbone

### Quels sont les enjeux pour les pays en développement ?

Certains des pays susceptibles d'être les premiers touchés par les conséquences les plus graves du réchauffement de la planète sont les pays tropicaux pauvres. Par exemple, d'après les schémas prévisionnels, d'ici à 2050, l'érosion des côtes pourrait menacer plus d'un million d'individus dans les deltas du Nil en Égypte, du Mékong au Vietnam et du Gange-Brahmaputra au Bangladesh.<sup>36</sup> Les pays en voie de développement n'ont pas non plus les ressources nécessaires pour s'adapter facilement au réchauffement de la planète. Par exemple, ils n'ont pas les moyens de déplacer des populations nombreuses vivant dans les terres basses.

Mais les pays en voie de développement ne sont pas seulement les victimes potentielles des changements climatiques. Certains contribuent à créer le problème. La Chine, l'Inde et d'autres grands pays à croissance rapide génèrent à l'heure actuelle trop de CO<sub>2</sub> pour qu'on n'y prête pas attention. Par exemple, les émissions annuelles de la Chine sont maintenant à peu près équivalentes à celles des États-Unis. Les efforts réalisés dans le monde pour réduire le réchauffement de la planète échoueront si les économies les plus importantes dont la croissance est la plus rapide n'y participent pas.

C'est pourquoi la Chine, l'Inde et les économies équivalentes subissent des pressions pour qu'elles s'engagent à réduire leurs émissions d'un certain pourcentage d'ici à 2050. Ces pays résistent parce qu'ils craignent que de tels engagements ne menacent leur croissance, mais aussi parce qu'ils les considèrent comme injustes. Les engagements qu'on les presse de prendre ne tiennent pas compte du fait que leurs émissions de CO<sub>2</sub> par habitant sont très inférieures à celles des économies industrialisées. Exiger le même taux d'émissions par individu leur semble le minimum si l'on veut être juste.<sup>37</sup>

Il n'est pas raisonnable d'attendre que les pays en développement prennent l'engagement à long terme de réduire leurs émissions, et il est peu probable qu'on arrive à des accords. Nous ne savons pas encore grand-chose de l'impact des changements climatiques et du coût des réductions de CO<sub>2</sub>. Cette incertitude se résoudra avec le temps et le monde ne devrait donc pas s'enfermer dans des engagements quantitatifs précis portant sur un avenir lointain. Au contraire, il devrait prendre en compte le fait que les informations vont s'améliorer et laisser quelques options ouvertes. Des objectifs d'adaptation temporaires, fixés à des intervalles réguliers, permettraient aux politiques de réagir aux nouvelles informations qui se présenteront.

Nous savons que le monde se réchauffera en raison d'un certain stock de GES. Mais nous ne pouvons dire avec précision de combien de degrés

*«Il faut que les accords sur les changements climatiques permettent de trouver des moyens d'adapter la croissance dans les pays en développement. Nous ne voulons pas dire "Désolés, vous arrivez trop tard. Le monde a changé, pas de croissance pour vous." Ce ne serait pas juste».*

*- Michael Spence*

36. PICC. 2007. « Coastal Systems and Low-Lying Areas » in *Changement climatique 2007: Impacts, Adaptation et Vulnérabilité*. Cambridge, RU: Cambridge University Press.

37. Le premier ministre indien, le Dr. Mammohan Singh, a déclaré que l'Inde serait disposée à maintenir ses émissions par habitant en dessous du niveau de celles des pays industrialisés, incitant ainsi fortement ces derniers à réduire leurs émissions le plus vite possible.

il se réchauffera. De même que nous ne pouvons pas estimer le coût de la réduction des émissions de gaz. Ce coût variera selon la source (il se peut que cela coûte moins cher de réduire les émissions dues aux transports ou aux centrales électriques) et selon le lieu d'émission (la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> pourrait coûter plus cher en Asie qu'en Afrique). Le coût de la réduction de production du carbone changera aussi à l'avenir au fur et à mesure qu'apparaîtront de nouvelles technologies propres.

Devant ces incertitudes, il serait imprudent qu'un pays se lie les mains. Mais les risques sont plus grands pour les pays pauvres. Si les gaz à effet de serre réchauffaient moins le climat que nous le pensions, ou si le coût de la réduction du carbone se révélait beaucoup plus important que nous le pensions, les pays en voie de développement pourraient bien regretter tout engagement à long terme qu'ils auraient pris.

On doit juger les efforts pour atteindre un certain pourcentage de réduction de carbone en tenant compte de deux critères : sont-ils efficaces ? Autrement dit, est-ce que nos réductions sont aussi bon marché que possible ? Deuxièmement, sont-ils justes ? Est-ce que les efforts d'adaptation respectent l'aspiration des pays en voie de développement à une hausse de leur niveau de vie ?

Si l'on part du principe que chaque pays doit payer le prix de sa propre lutte contre le carbone, aucun engagement n'apportera de réponse positive à ces deux questions. Un accord efficace sera injuste parce que l'efficacité exige des réductions de CO<sub>2</sub> dans le monde en développement. Un accord juste sera inefficace parce qu'il est assez coûteux de réduire le carbone dans les pays en développement. On peut réduire les émissions avec efficacité et partager les coûts de manière équitable.

Il y a deux façons d'y arriver : une taxe carbone au niveau mondial ou une allocation mondiale de permis d'émettre des gaz à effet de serre, allocation que l'on répartirait de manière juste et qui pourrait être achetée et vendue. Ces deux mesures confèrent une valeur au carbone (ce qui encourage à imaginer des moyens de l'économiser) et toutes deux créent un schéma efficace de réduction du carbone.

Comment un système de plafonnement et d'échange peut-il séparer le coût du lieu d'émission ? On délivre aux pays des permis qui leur donnent le droit d'émettre une certaine quantité de CO<sub>2</sub>. On délivre suffisamment de permis aux pays pauvres pour leur donner un espace de croissance. Mais parce qu'ils peuvent vendre ces permis au prix courant du carbone, ils sont encouragés à ne pas les utiliser. Si c'est plus rentable d'économiser le carbone que de payer le prix mondial des émissions de carbone, ils vendront leur permis plutôt que de l'utiliser.

Une taxe carbone ne sépare pas d'elle-même le coût de la mitigation du lieu d'émission. Les pays paient leur propre taxe carbone. Même s'ils

en perçoivent les revenus, ces taxes peuvent quand même nuire à l'économie. C'est pourquoi il faudrait compléter une taxe carbone mondiale uniforme par un mécanisme de répartition des charges qui mettrait en commun les revenus de la taxe et les transférerait des pays riches vers les pays pauvres selon un principe de justice.

Le monde n'est pas encore prêt à adopter l'une de ces deux solutions. Nous avons devant nous de longues années de conception, de négociations et de mise en œuvre. Que doivent faire les pays en attendant ?

La Commission fait les neuf recommandations suivantes qui, prises dans leur ensemble, réduiront les émissions de CO<sub>2</sub>, écartant ainsi les pires dangers du réchauffement de la planète. Elles nous donneront de nouvelles informations sur le coût de la réduction des émissions et encourageront le développement de nouvelles technologies qui réduiront ce coût. De plus, ce sont des mesures justes.

1. Les pays industrialisés doivent réduire leurs émissions de CO<sub>2</sub> et ils doivent le faire avec énergie. Cela ralentira l'accumulation de carbone dans l'atmosphère et, de plus, cela nous donnera beaucoup d'informations sur le coût réel de la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>.
2. Il faudrait être plus généreux dans l'attribution de subventions aux technologies efficaces dans la production d'énergie et à celles qui réduisent les émissions de CO<sub>2</sub>, ce qui réduirait le coût de la mitigation.
3. Les pays développés doivent s'efforcer de fixer un prix pour le carbone.
4. La supervision des réductions d'émissions de CO<sub>2</sub> et des autres mesures de mitigation doit être confiée à un organisme international qui doit se mettre au travail dès que possible.
5. Tout en refusant qu'on leur fixe des objectifs à long terme, les pays en voie de développement doivent proposer de réduire leurs émissions de CO<sub>2</sub> si d'autres pays sont prêts à assurer le coût de ces réductions. Des collaborations de ce type se font en appliquant les termes du Mécanisme de Développement Propre du protocole de Kyoto. Des pays riches peuvent remplir leurs engagements envers le protocole de Kyoto en finançant les réductions d'émissions de carbone des pays pauvres.
6. Il faut que les pays en développement promettent de renoncer aux subventions sur les combustibles dans un laps de temps raisonnable. Ces subventions encouragent la pollution et pèsent lourdement sur les budgets des États.
7. Tous les pays doivent inclure les doubles critères d'efficacité et de justice dans la leur stratégie de mitigation des risques du carbone. Les pays riches, en particulier, c'est-à-dire ceux qui ont un haut revenu ou qui en sont assez proches, doivent accepter le fait qu'ils auront droit aux mêmes émissions de CO<sub>2</sub> par habitant que les autres pays.
8. Il faut que les pays en développement fassent un effort de pédagogie auprès du public sur le réchauffement de la planète. Il y a déjà une prise

*«La lutte contre le changement climatique va, bien sûr, changer la configuration de la croissance qui peut se trouver ralentie dans certaines régions mais accélérée dans d'autres. Par exemple, si nous distribuons de l'argent pour conserver les forêts, cet argent peut être utilisé à des fins de production».*

*- Lord John Browne*

de conscience et cela entraîne des changements dans les valeurs et les comportements.

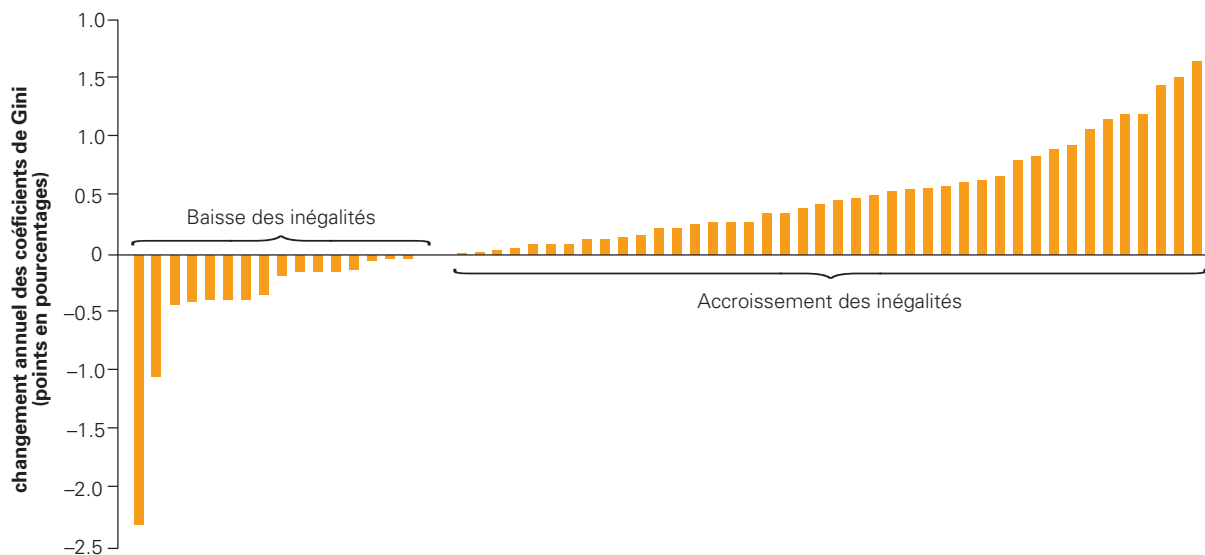
9. Dans les négociations internationales on doit chercher à s'entendre sur les réductions de carbone pour les pays industrialisés, ce qui doit être obtenu d'ici à 10 ou 15 ans. Cette stratégie de mitigation doit être conçue de telle sorte que son vrai coût apparaisse.

Nous ne savons pas dans quelles proportions les pays devront sacrifier leur croissance pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub> d'ici à 25 ans. Si ces coûts sont élevés, il y aura des choix très difficiles à faire. D'ici là, nous devons essayer de réduire ces coûts, de répartir les réductions de manière efficace et les coûts de manière juste.

### Inégalité croissante des revenus et protectionnisme

L'inégalité des revenus augmente dans un nombre surprenant de pays du monde (cf. figure 10). Cette tendance est un phénomène complexe aux causes multiples : les changements technologiques, des prix relatifs qui bougent et la mondialisation. Pourtant, on l'attribue surtout à la mondialisation.

Figure 10 Changement annuel du coefficient de Gini



Source : Rapport mondial de suivi 2008, Banque mondiale

Note : La période de temps varie selon la disponibilité des données statistiques. Elle s'étend généralement de la fin des années 80 et du début des années 90 à une date ultérieure dans les années 90 et au début des années 2000.

Il en résulte un scepticisme grandissant vis-à-vis des avantages de la mondialisation, tant dans les pays développés que dans les pays en déve-

loppement. Les résultats du sondage sur l'opinion des peuples sur la mondialisation réalisé par PEW en octobre 2007 sont à la fois significatifs et inquiétants. Ils indiquent clairement qu'il y a, dans de nombreux pays industrialisés et aussi dans certains pays en voie de développement, une baisse de l'enthousiasme en faveur de nouvelles ouvertures de l'économie mondiale. Seuls, des / les pays d'Asie de l'Est vont à contre-courant de cette tendance.

En termes politiques, ces attitudes peuvent facilement virer au protectionnisme. Par exemple, le gouvernement américain a du mal à persuader le Congrès de voter des accords commerciaux bilatéraux avec des alliés comme la Colombie et la Corée. L'OMC, définie par son directeur général Pascal Lamy comme « la police d'assurance contre le protectionnisme », lutte aussi pour faire avancer, dans le cadre du Cycle de Doha, des pourparlers sur le commerce mondial qui ont commencé au Qatar en 2001 et devaient, à l'origine, se terminer fin 2004. Il se peut que les économistes aient des opinions divergentes sur l'importance économique de l'accord mondial en train d'être négocié mais les avancées du Cycle de Doha ont une grande importance symbolique en tant que test de l'engagement du monde pour un système de commerce multilatéral flexible face à la possibilité d'une réaction protectionniste.

Ce retournement inquiétant résulte en grande partie, nous semble-t-il, de deux tendances que les politiques de la plupart des pays n'ont pas vraiment essayé de limiter. La première est la rapidité avec laquelle une activité économique se délocalise. La seconde est l'impact des technologies qui réduisent les besoins en main-d'œuvre, en particulier dans le domaine du traitement des informations. Ces deux tendances favorisent la croissance économique mais elles représentent aussi une menace potentielle pour certains emplois et pour la sécurité de l'emploi.

Il est important de comprendre que l'économie mondiale est un bien public et que sa bonne marche exige des actions coordonnées de la part de tous les pays. Si les gouvernements et les organismes internationaux font suffisamment d'efforts, les bénéfices de l'économie mondiale pourraient être distribués largement dans tous les pays et à l'intérieur de ces pays. S'il y avait volonté politique de la part des gouvernements, les avantages de l'ouverture pour le bien-être des peuples compenseraient les inconvénients et les mécontentements dus à la mondialisation. Pour le moment, le discours est en cohérence avec cette priorité, mais les actions ne le sont pas.

Comme nous l'avons déjà noté, dans les pays en voie de développement, il est très probable que les politiques visant à gêner l'entrée et la sortie des biens réussiront à ralentir la productivité et la croissance. Il en est à peu près de même pour l'économie mondiale. Protéger les sociétés et les emplois contre la concurrence ralentira les progrès économiques. Il vaudrait mieux protéger les individus et les revenus en distribuant des aides aux tra-

*«Le leadership de l'économie mondiale est source d'inquiétude. Un système qui n'arriverait pas à un consensus dans le cadre du Cycle de Doha ne réussirait sans doute pas à s'entendre sur d'autres problèmes mondiaux critiques tels que le réchauffement planétaire ou la montée des forces protectionnistes dans les pays industrialisés».*

*- Montek Singh Ahluwalia*



vailleurs qui se trouvent entre deux emplois et en maintenant pour eux l'accès aux principaux services durant ces périodes de transition.

Pour appuyer les soutiens en faveur d'une économie mondiale ouverte, les gouvernements pourraient être amenés à changer de politique intérieure. Par exemple, l'économie américaine offre des niveaux d'assurance sociale assez limités selon les critères européens. Le système fiscal est devenu moins progressif avec le temps. Certaines fonctions sociales ont été transférées aux administrations locales et aux ONG. D'aucuns avancent que cela entraîne un meilleur équilibre entre protection et assurance sociale d'une part et flexibilité et efficacité d'autre part.

D'autres, comme on peut s'y attendre, adoptent la position inverse. Nous voulons simplement faire remarquer que l'équilibre entre flexibilité et sécurité, entre efficacité et bien-être atteint par un pays n'est dissociable ni de l'époque ni du contexte. Si les chocs économiques se font plus fréquents ou plus sévères, il faudra peut-être envisager de nouvelles structures. Il semblerait tout naturel de penser que les filets de sécurité et les systèmes d'assurance sociale, et sans doute aussi le système fiscal, d'un pays doivent s'adapter. Une autre approche, qui consisterait à conserver les systèmes individuels tels quels et à rester à l'écart de l'économie mondiale, serait bien pire.

Une attitude aussi défensive est dommageable et contre-productive. À court terme, elle frappe les partenaires commerciaux d'un pays ; à long terme, elle frappe l'économie du pays lui-même. Mais la défense d'une économie mondiale ouverte serait facilitée si l'on cessait d'en parler comme d'un choix évident et si l'on commençait à admettre que c'est une tâche difficile et un défi. Il n'est pas facile d'adapter les politiques intérieures et de coordonner les mesures internationales dans un domaine en perpétuel changement. On irait aussi dans le bon sens si l'on reconnaissait dès le début que les bénéfices et les coûts affecteront inégalement les pays et les groupes sociaux à l'intérieur des pays.

## **Émergence de la Chine et de l'Inde et fléchissement des prix des produits manufacturés**

Il n'est pas nécessaire de consacrer beaucoup de temps à écouter les pays en développement les plus pauvres exprimer leurs inquiétudes pour comprendre que leur principale préoccupation est de trouver leur place dans l'économie mondiale à côté de ces géants que sont la Chine et l'Inde. Il est significatif que les pays en développement (qui n'ont pas de ressources) s'infiltrèrent généralement dans les marchés mondiaux en jouant sur leur main-d'œuvre assez abondante. Mais quelle est la valeur d'une main-d'œuvre abondante dans un monde où la Chine et, bientôt, l'Inde ont un avantage semble-t-il écrasant dans le domaine des industries à forte main-d'œuvre ?

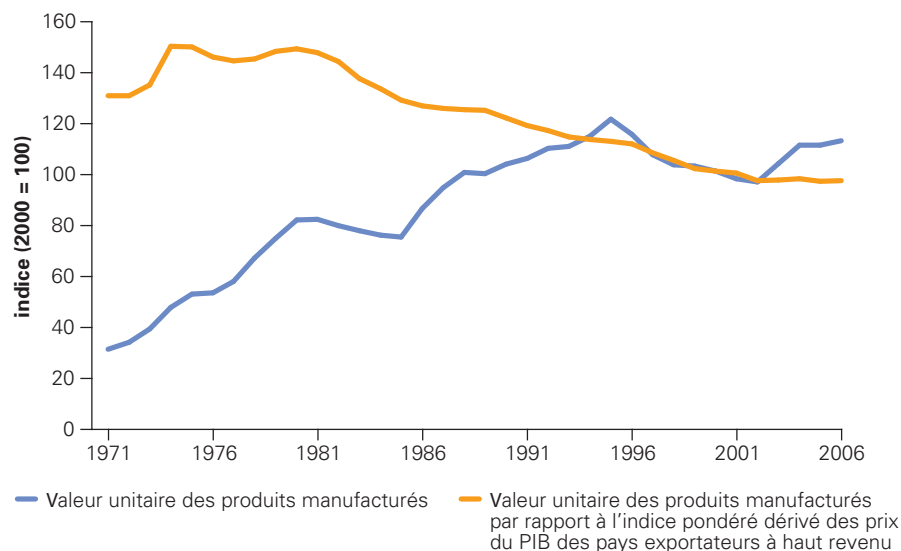
Est-ce que la stratégie de croissance qui a bien fonctionné pendant les 50 dernières années sera encore un choix valable à l'avenir ? Il y a des signes de problème potentiel. Quand l'accord multifibres a expiré fin 2005, l'industrie textile, libérée des quotas nationaux, a connu une expansion dans certains pays et une récession dans d'autres. Les conséquences immédiates ont été néfastes pour l'Afrique et certaines régions d'Amérique latine, tandis que le Bangladesh, le Cambodge, l'Inde, le Vietnam et, bien sûr, la Chine s'en sortaient bien.

Aucun pays ne restera indéfiniment hypercompétitif dans le domaine des industries à forts besoins en main-d'œuvre. À un moment donné, la main-d'œuvre superfétatoire sera absorbée et les salaires augmenteront. Mais avec 55% de la population chinoise et 72% de la population indienne qui vivent encore dans des zones rurales, il faudra peut-être attendre longtemps pour que cela se produise.

L'efficacité et l'importance de l'industrie manufacturière chinoise ont fait tomber le prix de nombreux produits manufacturés en comparaison avec ceux de nombreux autres biens et services de l'économie mondiale (cf. figure 11). (Il y a des exceptions. Le prix relatif des services des technologies de l'information s'est probablement effondré encore plus vite.)

Ce déclin des prix des produits manufacturés ne signifie pas que des stratégies de croissance à forte main-d'œuvre sont impossibles. Il signifie, toutefois, qu'il est plus difficile de les mettre en œuvre et qu'elles sont moins efficaces pour améliorer les revenus qu'elles ne l'ont été dans le passé. C'est là une nouvelle décourageante pour les pays, dont beaucoup sont en Afrique subsaharienne, qui espèrent marcher sur les traces des tigres asiatiques et d'autres pays.

**Figure 11 Baisse des prix à la production sous l'influence de la Chine**



Source : Groupe d'étude des perspectives de développement, Banque mondiale

Paul Collier, de l'université d'Oxford, soutient que l'Europe doit avoir des accords commerciaux préférentiels avec les pays africains, ce qui les aiderait à être compétitifs malgré les prix mondiaux bas. On a déjà pris des mesures pour mettre en œuvre cette recommandation. L'avantage de cette approche, c'est qu'elle est temporaire et qu'elle tombe à point nommé. Si elle réussit, elle n'aura pas coûté très cher aux pays qui auront accordé des mesures préférentielles. Si elle échoue, le coût aura été nul. Ces privilèges, s'ils fonctionnent, peuvent être étendus à un éventail plus large de pays pauvres dans les premières étapes de la diversification de l'exportation et de la croissance.

La mise en œuvre de préférences commerciales exigera des « règles d'origine » plus flexibles (il s'agit des règles qui tranchent des points de détail comme de savoir si une chemise africaine produite à partir de textile chinois est africaine ou chinoise). Ces règles impliquent des exigences tellement irréalistes pour les pays en voie de développement qu'ils ne peuvent profiter des préférences qu'on leur accorde.

Il faut dire aussi que les chaînes logistiques globales omniprésentes en Chine et en Inde représentent une opportunité significative et pas seulement une menace. La Chine importe des quantités de plus en plus importantes de produits d'autres pays d'Asie. Ces produits alimentent ou bien son marché intérieur qui ne cesse de se développer ou bien les chaînes logistiques dont elle fait partie. Il y a de plus en plus de signes que cette demande nouvelle et en plein développement peut s'étendre à d'autres régions du monde et qu'elle le fera.

### **Le problème de « l'addition »**

L'émergence de la Chine et de l'Inde a fait renaître de vieilles inquiétudes concernant la croissance tirée par les exportations : la stratégie peut fonctionner pour un pays mais peut-elle fonctionner pour de nombreux pays ? S'il y a beaucoup de pays qui tentent d'élargir leurs exportations de produits manufacturés par des industries à forte main-d'œuvre, qui importera ?

La question s'est déjà posée, provoquée par l'émergence des quatre tigres asiatiques : la Corée, Taiwan (Chine), Hong Kong (Chine) et Singapour, et par les efforts d'un large éventail de pays pour s'inspirer de leur réussite. William Cline, du Centre pour le Développement mondial, s'est penché sur la question dans une série d'études, publiées dans les années 1980, qui ont eu beaucoup d'influence. Il a récemment revu les conclusions de son rapport d'origine et du livre qu'il a ensuite publié à la lumière de 25 années supplémentaires d'observations.<sup>38</sup>

---

38. Les exportations de produits manufacturés et la croissance économique. le sophisme de composition revisité». Article rédigé pour la Banque mondiale

Quand on parle du problème, on utilise les expressions « problème de l'addition » ou « le sophisme de composition » : ce qui est vrai au niveau d'un pays pris individuellement peut ne pas l'être pour la totalité. La croissance tirée par les exportations peut ne pas marcher pour deux raisons. L'une est que la saturation de produits manufacturés fait baisser les prix et réduit la rentabilité sociale et privée des investissements de production. La seconde, c'est qu'une marée d'exportations peut entraîner une réaction protectionniste sur les marchés qui importent (essentiellement les pays industrialisés), réduisant ainsi la rentabilité des investissements dans ces secteurs d'activité.

Depuis la première étude de Cline, les quatre tigres d'origine se sont largement retirés des industries qui exigent la plus forte main-d'œuvre. C'était une conséquence tout à fait naturelle puisque les tigres s'enrichissaient et que leur main-d'œuvre coûtait plus cher. C'est un exemple de l'évolution structurelle qui soutient la croissance.

Quand les tigres se sont retirés, la Chine est entrée en force. En raison de la taille et de la croissance du pays, le prix relatif des produits manufacturés semble avoir baissé. Mais des signes montrent que l'augmentation des revenus chinois commence à éloigner le pays des industries à forte main-d'œuvre. Certaines de ces industries se déplacent vers d'autres pays qui sont à une étape moins avancée du processus de croissance. On assiste aussi à l'émergence de la Chine comme acheteur important des biens d'équipement et des biens intermédiaires vendus par les pays industrialisés, en particulier le Japon, et par les quatre tigres qu'elle a supplantés.

La configuration commerciale est, certes, d'une complexité fascinante mais rien n'indique vraiment que l'entrée sur les marchés qui était possible pour les tigres, puis pour la Chine, soit fermée pour ceux qui arrivent plus tard. Le prix relatif des produits manufacturés a pu baisser, réduisant ainsi la rentabilité des investissements dans ce secteur. Mais, dans les pays pauvres, où la main-d'œuvre est chère, cette rentabilité est encore supérieure à l'investissement en capital. Et puis, jusqu'à présent, les marchés des pays riches sont restés ouverts. Toutefois, comme nous l'avons déjà signalé, il y a des signes d'une montée des attitudes protectionnistes dans un certain nombre de pays. On n'a peut-être pas fini d'en parler.

Tandis que certains pays commencent à avoir des industries à forte main-d'œuvre, d'autres vont plus loin et s'en éloignent. Il n'est pas certain que le nombre des sortants contrebalancera celui des arrivants afin que la multiplication ne soit jamais douloureuse. Mais ce processus dynamique d'ascension et de succession est certainement un élément positif. Cline note que le chiffre potentiel des nouveaux arrivants qui attendent en coulisse n'est pas si important que cela par rapport à la demande mondiale. De plus, la Chine évolue si rapidement qu'elle pourrait abandonner certaines industries plus tôt qu'on ne le pense. Parce que ces deux phénomènes

se combinent, Cline croit qu'il est peu probable que la voie ouverte aux industries à forte main-d'œuvre se ferme dans un avenir proche.

Toutefois, c'est un autre problème qui inquiète Cline : celui des « déséquilibres mondiaux ». Depuis la fin des années 1990, de nombreux pays à croissance rapide ont accumulé des excédents commerciaux. Ces excédents n'étaient pas énormes mais il y en avait beaucoup. De plus, plusieurs économies en développement, y compris la Chine, ont attiré d'importants flux de capitaux. Cette combinaison des excédents commerciaux et des afflux de capitaux privés a poussé vers le haut les taux de change, ce qui a menacé la compétitivité des exportations. Pour éviter ce risque, les banques centrales ont acheté de grosses quantités de dollars qui se sont ajoutés à leurs réserves de devises étrangères.

Il s'est ensuivi un afflux de capitaux aux États-Unis qui ont financé le déficit commercial du pays et lui ont permis de vivre au-dessus de ses moyens. Ces dépenses américaines ont permis à l'économie mondiale de continuer à fonctionner, mais il est peu probable qu'il s'agisse d'une tendance durable. En fait, au moment où nous rédigeons ce rapport, un rééquilibrage a commencé.

La croissance économique exige que la demande soit aussi importante que l'offre. Au cours des dix dernières années, l'Amérique a fourni plus que sa part de cette demande. Si cette configuration n'est pas durable, et elle ne l'est sans doute pas, alors la croissance pourrait se ralentir au fur et à mesure qu'elle s'étend. Mais la demande peut venir de nouvelles sources et empêcher ce ralentissement. Le problème sera d'accompagner la réduction du déficit américain d'une réduction des excédents d'économies dans les pays en développement. Il faut une coordination pour fixer l'objectif et des délais adaptés.

Un certain nombre de pays ont déjà la masse économique qui leur permettra de contribuer de manière significative à la demande mondiale. Et d'autres les rejoindront si d'autres pays réussissent à accélérer le rythme de leur croissance. Il est ainsi tout à fait possible que s'instaure une configuration plus durable des échanges commerciaux et des flux de capitaux, qui n'en maintiendra pas moins les taux de croissance que nous avons connus dans la décennie qui vient de s'écouler.

## **L'augmentation des prix des denrées alimentaires et des carburants**

### **Les denrées alimentaires**

Après des décennies de prix peu élevés, on a assisté, au cours des deux dernières années, à une augmentation du prix des denrées alimentaires que, dans l'ensemble, on n'avait pas prévue. Parce que les pauvres consacrent

entre la moitié et les trois quarts de leurs revenus à la nourriture pour eux-mêmes et leur famille, la montée rapide du prix du riz, des céréales et des huiles comestibles équivaut à une importante réduction de leur revenu. Si, à long terme, l'augmentation des prix des denrées alimentaires est profitable à ceux qui vivent et travaillent dans les régions rurales, à court terme, cela entraîne une crise grave pour les pauvres des villes et des campagnes, en particulier les enfants. La Banque mondiale estime qu'il y a peut-être 100 millions de gens qui ont été réduits à la pauvreté par les prix élevés des deux dernières années. L'Afrique et les autres pays à faible revenu sont particulièrement vulnérables. Mais les pays à revenu intermédiaire eux-mêmes sont menacés s'ils n'ont pas des filets de protection sociale bien développés.

Qu'est-ce qui se cache derrière ces fortes hausses de prix ? Il y a beaucoup de causes possibles, l'importance respective de chacune n'étant pas nette. Les facteurs qui contribuent à ces hausses comprennent l'augmentation de la demande, le changement des habitudes alimentaires, les sécheresses, peut-être la spéculation financière, l'augmentation du coût des fournitures agricoles clés, tels que les engrais, et des politiques qui encouragent l'utilisation des terres et des produits agricoles pour les biocarburants. Bien qu'il n'y ait pas encore de consensus sur l'importance relative / respective de ces facteurs, beaucoup pensent qu'il faut revoir et, si nécessaire, inverser les politiques qui font passer les biocarburants avant les denrées alimentaires.

D'autres facteurs à long terme sont peut-être en jeu. Certains suggèrent que la modicité des prix agricoles, qui a prévalu jusqu'à une date très récente, a généré un sentiment trompeur de sécurité chez les gouvernants et les a poussés à négliger l'investissement dans les infrastructures rurales, la recherche et le développement, la constitution de stocks et les programmes de sécurité alimentaire qui ont été autrefois une priorité pour les gouvernements. En même temps, la politique agricole de nombreux pays a encouragé la production de produits non-alimentaires plutôt qu'alimentaires.

Quelle qu'en soit la cause, il faut réagir contre cette augmentation des prix. Les Nations Unies, la Banque mondiale et d'autres agences multilatérales ont mobilisé leurs efforts pour faire face à la crise immédiate en accordant des aides sous forme de nourriture et d'argent. C'est un défi immense parce que le problème est mondial. Il n'a rien à voir avec des exemples passés de famine ou de malnutrition qui avaient des causes locales telles que des sécheresses ou des conflits.

Si cette première réaction unilatérale est encourageante, la crise a révélé un manque inquiétant de coordination économique entre les pays, thème sur lequel on reviendra dans ce rapport. Par exemple, nombre de pays producteurs importants de denrées alimentaires ont réagi à la crise en limitant les exportations pour contenir les prix dans le pays. Cette mesure est tout à fait compréhensible comme mesure d'urgence mais elle amplifie la pénurie dans le reste du monde en y faisant encore monter les prix. En consé-

*«Il n'y a pas de stratégie de développement efficace qui ne commence en s'attaquant au problème de la faim. Mais il faut distinguer entre sécurité alimentaire et autarcie en matière d'alimentation. Les économies qui ont réussi se sont efforcées d'atteindre une croissance qui donne à la plus large tranche possible de la population un pouvoir d'achat suffisant pour se procurer une nourriture adéquate. Sans cela, nous ne pouvons espérer voir des mères en bonne santé, des étudiants qui travaillent efficacement ou des travailleurs qui soient productifs».*

*- Danny Leipziger*

quence, les marchés mondiaux de l'agroalimentaire se trouvent momentanément balkanisés. À long terme, cela encourage les pays à acquérir l'autonomie alimentaire, même si ce n'est pas à leur avantage comparatif. Nous ne sommes pas vraiment conscients, pour le moment, de ces risques à long terme, et il n'y a pas de mécanisme mondial adapté pour les gérer.

Avec les prix élevés, les gouvernements vont aussi être tentés d'introduire des mesures de contrôle des prix, mesures qui sont, elles aussi, compréhensibles et peut-être même justifiées dans un contexte d'urgence. Mais tout en voulant protéger leurs consommateurs, les gouvernements doivent aussi comprendre qu'une telle ingérence dans le mécanisme des prix est contre-productive à long terme.

La montée des prix, qui les encourage à augmenter leur production, est un signe important pour les producteurs d'agroalimentaire du pays. Mais tous les agriculteurs n'auront pas la possibilité de réagir énergiquement. Il y a beaucoup de petits fermiers qui n'ont pas la technologie et l'équipement nécessaires pour augmenter leur productivité au maximum. Une réaction efficace pour améliorer l'offre exige donc des investissements publics durables dans des domaines vitaux des infrastructures rurales, un effort plus important pour la recherche financée par des fonds publics, et une augmentation du crédit pour les agriculteurs sous-équipés. Un effort durable d'augmentation de la production agro-alimentaire doit donc faire partie de la stratégie de développement de la plupart des pays émergents plus que ce n'est le cas à l'heure actuelle.

Si, en fin de compte, les agriculteurs produisent beaucoup plus, les prix élevés baisseront. Mais ce n'est sans doute pas une bonne idée de considérer que cela doit être un événement ponctuel. Il est probable que le système mondial sera vulnérable de manière permanente devant de tels chocs. Il serait donc sage de mettre en place de meilleurs systèmes pour y répondre. Les pays ont un besoin urgent de systèmes de protection sociale efficaces qui distribuent de l'argent aux pauvres ou leur proposent des emplois dans des programmes de travaux publics. Il faut constituer des réserves et des stocks pour pallier les pénuries temporaires, en particulier parce que des interdictions d'exporter permanentes ne peuvent pas être exclues. Il est plus efficace de créer ces stocks régulateurs au niveau multinational en s'assurant, comme il convient, qu'ils seront accessibles et disponibles.

### Les carburants

Les denrées alimentaires de base ne sont pas les seuls produits dont le prix a connu une augmentation rapide au cours des dernières années. Les prix du pétrole brut sont montés de moins de 25 dollars le baril il y a six ans à plus de 110 dollars en mai 2008. De nombreux gouvernements, et c'est compréhensible, ne souhaitent pas faire payer directement ces hausses de



prix par les consommateurs. Mais si les acheteurs ne se trouvent pas confrontés à une augmentation des prix, ils ne seront pas motivés pour économiser les carburants ou pour se tourner vers des techniques de production moins gourmandes en énergie. Des subventions onéreuses pour compenser le prix de l'énergie ne feront que rendre les sociétés plus dépendantes du pétrole et appauvriront les gouvernements qui auront moins d'argent pour aider les pauvres.

Il reste une grande question. Est-ce que ces hausses de prix marquent le début d'une période durant laquelle les ressources naturelles au sens large imposeront de nouvelles limites à la croissance mondiale ? C'est possible. La croissance, au niveau mondial et dans les pays en -développement, pourrait ne pas avoir le même rythme qu'au cours de ces dernières années. Mais il est impossible de savoir à l'avance qu'elle pourrait être l'ampleur de ces nouvelles limites.

Il est à noter que ce n'est pas grâce au pétrole et aux minéraux mais grâce aux savoirs et à l'ingéniosité que de la valeur a été ajoutée à l'économie mondiale ces dernières années, en particulier dans les principales économies. Si cette orientation se poursuit, la quantité de ressources naturelles nécessaires pour produire un dollar de PIB continuera de diminuer.

Il y a, sur ce sujet, des optimistes et des pessimistes. Mais il est clair que notre avenir collectif dépendra de notre capacité à créer le plus de valeur possible à partir des ressources naturelles que nous avons.

## Démographie, vieillissement et migrations

La population mondiale vieillit. C'est ce qui ressort clairement des faits et des prévisions que nous avons étudiés avec l'aide de quelques éminents démographes. Il y a deux causes principales à ce vieillissement : une baisse de la fertilité et une importante augmentation de la longévité. Il y a moins de bébés qui viennent grossir la population mondiale tandis que les personnes âgées disparaissent plus tard. Il y a, bien sûr, des pays et des régions qui ne suivent pas cette évolution, en particulier les pays les plus pauvres où le taux de fertilité demeure élevé mais où des maladies comme le SIDA ont considérablement réduit la longévité.

Mais l'évolution générale est claire. La question est de savoir si ce vieillissement aura un impact majeur sur la croissance mondiale et les variables qui y sont liées, telles que les économies et l'investissement. Ce sont là des questions complexes et nous n'avons pas ici à entrer dans les détails. Nous nous limiterons aux principales conclusions et renvoyons les lecteurs que cela intéresse à des études plus spécialisées.

Les tranches de population vieillissantes représentent plus de 70% du PIB mondial, ce qui est assez important pour être significatif. La croissance

*«Une croissance rapide demeure possible et indispensable pour les milliards d'habitants du monde en voie de développement... si elle peut être rendue inclusive et si elle peut s'adapter aux nouvelles contraintes dues au climat et aux ressources naturelles, contraintes qui ne doivent pas être prises à la légère».*

*- Kemal Dervis*

*«Quand on parle de progrès de l'humanité, il y a beaucoup de choses à louer mais aussi beaucoup à déplorer car près de la moitié de la population mondiale vit encore dans la pauvreté. Nous nous sommes intéressés à la croissance économique parce que, sans elle, le fossé entre les possédants de notre monde et ceux qui n'ont rien continuerait à se creuser et resterait une cause de conflits et d'instabilité».*

*- Ernesto Zedillo*

économique des pays doit-elle se ralentir quand grisonne la chevelure de la population ? Un calcul simple montre que si le nombre d'adultes en âge de travailler stagne ou diminue pendant qu'augmente le nombre de retraités, le revenu par habitant doit nécessairement baisser. Il y a moins de gens pour gagner le revenu mais il n'y en a pas moins à se le partager.

Mais cette projection pessimiste part du principe que la définition de « en âge de travailler » reste la même qu'aujourd'hui. Il est peu probable que cela soit vrai. Dans de nombreux pays et régions (qui comprennent la majeure partie de l'Europe, l'Amérique du Nord, le Japon et la Chine), le vieillissement de la population menace la solvabilité des régimes de retraite du pays. En conséquence, des réformes sont nécessaires pour allonger la vie active dans ces pays ou pour donner aux gens un éventail plus large de choix concernant la retraite, le revenu et la consommation avant et après le départ en retraite. Les âges de départ en retraite actuels ne peuvent être maintenus.

Ainsi les réformes nécessaires pour que les régimes de retraite puissent être budgétairement maintenus changeront aussi la longueur et la structure de la vie professionnelle. Si ces réformes sont entreprises progressivement, comme nous l'espérons, alors les recherches montrent que rien ne permet d'affirmer qu'il y aura un ralentissement considérable de la croissance mondiale.

Plusieurs pays renoncent au régime de retraite par répartition dans lequel on fait des prélèvements sur la génération qui travaille pour payer les retraités. Ils choisissent plutôt des systèmes financés plus largement et dans lesquels la génération qui travaille accumule des capitaux qui lui donneront des droits sur la production future.

Au fur et à mesure que les pays passent d'un régime à un autre, leur taux d'épargne peut augmenter ponctuellement et venir s'ajouter à l'excès de capitaux économisés dans l'économie mondiale. Cette réticence à consommer pourrait avoir, pendant un certain temps, un effet négatif sur la croissance.

Le vieillissement est surtout le problème des pays les plus riches, mais il touche aussi la Chine. Nombre des pays moins développés du monde connaissent le problème inverse. Les populations sont jeunes et, dans des pays ravagés par des maladies comme le SIDA, l'effet anti-vieillessement est spectaculaire.

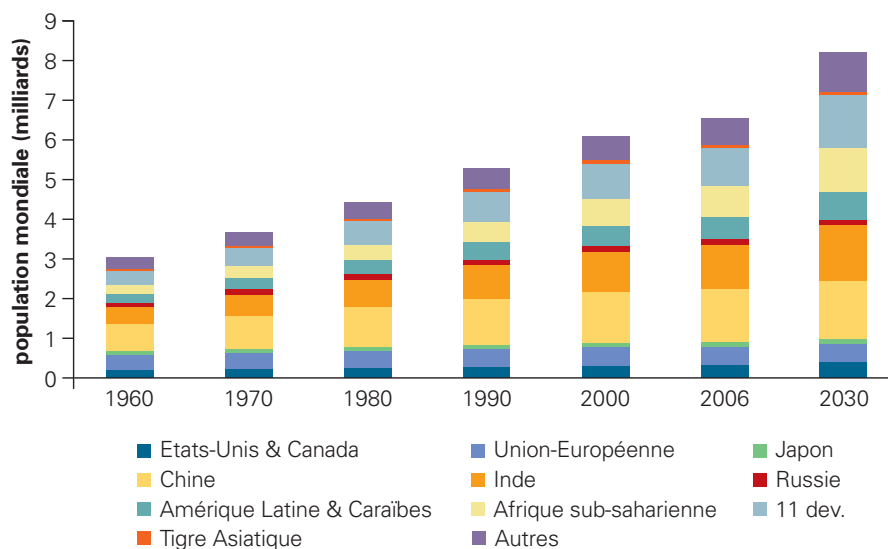
C'est pourquoi certains pays voient des millions de jeunes quitter l'école pour entrer sur des marchés du travail qui ne peuvent les absorber. De plus, en tant que nouvelle main-d'œuvre, les jeunes sont souvent désavantagés par rapport à des travailleurs plus expérimentés. La conséquence en est un inquiétant problème d'emploi des jeunes. C'est une situation difficile qui dépasse de loin la science économique et présente un défi moral et un risque pour la sécurité, et qui est très largement répandue.

Dans certaines régions, même des taux très élevés de croissance ne seront pas assez vite atteints pour absorber l'offre prévue en main-d'œuvre. Les chiffres sont frappants (voir tableau 12). On prévoit une augmentation de 3 milliards d'habitants d'ici à 2050. Il n'y en aura que 100 millions dans

les pays riches. Il y en aura un milliard dans les pays à croissance rapide comme l'Inde et la Chine. Le reste, c'est-à-dire les deux tiers de l'augmentation de la population mondiale, grossira les rangs de la population de pays qui n'ont pas encore fait leurs preuves en matière de croissance. C'est ainsi que l'offre en main-d'œuvre ne se trouve pas là où se créent des emplois.

Le problème démographique ne peut être résolu par des pays isolés. La solution devra ne pas tenir compte des frontières. Il est évident pour nous que, pour de nombreux pays, l'émigration pour trouver un emploi est la seule solution possible. Les travailleurs devront émigrer de pays où la main-d'œuvre est abondante pour se rendre dans des pays où elle est insuffisante. Il faut que ce type de migration soit supervisé au niveau international pour éviter les abus dans la manière dont est traitée cette main-d'œuvre mobile.

**Figure 12 Croissance de la population : 1960-2006 et prévisions pour 2030**



Source : Indicateurs du développement dans le monde 2007, Banque mondiale ; Prévisions pour 2030, Madison, Angus 2001. Perspective pour le Millénaire, Paris, OCDE.

La migration à l'étranger est une arme à double tranchant pour les pays en développement. Pour ceux qui ont un excédent de main-d'œuvre, c'est une opportunité. L'argent que les émigrés envoient à leur famille excède largement, à l'heure actuelle, toutes les aides officielles. Mais de nombreux pays souffrent d'une émigration excessive de gens qui ont un bon niveau d'instruction et dont les services, dans les administrations, les affaires et les professions libérales seraient bénéfiques pour leur pays.

Le problème se complique si les études du migrant ont été financées sur fonds publics. Il perçoit, à titre personnel, le bénéfice de cette instruction alors que la collectivité de son pays n'en tire aucun avantage. Il existe des techniques pour remédier à cette distorsion potentielle. On pourrait,

par exemple, proposer aux étudiants des prêts pour leurs études et déduire du remboursement chaque année passée à travailler dans leur propre pays.

Il y a beaucoup de choses que peuvent faire les pays pour faire revenir leurs ressortissants qui ont un haut niveau d'instruction et de l'expérience. Les pays à croissance rapide, où il y a abondance d'opportunités, peuvent inciter à rentrer au pays des nombres importants d'émigrés. Et ces émigrés qui reviennent avec de l'expérience peuvent, à leur tour, contribuer de manière non négligeable à la croissance de leur pays. Un retour au pays qui serait financièrement intéressant pourrait créer un cercle vertueux.

Et qu'en est-il de la migration permanente des pays pauvres vers les pays riches ? La migration à grande échelle du monde en développement vers le monde industrialisé augmenterait considérablement les revenus mondiaux. Si les immigrés étaient plus jeunes en moyenne que les habitants des pays d'accueil, cela ralentirait aussi le vieillissement de la population de ces derniers. Ces deux affirmations sont justes mais il est peu probable qu'il y aura une migration permanente sur une grande échelle en raison de la complexité sociale et politique qui y est associée. Il ne faut pas compter là-dessus comme moteur important de la croissance inclusive au niveau mondial, du moins pas dans un avenir proche.

## **Déséquilibres mondiaux et gouvernance mondiale**

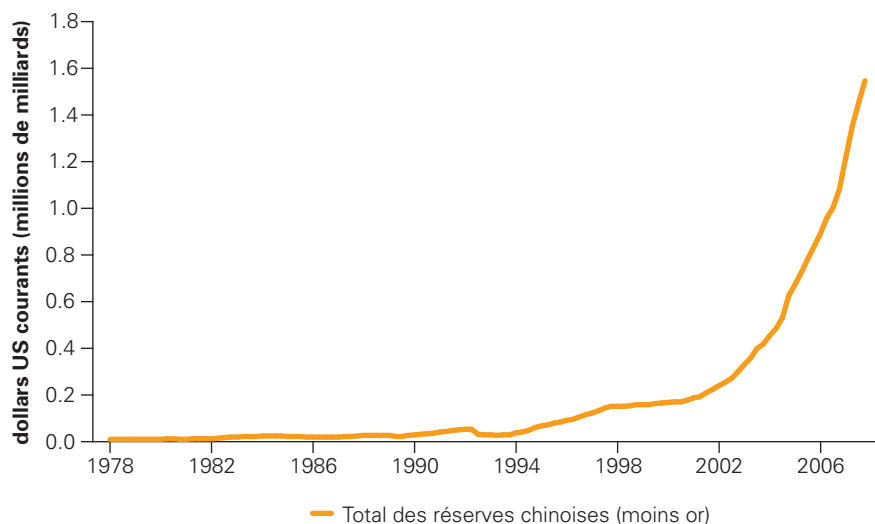
Les économies en développement ont un poids qui se fait maintenant sentir dans les pays riches. Dans le passé, on se réjouissait de leurs réussites économiques ou on déplorait leur revers. Mais si les économies en développement étaient importantes localement ou régionalement, elles n'avaient pas de conséquences macro-économiques notables pour l'économie mondiale. La masse de la production, des revenus et des actifs mondiaux était due aux pays développés. Et, si tant est qu'elle était régulée, l'économie mondiale l'était par les gouvernants des capitales des pays riches.

Cette constellation de pouvoirs / puissances change vite. Les caractéristiques économiques qui configureront le monde dans les prochaines décennies sont probablement la taille et le rôle croissant du monde en développement. Le PIB de la Chine en 2007 se monte à environ 3,2 milliards de dollars (selon les cours des marchés des changes, sans ajustement de la variation des parités de pouvoir d'achat) et augmente de plus de 10% par an. C'est presque 20% de la taille de l'économie américaine, ce qui signifie que 10% de croissance en Chine équivaut à 2% aux États-Unis ou en Europe. L'économie de l'Inde avoisine le milliard de dollars et il est probable qu'elle suivra les traces de la Chine avec environ 12 à 15 ans de retard.

Au milieu de 2007, les réserves des banques centrales étaient d'environ 4,5 milliards de dollars. La Chine à elle seule a des réserves de 1,6 milliard

de dollars, et celles-ci ne cessent d'augmenter grâce à la croissance de son excédent commercial (10 à 12% de PIB en 2007) et aux flux importants de capitaux privés qu'elle attire (voir figure 13). Les portefeuilles des fonds souverains, qui sont de l'ordre de 3 milliards de dollars, augmentent aussi en raison des prix élevés du pétrole et du désir des gouvernements d'avoir des portefeuilles d'actifs étrangers plus diversifiés. Certains craignent que ces fonds, qui sont détenus par les gouvernements, ne fassent des choix d'investissement dictés par des raisons politiques et pas simplement commerciales. Il n'y a aucune preuve que cela se soit déjà produit à quelque échelle que ce soit. Mais c'est l'intérêt de tous de s'assurer que cela ne se produira pas en prenant des dispositions institutionnelles et en passant les accords officiels appropriés.

**Figure 13 Réserves chinoises**



Source : Statistiques financières internationales, FMI

Grâce aux innovations financières, les réserves d'actifs financiers ont augmenté depuis 1980 trois fois plus vite que le PIB mondial. Mais cette ingéniosité a également rendu plusieurs marchés plus opaques et plus difficiles à réguler, comme le montre l'actuelle crise du crédit (2007-8) en Amérique et en Europe. De plus, ces difficultés ont aussi plongé les autorités financières et monétaires dans la confusion en ce qui concerne leur rôle. Les responsabilités des banques centrales ne se limitent plus à l'inflation mais s'étendent maintenant aux compressions de crédit, aux ralentissements de la croissance, aux actifs artificiellement gonflés et, dans certains cas, aux taux de change. Maintenant que le flux des capitaux internationaux est assez libre, il n'est pas évident que les banques centrales disposent de suffisamment d'instruments pour atteindre ces objectifs.

Depuis l'été 2007, les marchés de capitaux ont commencé à évaluer moins généreusement les actifs à risque. Mais l'économie mondiale est encore déséquilibrée. Les taux d'épargne aux États-Unis sont encore bas, l'accumulation de réserves de la Chine ne s'est pas ralentie et son excédent commercial, autrefois modeste, connaît maintenant une croissance rapide. Les devises qui sont dans le sillage du dollar ont largement suivi la devise américaine dans sa chute malgré leur santé foncière sous-jacente.

Il est clair, pour la plupart des observateurs, que l'économie mondiale a dépassé notre capacité à la gérer. Cela est source de dangers, en particulier pour les pays en développement parce qu'ils sont plus vulnérables face à de brusques interruptions de crédit et des retournements soudains de la demande ou de l'offre internationale. Partout où c'est possible, les pays prennent des mesures de précaution. Ils amassent des réserves de devises étrangères considérables et limitent les flux de capitaux dans diverses catégories qui présentent des risques potentiels pour la stabilité, la croissance et la compétitivité. À la suite de la crise américaine des subprimes, les pays en développement sont maintenant sceptiques quand on leur dit que ce sont les marchés de capitaux peu régulés qui fonctionnent le mieux.

En fait, un certain nombre de pays en développement s'inquiètent ont à se préoccuper des risques de bulles chez eux.. Par exemple, on dit que le prix de l'immobilier est aussi élevé ou plus élevé à Mumbai qu'à New York ou Londres. Les prix de l'immobilier dans de nombreuses parties du monde n'ont plus rien à voir avec revenus. Quand ces bulles éclateront, elles pourront produire des ralentissements rapides aussi dans l'économie ailleurs que dans la sphère financière.

Avec l'augmentation du nombre de pays influents, il devient d'autant plus important d'établir un mécanisme pour coordonner leurs politiques. Ces économies, qui comprennent maintenant les plus grands des pays en développement, partagent la responsabilité de la stabilité du système financier mondial. Mais il n'y a pas d'institution internationale qui leur permette d'assumer correctement cette responsabilité. Le G8 les exclut à dessein. Le Fond Monétaire International a tenté de les inclure mais ses « réformes » de quotas n'ont redistribué qu'à la marge le droit de vote. Pour de nombreux pays d'Asie, le FMI demeure une création de l'après-guerre, dominée par les économies européenne et américaine, et appartenant à une époque révolue.

Une institution qui donnerait aux économies émergentes la place qui leur est due se trouverait face à deux tâches : tout d'abord, le devoir de surveiller et de monter la garde, ce que le FMI appelle la « surveillance ». Le système international doit prévoir les tensions financières, les déséquilibres et les fragilités. Cela permettrait d'agir vite pour réduire les risques d'ajustements abrupts. Sa seconde tâche consiste à trouver une solution

coordonnée et opportune aux crises qu'elle n'aurait pas prévues, comme la montée des prix des denrées alimentaires.

Selon ce rapport, l'économie mondiale a permis à 3 milliards de gens de jouir des fruits de la croissance dans la période d'après-guerre. Elle offre aussi un tremplin économique pour que 2 milliards de gens de plus voient leurs aspirations satisfaites. Sans aucun doute, le marché mondial présente des risques. Sans aucun doute, il faut protéger les gens contre ses contre-coups les plus sévères et ses turbulences. Mais il est vrai aussi que l'ouverture ne doit pas se faire sans protection. Une économie internationale dans un monde d'États-nations n'a pas de protecteurs naturels, et c'est peut-être là le plus grand des risques.







## ANNEXE STATISTIQUE

### *L'Économie Mondiale et les Pays en Développement depuis la Seconde Guerre Mondiale*

---

Cette annexe est une analyse sous forme de graphiques et de tableaux de l'évolution de l'économie mondiale dans la période d'après-guerre et du rôle croissant des pays en développement. Nous présentons les caractéristiques principales de l'évolution économique et sociale des pays en développement et certains traits de l'environnement économique mondial qui influencent les perspectives et les défis économiques de ces pays.

En procédant à cette analyse, nous avons été surpris de constater à quel point certaines données statistiques sur les pays en développement étaient incomplètes ou contradictoires. D'une part, il y a des problèmes fondamentaux, comme la question de la compilation des données. Par exemple, il n'existe pas une seule source fournissant les séries chronologiques des comptes nationaux de tous les pays qui corresponde aux statistiques des comptes nationaux : le plus souvent les séries chronologiques sont tronquées. D'autre part, il y a des problèmes plus sérieux, comme le manque de données statistiques. Par exemple, les données statistiques relatives aux infrastructures et à la qualité du système éducatif et, plus généralement, à l'efficacité des dépenses du secteur public, sont incomplètes. Il nous semble important que les institutions internationales pour le déve-

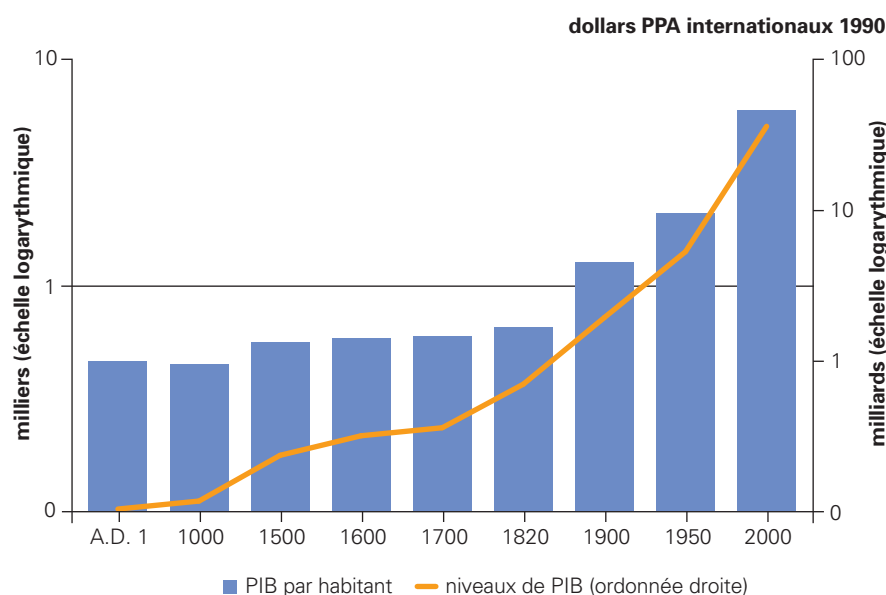
loppement et les organismes qui établissent les statistiques consacrent le temps et les ressources qu'il faut pour régler ce problème.

Cette annexe comprend six parties. La première partie examine les évolutions du PIB dans les pays industrialisés et dans les pays en développement. La partie 2 décrit dans le détail les tendances démographiques, y compris les prévisions. La partie 3 traite de la pauvreté dans les pays en développement et de certaines de ses caractéristiques essentielles. La partie 4 apporte des informations sur l'évolution des indicateurs socioéconomiques, en particulier dans les domaines de l'éducation et de la santé. La partie 5 étudie un échantillon d'informations sur les infrastructures, domaine dans lequel les données sont étonnamment incomplètes. Quant à la partie 6, elle porte sur les tendances mondiales importantes.

# 1. ÉVOLUTION DU PIB MONDIAL ET DU PIB PAR HABITANT

## 1.1 Évolution du PIB mondial et par habitant au cours des 2 000 dernières années

Une école de pensée a longtemps soutenu que la croissance économique moderne avait commencé avec la « révolution industrielle ». En fait, la croissance économique a commencé bien avant. Cela était dû à la multiplication des universités au 14<sup>ème</sup> et 15<sup>ème</sup> siècles et à une série d'inventions scientifiques et technologiques (par exemple, l'imprimerie, les progrès en génie maritime, dans les instruments de navigation et dans les connaissances météorologiques et astronomiques). Ces découvertes avec, simultanément, le retour d'une certaine forme de paix et de sécurité en Europe occidentale, qui a facilité le commerce, ont contribué à accélérer la croissance économique avant la révolution industrielle. Après plusieurs dizaines de milliers d'années de progrès économique lent ou négligeable, la croissance s'accéléra autour de l'an 1 000 après J.-C., s'accéléra à nouveau au 19<sup>ème</sup> siècle et, selon certains, à nouveau au cours des deux dernières décennies— bien qu'il soit trop tôt pour l'affirmer. Cette évolution des revenus par habitant est représentée dans la figure ci-dessous, qui montre les estimations du PIB mondial et des revenus par habitant au cours des deux mille dernières années.

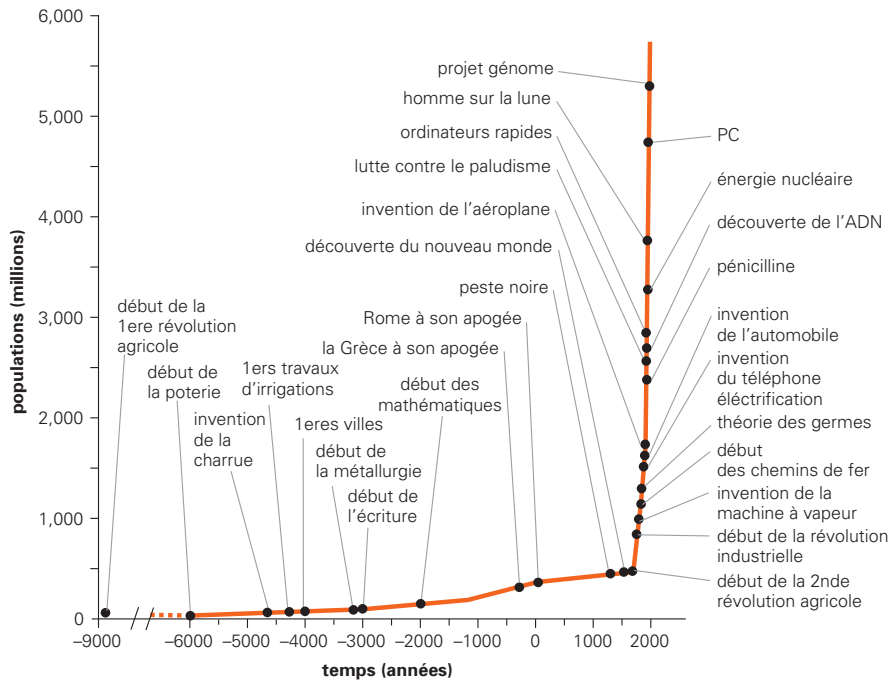


Source : Madison, Angus. 2007. *Contours de l'économie mondiale, 1- 2030 après J.-C.* Oxford, RU : Oxford University Press

Note : PPA = parité de pouvoir d'achat

## 1.2 Croissance de la population mondiale et quelques événements majeurs dans l'histoire de la technologie —de 9 000 av. J.-C. à nos jours

La croissance des revenus s'est accompagnée d'accroissements sans précédent de la population et d'accroissements exponentiels du rythme des découvertes scientifiques

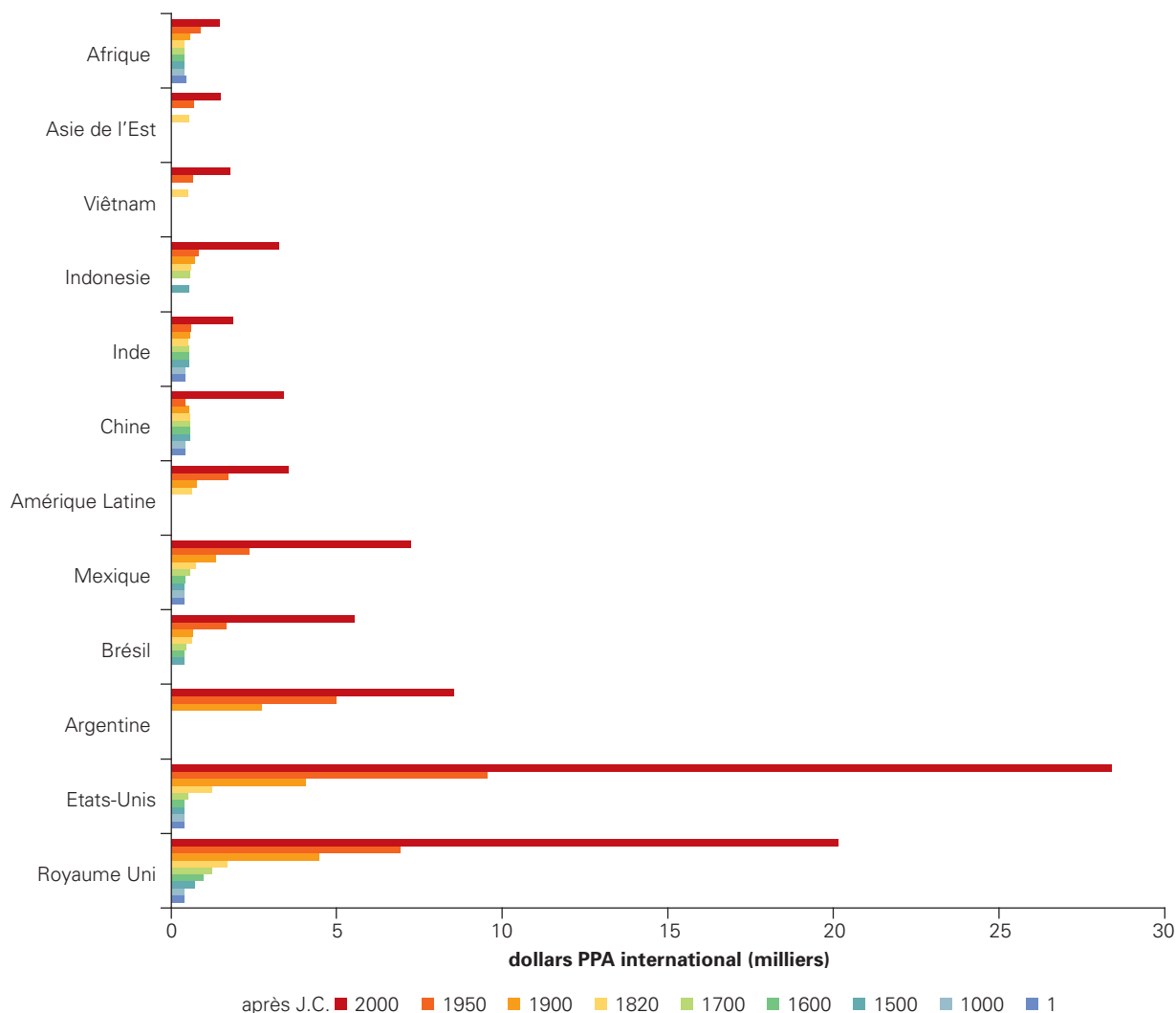


Source : Fogel, Robert. 1999. « Catching up with the Economy » *American Economic Review* 89 (1) (Mars) 1-21

Note: Il y a généralement un écart entre le moment de l'invention d'un procédé ou d'une machine et la généralisation de son application à la production. « Début » signifie : stade initial du processus de diffusion .

### 1.3 Évolution sur le long terme du PIB par habitant pour une sélection de pays en développement et de parties du monde

Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, la croissance économique s'est limitée à l'Europe et à l'Amérique du Nord. Ailleurs, le revenu par habitant stagnait comme le montre la figure 1.3 sur laquelle l'abscisse mesure le revenu par habitant pour différents groupes de pays ou de régions du monde au cours des deux mille dernières années.

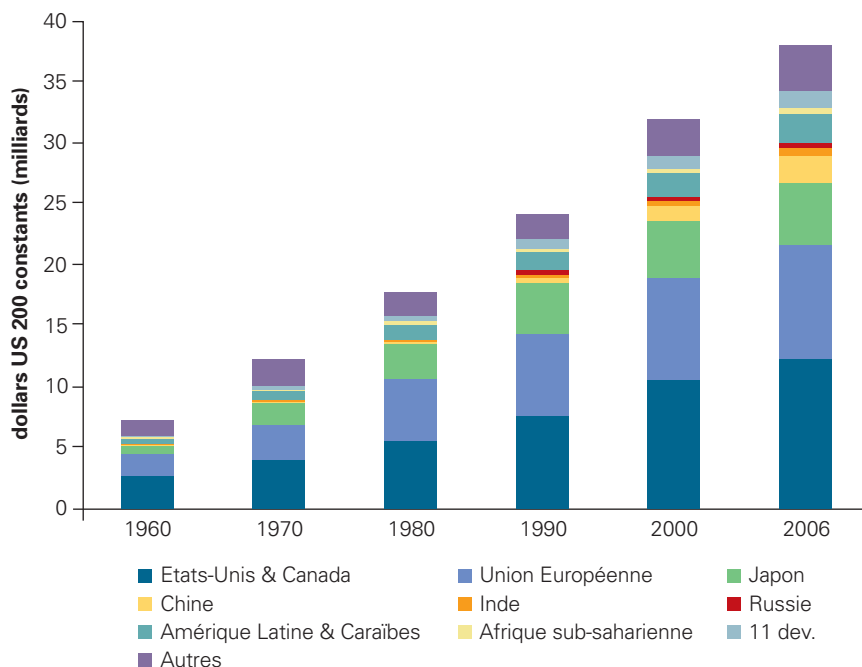


Source : site de Angus Maddison, [www.ggdc.net/Maddison](http://www.ggdc.net/Maddison)

Note : PPA = parité de pouvoir d'achat

## 1.4 PIB mondial depuis 1960

Après la Seconde Guerre mondiale, quelques pays en développement ont commencé à se développer à un rythme rapide et à rattraper les pays industrialisés, contribuant ainsi à la croissance exponentielle du PIB mondial. La figure 1.4 montre la part de différents groupes de pays et de régions du monde dans le PIB mondial depuis 1960. Elle montre que les États-Unis, le Canada, l'Union européenne et le Japon représentent nettement plus de la moitié du PIB mondial, mais que cette proportion a baissé du fait du développement de la Chine et de l'Inde. Depuis la Seconde Guerre mondiale, le Japon a enregistré une croissance forte, qui est un hybride de rattrapage et de reprise d'après-guerre. Alors que le Japon faisait partie des pays en développement dans les années 50 et 60, et une partie des années 70, c'est maintenant un pays industrialisé et son PIB se classe parmi les plus élevés du monde.



Source : Indicateurs du développement dans le monde 2007

Note : À partir de 2006, l'Union européenne a compté 25 pays. Les années à partir desquelles les données statistiques sont disponibles varient d'un pays à l'autre. Par exemple, pour l'Allemagne, le PIB commence en 1971. « 11 dev. » renvoie aux 11 pays en développement qui se situent parmi les 25 plus grands pays en développement du tableau 1.1 et qui ne sont pas pris en compte dans les catégories ci-dessus. Ce sont l'Algérie, le Bangladesh, la République arabe d'Égypte, l'Indonésie, la République islamique d'Iran, la Malaisie, le Pakistan, les Philippines, la Roumanie, la Thaïlande et la Turquie. Les 10 économies de tête par la taille qui figurent dans la catégorie « autres » sont la République de Corée, l'Australie, Taïwan, la Chine, la Suisse, Hong Kong Chine, la Norvège, Singapour, la Nouvelle Zélande, l'Ukraine et le Vietnam.



### 1.5 Croissance dans les 25 plus grands pays en développement d'aujourd'hui

Certains des plus grands pays en développement ont mis leurs économies sur la voie des pays industrialisés pour les rattraper, mais beaucoup ne l'ont pas fait. Il y a environ 150 pays en voie de développement dans le monde. Les 10 plus grands représentent environ 70 pour cent du PIB des pays en voie de développement et les 25 plus grands, environ 90 pour cent. Les résultats de la croissance dans ces 25 pays ont été inégaux. Parce que le taux de croissance à long terme des pays industrialisés est d'environ 2 pour cent par habitant, il faut que le taux de croissance des pays en développement soit beaucoup plus élevé pour qu'ils puissent combler leur retard. Moins de la moitié d'entre eux ont été capables d'accomplir cette performance, ainsi que le montre le tableau ci-dessous. Depuis 1960, seuls six pays ont eu une croissance supérieure à 2

	PIB* Réel 2006	Part ** dans total	Taux de croissance du PIB***				Rang 1960	PIB réel 1960
			1980-2006		1960-2006			
			Réel	Par hab.	Réel	Par hab.		
Chine	209	25,4	9,8	8,6	7,7	6,1	5	70
Brésil	765	9,3	2,2	0,5	4,4	2,3	2	105
Inde	703	8,5	6,0	4,1	4,9	2,8	4	77
Mexique	666	8,1	2,6	0,9	4,3	2,0	3	94
Fédération de Russie	373	4,5	-0,4	-0,2	-	-	-	-
Argentine	340	4,1	1,8	0,5	2,5	1,1	1	108
Turquie	261	3,2	4,4	2,5	4,3	2,2	-	-
Indonésie	219	2,7	5,2	3,6	5,5	3,6	8	18
Pologne	210	2,6	3,7	3,7	-	-	-	-
Afrique du Sud	169	2,0	2,2	0,1	3,3	1,0	7	38
Thaïlande	165	2,0	5,9	4,5	6,6	4,5	19	9
Rep. bo. du Vénézuéla	147	1,8	2,0	-0,3	2,8	0,0	6	41
Rep. islamique d'Iran	140	1,7	3,5	1,3	4,4	1,8	-	-
Rep. arabe d'Égypte	128	1,5	4,7	2,6	5,3	3,0	17	12
Malaisie	119	1,4	6,1	3,6	6,6	3,9	22	6
Colombie	106	1,3	3,2	1,4	4,2	1,9	11	16
Philippines	99	1,2	2,9	0,7	4,0	1,4	9	17
Pakistan	99	1,2	5,1	2,5	5,5	2,7	20	9
Chili	96	1,2	4,9	3,3	4,3	2,5	12	14
Algérie	72	0,9	2,8	0,5	3,6	1,1	13	14
Pérou	71	0,9	2,3	0,4	3,2	0,9	10	16
Bangladesh	65	0,8	4,6	2,3	3,6	1,3	16	13
Nigeria	64	0,8	2,7	0,0	3,5	0,8	15	13
Hongrie	62	0,7	1,7	2,0	3,4	3,4	14	13
Roumanie	53	0,6	1,0	1,1	-	-	-	-
Autres	965	117	-	-	-	-	-	-

pour cent par habitant et 10 une croissance inférieure, ce qui veut dire qu'ils ont accentué leur retard par rapport aux revenus des pays industrialisés. Le Japon et la République de Corée, deux grands pays classés dans la catégorie des pays en développement après la Seconde Guerre mondiale, ont, en raison de la performance de leur croissance, atteint les niveaux de revenus des pays industrialisés et, de ce fait, ne figurent pas dans le tableau. Comme il est indiqué plus haut, la croissance du Japon est un hybride de reprise d'après-guerre et de rattrapage. Tableau ci-après.

*Source* : Banque mondiale, indicateurs du développement dans le monde 2007

*Note* : Ce tableau exclut les pays qui étaient en voie de développement en 1960 et qui ont déjà atteint les niveaux de revenus des pays industrialisés. Les chiffres en italique et en rouge indiquent des périodes de temps différentes du fait de la disponibilité des données statistiques : Russie (1989-2006), Pologne (1990-2006), Iran (1965-2006).

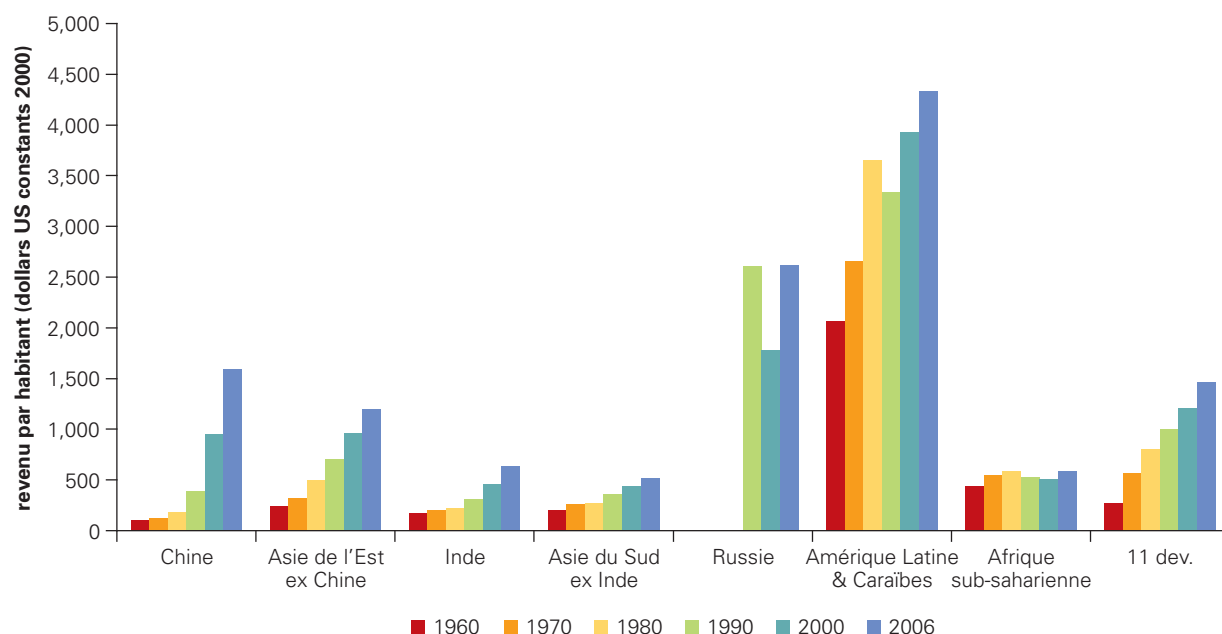
\* PIB réel et par habitant en dollars US constants 2000, milliards

\*\* parts du PIB réel total des pays en développement en 2006

\*\*\* taux de croissance par période dans taux composé de croissance annuelle

## 1.6 Écarts dans les performances de l'économie, 1960-2006

Il existe d'importantes différences dans les performances de l'économie. Cela est particulièrement vrai pour l'Afrique et l'Amérique latine où la croissance a été lente ou s'est ralentie par rapport aux revenus des pays industrialisés, ce qui signifie qu'elles ont pris du retard.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007

## 1.7 Rattrapage du retard

Une autre façon de décrire les différences de performances des économies des pays en développement est de se demander quel taux de croissance il faudrait à un pays pour qu'il puisse, à une certaine date, rattraper les pays industrialisés (dont le revenu par habitant s'accroît à un rythme tendanciel de 2 pour cent). Le tableau ci-dessous montre quel accroissement il faudrait pour que le retard soit rattrapé en 2050 ou 2100. Si les tendances actuelles persistent, la Chine pourrait ramener son taux de croissance annuel par habitant à 5,7 pour cent, alors qu'il était en moyenne de 8,3 pour cent au cours des 10 dernières années, ce qui signifie que, au taux actuel, elle pourrait rattraper les pays industrialisés avant 2050. En revanche, pour pouvoir rattraper les pays industrialisés pour 2050, il faut que le Brésil augmente son taux de croissance des revenus par habitant par un facteur de 5 par rapport au 1,1 pour cent du taux de croissance des dix dernières années.

La dernière colonne du tableau ci-dessous montre le nombre d'années qu'il faut pour qu'un pays rattrape les pays de l'OCDE, en supposant que sa croissance à venir soit au rythme le plus élevé enregistré ces dix dernières années. Ce taux est évidemment arbitraire. Des pays qui connaissent de fortes fluctuations, comme, le Venezuela, auront automatiquement un taux de croissance très élevé en raison des rebonds, et le nombre d'années pour rattraper le retard sera, de ce fait, artificiellement bas. Si on avait pris la moyenne des dix dernières années, les estimations auraient été plus plausibles. Cependant, de nombreux pays ont, pour la décennie, un taux moyen de croissance par habitant nettement inférieur au taux tendanciel des pays de l'OCDE, ce qui veut dire que, avec des taux de cet ordre, ils ne comble-

	PIB par hab.* en2006	Taux de croissance des 10 dernières années		Taux de croissance nécessaire pour combler le retard***		années pour combler le retard****
		MAX**	MOY **	en 2050	en 2100	
Chine	6 621	10,1	8,3	5,7	3,7	23
Brésil	7 826	4,3	1,1	5,3	3,5	119
Inde	3 308	7,7	4,9	7,4	4,5	50
Mexique	9 967	5,2	2,4	4,7	3,3	55
Fédération de Russie	10 350	10,0	5,4	4,6	3,2	17
Argentine	13 652	8,1	1,7	4,0	2,9	17
Turquie	7 842	8,3	2,7	5,3	3,5	28
Indonésie	3 570	4,3	1,3	7,2	4,4	181
Pologne	13 349	7,0	4,3	4,0	3,0	22
Afrique du Sud	10 338	3,9	1,7	4,6	3,2	135
Thaïlande	8 065	6,2	1,8	5,2	3,5	45
Rép.bol. du Venezuela	6 485	16,2	1,1	5,7	3,7	13
Rép.islamique d'Iran	7 405	5,9	3,2	5,4	3,6	54
Rép. Arabe d'Egypte	4 031	4,9	2,7	6,9	4,3	118
Malaisie	10 091	6,4	2,2	4,7	3,3	35
Colombie	6 886	5,4	1,0	5,6	3,7	68
Philippines	4 731	4,3	2,2	6,5	4,1	159
Pakistan	2 206	4,8	1,8	8,3	4,9	159
Chili	10 939	5,1	2,6	4,5	3,2	54
Algérie	6 376	5,3	2,4	5,8	3,8	75
Pérou	5 725	6,5	2,3	6,0	3,9	51
Bangladesh	1 916	4,8	3,5	8,7	5,1	163
Nigeria	1 008	8,0	1,8	10,3	5,8	74
Hongrie	16 928	5,5	4,7	3,4	2,7	26
Roumanie	8 722	8,7	3,1	5,0	3,4	24
OCDE	30 897	3,08	2,04	75,130	206,222	

raient jamais leur retard. D'autre part, ce tableau montre que tous les pays ont eu, pendant une année au moins, un taux de croissance supérieur à 2 pour cent. Si on utilise ce taux, le calcul devient mathématiquement possible, mais il faut se montrer prudent dans l'interprétation économique.

Il y a eu récemment une accélération de la croissance en Afrique, en Amérique latine et au Moyen-Orient, en partie du fait de l'augmentation du prix des matières premières, en partie du fait des changements dans les politiques économiques. La question est maintenant de savoir si cette accélération va persister.

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007

\*PIB par habitant établi à partir de la parité de pouvoir d'achat en dollars internationaux constants 2000.

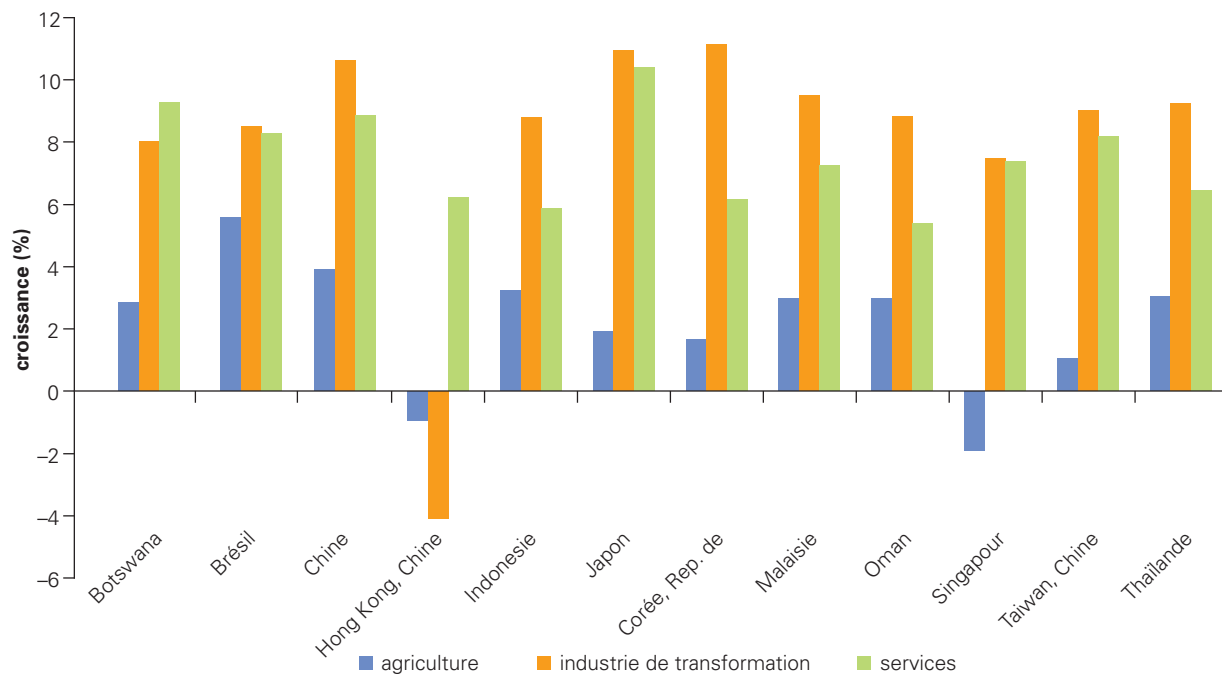
\*\* Moyenne maximum et moyenne simple des taux de croissance annuels au cours des 10 dernières années.

\*\*\* En prenant pour hypothèse que le taux de croissance annuel soit de 2,04%, ce qui est le taux de croissance moyen de l'OCDE sur les 10 dernières années.

\*\*\*\* En prenant pour hypothèse que le taux de croissance des deux soit le taux maximum enregistré sur les 10 dernières années

### 1.8 Le socle de la croissance rapide est urbain —Décomposition des taux de croissance des économies à croissance rapide : Diverses périodes

Dans tous les cas de croissance forte durable (7 pour cent ou plus tout au long d'une période de 25 ans), c'est la production des zones urbaines — c'est-à-dire l'industrie de transformation et les services — qui a été le moteur de la croissance.

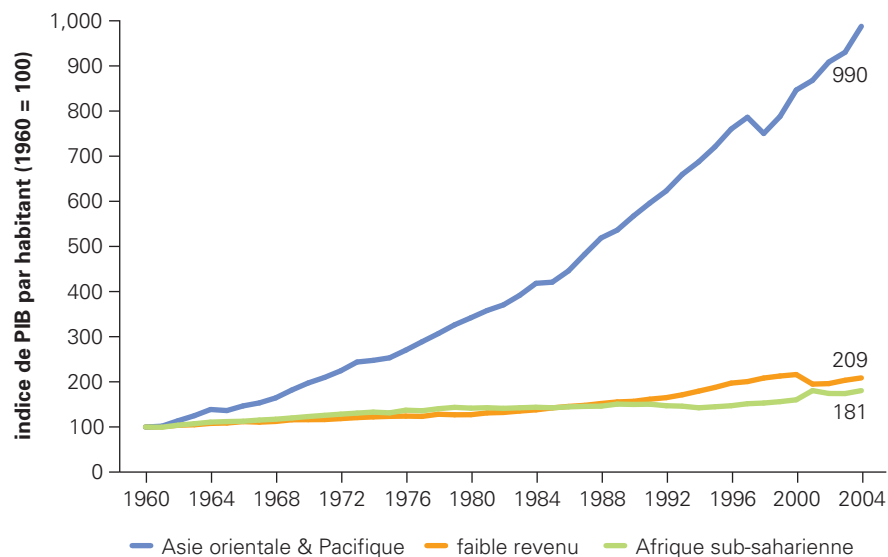


Sources : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007 ; pour le Brésil, les calculs de la Banque mondiale se fondent sur les données des World Tables 1976, Banque mondiale et de l'Institut recherche appliquée en économie, Brésil (<http://www.ipeadata.gov.br>) ; pour le Japon : les calculs de la Banque mondiale se fondent sur les données des World Tables 1976, Banque mondiale, et Maddison, Angus, 2001 : *L'économie mondiale : Une perspective millénaire*, Paris, OCDE.

Note : Les calculs concernent différentes périodes indiquées entre parenthèses en raison des variations de concordance dans les données disponibles : Botswana (1965-2006) ; Brésil (1955-73) ; Chine (1965-2006) ; Hong Kong, Chine (2000-06) ; Indonésie (1960-2005) ; Japon (1955-73) ; Rep. de Corée (1970-2006) ; Malaisie (1970-2006) ; Oman (1988-2004) ; Singapour (1975-2006) ; Taiwan, Chine (1965-2006) ; et Thaïlande (1960-2006).

### 1.9 Écarts entre l'Afrique subsaharienne et l'Asie orientale, 1960-2006

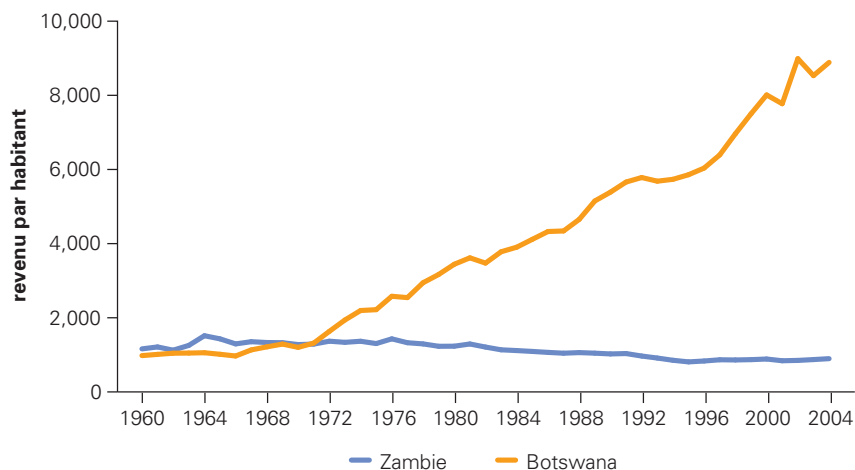
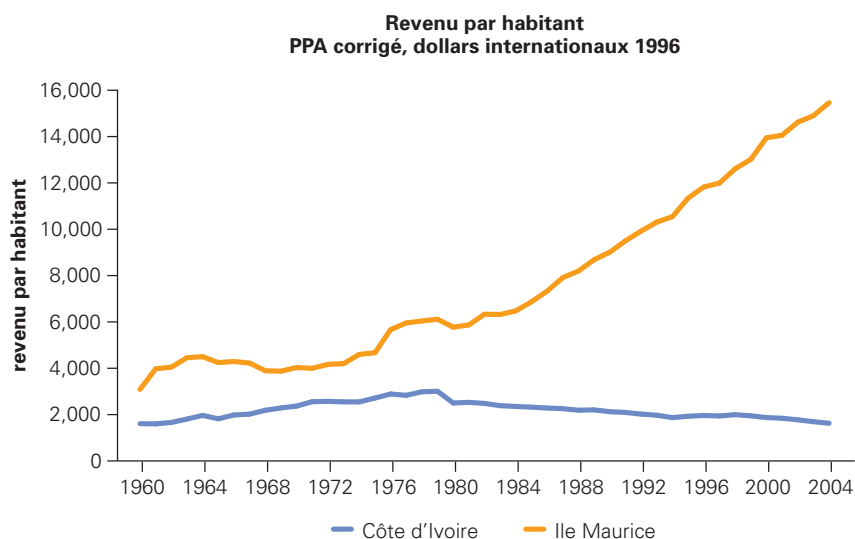
Une autre façon de voir les écarts est de comparer dans la durée des régions ou des économies sélectionnées. La figure ci-dessous montre les différences de performance de l'Afrique dans sa globalité avec l'Asie orientale.



Source : Arbache, Jorge, Go, Delfin, et Page, John, 2008. « L'Afrique est-elle à un tournant ? » Recherches sur l'action des pouvoirs publics : Document de travail 4519, Février, Banque mondiale, Washington, DC.

### 1.10 Écarts au sein même de l'Afrique, 1960-2006

Au sein même de l'Afrique, il y a eu des disparités importantes. Par exemple, l'Île Maurice et la Côte d'Ivoire se sont trouvées confrontées au même marché international des matières premières et ont accédé à l'indépendance à peu près au même moment. L'Île Maurice a poursuivi une stratégie de croissance dont l'objectif était d'alimenter le marché extérieur en s'intégrant à l'économie mondiale et en diversifiant sa production et ses exportations. En revanche, la Côte d'Ivoire a compté presque exclusivement sur les revenus de ses exportations de matières premières. La Zambie et le Botswana avaient au départ à peu près le même revenu par habitant et ces deux pays étaient richement dotés en minerais : là encore des politiques et des institutions différentes ont produit des résultats différents.



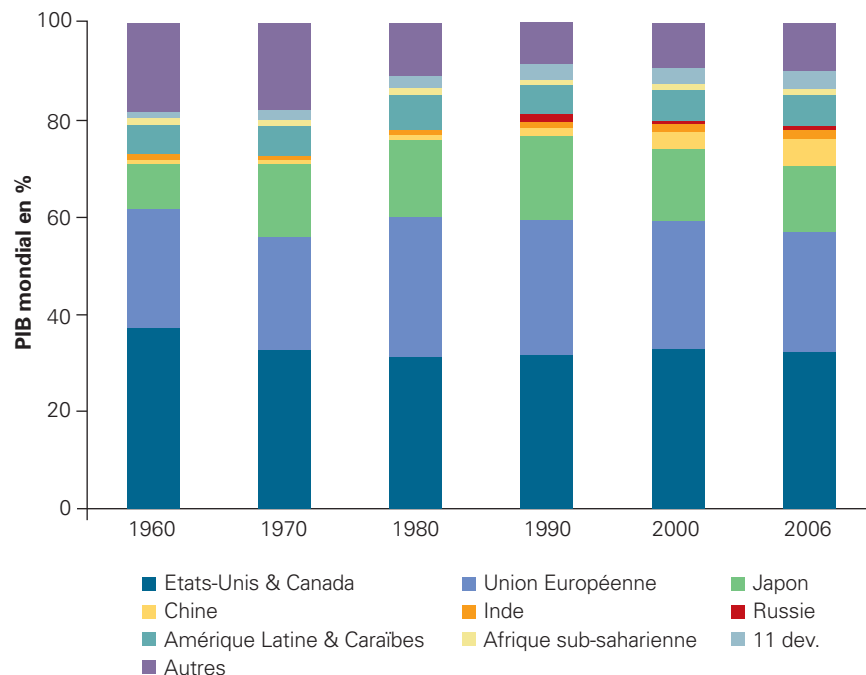
Source : Arbache, Jorge, Go, Delfin, et Page, John, 2008. « L'Afrique est-elle à un tournant ? » Recherches sur l'action des pouvoirs publics : Document de travail 4519, Février, Banque mondiale, Washington, DC.

Note : PPA = parité de pouvoir d'achat



### 1.11 Montée de la Chine et de l'Inde, 1960-2006

En raison de l'amélioration régulière des performances économiques de la Chine et de l'Inde, la part des pays en développement dans le PIB mondial est en augmentation. Le corollaire est que la part des Etats-Unis, du Canada, du Japon et de l'Union européenne a diminué depuis les années 80, bien que ces blocs économiques représentent ensemble encore 70 pour cent du PIB mondial.

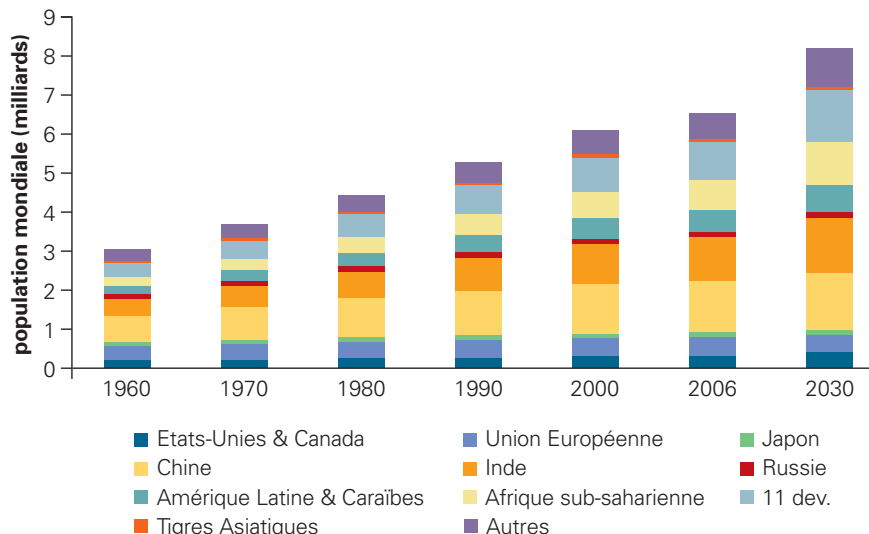


Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007

## 2. POPULATION : TENDANCES ET PRÉVISIONS

### 2.1 Croissance de la population, 1960-2006 et prévisions pour 2030

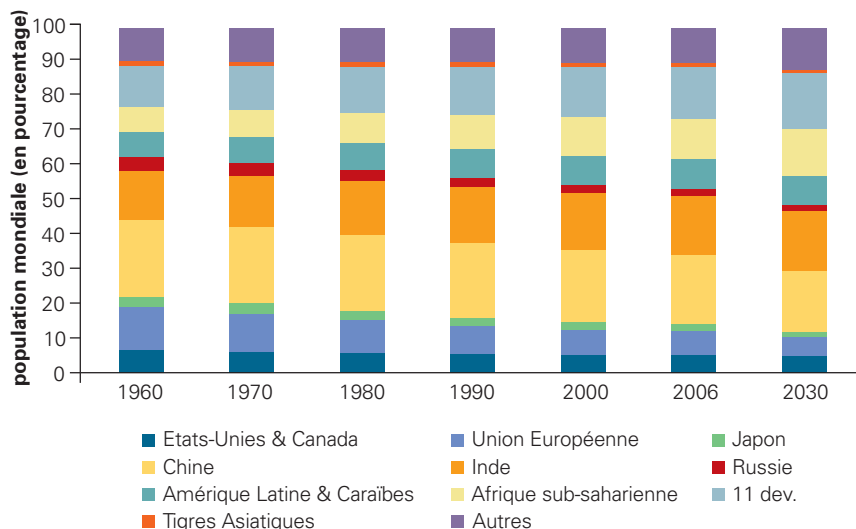
Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'accroissement démographique s'est presque entièrement produit dans les pays en développement.



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007 ; prévisions pour 2030, Maddison 2001.

### 2.2 Population mondiale, 1960-2006 et prévisions pour 2030, répartition en pourcentage

Le corollaire de la croissance de la population dans les pays en développement est que la part des pays industrialisés dans la population mondiale est en diminution.

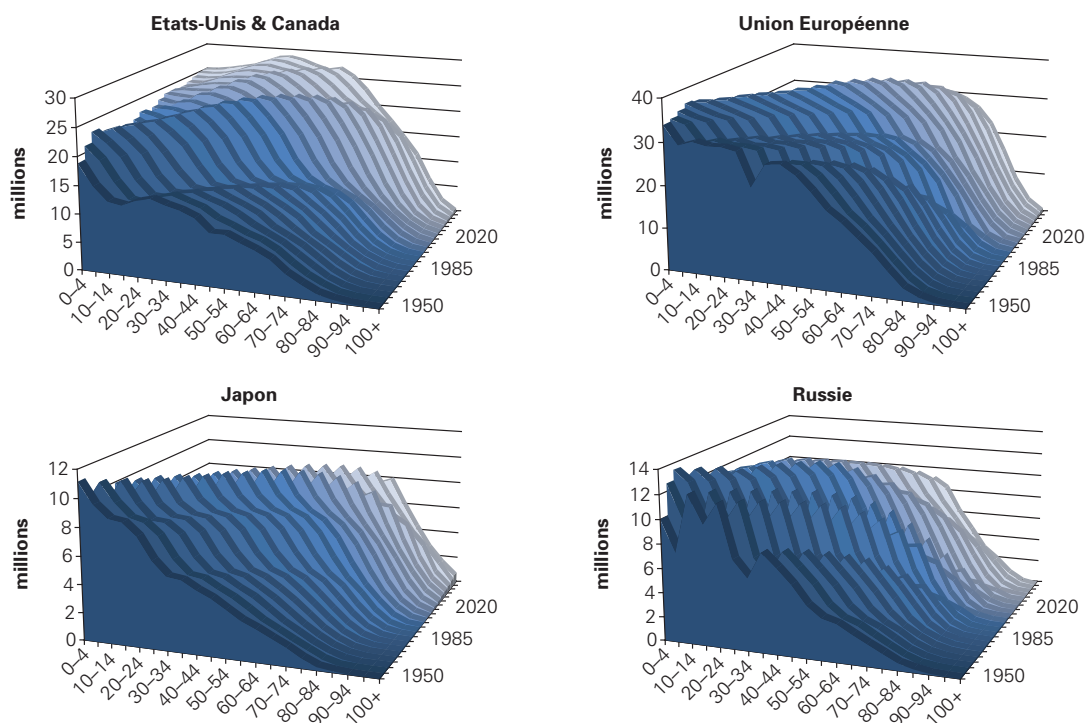


Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007 ; prévisions pour 2030, Maddison 2001.

### 2.3 Changement démographique, 1950-2050, par tranche d'âge de cinq années

Les chiffres ci-dessous illustrent l'évolution dans certains pays et certaines régions de la pyramide des âges de 1950 à nos jours et les perspectives d'évolution d'aujourd'hui à 2050. Ces chiffres ne tiennent pas compte des futurs flux migratoires. La lecture de l'axe des âges de gauche à droite donne la structure de la population par âge, par tranches de cinq années, à différents points dans le temps, depuis 1950. La lecture de l'axe du temps, du passé au présent, puis au futur, en suivant le contour de la surface, montre l'évolution de l'importance d'une tranche d'âge particulière. Dans le cas de la Chine, par exemple, si l'on suit l'axe du temps, on s'aperçoit qu'il y a d'abord une augmentation du nombre d'enfants dans la tranche de 0 à 4 ans, suivie d'une brusque chute dont on pense qu'elle va continuer jusqu'à la fin de 2050. Tous les pays et toutes les régions du monde ont enregistré ou vont enregistrer une baisse dans les tranches d'âge basses du fait de la chute des taux de natalité. Dans le cas des Etats-Unis et de l'Union européenne, par exemple, la baisse des taux de natalité explique la montée des tranches d'âge élevées. L'Afrique subsaharienne est une exception importante. On prévoit que, dans les tranches d'âge basses, le nombre d'enfants va continuer à augmenter, tandis que dans les tranches plus élevées, on s'attend à une baisse démographique rapide, ce qui est une autre exception.

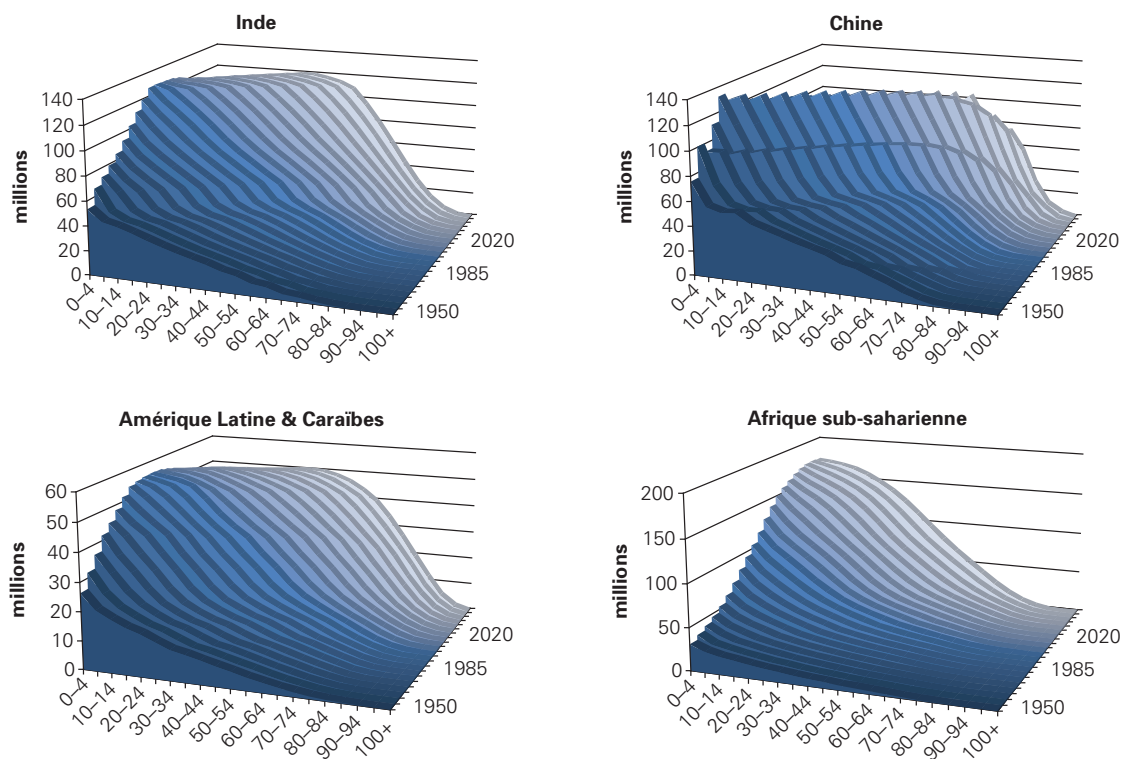
Les principales conclusions à tirer des chiffres ci-dessous, ce sont que d'importants changements démographiques sont à l'œuvre, qui conduiront rapidement à un vieillissement des populations des pays industrialisés.



Le vieillissement sera particulièrement prononcé au Japon, en Russie et, à un moindre degré, en Chine.

### 2.3 Changement démographique, 1950-2050, par tranches d'âge de cinq années (suite)

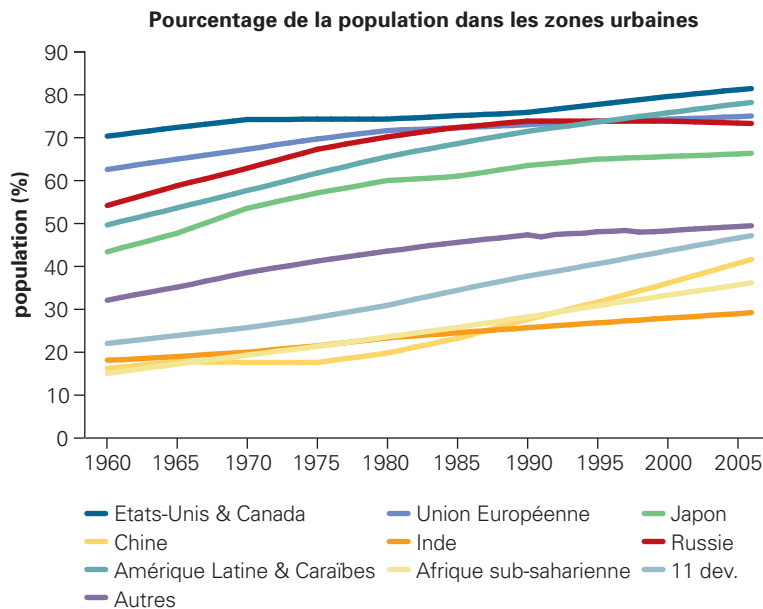
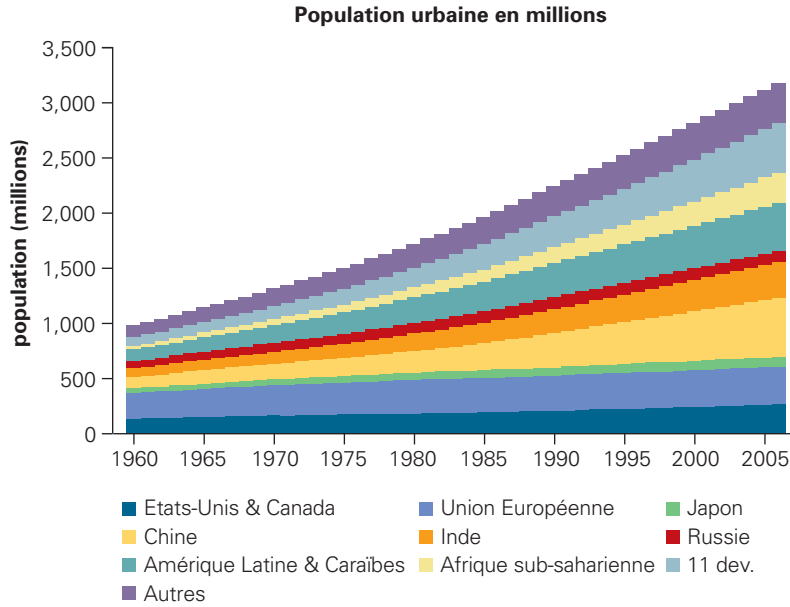
La population de l'Inde va également connaître un vieillissement, quoique à un moins degré que la Chine.



Source Population Secretariat Division de la population au département des affaires économiques et sociales du secrétariat des Nations Unies) 2005 et 2006. « World Population prospects : The 2006 Revision » et « World Urbanisation Prospects : The 2006 Revision ». Disponible sur le site <http://esa.un.org/unpp>

## 2.4 Population urbaine et taux d'urbanisation, 1960-2006

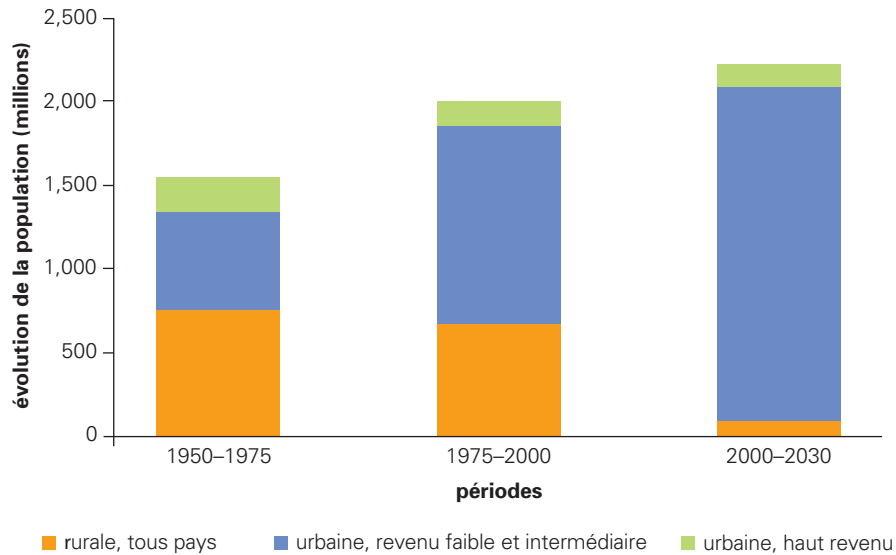
La croissance de la population en zone urbaine et l'immigration rurale ont comme conséquence que le monde s'urbanise de plus en plus. Un seuil a été franchi en 2008 : 50 pour cent de la population mondiale est maintenant urbaine. Cette urbanisation va encore beaucoup s'accroître étant donné que les pays s'industrialisent et se développent.



Source : Perspectives d'urbanisation mondiale selon les nations unies ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde

## 2.5 Croissance de la population jusqu'en 2030 : comparaison entre, d'une part, pays à revenu faible et intermédiaire, et d'autre part pays à haut revenu.

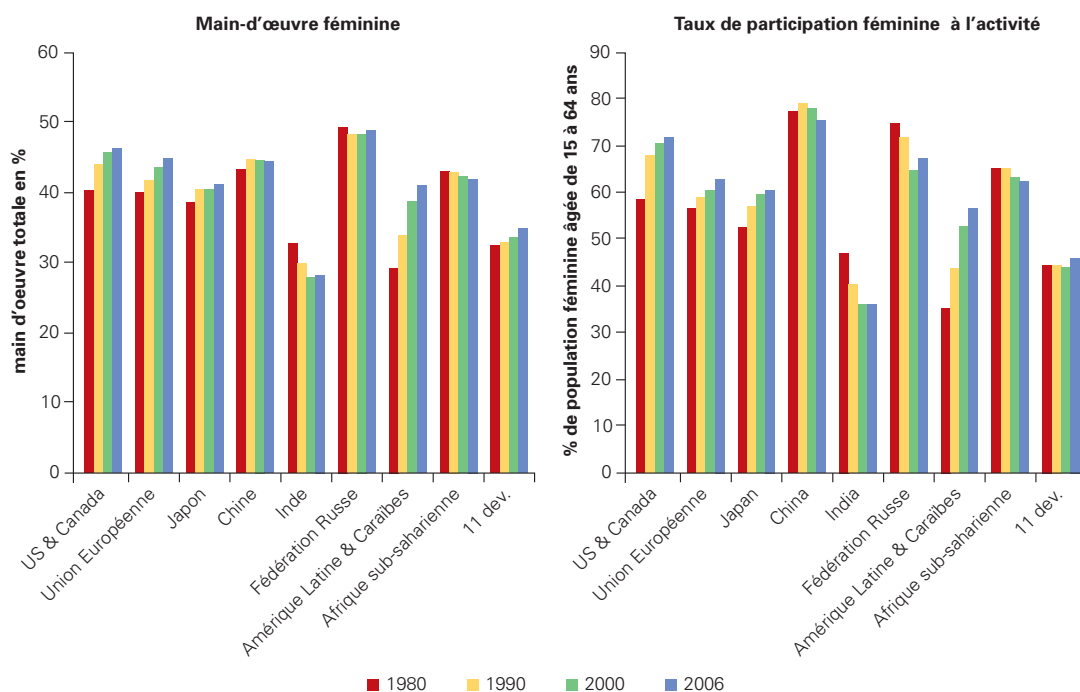
La majeure partie de la croissance démographique dans les deux prochaines décennies se situera dans les villes des pays aujourd'hui en développement



Source : perspectives d'urbanisation mondiale selon Nations unies

## 2.6 Main-d'œuvre féminine et participation des femmes à l'activité, de 1980 à nos jours

La participation des femmes à l'activité a augmenté dans les pays industrialisés, en Amérique latine et dans les 11 pays en développement, mais les taux d'activité ont baissé en Inde, en Chine et en Russie. Les raisons de ces tendances à la baisse n'ont pas été étudiées et sont mal comprises. Cette baisse peut s'expliquer par l'augmentation de la scolarisation dans la mesure où la participation à l'activité vient de filles qui, autrement, devraient être scolarisées. Une autre explication possible est que, pour toutes sortes de raisons sociologiques et culturelles, il n'y a aucune flexibilité dans la demande de main-d'œuvre féminine. La conclusion est qu'il faut poursuivre les travaux de recherche pour comprendre la signification de ces données statistiques et savoir si elles prennent en compte le travail que les femmes effectuent dans l'économie parallèle. En outre, il faudrait que certaines de ces tendances soient dissociées en fonction du critère de l'âge et du niveau d'instruction, et il faudrait également que les questions ayant trait au marché du travail en général fassent l'objet d'une étude plus approfondie.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007

\* C'est la moyenne simple qui est utilisée pour le calcul des agrégats.

Les données statistiques sur la participation des femmes à l'activité posent une autre question, celle de la comparabilité entre pays. En général, les estimations concernant les femmes sont inférieures à celles concernant les

hommes et les comparaisons internationales ne sont pas possibles, ce qui traduit le fait que, pour les femmes, ce sont les tendances et les normes démographiques, sociales, juridiques et culturelles qui sont déterminantes pour que leurs activités soient, ou non, considérées comme ayant une valeur économique. Dans beaucoup de pays, un grand nombre de femmes travaillent dans des fermes ou dans d'autres entreprises familiales sans être payées, tandis que d'autres travaillent chez elles, ou près de chez elles, associant travail et tâches familiales dans la journée. Les critères pour déterminer si ces ouvrières doivent être comptées comme faisant partie de la main-d'œuvre active diffèrent d'un pays à l'autre.



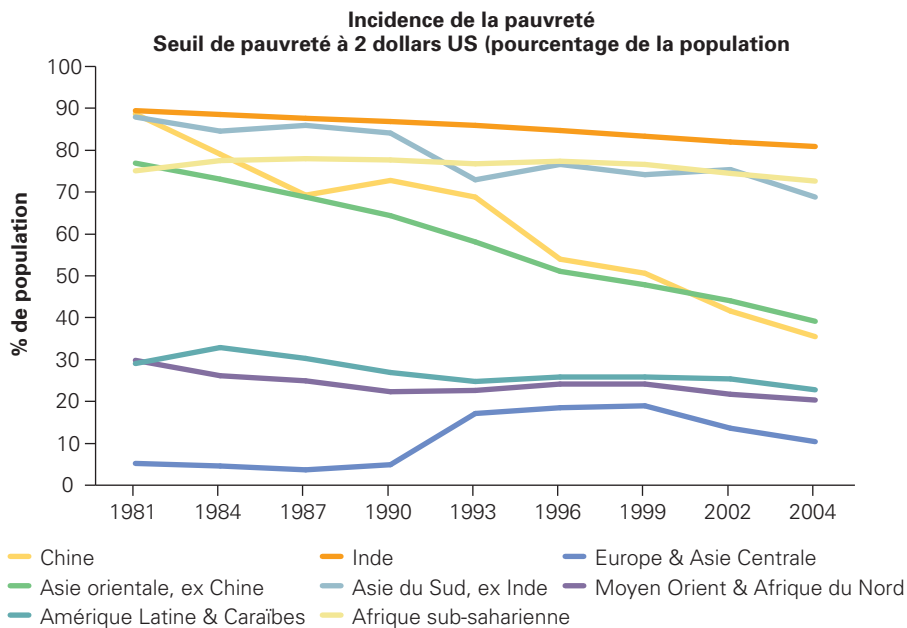
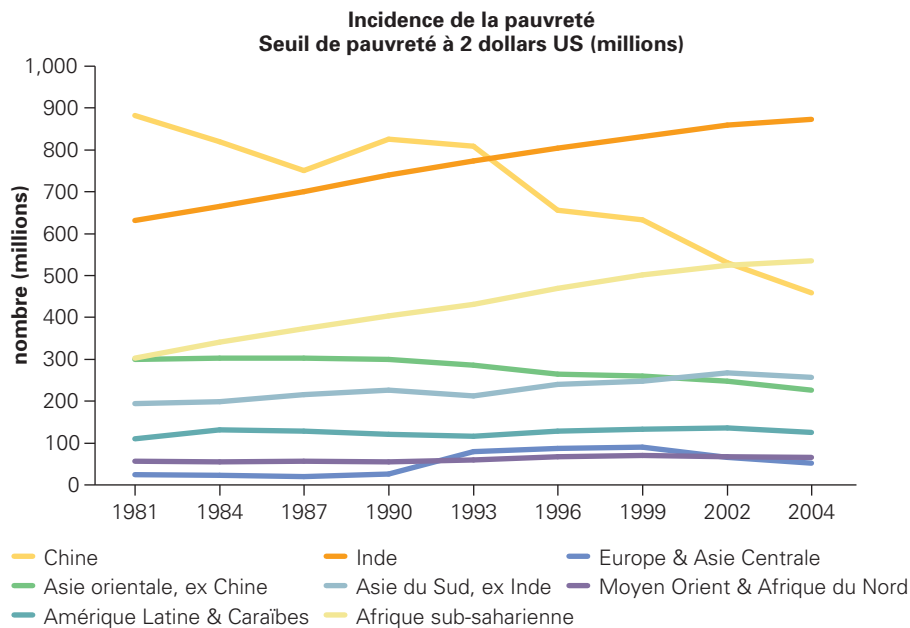
## 3. PAUVRETÉ

### 3.1 Nombre de gens vivant avec moins de 2 dollars US par jour et pourcentage dans la population

La réduction de la pauvreté est un objectif explicite ou implicite de nombreux gouvernements des pays en développement depuis au moins la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'Inde a été la première à formuler le concept de pauvreté et à élaborer des instruments de mesure depuis les années 50. Elle a notamment eu recours aux enquêtes par sondages auprès des ménages et c'est le pays en développement qui a la plus longue série cohérente d'indicateurs de la pauvreté. À partir des années 90, la Banque mondiale s'est fondée sur ces éléments et sur les efforts que font d'autres pays en ce qui concerne la mesure de la pauvreté. Elle a apporté son appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des enquêtes auprès des ménages dans une foule de pays et elle a fait connaître un grand nombre de méthodologies, de concepts et d'instruments de mesure.

Ces efforts ont contribué à définir les seuils de pauvreté qui permettent des comparaisons entre pays et dans la durée. Les définitions de la pauvreté varient d'un pays à l'autre. Dans certains pays, sont définis comme pauvres ceux qui se situent dans le dernier quintile de niveau de vie ou dans le dernier tiers de la répartition des revenus. Le résultat est que le nombre de pauvres ne baisse jamais. Dans ce contexte, la réduction de la pauvreté signifie l'amélioration des revenus de ceux qui sont au bas de l'échelle. Dans d'autres pays, les pauvres sont ceux dont la consommation est inférieure à un certain niveau jugé comme minimum. La définition de « minimum » varie, bien sûr, d'un pays à l'autre en fonction du niveau de développement, des revenus, des valeurs et des normes. Ce qui est considéré comme essentiel dans un pays peut faire partie du superflu dans un autre. Une définition commune essaie de résoudre ce problème et permet aux pays de se comparer entre eux.

C'est ce que permet le seuil de pauvreté évalué à 1 dollar US ou à 2 dollars US. Ce seuil est calculé à partir d'un panier de denrées de base évaluées selon les prix courants ou les parités de pouvoir d'achat (PPA). Selon cette définition, tandis que le nombre de pauvres est demeuré relativement stable depuis le début des années 90, le nombre de pauvres par rapport à la population totale a baissé parce que, dans les pays en développement, cette population totale a augmenté.



Source : Banque mondiale, Groupe de recherche sur le développement en économie

### 3.2 Coefficients de Gini : Sélection d'exemples

Les mesures de l'incidence de la pauvreté informent sur le nombre de gens dont la consommation est inférieure à ce qui est jugé souhaitable du point de vue nutritionnel et social. Bien qu'elles constituent la mesure la plus parlante des performances de l'économie et de la situation sociale d'un pays, il existe des mesures plus fines. Le coefficient de Gini est souvent utilisé. Il mesure l'écart par rapport à une distribution des revenus parfaitement égale parmi les individus, le coefficient de Gini étant alors égal à zéro. En revanche, plus la répartition est inégale, plus le coefficient de Gini se rapproche de 1. Dans le cas le plus extrême, où un seul individu a la totalité du PIB et le reste de la population rien, le coefficient serait égal à 1.

Le tableau ci-dessous met en lumière des différences dans certaines régions du monde. En Amérique latine – en particulier au Brésil et au Chili – la distribution des revenus est beaucoup plus inégale qu'en Asie. La Tanzanie est une exception intéressante dans une partie du monde où la distribution des revenus tend à être aussi inégale qu'en Amérique latine. Cela est peut-être le résultat des programmes de réforme agraire sous la présidence du Président Nhyerere.

#### Coefficient de Gini pour une sélection de pays (multiplié par 100) Pays

Pays	Année 1	Année 2	Gini en année 1	Gini en année 2
Bangladesh	1991-92	2005	28,27	33,20
Brésil	1990	2004	60,88	56,99
Chili	1990	2003	55,52	54,92
Chine	1990	2004	33,50	46,90
Inde	1993-94	2004-05	31,52	36,76
Indonésie	1993	2004	34,63	34,76
Maroc	1990-91	1998-99	39,20	39,46
Tanzanie	1991	2000-01	33,83	34,62

Source : Banque mondiale, Indicateurs de Développement Mondial 2007

Le calcul exact des coefficients de Gini est complexe et demande des données statistiques sur les revenus des ménages qui, souvent, n'existent pas. On utilise à la place la répartition des dépenses au niveau des ménages, ce qui tend à infléchir les résultats dans le sens d'une plus grande égalité qu'il n'y a en réalité. La périodicité des données statistiques est un autre problème. Dans la plupart des pays, les données relatives à la distribution des revenus et des dépenses ne sont disponibles qu'à de rares intervalles. C'est pourquoi les comparaisons entre pays et dans la durée doivent être effectuées avec prudence. Par exemple, sur la carte qui suit, les Etats-Unis figurent avec une répartition plus égale que celle de la Chine. Mais, pour la

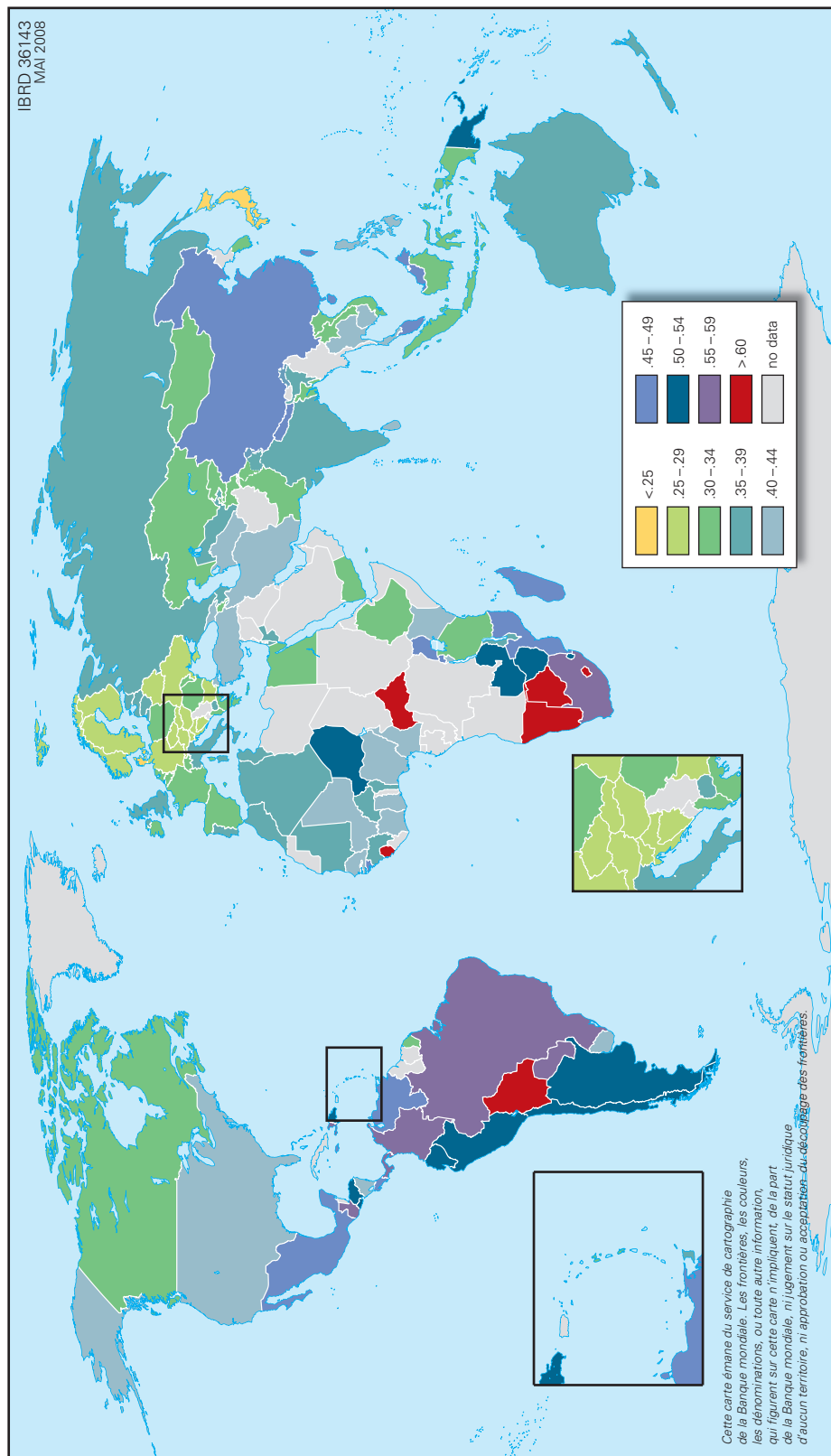
Chine, le coefficient est calculé sur la base des données statistiques de 2004 et, pour les Etats-Unis, sur la base de 2000, et la plupart des observateurs admettraient que, pour les deux pays, on estime maintenant que les coefficients sont très proches l'un de l'autre – au milieu des années 40.

Le tableau ci-dessous apporte également des informations sur l'évolution de la distribution des revenus dans une sélection de pays. Il montre que, concernant cette distribution, la situation s'est aggravée au Bangladesh, en Chine et en Inde, pays qui ont connu une croissance rapide au cours des deux dernières décennies. Au Brésil, où le revenu par habitant a stagné au cours des 25 dernières années, la répartition des revenus s'est améliorée du fait qu'un terme a été mis à l'hyperinflation (qui pénalisait les pauvres de façon excessive) et qu'ont été mis en oeuvre des programmes de redistribution. Au Chili, en Indonésie et au Maroc, la répartition des revenus est restée relativement stable.

### 3.3 Coefficient de Gini dans l'ensemble du monde

La carte ci-dessous donne une image plus complète des coefficients de Gini et souligne que, en ce qui concerne l'équité, il y a une spécificité des pays. L'inégalité est forte dans nombre de pays d'Amérique latine. Le Brésil n'est pas unique. La Tanzanie, avec un coefficient de Gini proche des valeurs de l'Asie, est une exception dans un continent où l'inégalité des revenus est extrêmement élevée.

Coefficients de Gini extraits du rapport des Nations Unies sur le développement humain, 2007-2008

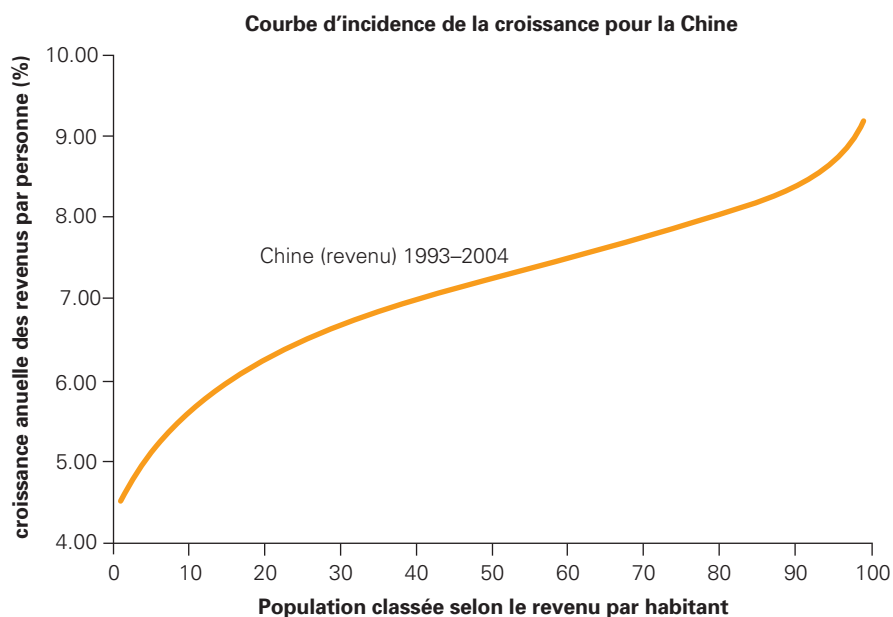


### 3.4 Courbes d'incidence de la croissance

Les courbes d'incidence de la croissance permettent de présenter la répartition des revenus en calculant le taux de croissance des revenus pour chaque ménage. Lorsque les groupes à haut revenu voient leurs revenus augmenter plus vite que ceux du groupe du bas de l'échelle, il y a détérioration de la répartition des revenus même si la population dans son ensemble voit ses revenus augmenter.

#### 3.4.1 La Chine

La courbe d'incidence de la croissance pour la Chine entre 1993 et 2004 est une illustration de ce phénomène. Au cours de cette période, le taux de croissance annuel par habitant était proche de 7 pour cent. Pour la moitié supérieure de la population en termes de revenus, l'augmentation dépassait 7 pour cent tandis que pour la moitié du bas de l'échelle, elle était inférieure à 7 pour cent. Cet avantage des groupes aux revenus les plus élevés s'explique probablement par le fait que leurs compétences et leurs avoirs étaient plus recherchés.

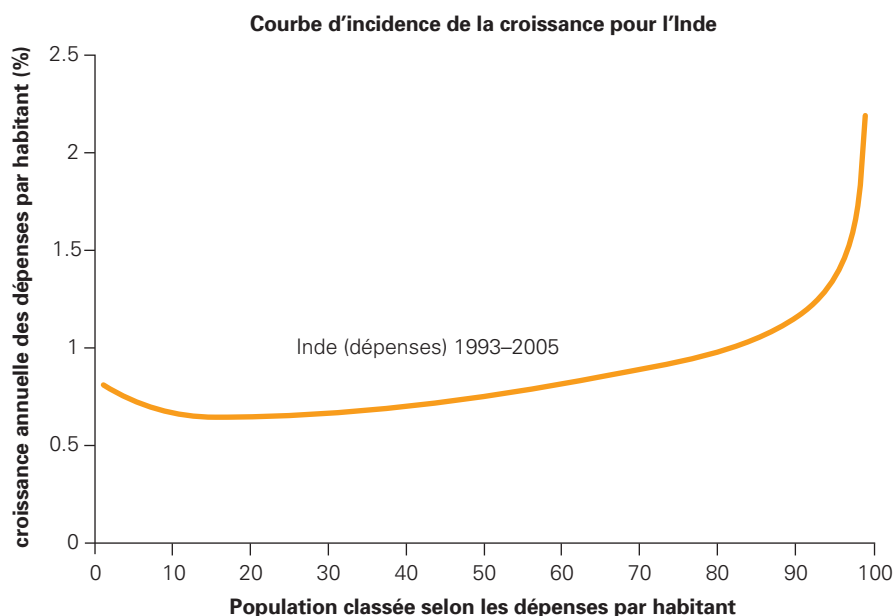


Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007

Note : Le revenu par habitant a été corrigé de la différence du coût de la vie entre zones rurales et zones urbaines

### 3.4.2 L'Inde

Le cas de l'Inde est plus difficile à interpréter. Bien que selon les données statistiques des comptes de la nation le revenu par habitant ait augmenté de plus de 4 pour cent par an entre 1993 et 2004, les enquêtes auprès des ménages révèlent que l'augmentation des dépenses de consommation a été remarquablement plus faible – incroyablement plus faible. Les raisons de cette disparité ont donné lieu à énormément de débats en Inde. Mais l'Inde n'est pas un cas unique. Déjà en 1999, Angus Deaton\* avait remarqué que, dans de nombreux pays, les disparités entre les enquêtes auprès des ménages et les comptes de la nation posaient un sérieux problème qui méritait un examen sérieux. Cette suggestion n'a malheureusement pas été suivie d'effet et l'une des nombreuses carences statistiques des pays en développement subsiste.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007

Note : Les dépenses de consommation par habitant ont été corrigées de la différence du coût de la vie entre les zones rurales et les zones urbaines

\* Deaton, Angus. 1999. « Épargne et Croissance. » Dans Luis Servén et Klaus Schmitt-Hebbel., *Economics of Savings and Growth* Cambridge, RU : Cambridge University Press

### 3.5 Ratios des portions de quintiles de niveau de vie, pays sélectionnés

Suivre la consommation de chaque quintile de la population est une autre façon de mesurer l'ampleur de l'inégalité. Dans le cas du Brésil, les 20 pour cent les plus riches de la population avaient plus de la moitié du revenu du pays, tandis qu'en Inde le 5ème quintile avait entre un tiers et 40 pour cent du revenu et, en Chine, entre 40 et 45 pour cent. Le ratio entre la consommation du 5ème quintile et celle du 1er quintile est une autre mesure de l'inégalité : il varie entre un maximum de plus de 20,1 au Brésil à moins de 10,1 en Chine, à beaucoup moins en Inde ou au Bangladesh

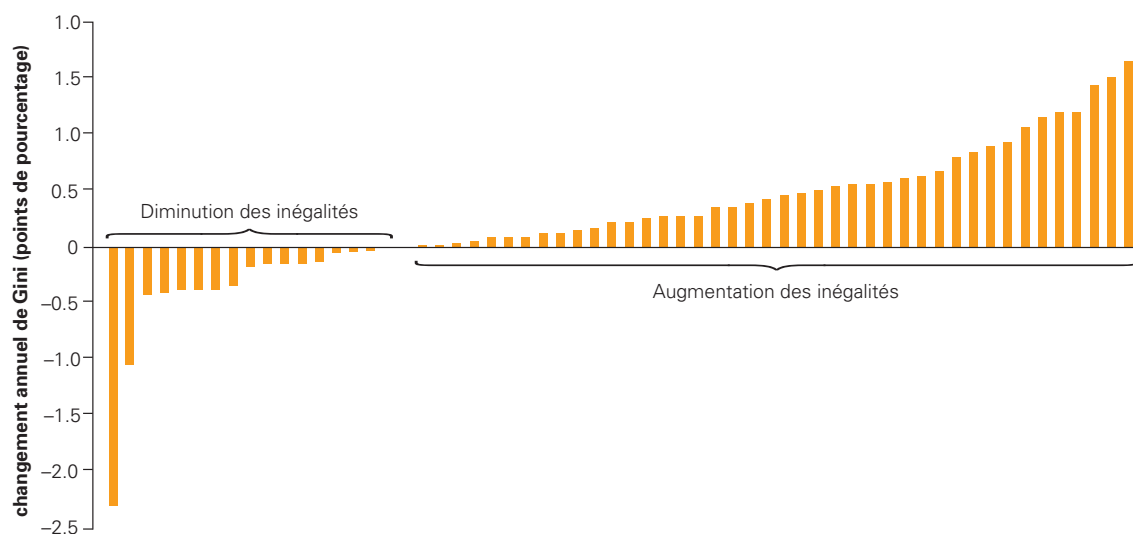
Pays	Portion de quintile							
			1 <sup>er</sup> quintile	5 qu.	1 <sup>er</sup> qu.	5 <sup>ème</sup> qu.	1/5 qu.	1/5 qu.
	année 1	année 2	année 1	an. 1	année 2	année 2	année 1	année 2
Bangladesh	1991-02	2005	9,4	33,9	8,8	37,6	3,6	4,3
Brésil	1990	2004	2,3	55,7	2,6	53,0	23,9	20,2
Chili	1990	2003	3,4	52,8	3,7	52,7	15,4	14,3
Chine	1990	2004	5,6	41,5	4,3	44,5	7,4	10,5
Inde	1993-94	2004-05	8,9	36,3	8,1	40,4	4,1	5,0
Indonésie	1993	2004	8,3	38,0	8,0	38,0	4,6	4,8
Maroc	1990-01	1998-99	6,6	40,9	6,4	40,7	6,2	6,3
Tanzanie	1991	200-01	7,4	36,8	7,3	37,2	5,0	5,1

Note : Indicateurs du développement dans le monde 2007, Banque mondiale



### 3.6 Inégalité dans la durée : Changement annuel dans le coefficient de Gini dans 59 pays en développement

Au cours de la dernière décennie, il est devenu de plus en plus évident que l'inégalité s'accroît dans beaucoup de pays, y compris dans les pays industrialisés. Dans son dernier rapport en 2008, le FMI décrit cette tendance dans Les Perspectives économiques mondiales. Le schéma ci-dessous montre que l'inégalité a augmenté dans la plupart des pays. On n'en saisit pas bien toutes les raisons. Il se peut que l'inégalité résulte de l'intégration de la Chine et de l'Inde dans l'économie mondiale, ce qui exerce une pression sur la main-d'œuvre non qualifiée, les progrès technologiques et l'émigration. Lequel de ces facteurs pèse le plus est une question qui donne lieu à beaucoup de débats et de controverses. Dans les pays en développement qui sont sur la voie de la croissance forte, l'augmentation de l'inégalité de revenus semble être la conséquence du mouvement des ouvriers qui passent de secteurs et d'activités à faible productivité à des secteurs et à des activités à forte productivité.



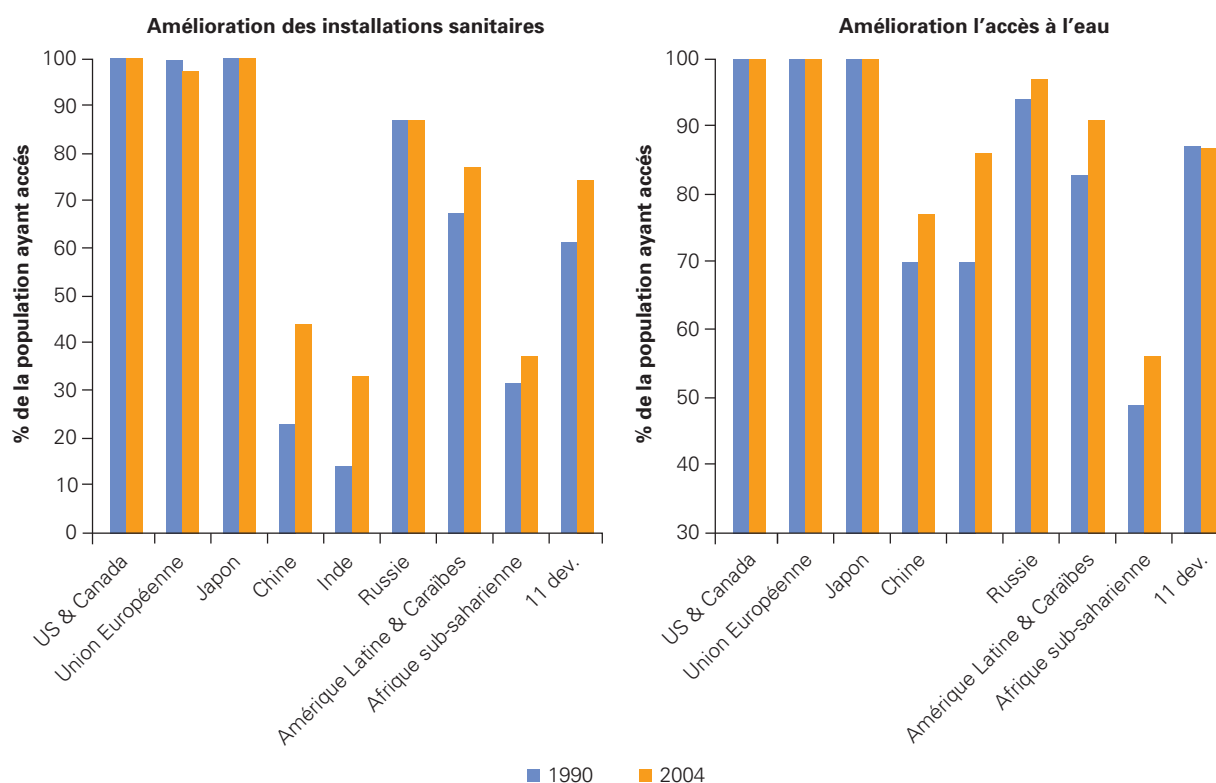
Source : Banque mondiale, Rapport de suivi mondial 2008

Note : La période temps varie selon la disponibilité des données statistiques. C'est généralement de la fin des années 80 et du début des années 90 à la suite des années 90 et au début des années 2000.

## 4. INDICATEURS SOCIOÉCONOMIQUES

### 4.1 Amélioration des installations sanitaires et de l'accès à l'eau

Les pays en développement ont du retard par rapport aux pays industrialisés en termes d'infrastructures et d'autres services qui sont des facteurs déterminants fondamentaux en matière de santé. Il est bien connu, par exemple, que, bien souvent, ce n'est pas l'insuffisance de nourriture qui est cause de malnutrition mais que ce sont des maladies relatives à l'absence d'installations sanitaires et d'eau potable.



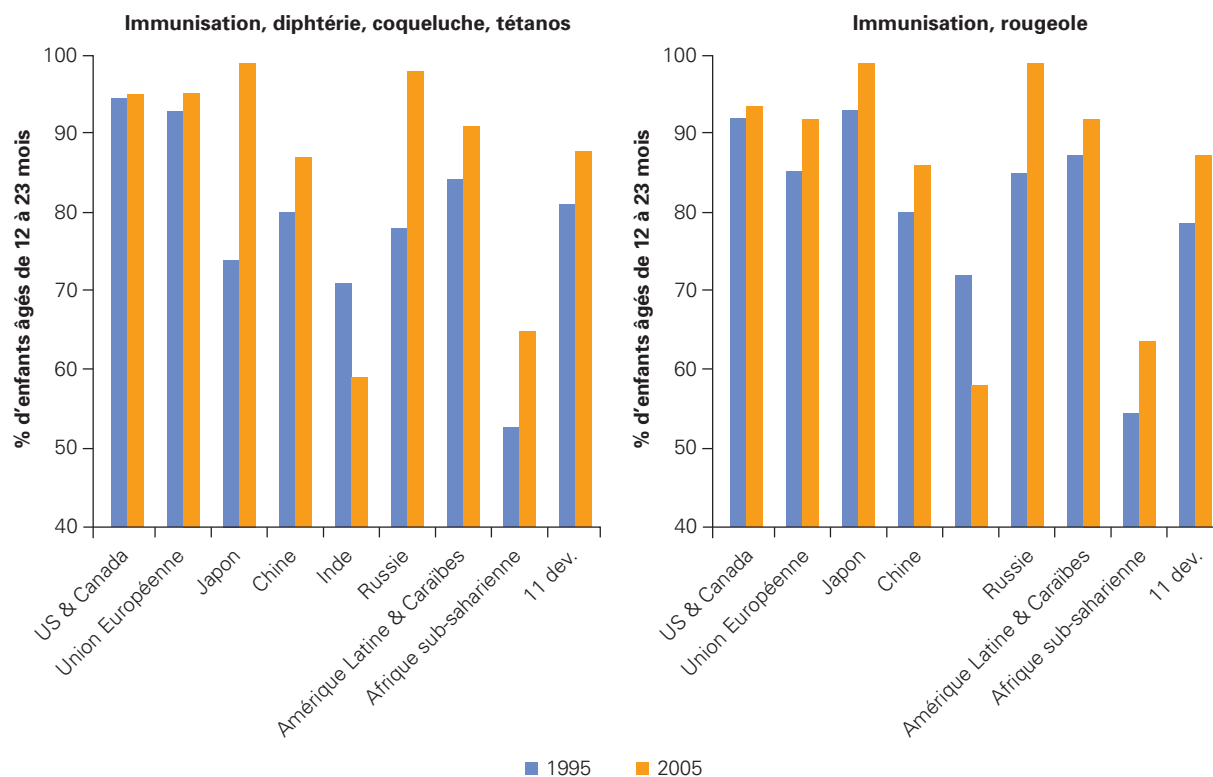
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007

Amélioration des installations sanitaires : cela signifie que pour un pourcentage de la population, il y a au moins un dispositif correct d'évacuation des excréments qui protège humains, animaux et insectes de tout contact avec les matières fécales. Ce système amélioré va de la simple fosse d'aisance protégée aux toilettes avec chasse d'eau reliées au réseau d'égouts. Pour que ces installations soient efficaces, il faut qu'elles soient correctement construites et bien entretenues. Pour plus d'informations, se reporter à : Organisation mondiale de la santé (OMS), Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, Objectifs du Millénaire pour un système d'assainissement et pour les ressources en eau potable.

Amélioration de l'accès aux ressources en eau : cela signifie qu'un pourcentage de la population a peut avoir un accès raisonnable à une quantité d'eau suffisante provenant d'une source améliorée. Cela peut être le raccordement dans les maisons, les points d'alimentation en eau de secours, des trous de sonde, des puits ou des sources protégés et le recueil de l'eau de pluie. Par sources non améliorées, il faut entendre les marchands, les camions-citernes et les puits et sources non protégés. Par accès raisonnable, on entend la disponibilité d'au moins vingt litres par personne et par jour provenant d'une source située à moins d'un kilomètre du lieu d'habitation. Pour plus d'informations, se reporter à : Organisation mondiale de la santé (OMS), Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, Objectifs du Millénaire pour un système d'assainissement et pour les ressources en eau potable.

#### 4.2 Immunisation contre la diphtérie, la coqueluche, le tétanos et la rougeole, 1995 -2005

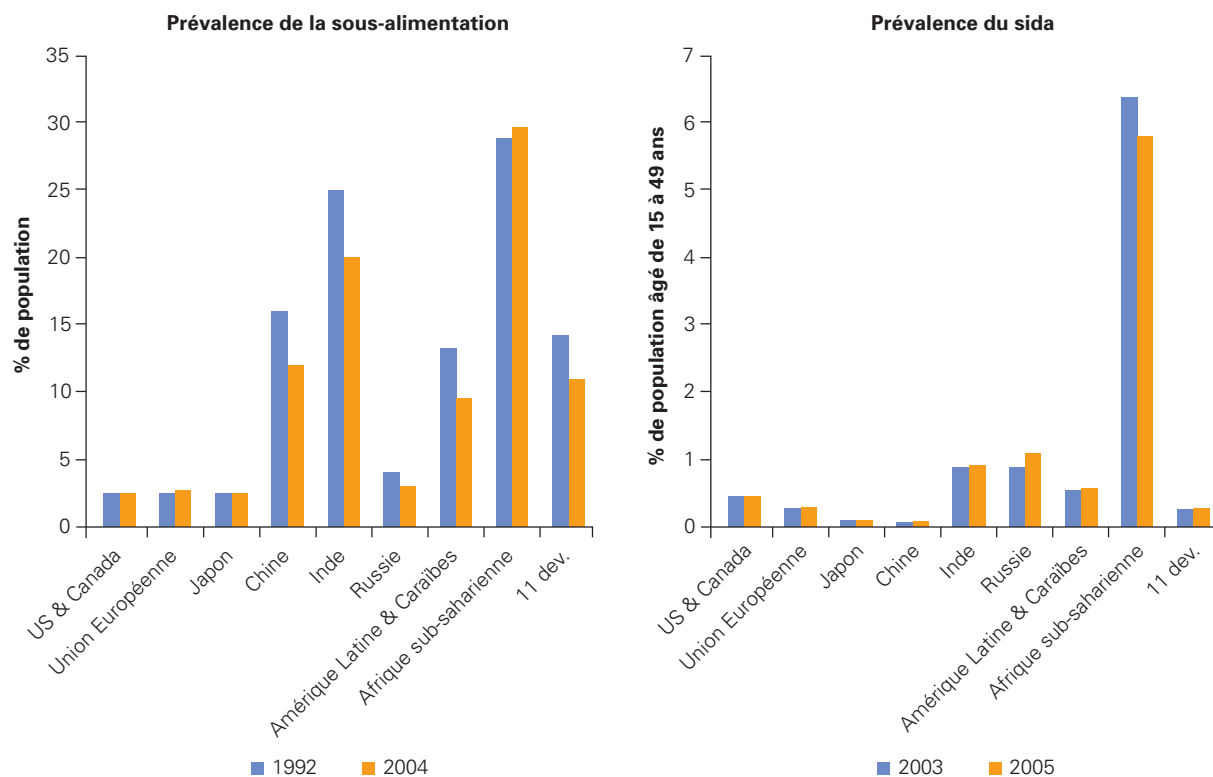
Bien que des progrès considérables aient été accomplis, l'accès au plus élémentaire des bienfaits de l'humanité, la vaccination, demeure particulièrement inégal.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007

### 4.3 Prévalence de la sous-alimentation\* et du sida/HIV

Bien que des progrès aient été accomplis partout sauf en Afrique subsaharienne, la sous-alimentation et le sida demeurent de sérieux problèmes de santé dans les pays en développement, même dans ceux qui connaissent une croissance rapide.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007

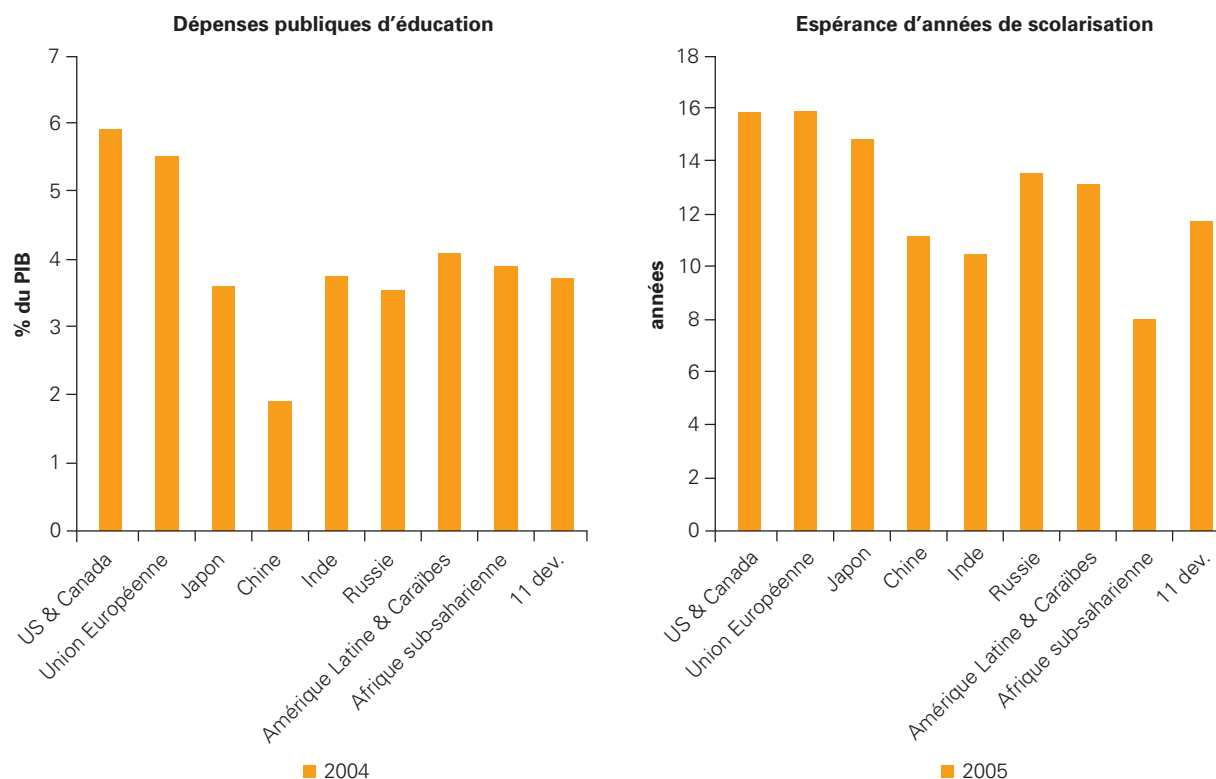
\* Population en dessous du niveau minimum de consommation d'énergie diététique

#### 4.4 Dépenses publiques d'éducation (2004)\* et espérance d'années de scolarisation (2005)\*\*

Il est extrêmement difficile de compiler des statistiques sur l'éducation qui aient un sens. Par exemple, les années de scolarisation sont fonction à la fois des dépenses publiques et privées en matière d'éducation, mais les données relatives aux dépenses privées ne sont pas recueillies systématiquement.

Il y a un autre problème. Dans la plupart des pays, les dépenses publiques d'éducation sont le plus souvent de la responsabilité des autorités intermédiaires – gouvernements des provinces ou municipalités – mais les données statistiques ne sont pas systématiquement rassemblées ni traitées, le résultat étant que les dépenses publiques d'éducation sont généralement sous-estimées.

Enfin et surtout, les années de scolarité ne sont pas un indicateur fiable du rendement de tout système éducatif, à savoir la réussite scolaire. Mais il faudra des années d'efforts pour parvenir à un meilleur recueil des données.



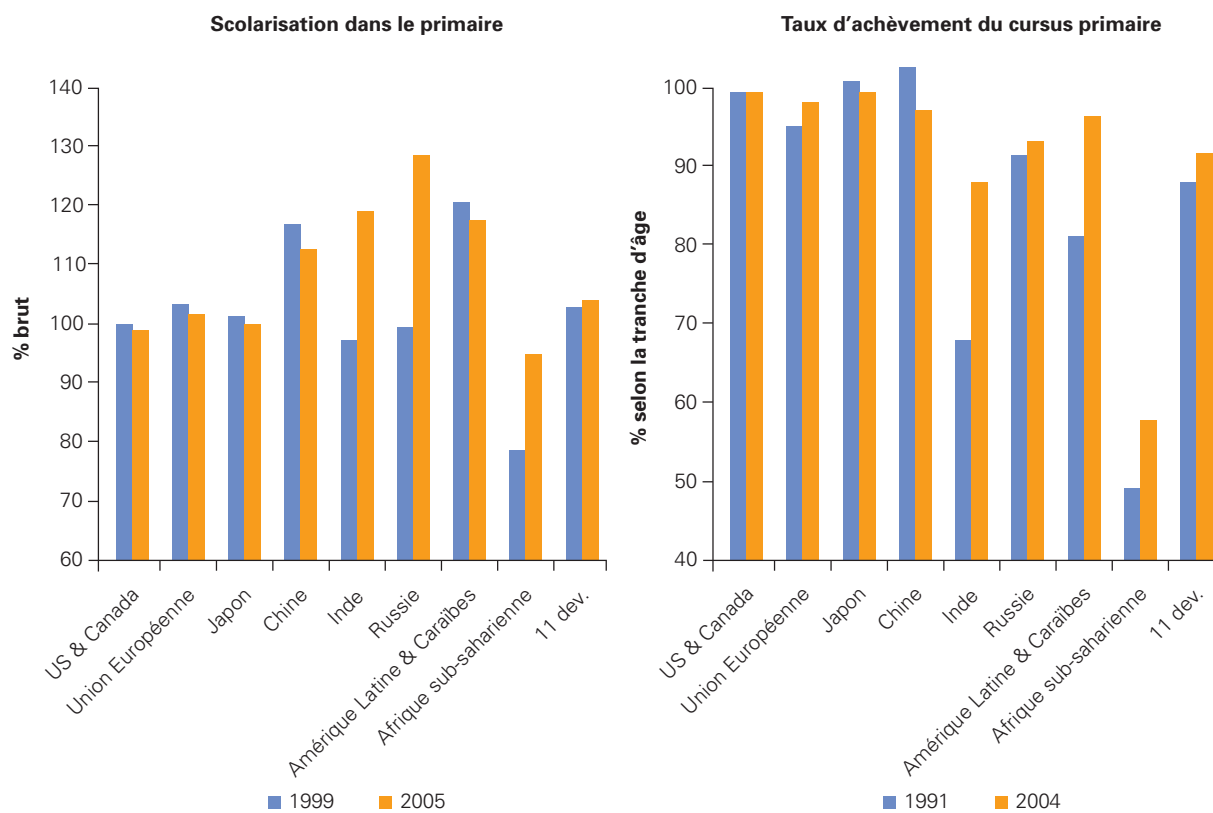
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007

\* Pour la Chine, c'est l'année la plus récente (1999) qui a été retenue

\*\* Nombre d'années qu'un enfant d'âge scolaire peut espérer passer à l'école ou à l'université, y compris les années de redoublement.

#### 4.5 Scolarisation dans le primaire\* et taux d'achèvement du cursus

Les statistiques disponibles indiquent que, dans la plupart des pays, la scolarisation dans le primaire et les taux d'achèvement de ce cursus ont augmenté et se rapprochent du niveau des pays industrialisés, à l'exception de l'Afrique et de l'Inde, où ils demeurent à des niveaux plus faibles.

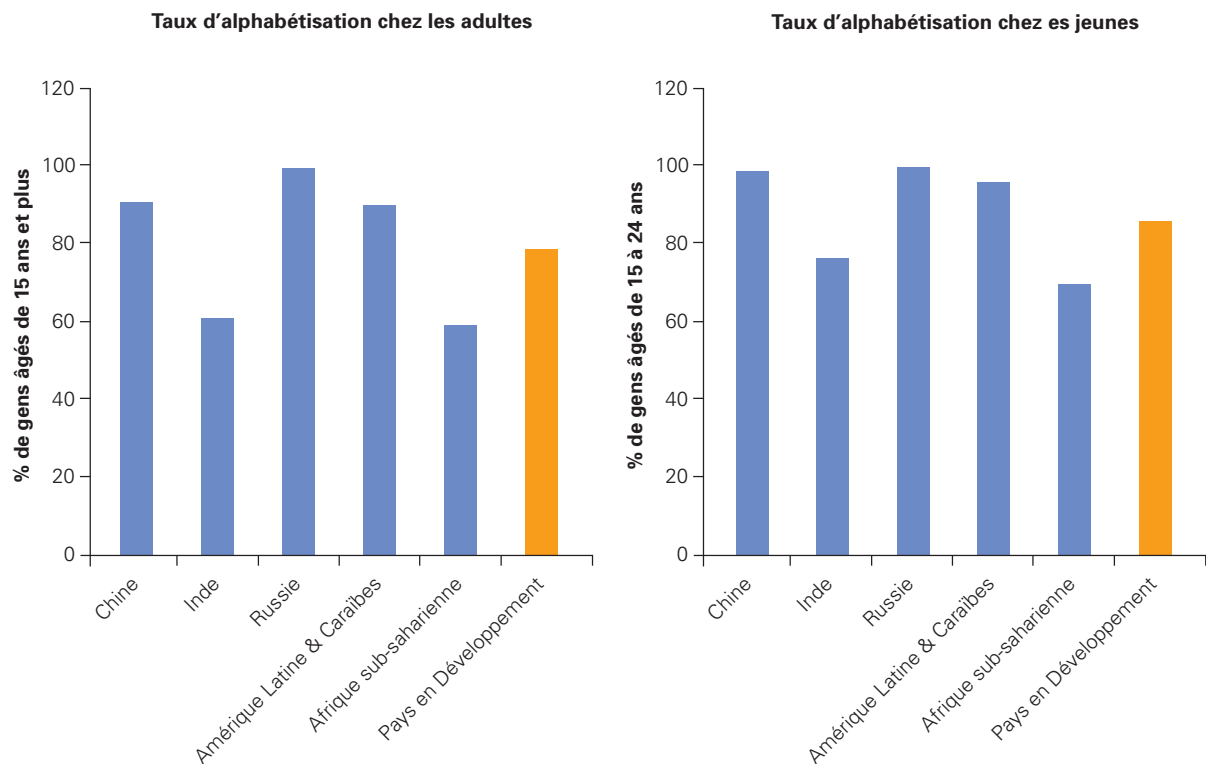


Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007

\* Ratio de scolarisation totale par rapport à la population de la tranche d'âge correspondant officiellement au niveau du cursus.

#### 4.6 Taux d'alphabétisation chez les adultes et chez les jeunes

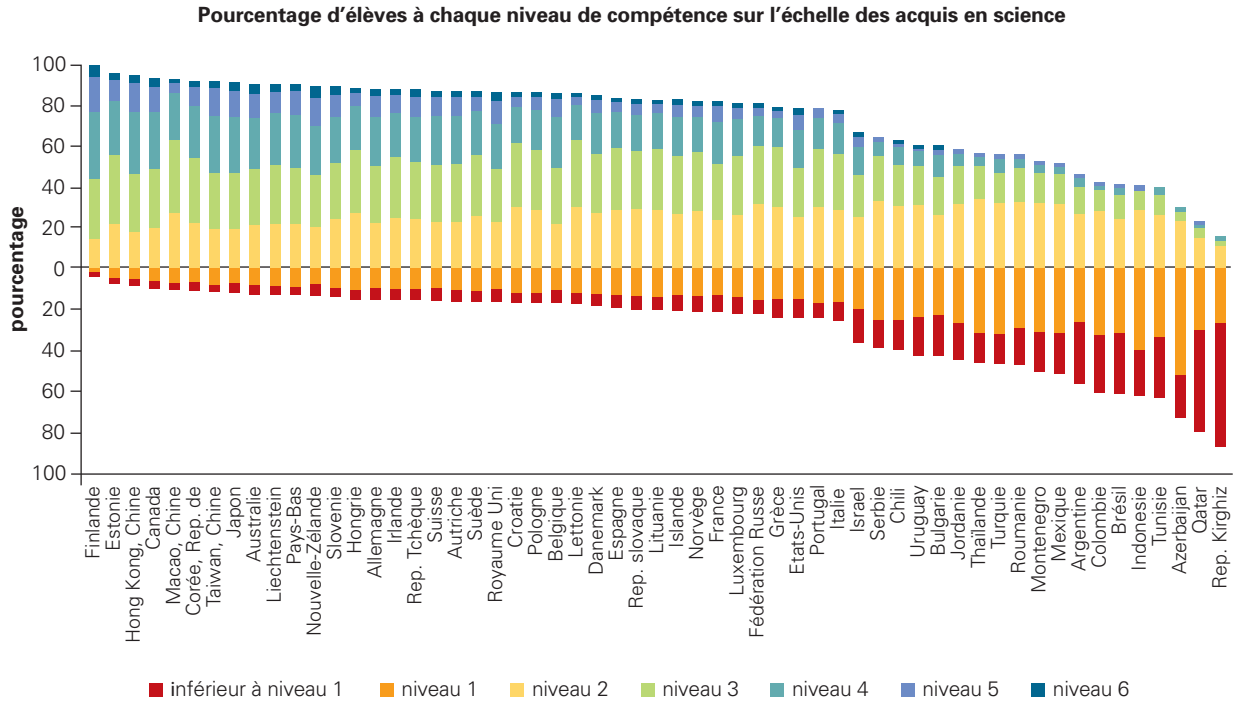
Les taux de scolarisation faibles se traduisent généralement par des taux d'alphabétisation faibles chez les adultes et chez les jeunes.



Source : Indicateurs du développement dans le monde 2007, Banque mondiale

#### 4.7 Tests PISA 2006

Lorsqu'on mesure les résultats scolaires – c'est-à-dire l'acquisition de compétences cognitives particulières, il apparaît qu'elles varient à l'intérieur même des pays et d'un pays à l'autre. Les tests appelés tests PISA sont des tests très élaborés conçus pour évaluer les compétences des élèves acquises en science. Les résultats font apparaître de grandes disparités à l'intérieur des pays et d'un pays à l'autre.



Source : PISA 2006, base de données de l'OCDE, tableau 2.1a. Disponible sur : <http://dx.doi.org/10.1787/141844475532>

Note : Pays classés par ordre décroissant de pourcentage des élèves de 15 ans aux niveaux 2,3,4,5 et 6. Au dessus de la ligne zéro, on trouve la proportion d'élèves du pays qui a un classement supérieur au niveau 1. Sous la ligne zéro, on trouve la proportion d'élèves du niveau 1 et en dessous.

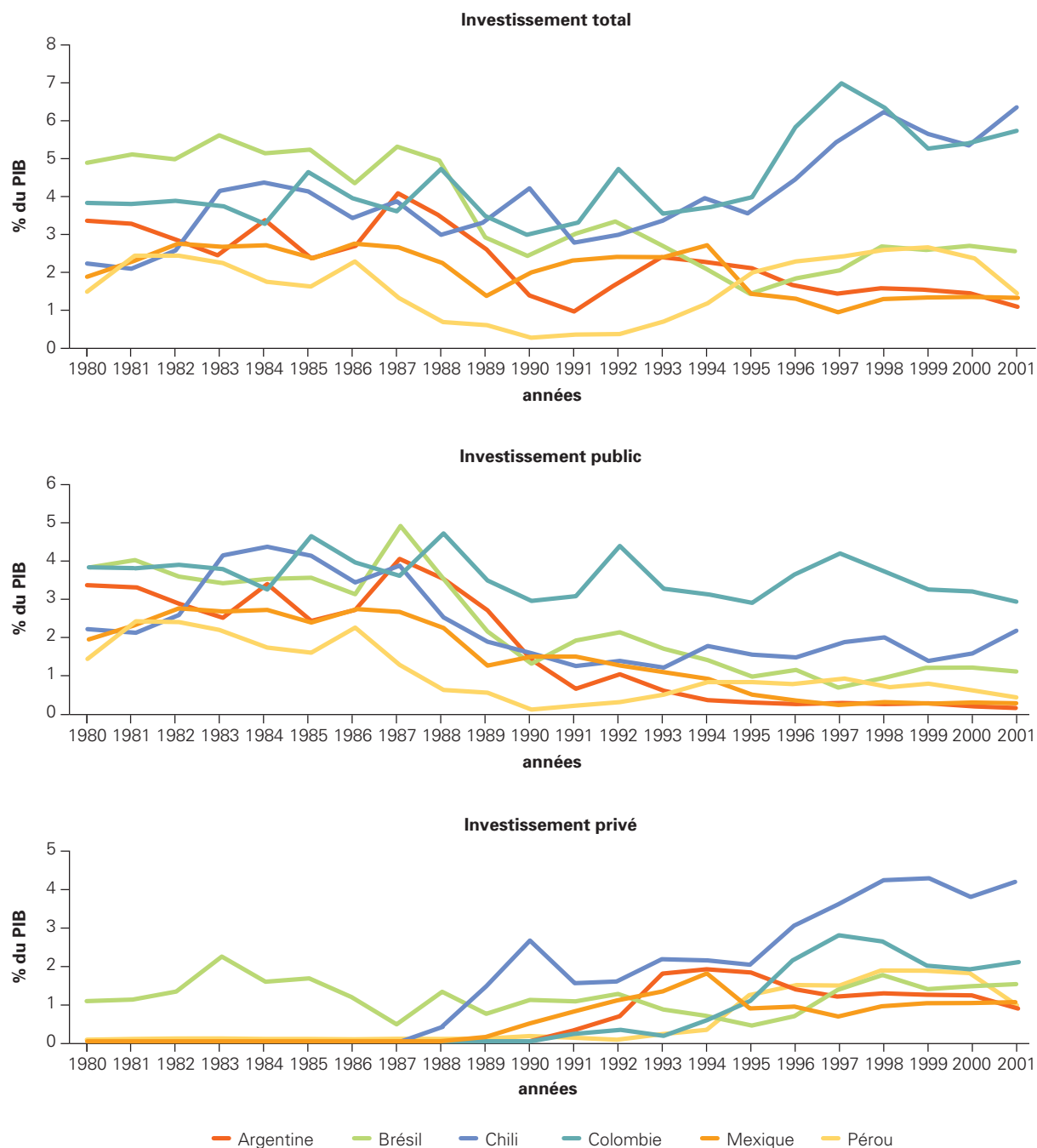


## 5. LES INFRASTRUCTURES

Les investissements dans les infrastructures sont la clé de la croissance et du développement parce qu'ils augmentent les possibilités de retour et les retours sur investissements. En outre, ils assurent l'accès aux services publics clés comme l'eau, les transports publics et les équipements urbains — services qui non seulement soutiennent la croissance mais également, à leur tour, contribuent à la répartition des bénéfices de la croissance sur l'ensemble de la population. Étant donné l'importance des infrastructures pour la croissance à long terme et l'inclusivité, il est étonnamment difficile d'obtenir des données statistiques. Il semble qu'il y ait deux raisons principales à cela. En premier lieu, les investissements publics sont généralement effectués par des organismes gouvernementaux ou des agences de divers niveaux dont les dépenses ne sont pas inscrites au budget. Très peu de pays consolident dans leurs comptes nationaux les diverses sources de dépenses en infrastructure. En second lieu, les investissements privés dans les infrastructures sont rarement complètement consignés. L'Inde est une exception à ce double égard, mais pour les autres pays, la base d'information reste à construire.

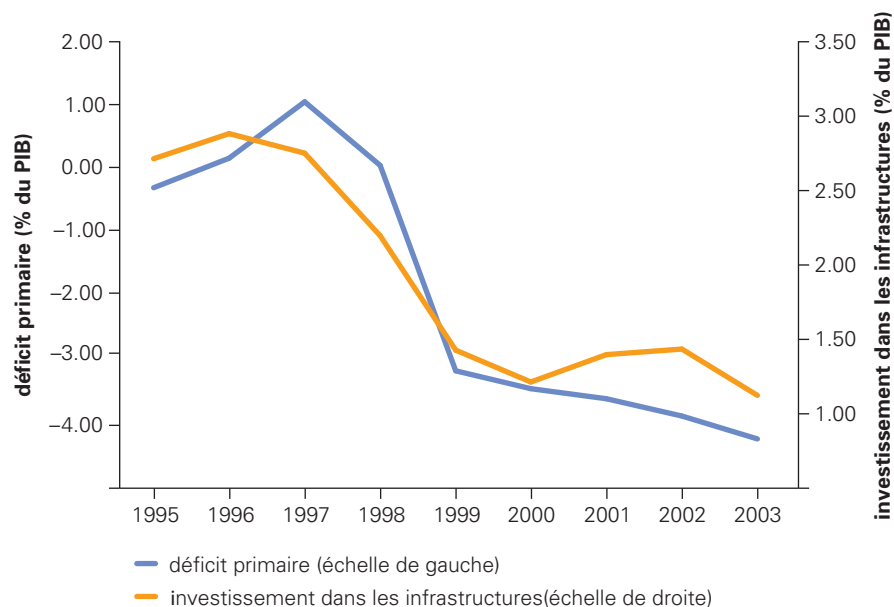
## 5. 1 Investissement dans les infrastructures

### Investissement dans les infrastructures dans les grands pays d'Amérique latine (% du PIB)



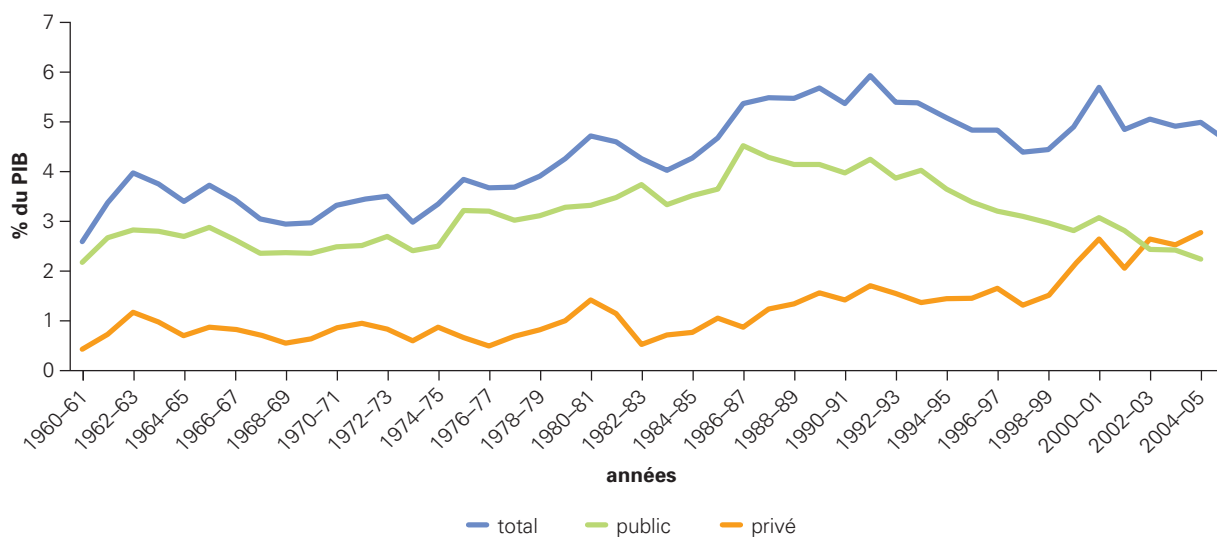
Source : Calderon, C. et Servén, L. 2004. « Tendances dans les infrastructures en Amérique latine. » Document de travail 3401 de la division de recherche politique de la Banque mondiale

## Brésil : Déficit primaire et investissement public dans les infrastructures



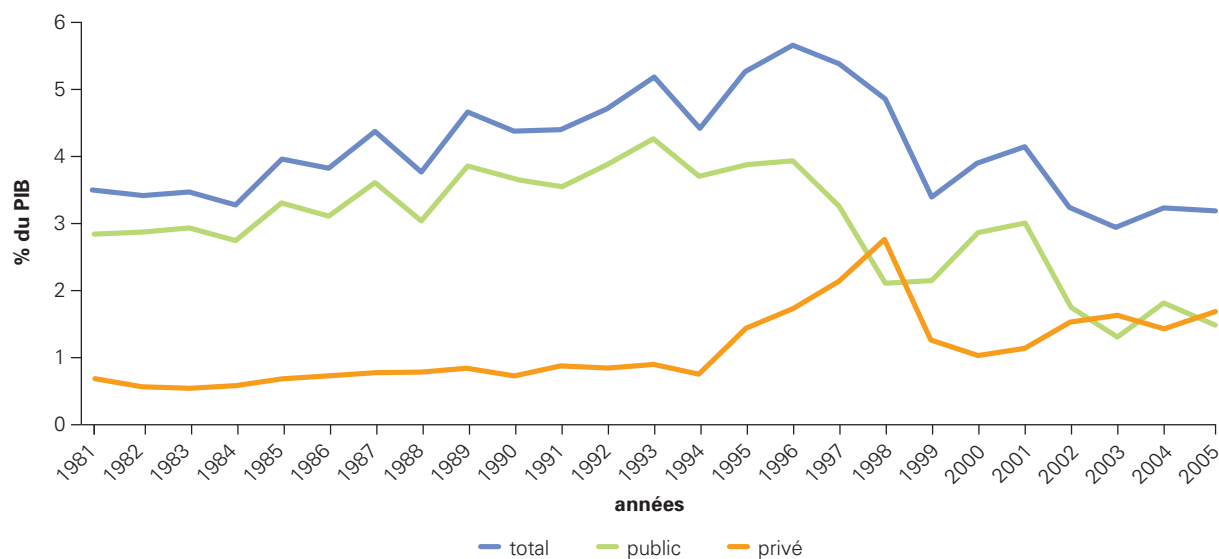
Source : Afonso, J., et autres. 2005 « Espace budgétaire et investissement du secteur public dans les infrastructures : étude de cas au Brésil. » IPEA Texto para Discussao 1141.

## Inde : Formation intérieure brute de capital dans les infrastructures : (% du PIB)

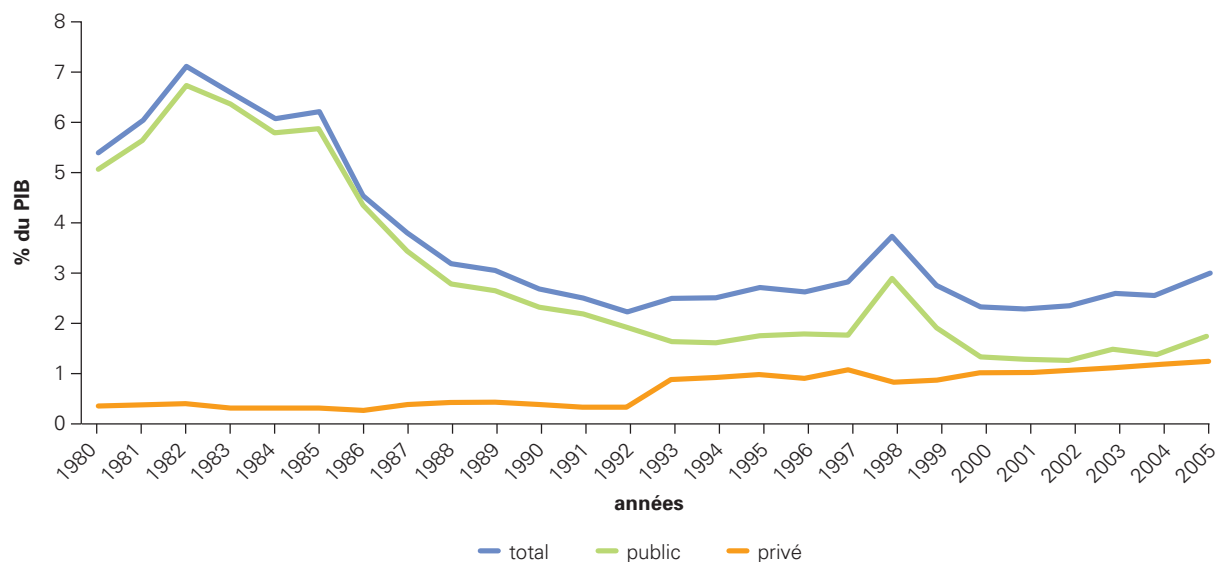


Source : Données statistiques du gouvernement de l'Inde

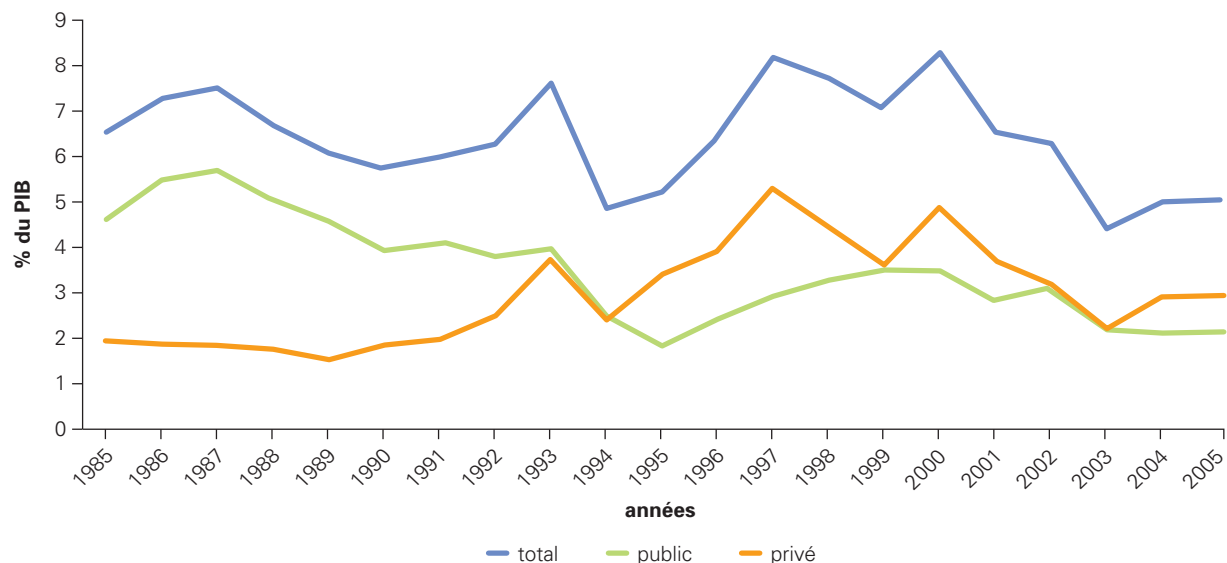
### Pakistan : Investissement dans les infrastructures (% du PIB)



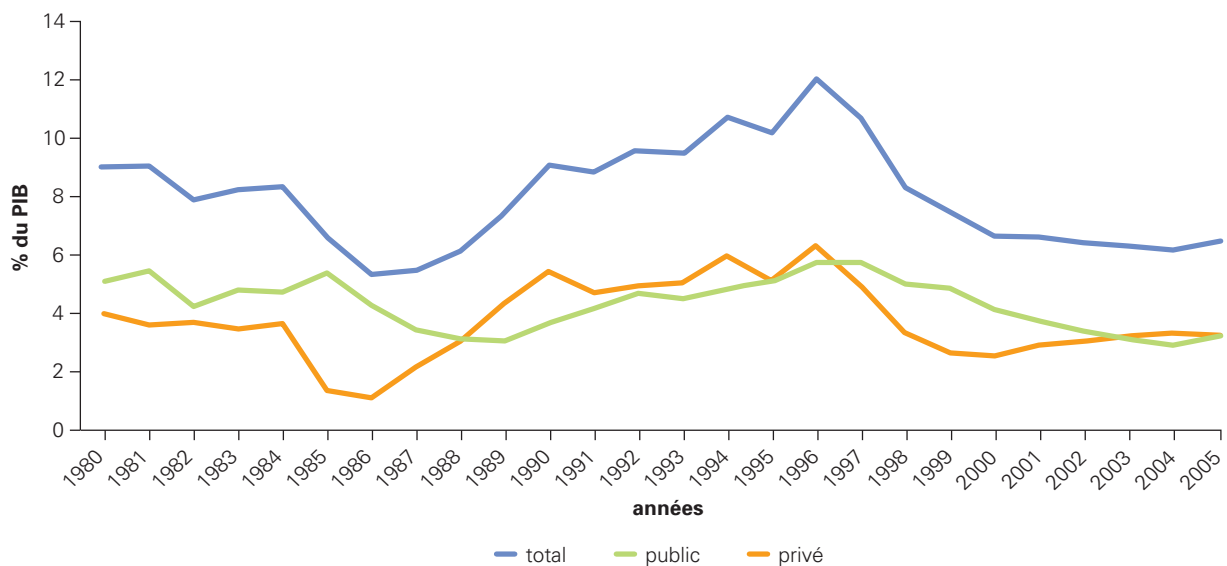
### Afrique du Sud : Investissement dans les infrastructures (% du PIB)



### Turquie : Investissement dans les infrastructures (% du PIB)



### Thaïlande : Investissement dans les infrastructures



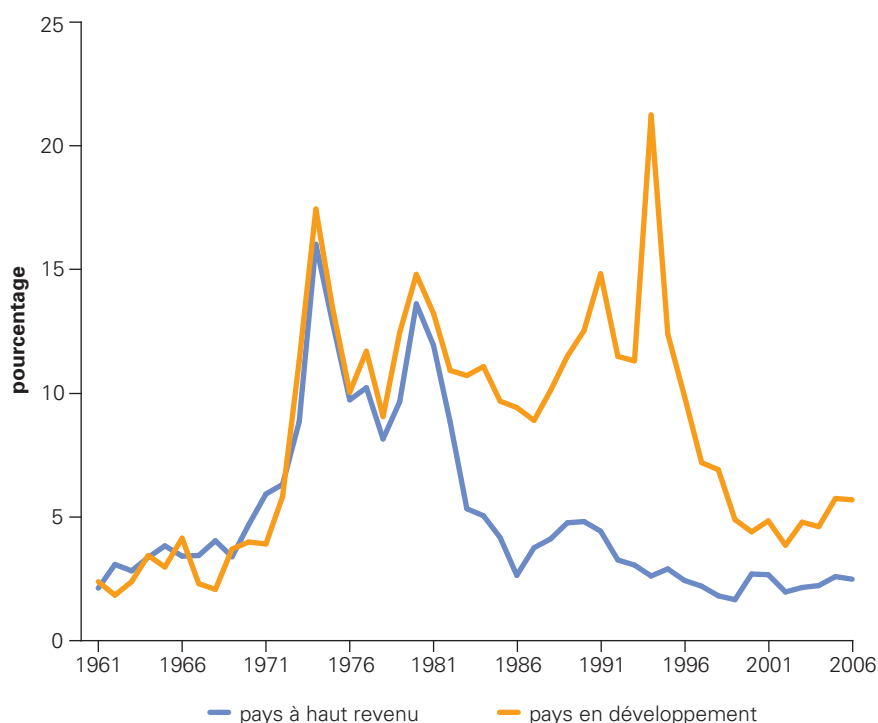
Source : pour les quatre schémas, Calderon, C., Odawara, R. et Serven, L. 2008. « Investissement dans les infrastructures dans les pays en développement : Rétrospective d'un quart de siècle » Polycopié, Banque mondiale

## 6. TENDANCES MONDIALES

La période d'après la Seconde Guerre mondiale s'est caractérisée par un nombre important de tendances mondiales, dont certaines ont représenté une rupture nette avec le passé et un changement d'orientation.

### 6.1 Inflation\*

Les vingt dernières années ont vu une baisse du taux d'inflation, qui a débuté dans les pays industrialisés et qui, après un décalage, s'est poursuivie dans les pays en développement.

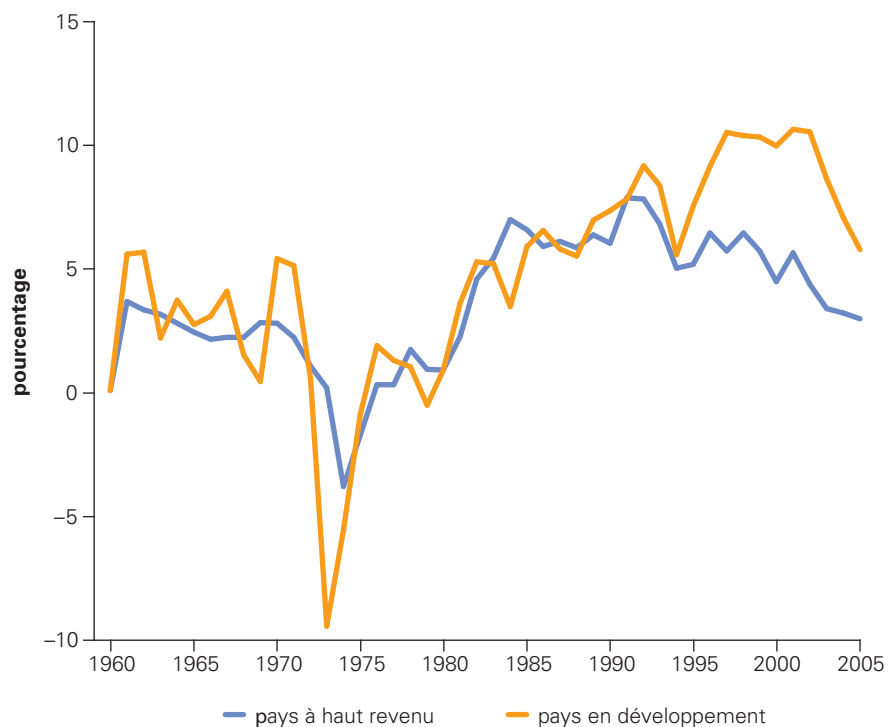


Source : banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007

\* C'est le taux d'inflation médian qui sert à calculer l'inflation dans les deux groupes de pays.

## 6.2 Taux d'intérêt réel,\* 1960-2005

Les taux intérieurs d'intérêt réel ont augmenté de façon importante parce que, dans la plupart des pays en développement, la baisse des taux nominaux a été inférieure à la baisse de l'inflation.

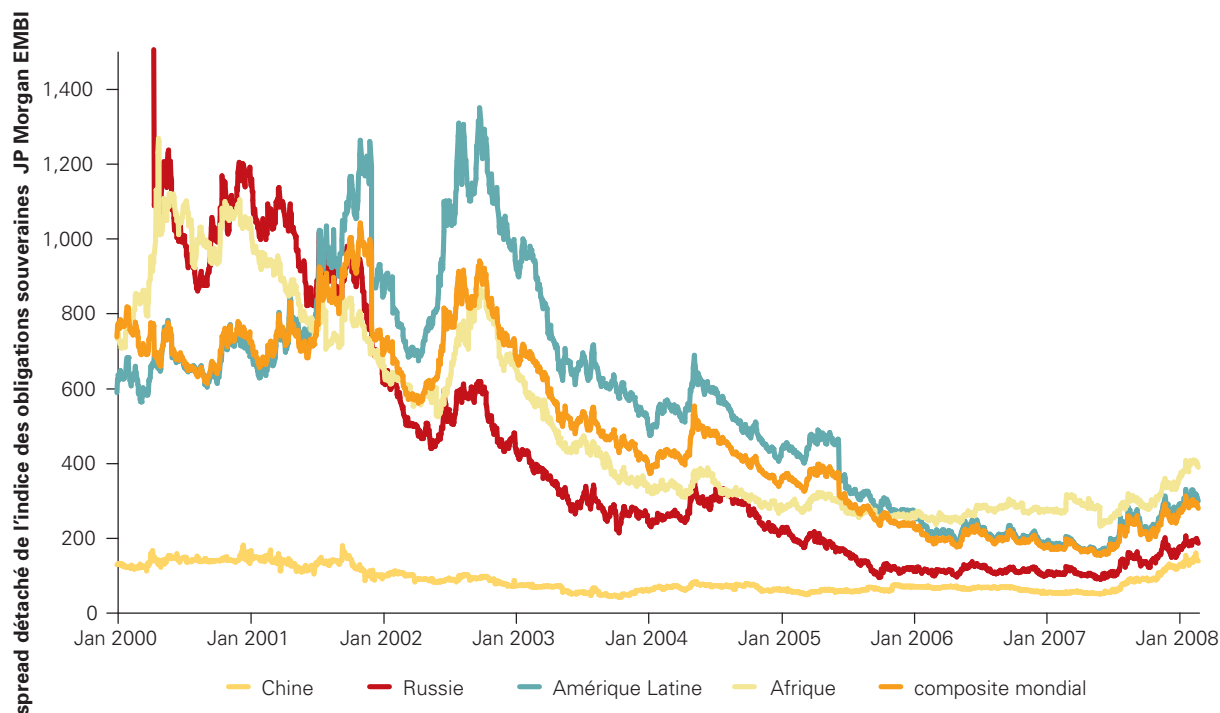


Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007

\*c'est le taux d'inflation médian qui sert à calculer les taux d'intérêt réel dans les deux groupes de pays

### 6.3 Primes de risque\* pour les marchés des pays émergents, 2000-2008

Les primes de risque pour les marchés des pays émergents ont sensiblement baissé au cours des huit dernières années en raison de la consolidation budgétaire, de l'amélioration de la gestion de la dette publique et de la constitution de réserves.



Source : Indices des obligations d'État JP Morgan

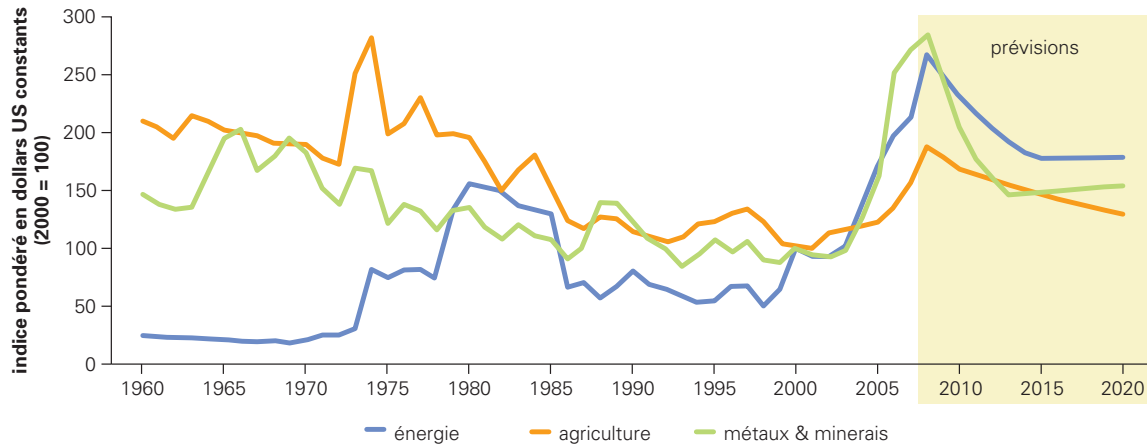
\* Dans le calcul des spreads de l'indice des obligations souveraines JP Morgan EMBI, la valeur des flux garantis par une hypothèque (s'il y en a) est détachée de l'obligation et permet ainsi de mieux mesurer les primes de risque de crédit sur les obligations du Trésor des États-Unis.



## 6.4 Prix des produits de base

La troisième évolution importante, plus récente que les deux précédentes, est le retour de la hausse des prix des produits de base. Cela concerne toutes les catégories de produits de base, ainsi que le montrent les quatre graphiques ci-dessous. L'augmentation des indices des prix agricoles et des denrées alimentaires a été inférieure à celle des autres produits, mais il y a eu attrapage ces derniers mois.

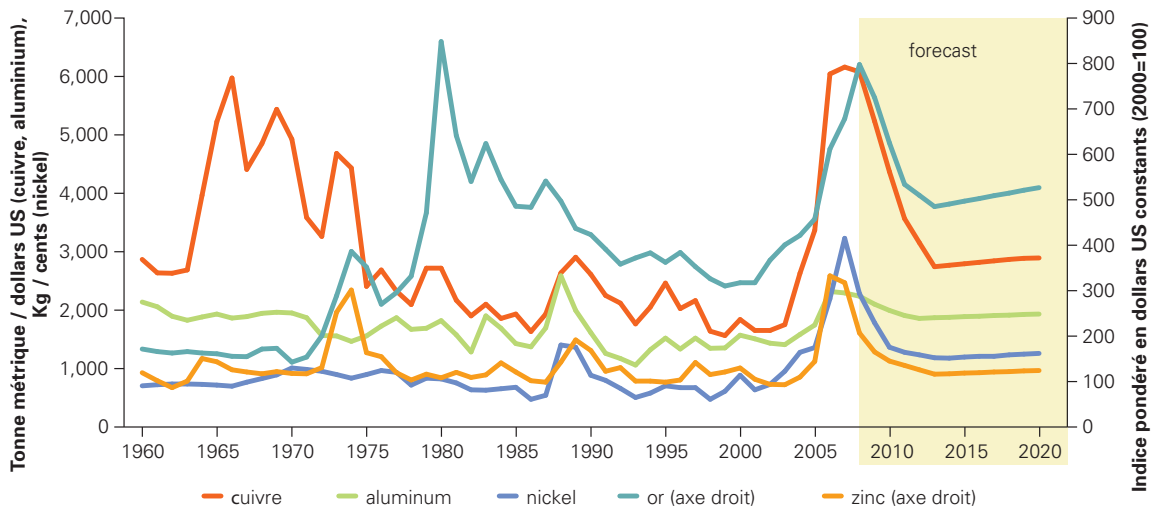
### 6.4.1 Indices des prix de la banque mondiale concernant les principaux produits de base



Source : Banque mondiale, Groupe d'étude des perspectives économiques de développement. Données statistiques sur le prix des denrées de base.

\* les indices des prix de la Banque mondiale concernant les denrées de base sont des indices pondérés en fonction des échanges commerciaux pour les pays en développement.

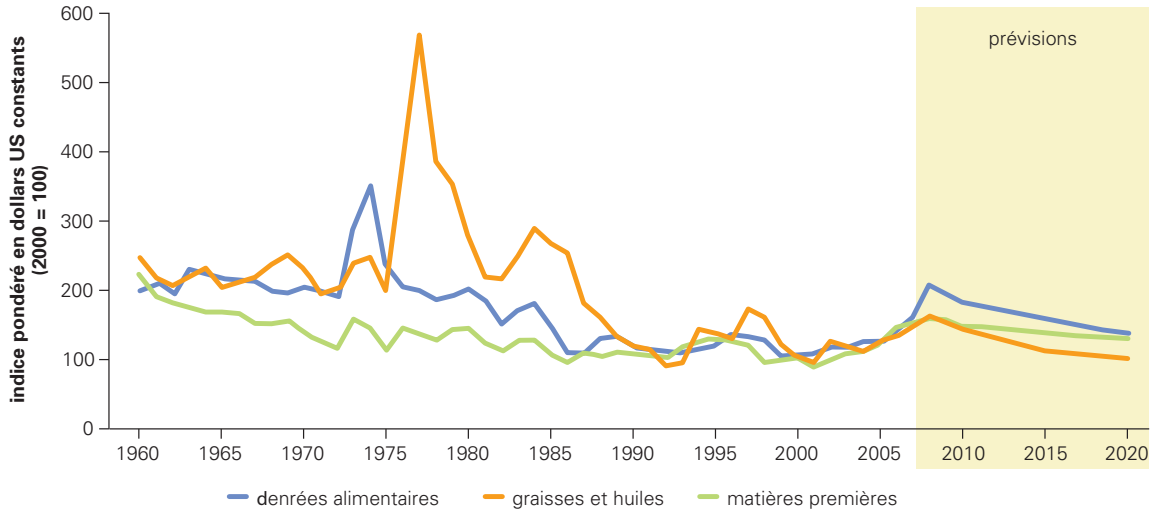
### 6.4.2 Prix de métaux sélectionnés\*



Source : Banque mondiale, Groupe d'étude des perspectives économiques de développement

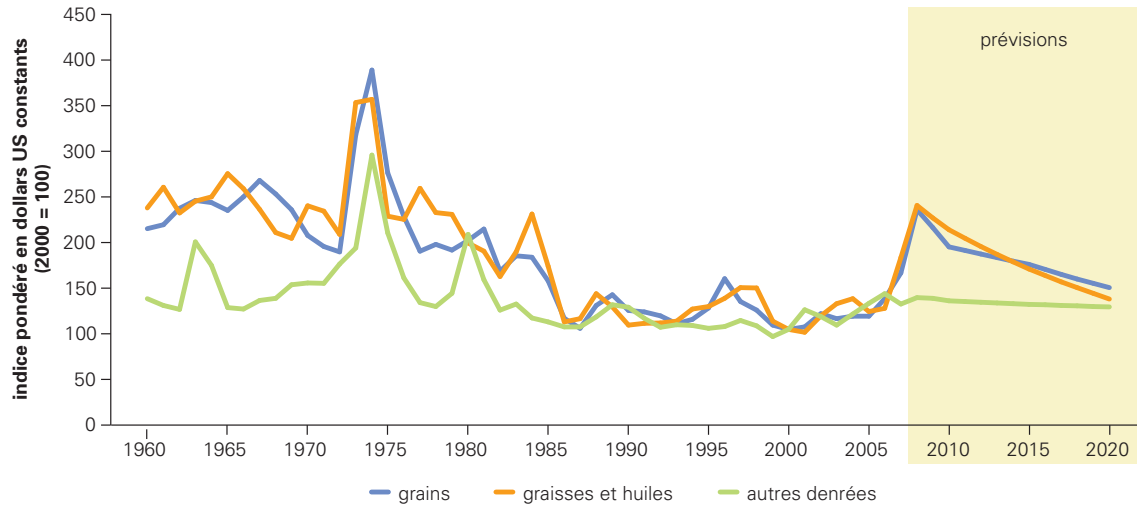
\* Prix réel des métaux en dollars US constants 1990

### 6.4.3 Agriculture : Indices de diverses catégories de produits



Source : Banque mondiale, Groupe d'étude des perspectives économiques de développement.  
Données statistiques sur les prix des produits de base ; diverses questions.

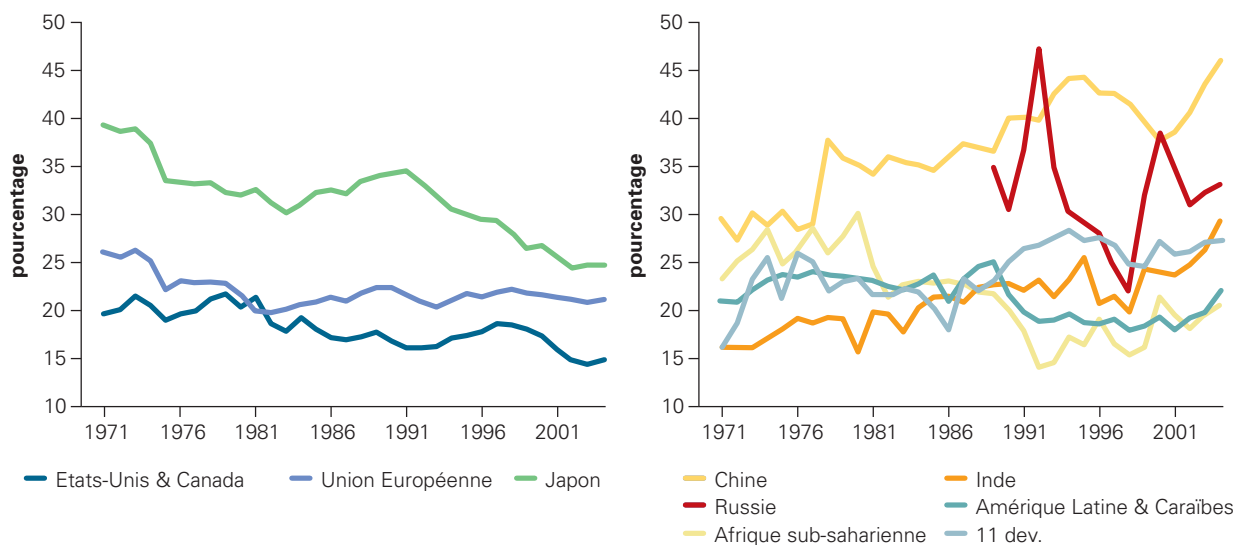
### 6.4.4 Denrées alimentaires : Indices de diverses catégories de produits



Source : Banque mondiale, Groupe d'étude des perspectives économiques de développement.  
Données statistiques sur les prix des produits de base ; diverses questions.

### 6.5 Taux d'épargne mondiaux\* pour les pays développés et en développement en pourcentage du PIB

Les taux d'épargne ont baissé dans les pays industrialisés et monté dans les pays en développement. Au cours de la dernière décennie, les pays en développement sont nettement devenus des exportateurs de capitaux.

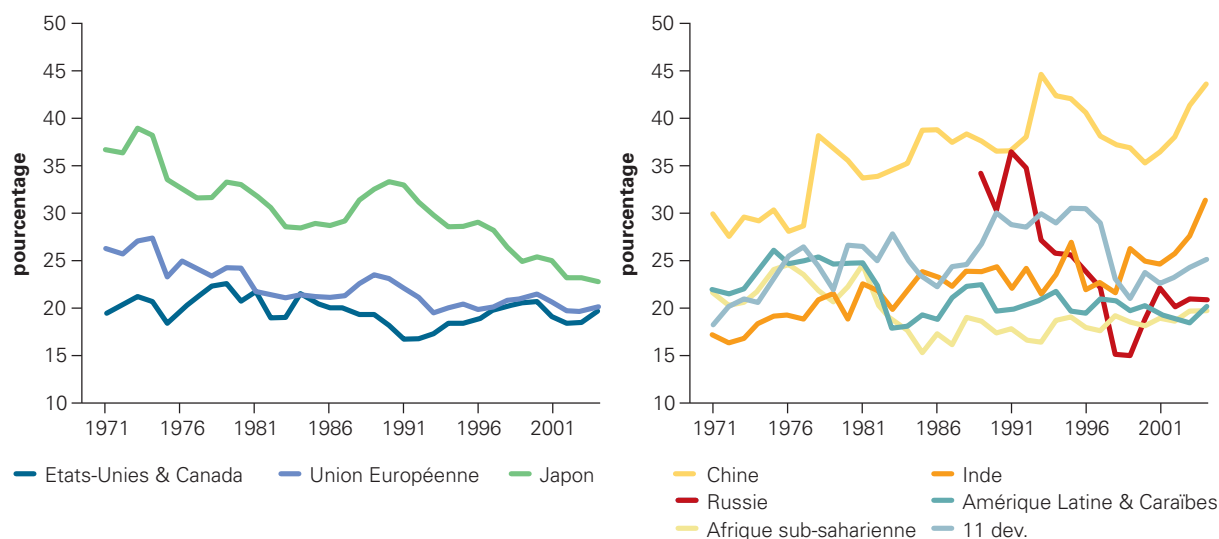


Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007

\* Les taux bruts d'épargne intérieure sont l'épargne brute intérieure (PIB moins les dépenses de consommation finale (consommation totale) en pourcentage du PIB : les deux en dollars US courants.

## 6.6 Taux d'investissement mondiaux\* pour les pays développés et en développement en pourcentage du PIB

Les taux d'investissement ont suivi le mouvement des taux d'épargne, c'est-à-dire qu'ils ont baissé dans les pays industrialisés et monté dans la plupart des pays en développement. Les exceptions sont l'Afrique subsaharienne et l'Amérique latine où les taux d'investissement et de croissance ont stagné.

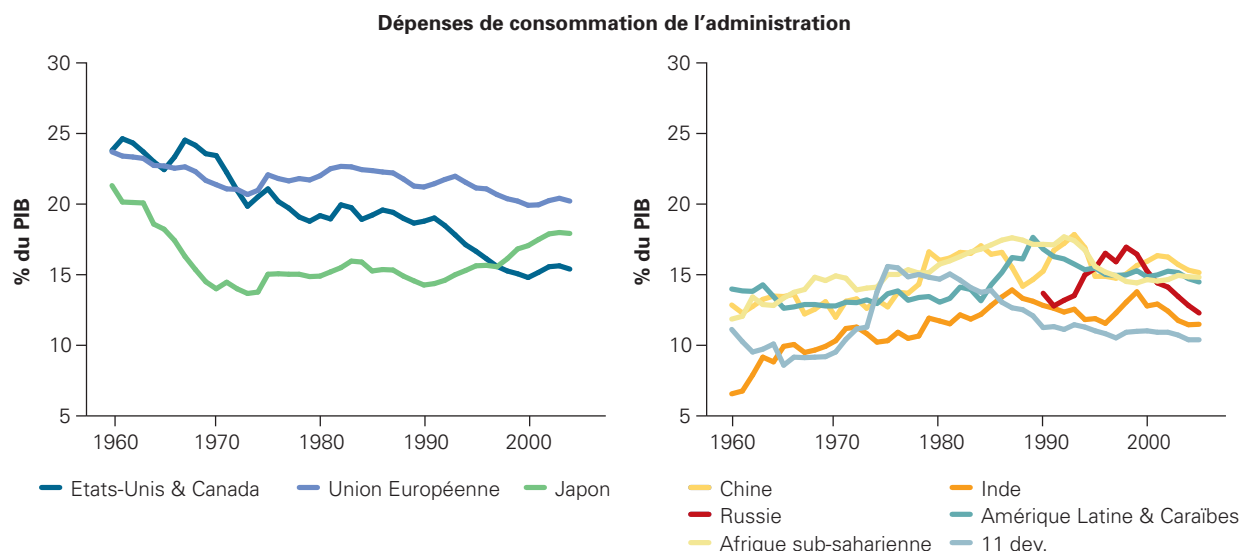


Source : Indicateurs du développement dans le monde 2007, Banque mondiale

\* Les taux d'investissement intérieur bruts sont la formation brute de capital (auparavant investissement intérieur brut constitué de mises de fonds sous forme d'ajouts aux actifs immobilisés de l'économie plus des changements nets dans le niveau des stocks : les deux en dollars US courants.

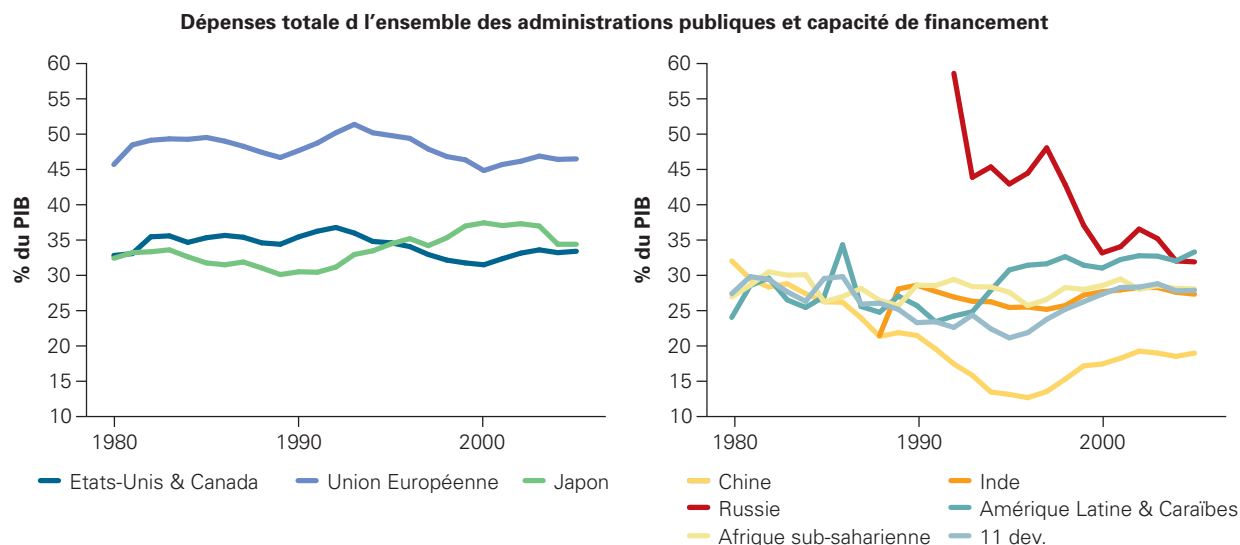
## 6.7 Taille du gouvernement (dépenses de l'administration en pourcentage du PB) des pays développés et en développement, 1960-2005

La taille de l'administration est une autre variable macroéconomique difficile à évaluer avec précision parce que certaines des dépenses et certains des investissements de l'administration se font dans les entreprises publiques. Ces éléments ne sont pas toujours groupés dans les comptes de la nation, ce qui est source de variabilité et conduit à sous-estimer les chiffres.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007

Note : Les dépenses de l'administration comprennent toutes les dépenses de l'administration en biens et services pour la consommation et l'investissement, et la capacité de financement.



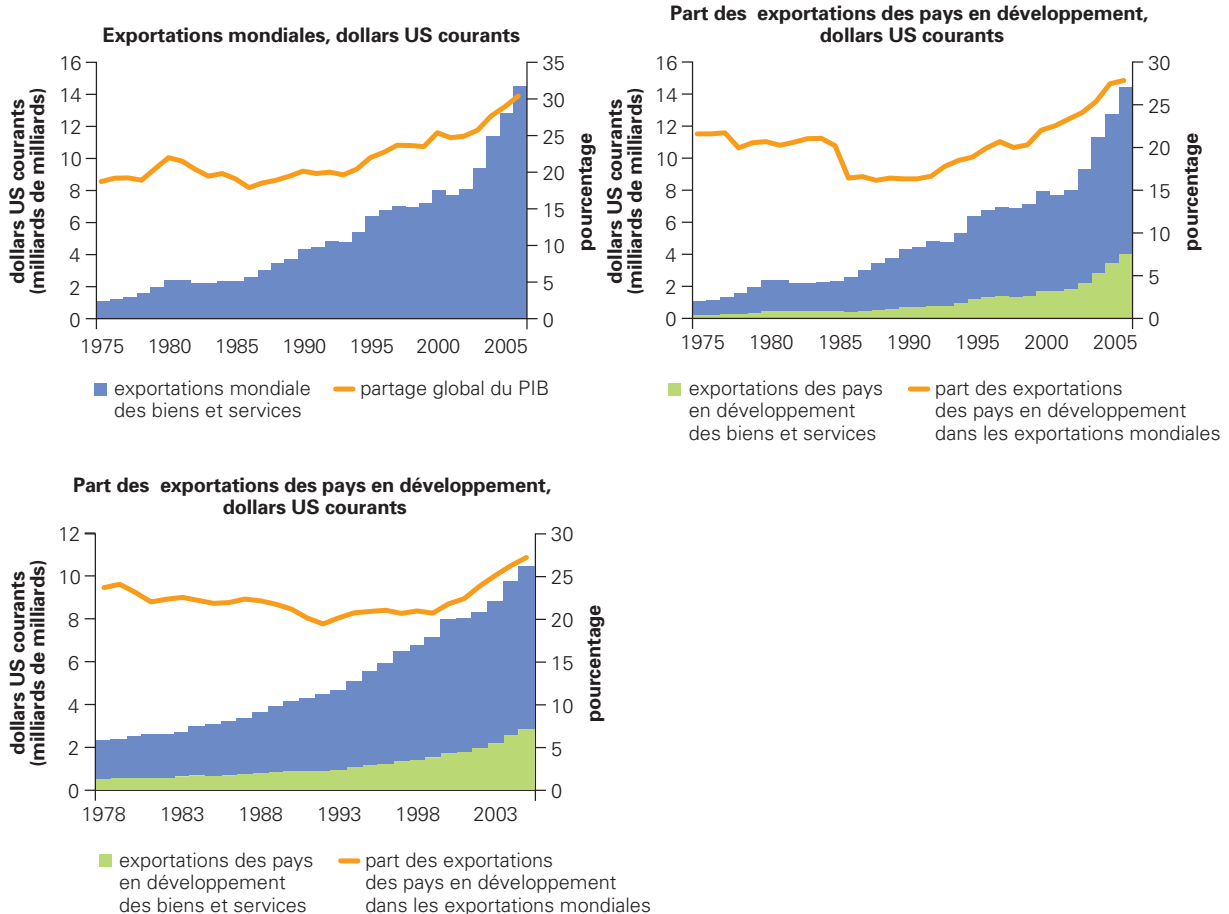
Source : Perspectives économiques mondiales, FMI

## 6.8 Commerce international

Depuis la Seconde Guerre mondiale, le commerce s'est développé plus vite que le PIB mondial, comme le montrent les trois graphiques ci-dessous.

### 6.8.1 Évolution des exportations mondiales et part des pays en développement, 1975-2005

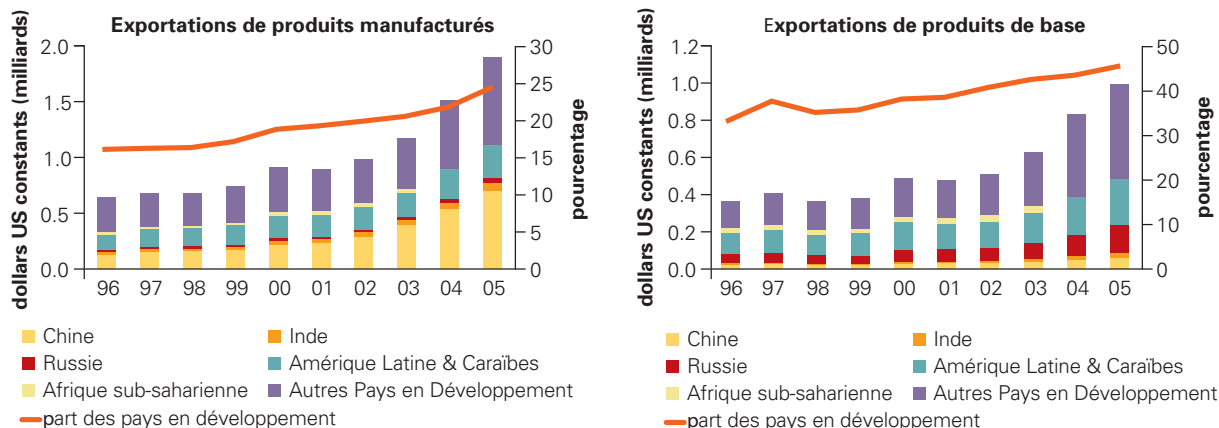
Les exportations mondiales qui s'élevaient à moins de 20 pour cent du PIB mondial en 1975 sont passées à 30 pour cent en 2005. Cette augmentation a suivi la brusque baisse du milieu des années 80 lorsque le prix du pétrole était tombé à environ 10 dollars US le baril vers 1986. En termes de dollars US constants, la part des exportations des pays en développement semble plus stable.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007

### 6.8.2 Exportations de produits manufacturés et des produits de base des pays en développement\*

La croissance des exportations dans les pays en développement dépend à la fois des produits manufacturés et des produits de base. Les figures ci-dessous font apparaître les exportations mesurées en valeur nominale de dollars US et donc incluent les effets de prix.

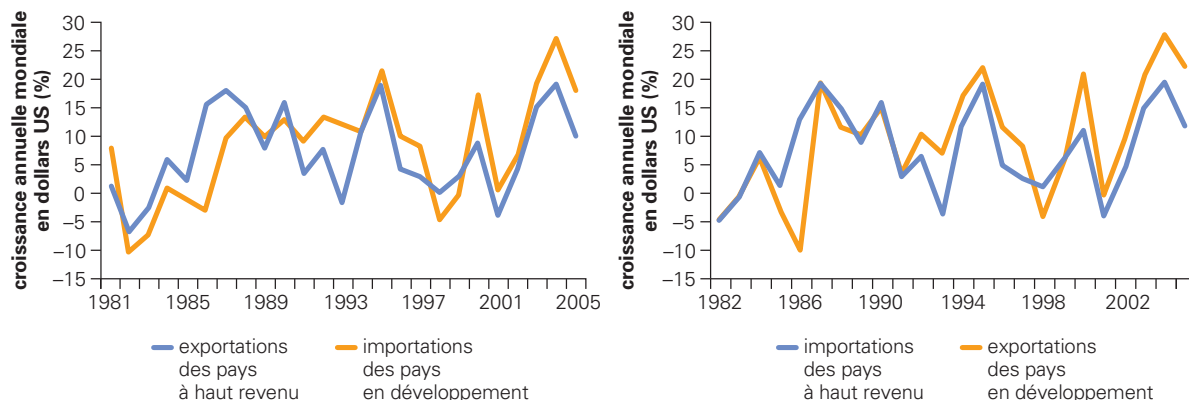


Source : banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007

\*Estimations pour l'Afrique subsaharienne non disponibles en 2004 et 2005 ; pour toutes les données statistiques sur le commerce, les agrégats régionaux n'excluent pas le commerce interrégional.

### 6.8.3 Davantage de possibilités d'exportations pour le commerce des pays à haut revenu et du sud-sud, 1980-2005

Deux nouvelles tendances apparaissent dans les années 90 : la croissance des importations des pays en développement a été plus rapide que la croissance des exportations des pays industrialisés et les exportations des pays en développement ont augmenté plus vite que les importations des pays industrialisés. La première tendance indique que les marchés des pays en développement s'ouvrent de plus en plus aux pays industrialisés. Ces deux tendances marquent une augmentation du commerce sud-sud (cf. figure ci-dessous).



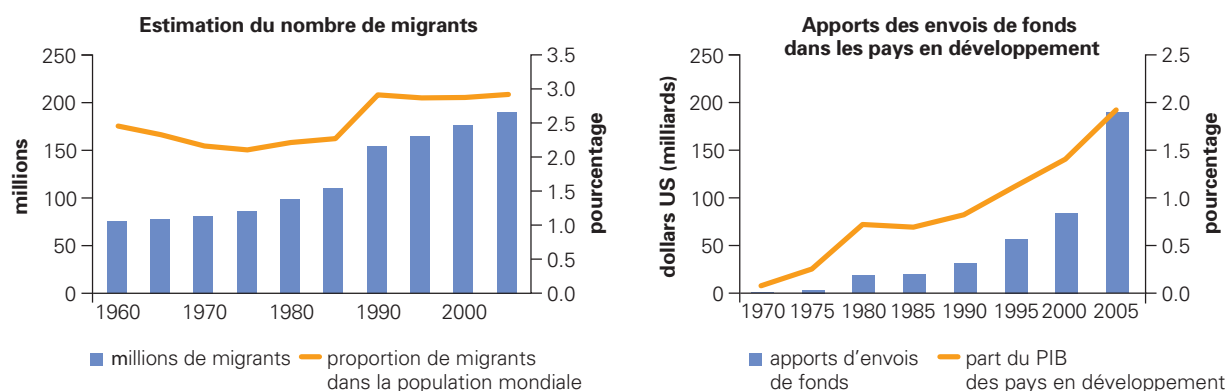
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007

## 6.9 Flux migratoires mondiaux et envois de fonds

Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'émigration est devenue une composante de plus en plus importante du développement. Le nombre d'immigrants a plus que triplé et la part des envois de fonds dans le PIB des pays en développement a augmenté.

### 6.9.1 Flux migratoires mondiaux et envois de fonds, de 1960 à 2005

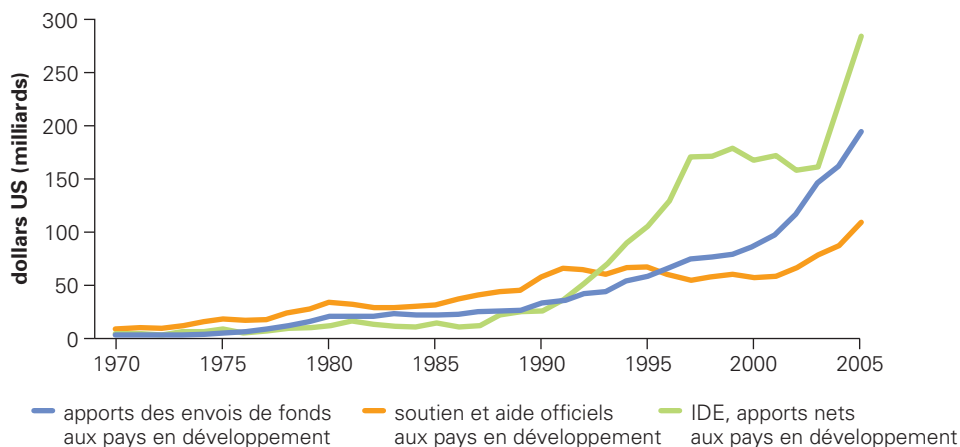
Le nombre de migrants a plus que triplé. Proportionnellement à la population mondiale, l'émigration a augmenté d'environ 2,5 à 3 pour cent et probablement beaucoup plus proportionnellement à la population des pays industrialisés. Et, ce qui n'a rien d'étonnant, les envois de fonds sont devenus une composante de plus en plus importante du PIB des pays en développement.



Source : Division de la population, Nations Unies « Evolution tendancielle du stock total de migrants : version révisée 2005 ; estimation réalisée par les équipes de la Banque mondiale à partir du manuel 2007 des statistiques de la balance des paiements du Fonds Monétaire international

### 6.9.2 Envois de fonds par rapport à l'IDE et à l'aide, de 1970 à 2005

Les envois de fonds dépassent maintenant l'aide officielle au développement



Source : estimation réalisée par les équipes de la Banque mondiale à partir du manuel. 2007 des statistiques de la balance des paiements du Fonds Monétaire international. *Indicateurs du développement dans le monde* et *finance du développement dans le monde, 2007* ; base de données du Fonds Monétaire international sur les statistiques financières internationales et la balance des paiements.

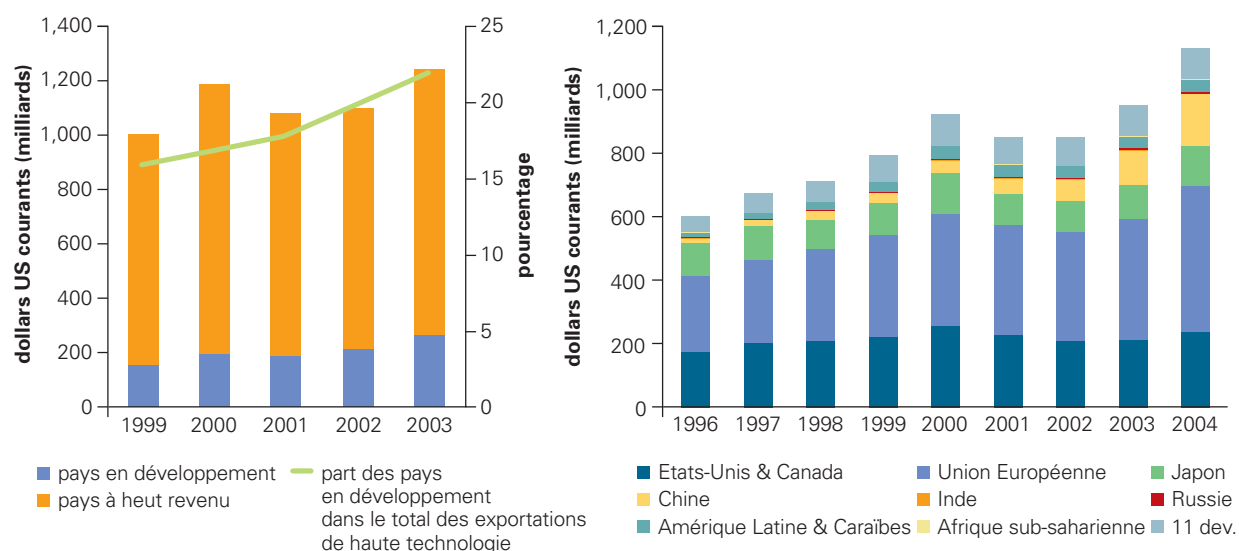


## 6.10 Rôle des progrès technologiques dans les économies des pays en développement

Les pays en développement maîtrisent beaucoup mieux maintenant les technologies modernes, comme cela apparaît dans les graphiques ci-dessous.

### 6.10.1 Part et détail des exportations de produits de technologie de pointe\* dans les pays en développement

Les pays en développement ont vu, principalement sous l'impulsion de la Chine, mais également d'autres pays asiatiques, leurs exportations de produits de haute technologie augmenter rapidement ces dernières années.



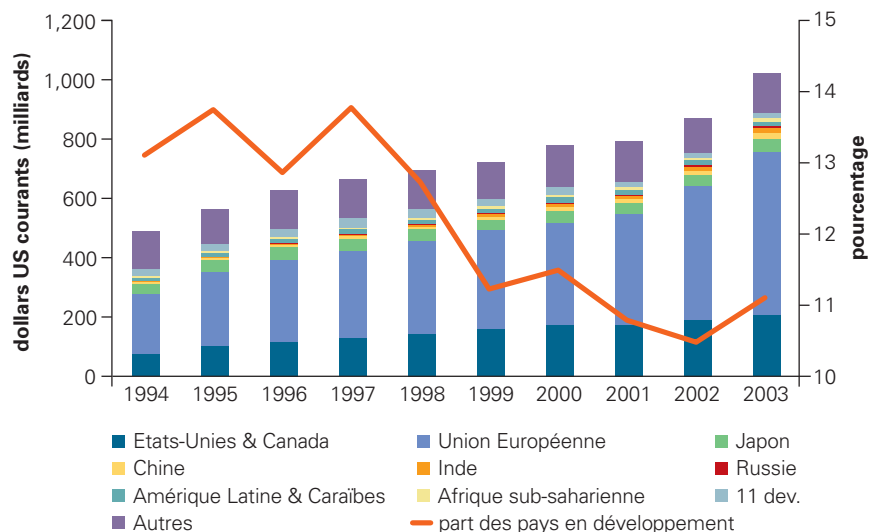
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007

Note : Pour toutes les données relatives au commerce, les agrégats régionaux n'excluent pas le commerce interrégional

\*Les produits de haute technologie exportés sont des produits à forte intensité de R-D, dans les domaines, par exemple, de l'aérospatiale, de l'informatique, des produits pharmaceutiques, des instruments scientifiques et des appareils électriques.

### 6.10.2 Hégémonie des Etats-Unis et de l'Union européenne dans les exportations des services marchands fondés sur le savoir\*

En ce qui concerne les services, le commerce international est toujours dominé par les Etats-Unis et l'Union européenne. Malgré l'augmentation des exportations de l'Inde dans ce domaine, la part des pays en développement a, en fait, baissé.

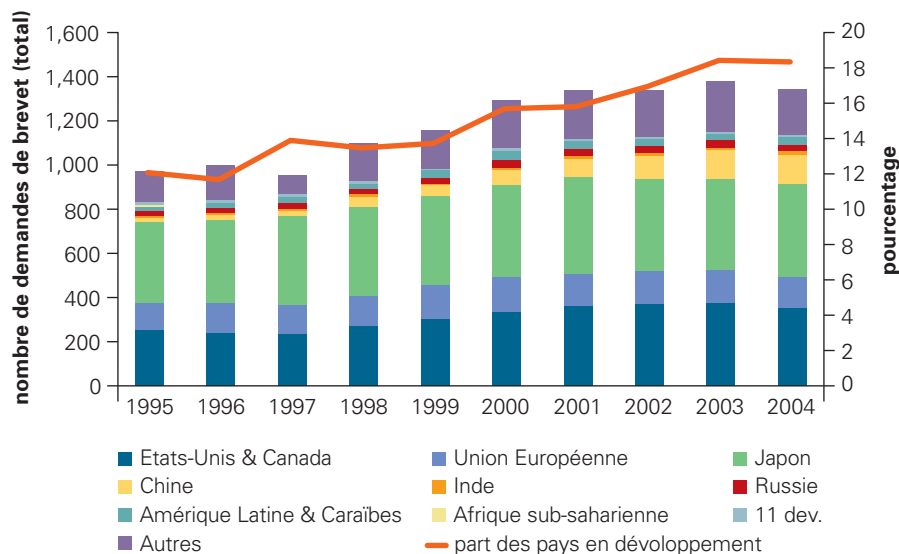


Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007

\*Les services marchands fondés sur le savoir comprennent les technologies de l'information (TI), les communications, les assurances, les services financiers et autres services, mais non les transports et les voyages. Les activités les plus courantes ont trait aux télécommunications internationales, aux services postaux, à la messagerie, au traitement informatique, aux opérations du secteur tertiaire liées à l'actualité entre résidents et non résidents, aux questions de construction, aux redevances et droits de licence, aux services aux entreprises, aux services techniques et professionnels, aux affaires diverses, aux questions de culture et de loisirs, à l'assurance sur fret des exportations et autres assurances directes, comme l'assurance-vie, aux services d'intermédiation financière, comme les commissions, les opérations de change et le courtage, et les services auxiliaires comme les organismes de fonctionnement et de régulation des marchés financiers.

### 6.10.3 Part des pays en développement dans les demandes de brevets (résidents et non résidents), 1995-2004

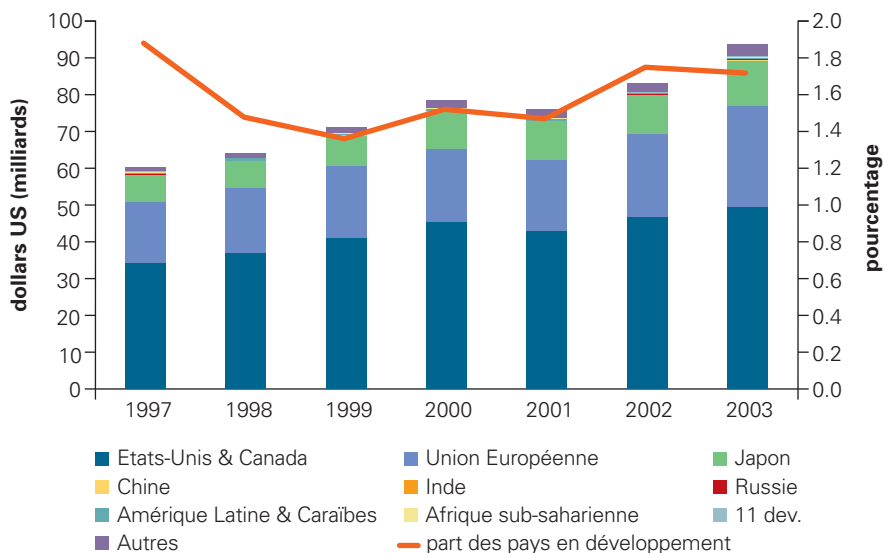
Les pays en développement comptent plus maintenant dans le domaine de l'innovation



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007

### 6.10.4 Recettes des redevances et droits de licence, 1997-2004

Ce sont, cependant, toujours les pays industrialisés qui perçoivent l'essentiel des revenus de l'innovation.



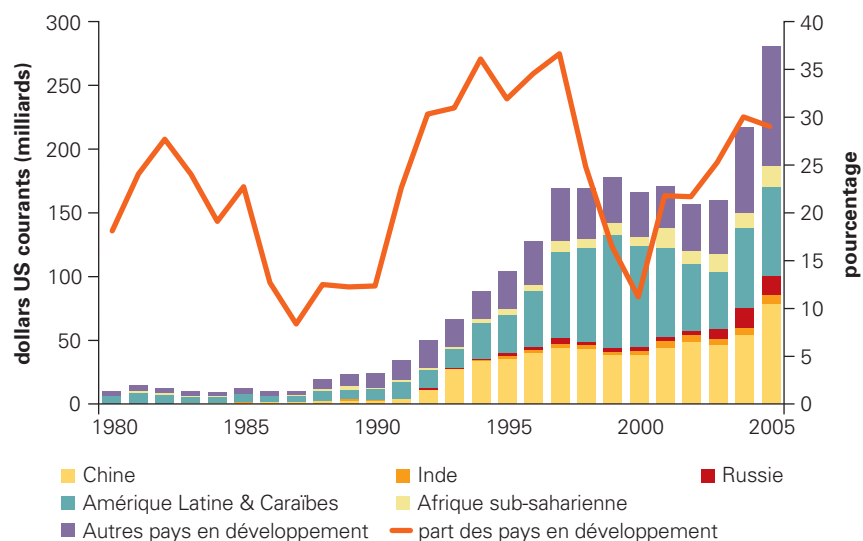
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007

## 6.11 L'écoulement des capitaux privés dans les pays en développement

Depuis le milieu des années 90, il y a eu une baisse des flux de capitaux privés vers les pays en développement. Ceux-ci sont maintenant de véritables épargnants. Il y a une exception, c'est l'IDE dont le rôle s'est accru au cours des dernières années, aussi bien en valeur absolue que relative, comme le montrent les graphiques ci-dessous.

### 6.11.1 Apports des IDE aux pays en développement, 1980-2005

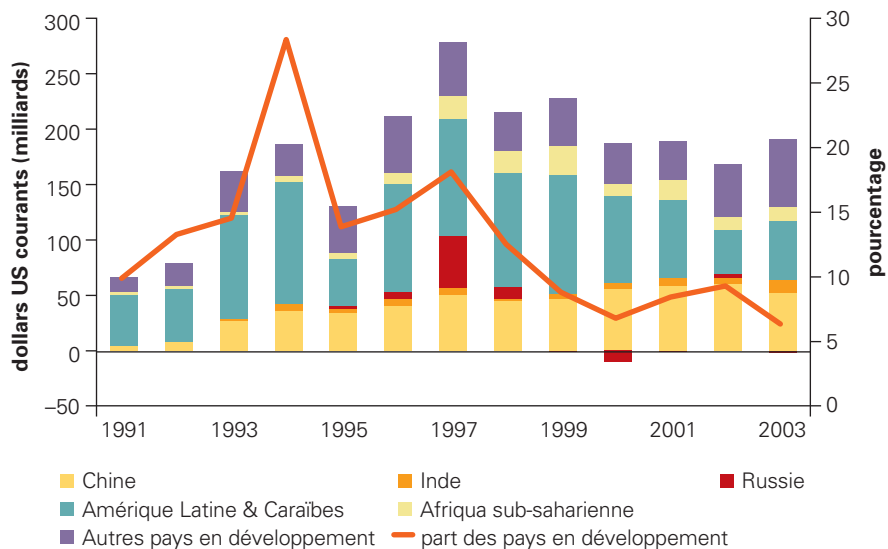
Les apports des IDE aux pays en développement sont très concentrés. Ce sont l'Amérique latine et la Chine qui en ont le plus bénéficié au cours des dix dernières années. Globalement, l'IDE vers les pays en développement a été volatil. Entre le milieu des années 90 et le début des années 2000, ces apports sont passés de 35 pour cent du total des IDE à 10 pour cent, mais ils ont remonté maintenant et oscillent autour de 35 pour cent du total mondial.



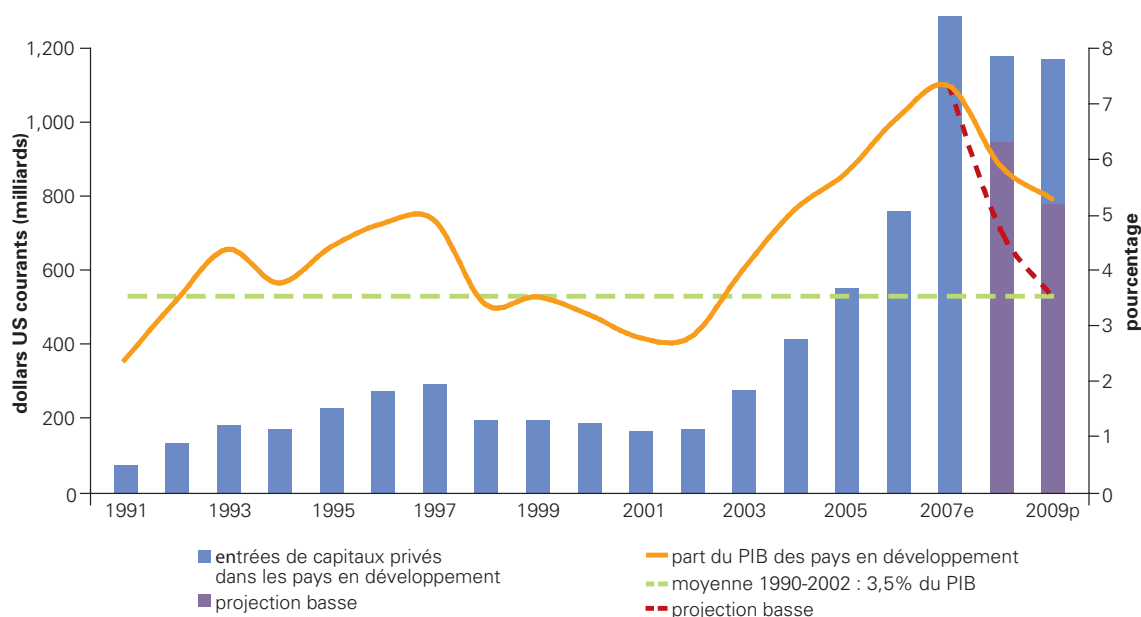
Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007

### 6.11.2 Entrées de capitaux privés \* dans les pays en développement et leur part dans le flux total de capitaux privés, 1991-2005

Après avoir atteint plus de 25 pour cent du total mondial au début des années 90, les apports de capitaux privés aux pays en développement représentent maintenant une faible portion de tous les flux de capitaux privés.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007

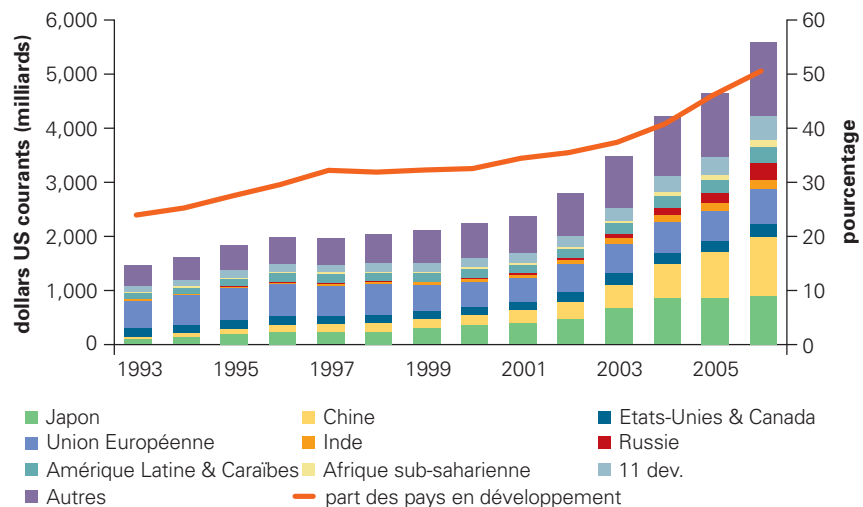


Source : Groupe d'étude des perspectives de développement économique

\*Les flux de capitaux privés sont des apports de capitaux privés générateurs et non générateurs de dettes. Les apports privés générateurs de dettes comprennent les prêts des banques commerciales, les obligations et autres crédits privés. Les apports non générateurs de dettes sont les IDE et les portefeuilles d'investissement en fonds propres.

### 6.11.3 Constitution de réserves dans les pays en développement, 1993-2006

Au cours de la dernière décennie, les pays en développement ont commencé à accumuler de substantielles réserves.



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007

#### 6.11.4 Déséquilibres mondiaux, 1999-2006

L'accroissement des réserves dans les pays en développement s'est produit parallèlement à une baisse du taux d'épargne aux Etats-Unis, qui est tombé à des niveaux jamais atteints.

Déséquilibres mondiaux								
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
<b>Principales économies ayant un stock de réserves</b>								
Réserves totales, groupe de tête de 10 (moins or, dollars US courants, millions)								
Chine	158	168	216	291	408	614	822	1068
Japon	287	355	395	461	663	834	834	880
Fédération de Russie	8	24	33	44	73	121	176	296
Taiwan, Chine	106	107	122	162	207	242	253	266
Rép. de Corée	74	96	103	121	155	199	210	239
Inde	33	38	46	68	99	127	132	171
Singapour	77	80	76	82	96	113	116	136
Hong Kong, Chine	98	108	111	112	118	124	124	133
Brésil	36	32	36	38	49	53	54	86
Malaisie	31	28	30	33	44	66	70	82
<b>Épargne des ménages, USA (dollars US courants, milliards)</b>								
	114	117	108	169	166	160	13	6
en pourcentage du revenu disponible des ménages								
	17	16	14	22	20	18	0,1	0,1
<b>Déficit de la balance courante US (dollars US courants, milliards)</b>								
	300	415	389	472	528	665	729	857
<b>Composition des entrées de capitaux aux USA en provenance des principaux pays détenteurs de réserves (dollars US courants, milliards)</b>								
Actifs étrangers aux Etats-Unis, non compte tenu des instruments financiers dérivés (accroissement / afflux financiers (+))								
Union européenne	409	593	362	215	244	467	479	799
Chine	15	19	39	72	75	125	188	210
Moyen-Orient	2	16	2	1	8	28	19	65
Japon	25	58	50	77	139	238	61	48
Allemagne	49	72	62	18	40	35	32	42
Hong Kong, Chine	11	10	29	15	38	11	32	38
Brésil	-1	1	8	-2	10	3	10	32
Rép. de Corée	11	1	1	14	18	19	22	16
Singapour	-2	9	0	8	11	12	5	
Inde	3	-1	0	3	7	-3	4	5
Taiwan, Chine	0	-2	9	11	23	8	11	4

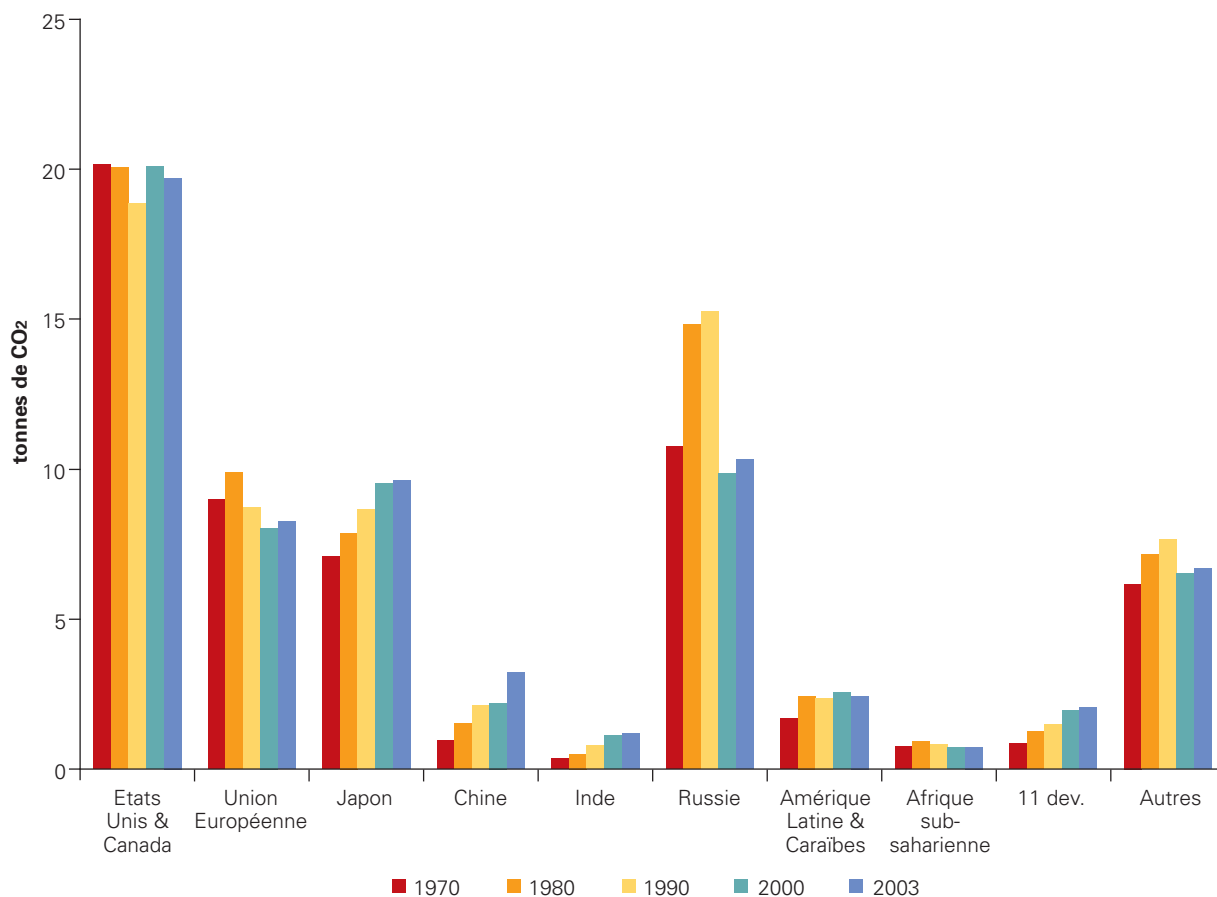
Source : banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007 ; Bureau d'analyse économique, statistiques nationales des comptes économiques nationaux et statistiques des comptes d'opérations internationales des Etats-Unis.

## 6.12 Changement climatique

Le réchauffement de la planète et ses conséquences potentiellement coûteuses sont l'une des principales évolutions au plan mondial, sinon la plus importante, à laquelle les pays en développement sont confrontés. Les graphiques ci-dessous donnent une idée de l'ampleur du problème.

### 6.12.1 Émissions de dioxyde de carbone par habitant, 1970-2003

Les émissions de CO<sub>2</sub> par habitant sont plus faibles que dans les pays industrialisés, mais elles augmentent rapidement.



Source :Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007



### 6.12.2 Émissions de CO2 aux Etats-Unis, en Chine et en Inde. Aujourd'hui et demain

Actuellement, les émissions de dioxyde de carbone en Chine sont approximativement égales à celles des Etats-Unis, et celles de l'Inde sont environ un cinquième. Cependant, si on prend les émissions par habitant, celles de l'Inde représentent 5 pour cent de celles des Etats-Unis, et celles de la Chine 25 pour cent. Si l'Inde et la Chine réduisaient leurs émissions de 20 pour cent sur les 50 prochaines années (période au cours de laquelle leurs revenus par habitant auront probablement rattrapé ceux des pays avancés) et si les Etats-Unis réduisaient leurs émissions de 80 pour cent, alors les émissions par habitant en Chine et en Inde seraient à peu près égales et représenteraient 20 pour cent de celles des Etats-Unis

#### Émissions en Chine et en Inde en pourcentage des niveaux des États-Unis

	Total émissions CO2	émissions par habitant	PIB par habitant	émissions par habitant réduction de 80% aux USA et de 20% en Chine et en Inde
Inde % des USA	20	5	2	20
Chine % des USA	100	25	6	100

Source : Rapport sur le développement humain 2007, Programme de développement des Nations Unies

### 6.12.3 Intensité carbone dans une sélection de pays\*

Les pays industriels produisent beaucoup moins de CO2 par unité de production. Cela résulte d'une plus grande efficacité technologique, des conditions de production et, peut-être, des coûts de l'énergie, qui bénéficient souvent de subventions plus élevées dans les pays en développement.

Pays	Production
Etats-Unis	0,46
Union européenne	0,29
Japon	0,19
Chine	1,67
Inde	1,30

Source : Rapport sur le développement humain 2007, programme de développement des Nations Unies

\*Émissions de gigatonnes de CO2 par milliard de dollars US du PIB

#### 6.12.4 L'ampleur du défi

Le panel intergouvernemental sur le changement climatique (PICC) a évalué que le niveau d'émissions de CO<sub>2</sub> sans danger, à l'échelle planétaire, était de 14,5 gigatonnes par an, ce qui équivaut à 2,25 tonnes par habitant et par an. Le tableau ci-dessous, emprunté au Rapport sur le développement humain des Nations Unies (2007), fait apparaître les émissions par habitant dans les grands pays industriels. Les émissions de dioxyde de carbone dans le monde ont actuellement atteint environ deux fois le niveau acceptable, ce qui signifie que si la production actuelle est maintenue, le stockage du CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère dépassera les niveaux de sécurité dans les 40 prochaines années.

**Si les empreintes carbone mondiales étaient toutes aux niveaux de l'OCDE, il nous faudrait plus d'une planète<sup>a</sup>**

	émissions de CO <sub>2</sub> par habitant (t CO <sub>2</sub> ) 2004 mondiales de CO <sub>2</sub>	équivalent émissions (GT CO <sub>2</sub> )2004 <sup>b</sup>	équivalent nombre budgets carbone durables <sup>c</sup>
Monde <sup>d</sup>	4,5	29	2
Australie	16,2	104	7
Canada	20,0	129	9
France	6,0	39	3
Allemagne	9,8	63	4
Italie	7,8	50	3
Japon	9,9	63	4
Pays-Bas	8,7	56	4
Royaume Uni	9,8	63	4
Etats-Unis	20,6	132	9

Source : Rapport sur le développement humain 2007, PDNU, calculs basés sur le tableau d'indicateurs 24

<sup>a</sup> mesuré en budgets carbone durable

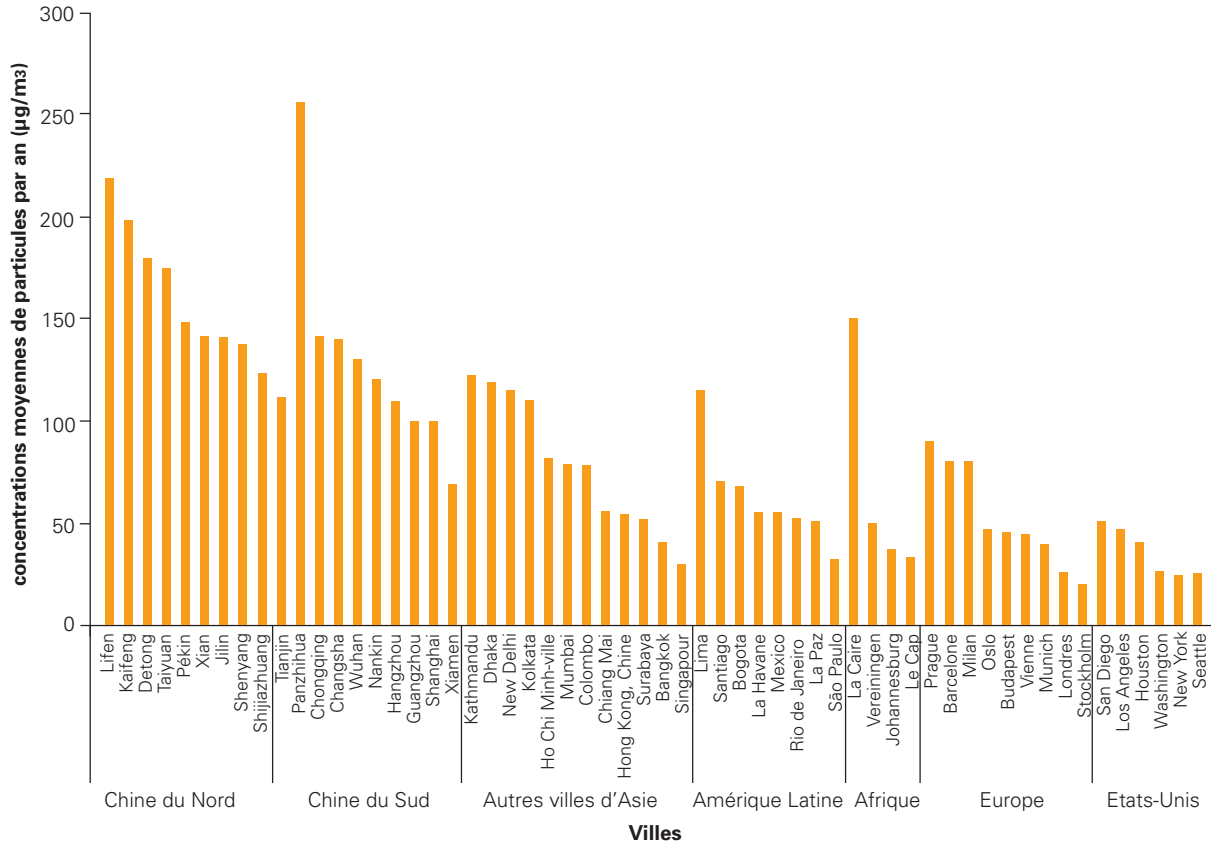
<sup>b</sup> fait référence aux émissions de l'ensemble de la planète si dans chaque pays les émissions par habitant étaient au même que celle du pays en question

<sup>c</sup> basé sur une configuration d'émissions durable de 14,5 Gt de CO<sub>2</sub> par an

<sup>d</sup> empreinte carbone mondiale actuelle

### 6.12.5 Concentration de particules et d'anhydride sulfureux

En plus des questions d'environnement de la planète, il faut que les pays en développement se préoccupent de défis qui se posent au niveau local. En particulier dans les zones urbaines, la pollution de l'air peut causer des maladies respiratoires graves et les enfants sont les plus exposés. La pollution de l'eau et l'accès à l'eau constituent un autre défi inquiétant.



Source : Liang, Congjie, ed. 2005. *China Environmental Yearbook*. Brill Academic Publishers ; et WHO 2005. Copie du diagramme disponible sur le site : [http://siteresources.worldbank.org/INTEAPREGTO-ENVIRONMENT/Resources/China\\_Cost\\_of\\_Pollution.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTEAPREGTO-ENVIRONMENT/Resources/China_Cost_of_Pollution.pdf), p. xviii.

\* Le symbole PM10 est utilisé pour désigner les particules atmosphériques de 10 micromètres ou moins.



# GLOSSAIRE

---

**Agglomération** : Regroupement géographique de l'activité économique

**Analyse statique** : Méthode d'analyse des propriétés d'une économie ou d'un marché « au repos », c'est-à-dire lorsque les mécanismes du marché sont en équilibre stable. La procédure est la suivante : on change une variable ou plus en supposant que les paramètres sous-jacents demeurent les mêmes et en ne tenant pas compte de la trajectoire entre la situation initiale et la situation ainsi créée. Par exemple, par la méthode d'analyse statique, on pourrait comparer les coûts de production d'une petite entreprise à ceux d'une plus grande entreprise en prenant comme hypothèse que les goûts et la technologie de meurent les mêmes.

**Coefficient de Gini** : Mesure de l'inégalité de revenu de zéro (tout le monde a le même revenu) à 1 (une personne reçoit la totalité des revenus). La plupart des pays dans lesquels est faite cette estimation ont des coefficients de Gini qui se situent entre 0,25 (Suède en 2000) et 0,59 (Brésil en 2001).

**Compte de capital**: Les pays enregistrent leurs transactions avec les autres nations dans un Grand livre national appelé la balance des paiements. Le compte de capital est la partie de ce Grand livre où sont consignées les transactions transfrontalières en actifs, par exemple en obligations ou en actions. Ainsi est gardée la trace du flux de capitaux qui entrent dans le pays ou en sortent.

**Compte courant de la balance commerciale** : comme le compte de capital (voir ci-dessus), le compte courant de la balance commerciale d'un pays enregistre ses transactions avec le reste du monde. Il enregistre les résultats des exportations, les dépenses pour les importations, les transferts unilatéraux, tels que les envois de fonds des travailleurs migrants, et le revenu net que rapportent à un pays ses actifs extérieurs. Ainsi, lorsque l'achat d'une obligation étrangère serait enregistré dans le compte de capital, l'intérêt que rapporte cette obligation figurerait dans le compte courant de la balance commerciale.

**Déficit budgétaire** : Situation financière d'un État dont les dépenses sont supérieures aux recettes fiscales.

**Déficit du compte courant de la balance commerciale** : Un pays a un déficit du compte courant de la balance commerciale quand les recettes courantes de ses transactions avec le reste du monde sont inférieures aux paiements courants qu'il doit effectuer à l'étranger. En d'autres termes, le revenu que lui rapportent les exportations de ses avoirs extérieurs est

inférieur à ce qu'il doit payer aux autres pays pour importer leurs marchandises ou pour assurer le service de sa dette extérieure. Pour faire face à un déficit du compte courant de la balance commerciale, un pays doit emprunter au reste du monde, ou vendre des actifs.

**Déséquilibres mondiaux :** Configuration actuelle de l'épargne et des dépenses dans le monde, marquée par un excédent d'épargne en Asie et au Moyen-Orient et un excédent de dépenses en Amérique. Cette configuration résulte du fait que l'Asie et le Moyen-Orient ont un gros excédent de la balance des paiements courants tandis que l'Amérique a un gros déficit de cette balance.

**Destruction créatrice :** Expression popularisée par l'économiste Joseph Schumpeter. Dans sa vision du capitalisme, les entrepreneurs entrent sur les marchés avec de nouveaux produits et de nouvelles techniques de production qui créent de la valeur alors qu'ils détruisent la valeur des sociétés existantes.

**Diversification de l'économie :** Création d'un éventail de nouvelles activités économiques et de nouvelles industries, ce qui implique que la part des secteurs traditionnels, généralement l'agriculture, diminue.

**Diversification structurelle :** Changement majeur dans l'économie d'un pays impliquant l'extension d'activités économiques vers des secteurs différents. Cela peut entraîner la réforme des institutions économiques ou la création de nouvelles.

**Excédent de main-d'œuvre :** Lorsque l'offre de main-d'œuvre est supérieure à la demande pour accomplir une activité.

**Externalités d'agglomération :** Avantages du regroupement de l'activité économique, qui ne coûtent rien aux entreprises—par exemple la disponibilité immédiate d'une réserve d'ouvriers qualifiés.

**Incitations du marché :** Incitations à augmenter les activités rentables et à diminuer celles qui ne le sont pas en fonction de la demande en biens et services et du coût pour y répondre.

**Investissement direct étranger :** Apports de capitaux extérieurs au pays, qui créent un capital d'exploitation ou constituent un complément à ce capital, par exemple sous forme d'installations et d'équipement. Une des caractéristiques importantes de ces flux, c'est que, à la différence d'autres flux financiers, ce ne sont pas des flux réversibles.

**Maîtrise de l'inflation :** Un taux cible d'inflation est fixé et communiqué aux banques centrales, qui s'efforcent de contenir l'inflation dans ces limites en ayant recours aux taux d'intérêt et autres outils.

**Mécanisme de développement Propre (MDP) :** dispositif du Protocole de Kyoto (entré en vigueur en 2005) qui permet aux pays industrialisés d'investir pour la réduction des émissions dans les pays en développement au lieu de les réduire dans leurs propres pays.

**Mitigation** : Atténuation de la gravité d'une situation à risques. Dans le contexte du réchauffement de la planète, ce terme renvoie à la réduction des émissions de gaz à effet de serre ou à d'autres mesures correctives qui réduisent l'ampleur du réchauffement pour une concentration donnée de gaz à effet de serre.

**Mobilité des ressources** : facilité avec laquelle la main-d'œuvre ou les capitaux passent d'un secteur d'activité à un autre, ou d'une région à ne autre.

**Politique industrielle** : Toute réglementation ou toute dépense visant à promouvoir un secteur particulier ou une entreprise particulière. Dans les pays en développement, les politiques industrielles cherchent souvent à encourager la diversification des exportations tandis que, dans les pays industrialisés, elles visent à pousser encore plus avant les connaissances technologiques

**Rattrapage** : Processus par lequel les économies moins développées ont tendance à se développer à un rythme plus rapide que les économies des pays industrialisés parce qu'elles peuvent reproduire les méthodes de production, les institutions et les technologies des économies modernes au lieu de devoir les élaborer à partir de rien.

**Rentes des ressources naturelles** : Plus-value des ressources naturelles, par exemple du pétrole, déduction faite de tous les coûts.

**Substitution de productions nationales** : Politique des pouvoirs publics visant à remplacer les importations par des productions nationales.

**Transformation structurelle** : Changement fondamental dans les méthodes d'organisation économique d'un pays, par exemple réaffectation de la main-d'œuvre, du capital physique et humain dans le secteur de l'agriculture, de l'industrie manufacturière et des services. Cela implique l'ajout d'autres activités et la suppression de certaines qui ne sont plus économiquement viables ni rentables.





# REMERCIEMENTS

---

Des experts et des universitaires ont aidé la Commission à actualiser ses connaissances dans tout un ensemble de domaines, y compris sur des problèmes que de solides travaux de recherche universitaire n'avaient pas encore résolus et sur lesquels les avis différaient. Leur concours a pris la forme d'articles, de communications et d'apports d'idées au cours des débats à l'intérieur et à l'extérieur des ateliers pendant ces deux dernières années. Cet apport a été vital pour notre travail. Bien qu'aucun témoignage de gratitude ne puisse rendre pleinement justice à l'importance de leur rôle, j'aimerais cependant remercier chacun d'entre eux et leur dire également combien mes collègues commissaires et moi-même avons apprécié leur collaboration et pris plaisir à nos échanges. Je voudrais également remercier tous ceux qui ont aidé les ateliers à voir le jour et tous ceux qui, à divers titres, ont permis que ce projet parvienne à son terme et soit une réussite.

Michael Spence  
Juin 2008

## Secrétariat

**Darlington**, Muriel  
**Hesse**, Heiko  
**Manevskaya**, Diana  
**Nowak**, Dorota  
**Singh**, Pavneet  
**Ticha**, Ivana  
**Yenko**, Marie  
**Zagha**, Roberto

## Équipe chargée de la communication

**Brahmam**, Maya, Banque mondiale  
**Cullen**, Tim, Consultant  
**Fisher**, Paul, Consultant  
**Viveros**, Alejandra, Banque mondiale

## Rédacteur en chef

**Cox**, Simon, The Economist

### Annexe statistique

**Jiang**, Teng, Banque mondiale

### Publications

**Bergeron**, Denise, Banque mondiale  
**Chen**, Shaohua, Banque mondiale  
**Gnanasundram**, Pushpa, Banque mondiale  
**Gökdemir**, Aziz, Banque mondiale  
**Lammers**, Nancy, Banque mondiale  
**Lanjouw**, Peter, Banque mondiale  
**McGroarty**, Stephen, Banque mondiale  
**Pombo**, Santiago, Banque mondiale  
**Sangraula**, Prem, Banque mondiale

### Site Web et Blog

**Afif**, Zeina, Banque mondiale  
**Alexis**, Cindy, Banque mondiale  
**Del Rosario**, Jorge F., Banque mondiale  
**Kuel**, Liz, Studios Freerange  
**M'chich**, Karim, Banque mondiale  
**Mishra**, Swati Priydarshini, Banque mondiale  
**Ozimek**, Ryan, PICNet  
**Wielezynski**, Pierre Guillaume, Banque mondiale

### Participants aux ateliers et auteurs de communications

**Abdel-Rahman**, Hesham, Université de La Nouvelle-Orléans  
**Ahluwalia**, Isher, Conseil des Gouverneurs du Conseil indien de recherche sur les relations économiques internationales (ICRIER)  
**Alam**, Asad, Banque mondiale  
**Albrecht**, James, Université Georgetown  
**Alleynes**, George, Organisation panaméricaine de la santé  
**Alm**, James, Georgia State University  
**Altenburg**, Tilman, Institut allemand du développement  
**Angel**, Solly, university de New York  
**Aninat**, Cristóbal, ministre des Affaires extérieures, Chili  
**Anos Casero**, Paloma, Banque mondiale  
**Aoki**, Masahiko, Stanford University  
**Asabere**, Paul, Temple University  
**Atlas**, Scott, Stanford University  
**Backeus**, Karl, ministère des Affaires étrangères de Suède  
**Bain**, Laurel, banque centrale des Caraïbes orientales, St. Kitts et Nevis  
**Banerji**, Arup, Banque mondiale

**Barr**, Nicholas, London School of Economics  
**Behrman**, Jere, université de Pennsylvanie  
**Benabou**, Roland, Princeton University  
**Bertaud**, Alain, consultant  
**Bhattacharya**, Amar, Secrétariat G-24  
**Bhorat**, Haroon, université du Cap (Afrique du Sud)  
**Birdsall**, Nancy, Centre de Développement mondial  
**Bleakley**, Hoyt, université de Chicago  
**Bloom**, David, Harvard University  
**Bloom**, Nick, Stanford University  
**Blyde**, Juan, banque interaméricaine de développement  
**Bosworth**, Barry, Brookings Institution  
**Bourguignon**, François, École d'économie de Paris  
**Bowles**, Samuel, Institut de Santa Fe et université de Sienne  
**Braga**, Carlos, Banque mondiale  
**Bruckner**, Jan, université de Californie à Irvine  
**Bruggenkamp**, Ammarens, ambassade des Pays-bas aux États-Unis  
**Calderon**, Cesar, Banque mondiale  
**Cardoso**, Fernando Henrique, ancien Président du Brésil  
**Caselli**, Francesco, London School of Economics  
**Chawla**, Mukesh, Banque mondiale  
**Chiquier**, Loic, Banque mondiale  
**Cho**, Man, école de l'Institut de développement de Corée (KDI)  
**Cichello**, Paul, Banque mondiale  
**Cooper**, Richard, Harvard University  
**Cottarelli**, Carlo, Fonds monétaire international  
**Cunha**, Flavio, université de Pennsylvanie  
**Dadush**, Uri, Banque mondiale  
**De Mello**, Luiz, OCDE  
**Deichmann**, Uwe, Banque mondiale  
**Dhar**, Sanjay, Banque mondiale  
**Dobronogov**, Anton, Banque mondiale  
**Eldhagen**, Erik, Banque mondiale  
**Ellis**, Randall, université de Boston  
**Engel**, Eduardo, Yale University  
**Fares**, Jean, Banque mondiale  
**Fatás**, Antonio, Professeur, INSEAD  
**Fernades-Arias**, Eduardo, banque interaméricaine de développement  
**Ferreira**, Francisco, Banque mondiale  
**Fields**, Gary, université Cornell  
**Filmer**, Deon, Banque mondiale  
**Fischer**, Ronald, université du Chili  
**Fisman**, Raymond, Columbia University

**Fleishchmann**, Alan, ImagiNations  
**Fortson**, Jane, université de Chicago  
**Fox**, Louise, Banque mondiale  
**Freeman**, Richard, Bureau national de recherche économique  
**Freire**, Maria Emilia, Banque mondiale  
**Fuhr**, Harald, université de Potsdam  
**Geelen**, M.W.M.S., ministère des Affaires étrangères, Pays-Bas  
**Gelb**, Alan, banque mondiale  
**Gertler**, Paul, université de Californie, Berkeley  
**Giavazzi**, Francesco, université Bocconi (Italie) et Massachusetts Institute of Technology  
**Giles**, John, Banque mondiale  
**Gordon**, Roger, université de Californie, San Diego  
**Gottret**, Pablo, Banque mondiale  
**Green**, Richard, George, Washington University  
**Grigonyte**, Dalia, Commission européenne  
**Gutierrez**, Catalina, Banque mondiale  
**Gwinner**, William, Banque mondiale  
**Haacker**, Markus, Fonds monétaire international  
**Hagan**, Harry, ministère du développement international (DFID), Royaume-Uni  
**Haltiwanger**, John, université du Maryland  
**Hammer**, Jeffrey, Princeton University  
**Hannah**, Lawrence, Banque mondiale  
**Hanson**, Gordon, université de Californie, San Diego  
**Hanushek**, Erik, Institut Hoover, Stanford University  
**Harrison**, Ann, université de Californie, Berkeley  
**Hartler**, Christina, SIDA  
**Healey**, Paul, ministère du développement international (DFID) Royaume-Uni  
**Hegedüs**, József, Metropolitan Research Institute, Budapest (Hongrie)  
**Henderson**, Vernon, Université Brown  
**Holzmann**, Robert, banque mondiale  
**Hwang**, Min, George, Washington University  
**Ikhsan**, Mohamad, ministère coordinateur des Affaires économiques d'Indonésie  
**Jack**, William, université de Georgetown  
**Jaramillo**, Carlos Felipe, Banque mondiale  
**Johnson**, Simon, Fonds monétaire international  
**Jones**, Ben, Northwestern University  
**Joshi**, Manosh, Ambassade de l'Inde, Washington, DC  
**Jouston**, Alain, Fonds monétaire international  
**King**, Elisabeth, Banque mondiale

**Kingsmill**, William, ministère du Développement internationale (DFID)  
Royaume-Uni

**Klasen**, Stephan, université de Goettingen

**Kumar**, Mammohan Singh, professeur associé, université de Georgetown

**Kumar**, Rajiv, Conseil indien des relations économiques internationales

**Laszek**, Jacek, banque centrale de Pologne

**Leamer**, Edward, University de Californie-Los Angeles

**Lederman**, Daniel, Banque mondiale

**Lee**, Chung Min, université nationale de Singapour

**Levy**, Santiago, banque interaméricaine de développement

**Lewis**, Maureen, banque mondiale

**Linn**, Johannes, Brookings Institution

**Logan**, John, université Brown

**Lombardi**, Domenico, The Oxford Institute for Economic Policy  
et Brookings Institution

**Lucas**, Robert, université de Chicago

**Lundstrom**, Susanna, Banque mondiale

**MacCallum**, Lisa, la Fondation Nike

**Mahajan**, Sandeep, Banque mondiale

**Mahbub Al-Matin**, Kazi, Banque mondiale

**Mahovsky**, Madeleine, Commission européenne

**Malpezzi**, Steve, université du Wisconsin-Madison

**May**, Ernesto, Banque mondiale

**Meadows**, Graham, Institut européen de recherche, université du Sussex

**Mendelsohn**, Robert, Yale University

**Marchant**, Ann, Banque mondiale

**Mohanty**, P.K., ministère du développement urbain et de l'Allègement  
de la pauvreté, Gouvernement de l'Inde.

**Moreno-Dodson**, Blanca, Banque mondiale

**Morrison**, Andrew, Banque mondiale

**Mowery**, David, université de Californie-Berkeley

**Mulas**, Alberto, SHF, Mexico

**Mustafaoglu**, Zafer, Banque mondiale

**Nabli**, Mustapha, Banque mondiale

**Naim**, Moises, Foreign Policy Magazine

**Nankani**, Gobind, Réseau du développement mondial

**Nehru**, Vikram, Banque mondiale

**Nero**, Jennifer, banque centrale des Caraïbes orientales, (St Kitts et Nevis)

**Nichols**, Garth, banque centrale des Caraïbes orientales (St Kitts et Nevis)

**Nordhaus**, William, Yale University

**Obstfeld**, Maurice, université de Californie Berkeley

**Olsen**, Edgar, université de Virginie

**Opper**, Barbara, U.S. Treasury Office of technical Assistance

**Ozden**, Caglar, Banque mondiale  
**Ozer**, Ceren, Banque mondiale  
**Pack**, Howard, université de Pennsylvanie  
**Palmade**, Vincent, Société financière internationale  
**Patrinos**, Harry, Banque mondiale  
**Perotti**, Roberto, université de Bocconi, Italie  
**Perry**, Guillermo, Banque mondiale  
**Peterson**, George, Institut urbain  
**Pinto**, Brian, Banque mondiale  
**Pritchett**, Lant, Center for Global Development  
**Rajan**, Raghuram, université de Chicago  
**Ramachandran**, S., Banque mondiale  
**Ramos**, Maria, Transnet, Ltd. (Afrique du Sud)  
**Renaud**, Bertaud, Banque mondiale  
**Rivlin**, Alice, The Brookings Institution  
**Rodriguez-Clare**, Andres, université d'État de Pennsylvanie  
**Rodrik**, Dani, Harvard University  
**Rosenzweig**, Mark, Yale University  
**Rossi-Hansberg**, Esteban, Princeton University  
**Sanchez Puerta**, Maria Laura, Banque mondiale  
**Sasin**, Marcin, Banque mondiale  
**Schady**, Norbert, Banque mondiale  
**Segal**, Susan, Americas society and Council of the Americas  
**Sheppard**, Stephen, Williams College  
**Shiller**, Robert, Yale University  
**Simler**, Kenneth, Banque mondiale  
**Singh**, Smita, Flora and William Hewlett Foundation  
**Sjoblom**, Mirja, Banque mondiale  
**Sridhar**, Shri S., banque nationale du logement, gouvernement de l'Inde  
**Srinivasan**, T. N., Yale University  
**Stehn**, Sven Jari, Fonds monétaire international  
**Stephens**, Mark, université de York (Royaume-Uni)  
**Suarez**, Reuben, Organisation panaméricaine de la santé  
**Svejnar**, Jan, université du Michigan  
**Tanzi**, Vito, Fonds monétaire international  
**Ter-Minassian**, Teresa, Fonds monétaire international  
**Thalwitz**, Margret, banque mondiale  
**Toruan**, Henry, ministère coordinateur des Affaires économiques d'Indonésie  
**Tybout**, James, université d'État de Pennsylvanie  
**Udry**, Christopher, Yale University  
**Van der Noord**, Paul, Commission européenne  
**Van Gelder**, Linda, Banque mondiale

**Van Order**, Robert, université du Michigan  
**Vashakmadze**, Ekaterine, banque mondiale  
**Villani**, Kevin, université d'État de San Diego  
**Viveros**, Alejandra, Banque mondiale  
**Vodopivec**, Milan, banque mondiale  
**Vyborny**, Kate, Center for Global development  
**Wacziarg**, Romain, Stanford University  
**Wallace**, William, Banque mondiale  
**Warner**, Andrew, Millenium Challenge Corporation  
**Watkins**, Alfred, Banque mondiale  
**Weil**, David, université Brown  
**Whitehead**, Christine, London School of Economics  
**Wong**, Grace, université de Pennsylvanie  
**Woodruff**, Chris, université de Californie, San Diego  
**Wu**, Weiping, université du Commonwealth de Virginie  
**Wyplosz**, Charles, Graduate School of international and development Studies, Genève (Suisse)  
**Yezer**, Anthony, George Washington University  
**Yusuf**, Shahid, Banque mondiale

#### **Auteurs d'articles et d'études de cas**

**Acemoglu**, Daron, Massachusetts Institute of Technology  
**Aghion**, Philippe, Harvard University  
**Ahmed**, Sadiq, Banque mondiale  
**Arnott**, Richard, université de Californie-Riverside  
**Attanasio**, Orazio, University College, Londres  
**Banerjee**, Abhijit, Massachusetts Institute of Technology  
**Bloom**, David, Harvard University  
**Brady**, David, Stanford University  
**Brenton**, Paul, Banque mondiale  
**Canning**, David, Harvard University  
**Cárdenas**, Mauricio, Fedesarollo (Colombie)  
**Cardoso**, Fernando-Henrique, ancien Président du Brésil  
**Cline**, William, Peterson Institute for International Economics and the Center for Global Development  
**Collier**, Paul, université d'Oxford  
**Das**, Jishnu, Banque mondiale  
**Demirgüç-Kunt**, Asli, Banque mondiale  
**Dickens**, William, université du Maryland  
**Duranton**, Gilles, université de Toronto  
**Durlauf**, Steven, université du Wisconsin-Madison  
**Eichengreen**, Barry, université de Californie, Berkeley  
**El Beblawi**, Hazem, Fonds monétaire arabe

**El-Erian**, Mohamed, PIMCO  
**Eng**, Alvin, Autorité monétaire de Singapour  
**Estache**, Antonio, université libre de Bruxelles (Belgique)  
**Fatas**, Antonio, INSEAD  
**Fay**, Marianne, Banque mondiale  
**Ffrench-Davis**, Ricardo, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ECLAC) et université du Chili  
**Frankel**, Jeffrey, Harvard University  
**Gomez-Ibanez**, Jose, Harvard University  
**Graeff**, Eduardo, Bureau de la représentation du gouvernement d'État de São Paulo au Brésil  
**Hakimian**, Hassan, Cass Business School (Royaume-Uni)  
**Hesse**, Heiko, Fonds monétaire international  
**Hockman**, Bernard, Banque mondiale  
**Hofman**, Berr, Banque mondiale  
**Iyoha**, Milton, université Igbinedion, Nigeria  
**Izvorski**, Ivailo, Banque mondiale  
**Jack**, William, université de Georgetown  
**Jaffee**, Dwight, université de Californie-Berkeley  
**Jakubiak**, Malgorzata, Center for Social and Economic Research (CASE) Pologne  
**Kanbur**, Ravi, université Cornell  
**Kigabo**, Thomas, banque nationale du Rwanda et université nationale du Rwanda  
**Kim**, Sukkoo, Université Washington à St Louis  
**Kolesar**, Peter, Center for Social and Economic Research (CASE) Pologne  
**Kremer**, Michael, Harvard University  
**Kurekova**, Lucia, université européenne, (Hongrie)  
**Lehoucq**, Fabrice E., université de Caroline du Nord-Greensboro  
**Levine**, Ross, université Brown  
**Light**, Miles, université du Colorado  
**Loewald**, Christopher, ministère des Finances (Afrique du Sud)  
**Lumiste**, Rünno, université de technologie de Tallinn (Estonie)  
**Mahajan**, Sandeep, Banque mondiale  
**Mahmud**, Wahiduddin, université de Dhaka (Bangladesh)  
**Maipose**, Gervase, université du Botswana  
**Mattoo**, Aaditya, Banque mondiale  
**Meghir**, Costas, University College, Londres  
**Mkapa**, Benjamin William, ancien Président de Tanzanie  
**Montiel**, Peter, Williams College  
**Ndiaye**, Mansour, proximis international, Dakar  
**Newfarmer**, Richard, Banque mondiale  
**Page**, John, St. Anthony's College, Oxford et Banque mondiale



**Pefferly**, Robert, Estonian Business School  
**Purju**, Alan, université de technologie de Tallinn (Estonie)  
**Quigley**, John, université de Californie-Berkeley  
**Rama**, Martin, Banque mondiale  
**Robinson**, Edward, Autorité monétaire de Singapour  
**Robinson**, James, Harvard University  
**Rodrik**, Dani, Harvard University  
**Rozo**, Sandra, Fedesarollo (Colombie)  
**Schmidt-Hebbel**, Klaus, Banque centrale du Chili  
**Stavrakeva**, Vania, The Brookings Institution  
**Tan**, Yin Ying, Autorité monétaire de Singapour  
**Tang**, Christine, Lazaro, Bernardo Tiu, et associés, Inc.  
**Taymaz**, Erol, université technique du Moyen-Orient (Turquie)  
**Varshney**, Ashutosh, université du Michigan  
**Venables**, Anthony, ministère du Développement international (DFID)  
et université d'Oxford (Royaume Uni)  
**Vishwanath**, Tara, Banque mondiale  
**Walkenhorst**, Peter, Banque mondiale  
**Werneck**, Rogério, université catholique de Rio de Janeiro (PUC-Rio)  
**Wheeler**, David, Center for Global Development  
**Williamson**, John, Peterson Institute for International Economics  
**Wu**, Tingliang, Development Research Center of the State Council (Chine)  
**Wyplosz**, Charles, The Graduate Insritute, Genève (Suisse)  
**Yilmaz**, Kamil, Koç University, Turquie  
**Yusof**, Zaimal, national Implementation Task Force (Malaisie)

#### **Organisateurs des ateliers**

**Annez**, Patricia, Banque mondiale  
**Buckley**, Robert, Fondation Rockefeller  
**Carneiro**, Pedro, University College, Londres  
**Kharas**, Homi, Wolfensohn Center for development, The Brookings  
Institution  
**Lewis**, Maureen, Banque mondiale  
**Maloney**, William, Banque mondiale  
**Nowak**, Dorota, Banque mondiale  
**Paci**, Pierella, Banque mondiale  
**Peregoy**, Joseph, B& B Reporters  
**Salzman**, Randy, B&B Reporters  
**Serven**, Luis, Banque mondiale  
**Wheeler**, Haynie, Centre d'étude sur la mondialisation, Yale University

### Groupe de travail

**Carneiro**, Pedro, University College, Londres  
**Kharas**, Homi, Wolfensohn Center for development,  
The Brookings Institution  
**Leipziger**, Danny, Banque mondiale  
**Lim**, Edwin, China Economic Research and Advisory Programme  
**Romer**, Paul, Stanford University et Hoover Institution  
**Solow**, Robert, Lauréat du prix Nobel en économie et professeur émérite  
au Massachusetts Institute of Technology  
**Zagha**, Roberto, Secrétariat de la Commission sur la croissance  
et Banque mondiale

**Annez**, Patricia, Banque mondiale  
**Buckley**, Robert, Fondation Rockefeller  
**Carneiro**, Pedro, University College, Londres  
**Kharas**, Homi, Wolfensohn Center for development,  
The Brookings Institution  
**Lewis**, Maureen, Banque mondiale  
**Maloney**, William, Banque mondiale  
**Nowak**, Dorota, Banque mondiale  
**Paci**, Pierella, Banque mondiale  
**Peregoy**, Joseph, B& B Reporters  
**Salzman**, Randy, B&B Reporters  
**Serven**, Luis, Banque mondiale  
**Wheeler**, Haynie, Centre d'étude sur la mondialisation, Yale University